



MOUBARAK AL-SABAH

LA CRÉATION DU KOWEÏT

Dr. SOUAD M. AL-SABAH

ERICKBONNIER

MOUBARAK AL-SABAH
LA CRÉATION DU KOWEÏT

Maquette: Farida Jeannet

© Éditions Erick Bonnier, 2019

EAN: 9782367601922

Dépôt légal: octobre 2019

Imprimé en xxxxx par xxxxx

Souad M. Al-Sabah

MOUBARAK AL-SABAH

La création du Koweït

Traduit de l'anglais par Coline Houssais



ERICKBONNIER

Je dédie cet ouvrage consacré à l'histoire de notre fondateur et à la naissance d'une nation à mes proches; à mon regretté époux Cheikh Abdallah Ben Moubarak; à mes enfants Mohammed, Moubarak, Omniya et Shayma; à mes petits-enfants et à la grande famille du peuple koweïtien.

PRÉFACE

Cet ouvrage a pour but de fournir un nouvel éclairage sur la vie de Cheikh Moubarak Al-Sabah (1844-1915) ainsi que sur son règne, qui s'étend de 1896 à 1915. La plupart des travaux consacrés à cette période privilégient une simple approche chronologique qui ne rend pas justice à l'importance de certains événements : j'ai cherché au contraire à offrir une perspective différente sur la situation socio-politique que connaît le Koweït durant le règne de Cheikh Moubarak. Grâce à des sources originales exploitées pour la première fois, cet ouvrage dévoile de nouveaux éléments sur la vie et la personnalité du Cheikh. Il offre également une analyse de la période concernée à travers les développements sociaux, économiques, diplomatiques et militaires qui ont ponctué l'histoire du Koweït. Le thème principal du livre est celui de la construction de l'État, irrémédiablement liée à la démarcation de ses frontières politiques et à ses relations avec les autres États. Cheikh Moubarak avait à cœur que le Koweït exerce un contrôle autonome sur ses affaires domestiques tout en œuvrant à développer l'influence de son pays sur le golfe Persique et la péninsule arabique.

Au-delà de considérations politiques et militaires, le présent ouvrage examine de près les obstacles au développement socio-économique du pays. Il couvre également les prémices de l'ouverture du Koweït à la modernité dans des secteurs comme l'éducation, l'introduction des services postaux et télégraphiques, la mise en place d'un système de santé publique, l'organisation des services de douanes et de prélèvement d'impôts, ou encore le développement d'activités économiques et commerciales. Enfin, il vise à replacer les développements sociopolitiques qu'a connus le Koweït dans le contexte régional en examinant l'importance stratégique croissante du pays à l'orée du

xx^e siècle et les rivalités internationales dans lesquelles ce dernier a joué un rôle.

Le contenu de ce livre se base sur une sélection variée de sources primaires, ainsi que sur des ouvrages et études précédemment publiés et peu exploités jusqu'à présent. J'ai conscience que les sources relatives à l'histoire de cette période du golfe Persique sont principalement constituées de la correspondance diplomatique des grandes puissances. Il s'agit de sources valides lorsque l'objet d'étude concerne les rivalités internationales dont le Koweït a été l'objet. Ce livre, nourri également par des sources koweïtiennes, offre cependant une nouvelle perspective : il met l'accent sur le Koweït en tant qu'acteur, ainsi que sur les développements à l'œuvre au sein de ce dernier. Les enjeux dont il est question ici concernent l'action de Cheikh Moubarak au niveau domestique, régional et international visant à assurer l'indépendance du Koweït.

J'ai tenté à travers ce portrait de Cheikh Moubarak de dépeindre un homme contraint d'œuvrer dans des circonstances difficiles et compliquées, qui a su néanmoins préserver l'indépendance de son pays : un pays à l'importance économique et stratégique croissante, pris entre les feux des puissances européennes cherchant à étendre leur influence dans le golfe Persique. En plus de son désir d'indépendance, Cheikh Moubarak a été constamment guidé par le soin de moderniser son pays, tout en en développant les richesses et le commerce. Pour ce faire, il a su utiliser à bon escient la rivalité entre les États européens dans la région.

À travers ce livre, mon but est d'offrir à la nouvelle génération de Koweïtiens un récit des événements qui se sont déroulés il y a un siècle mais dont l'importance demeure intacte afin de comprendre le Koweït contemporain et sa place dans le monde.

Souad Al-Sabah

INTRODUCTION

LE RÔLE DE CHEIKH MOUBARAK DANS LA CRÉATION DE L'ÉTAT KOWEÏTIEN MODERNE

Les périodes constituant un tournant majeur dans l'Histoire retiennent souvent l'attention des historiens, et l'accession de Cheikh Moubarak à la tête du Koweït le 17 mai 1896 n'y fait pas exception pour le Golfe, voire même pour tout le Moyen-Orient. Septième dirigeant du Koweït issu de la dynastie des Al-Sabah, Cheikh Moubarak gouvernera le pays jusqu'à sa mort le 28 novembre 1915. Il bâtit durant son règne les fondations de l'état koweïtien, ce qui lui vaudra le surnom de « Moubarak le Grand » et fera de lui le fondateur du Koweït moderne.

Moubarak a appliqué le principe de souveraineté à son pays, établissant l'indépendance du Koweït sur ses affaires internes, et a renforcé le rôle de ce dernier dans la région au point où certains lui ont prêté l'intention de vouloir gouverner l'Arabie tout entière. Une nouvelle période pour l'histoire de la péninsule débute lorsque Cheikh Moubarak prend les rênes de son pays. La région est alors victime de fortes rivalités internationales et d'interférences continues de la part de l'Empire ottoman, auxquelles s'ajoutent luttes intestines et conflits locaux. Le Cheikh a pu naviguer habilement dans les remous causés par un tel contexte, affirmant *in fine* l'indépendance du Koweït.

Cheikh Moubarak, comme tous les pères fondateurs, fait l'objet d'une certaine glorification. Un historien koweïtien écrit à son sujet : « Moubarak est le Koweït. C'est lui qui a élevé le pays au-dessus de ses semblables et a assuré sa réputation à l'international. Moubarak a veillé à ce que le Koweït soit connu dans les capitales et métropoles du monde entier et figure en bonne place dans les forums et les conférences. Grâce à ses efforts, le Koweït est devenu un état reconnu et prospère. À son

décès, le pays a perdu un homme courageux qui ne craignait pas la mort [...] sans lui, la réputation du Koweït n'aurait pas traversé le désert¹».

Cheikh Mazzi ben Azzouz décrit le Koweït sous le règne de Moubarak de la manière suivante : « À l'époque, le Koweït était aussi célèbre que Bassora. Personne lié de près ou de loin à la politique n'ignorait son émir, Moubarak Al-Sabah. Ils connaissaient son pays, le Koweït, à travers lui justement ». Stanley Mylrea, qui travailla au Koweït pendant de nombreuses années, le décrit ainsi : « Cheikh Moubarak était un homme en avance sur son temps d'une génération. Il s'intéressait beaucoup à l'art de la guerre et sa maîtrise des cartes géographiques m'a stupéfié ». En avril 1914, Omar Fawzi, le ministre ottoman de la Défense, le surnomme « le Cheikh de la politique ». Le résident du Royaume-Uni au Koweït de 1929 à 1936, Harold Dickinson, le décrit quant à lui comme un dirigeant, chef militaire et diplomate de première classe.

Moubarak mêle compétences de combat et flair pour la politique. Courageux et intrépide, il sait aussi être patient, stoïque, et fait preuve d'excellentes capacités de négociation. Au fil des guerres et des alliances, des conflits et des négociations, il devient un des fondateurs du Koweït moderne. William Shakespear, agent du Royaume-Uni au Koweït de 1909 à 1915, note en 1911 que le Koweït, sous la férule de Cheikh Moubarak, est le pays le plus sûr et le mieux dirigé du golfe Persique.

Moubarak a eu pour tâche de poser les bases de l'indépendance de son pays dans le contexte international complexe de la fin du XIX^e siècle marqué par une recrudescence du colonialisme européen autour du démembrement annoncé de l'Empire ottoman. Ces rivalités internationales se manifestent principalement dans le golfe Persique, et plus particulièrement au Koweït, à tel point que l'historien Briton Busch lui dédie une partie de son ouvrage *Britain and the Persian Gulf 1894-1914* (La Grande-Bretagne et le golfe Persique, 1894-1914).

Tout en évitant les écueils des conflits internationaux, Moubarak s'est également employé avec beaucoup de patience à bâtir la prospérité du Koweït et développer ses activités commerciales. Malgré une vie marquée par une série de batailles militaires et de raids, l'objectif de Moubarak reste celui d'assurer la stabilité et la sécurité nécessaires pour permettre au commerce de se développer. Le commerce est alors la colonne vertébrale de la société koweïtienne. Le Koweït possède les meilleurs ports de cette région du Golfe qui constituent le point d'entrée vers le Najd et la péninsule arabe. Conscient que le commerce

ne peut prospérer que si la sécurité et la stabilité sont assurées, Cheikh Moubarak opte pour un mode de gouvernance musclé et s'arme des moyens militaires nécessaires pour dissuader toute velléité d'occupation du Koweït par des forces étrangères.

La sécurité garantie, la flotte marchande du Koweït se développe conjointement à l'expansion des routes commerciales entre ce dernier, les Indes et l'Asie du Sud-Est. Moubarak conclut un accord avec la British-India Steam Navigation Company pour affréter un navire transportant biens et passagers chaque semaine entre les Indes et le Koweït, n'hésitant pas à financer personnellement certaines traversées pour encourager le commerce avec son pays.

Cheikh Moubarak soutient activement les marchands koweïtiens en leur offrant l'environnement propice au développement de leurs activités. Conscient de l'apport crucial des marchands à l'économie nationale, il respecte leurs besoins, veille à leurs intérêts et va jusqu'à les soutenir financièrement à travers des prêts de long terme, assurant ainsi l'enrichissement collectif du pays. Lorsqu'un marchand traverse une période difficile, manque de fermer boutique ou perd sa fortune à cause d'un mauvais payeur ou fournisseur étranger, Moubarak intervient alors, protégeant par là même les intérêts du Koweït.

Moubarak est conscient que le développement du commerce n'assure pas uniquement des profits aux marchands, mais crée également de l'emploi pour les Koweïtiens. En mai 1899, afin de garantir que l'État bénéficie de cette augmentation de la richesse qu'il a encouragé, Cheikh Moubarak met en place un système de douane à travers lequel le gouvernement prélève une taxe de 5 % sur les biens importés, y compris provenant des ports ottomans. Cette taxe augmentera plus tard à 10 % pour certains produits.

Dans un contexte de sécurité et de stabilité, le Koweït peut enfin s'ouvrir à la modernité. En 1911, le premier hôpital est créé par la Mission américaine, sous l'égide du Dr Arthur Bennett. La première femme médecin à y exercer est Dr Eleanor Calverley, connue localement sous le nom de Khatun Halima. L'école Moubarakiyya ouvre ses portes peu de temps après, dirigée par Ustadh Omar Assem al-Izmiri et animée entre autres par les professeurs Cheikh Abdul Aziz Al-Rachid et Cheikh Yussouf al-Qinai. En 1913 la société de bienfaisance al-Najat est créée afin d'envoyer des étudiants poursuivre leurs études à l'étranger. Il s'agit aujourd'hui de la première organisation non-gouvernementale au Koweït. Une bibliothèque publique voit le jour, les plus démunis

bénéficient d'une aide financière et un système de santé gratuit pour tous se développe.

Toutes ces prouesses témoignent de la capacité de Moubarak à mettre le Koweït sur la voie de l'indépendance, malgré la volonté continue de Constantinople d'exercer son pouvoir sur les provinces arabes à travers la nomination de gouverneurs qui agissent au nom du Sultan. La relation que Moubarak entretient avec le Royaume-Uni lui permet d'empêcher l'Empire ottoman ne se prévale d'autre chose sur le Koweït que d'une souveraineté symbolique.

Malgré ses velléités d'autonomisation, les Ottomans traitent Cheikh Moubarak avec respect, lui remettant en 1911 les insignes de 1^{re} classe de l'Ordre du Médjidié, puis en 1913 celles de 1^{re} classe de l'Ordre de l'Osmaniye, l'une des décorations les plus prestigieuses de l'empire. Cheikh Moubarak reçoit également d'autres distinctions, construction celles-ci : en 1903 le roi George V le nomme Chevalier Commandeur de l'Empire des Indes et en 1912 Lord Curzon, vice-roi des Indes, le nomme Chevalier Commandeur de l'Étoile d'Inde.

Au début de la Première guerre mondiale en 1914, la Grande-Bretagne reconnaît le Koweït en tant qu'émirat indépendant sous protection britannique, provoquant un changement de statut notable. La même année, Moubarak rend visite à bord de son yacht privé, le *Mishrif*, à son ami Cheikh Khazaal. Il demande alors à ce qu'un étendard rouge avec le mot « Koweït » écrit en blanc soit hissé, qui deviendra le drapeau officiel du pays.

Le grand âge commence à avoir raison de Moubarak, et les signes d'une faiblesse physique deviennent de plus en plus marqués. Au début de l'année 1915 sa santé décline franchement, et Cheikh Moubarak décède vers 20 h 15, dimanche 28 novembre 1915, à l'âge de 71 ans, après un règne de 19 ans. Le Koweït tout entier dans les rues pour l'accompagner jusqu'à sa dernière demeure, dans le nouveau cimetière de la ville, où il repose depuis aux côtés de ses frères Mohammed et Jarrah. Moubarak a eu sept fils : Jaber, Salem, Subah, Fahd, Nasser, Hamad et Abdallah. Le poète koweïtien Hamad ben Abdul Latif al-Maghlouth, commémore dans un poème ses funérailles auxquelles il a assisté : il y décrit de manière poignante la vie du Cheikh et son rôle dans l'émergence du Koweït.

Avec la mort de Cheikh Moubarak, le Koweït subit une grande perte. Cependant, l'exemple, le modèle et le symbole qu'il incarne demeurent. Jusqu'à aujourd'hui le Koweït continue de marcher dans les pas de son fondateur à l'échelle domestique et internationale.

CHAPITRE I

FAIRE UN ÉTAT

« Il était le bâtisseur du Koweït moderne, un homme de vision et de capacité dont l'influence dépassait de loin le désert¹. »

Extrait des mémoires de Dr Stanley Mylrea,
qui vécut au Koweït de 1911 à sa mort en 1952.

Il y a deux catégories de dirigeants : ceux qui font l'Histoire, et ceux qui sont dépassés par cette dernière. Ceux qui appartiennent à la première catégorie considèrent l'environnement dans lequel ils se trouvent comme un défi et tentent de l'adapter à leurs rêves et ambitions. Quant aux seconds, leurs circonstances sont un destin auquel ils ne peuvent échapper. Ils baissent alors les bras et acceptent les choses telles qu'elles sont, à leur détriment. Il ne fait aucun doute que Cheikh Moubarak, qui a gouverné le Koweït de 1896 à 1915, appartienne à la première catégorie. Il a dû affronter une situation d'une grande complexité mêlant préoccupations domestiques, circonstances régionales dans le Golfe et ambitions à long terme des principales puissances européennes. Sur le plan interne et comme ce chapitre le montrera, Cheikh Youssef al-Ibrahim, ennemi juré de Cheikh Moubarak bien qu'il soit apparenté par alliance au prédécesseur de ce dernier, n'aura de cesse de tenter de le renverser. Pour ce faire, il tentera d'obtenir le soutien d'acteurs régionaux tels que les Al-Rachid en Arabie saoudite, l'émir du Qatar et certains dignitaires ottomans. La région est, à l'époque, le théâtre de rivalité entre les Al-Saoud et les Al-Rachid autour du contrôle du Najd et par conséquent de toute l'Arabie. En parallèle, l'Empire ottoman multiplie les

tentatives de rétablir son autorité et de réaffirmer son influence sur les royaumes arabes du Golfe.

À l'orée du xx^e siècle, les ambitions ottomanes se retrouvent confrontées au pouvoir grandissant du Royaume-Uni dans le Golfe, à la fois sur le plan politique et militaire. La rivalité culmine avec la signature d'un certain nombre d'accords de protection entre le Royaume-Uni et les cheikhs des émirats arabes. Bien que les interactions politiques dans le Golfe soient marquées principalement par le conflit anglo-ottoman pendant cette période, ce dernier est également influencé par la rivalité entre les autres puissances européennes dans la région, à commencer par l'Allemagne, la Russie et la France, dont les ambitions se développent. Le nombre des parties prenantes, allié à la diversité de leurs intérêts conduit à une série complexe de conflits et de rivalités d'un côté, et à un ensemble d'alliances et d'amitiés de l'autre. Les paramètres de ces conflits fluctuent avec le temps, les rôles et positions évoluant selon les intérêts des protagonistes.

Cheikh Moubarak se voit contraint de faire naviguer le Koweït en eaux troubles, la situation évoluant constamment. Il doit évaluer avec soin ses relations avec toutes les parties prenantes pour préserver les intérêts de son pays. Tout d'abord, il y a la question primordiale de ses relations avec l'Empire ottoman. Il opte pour le maintien de liens formels avec l'empire, ce dernier étant assimilé au califat musulman. Il utilise ces relations habilement pour préserver les intérêts de son pays, dont la protection des propriétés appartenant à la famille Al-Sabah dans la région de Faw, ainsi que la sécurité des marchands koweïtiens commerçant dans les ports du Golfe encore sous contrôle ottoman. Il consent au maintien de ce lien de subordination tant que Constantinople n'intervienne pas dans les affaires internes de son pays. Cependant, il refusera systématiquement de recevoir des représentants ottomans au Koweït. Dans un second temps, ses relations avec le gouvernement britannique se renforcent, le Royaume-Uni étant la puissance la plus importante et la plus influente dans le Golfe. Son but est alors de protéger son pays des sables mouvants que représenterait une ingérence ottomane potentielle. Enfin, Cheikh Moubarak est également conscient du danger et des avantages que peuvent représenter les autres puissances européennes. Il en reçoit donc les représentants et prend en considération ce qu'ils ont à lui offrir, tout en communiquant avec les Britanniques sur ces entrevues. Ce

positionnement lui permet de laisser entendre à ces derniers qu'il n'est pas prisonnier de la diplomatie britannique et qu'il peut se tourner à loisir vers une alternative. L'Anglais Cooper Busch, historien spécialiste du Golfe rend hommage au talent de diplomate de Cheikh Moubarak².

Les jeunes années de Cheikh Moubarak

Cheikh Moubarak est né en 1844. Fils du Cheikh Al-Sabah, il succède à son frère aîné Cheikh Mohammed dans des circonstances troubles. À l'âge de cinq ans, son grand-père, Cheikh Jaber, prend en charge son éducation. Cheikh Jaber nomme un érudit religieux pour enseigner au jeune Moubarak les principes du Coran et les sciences religieuses. À 12 ans, il commence l'équitation et le tir, devenant en deux ans un cavalier émérite et dépassant de loin ses camarades. Adulte, il sera l'un des meilleurs cavaliers du pays et ne manquera que très rarement sa cible au tir. Il commence également à assister à des réunions gouvernementales. Plus jeune, avant de prendre le pouvoir, il passe la plupart de son temps à participer à des expéditions militaires dans le désert et devient un expert en art et stratégie militaires. En 1871, par exemple, lorsqu'il n'a que 27 ans, son frère aîné, Cheikh Abdallah Al-Sabah, devenu cheikh du Koweït en 1866, le nomme à la tête du contingent terrestre koweïtien qui participe aux côtés des forces ottomanes menées par Nafidh Pacha à la campagne d'al-Hasa. Cheikh Abdallah quant à lui mène la campagne navale. En 1871, Cheikh Moubarak rencontre le gouverneur ottoman de Bagdad, Midhat Pacha. C'est à cette époque que ce dernier, en reconnaissance du rôle qu'a joué le Koweït dans la campagne d'al-Hasa, offre à son dirigeant une région parsemée de palmeraies dans la région du Chatt-el-Arab, avec exemption fiscale à perpétuité.

En 1892, Cheikh Mohammed Al-Sabah, un autre frère aîné de Moubarak, devient à son tour Émir. Il place alors Cheikh Moubarak à la tête d'une série de campagnes dans le désert. Sa première tâche consiste à mener une expédition punitive contre Majid al-Duwaysh, l'un des chefs de la tribu des Mutayr, qui a tenté de s'approprier les biens de tribus alliées au Koweït. Plus tard cette même année, il mène une expédition ordonnée par Cheikh Mohammed en soutien à Ibn Suwayt, chef de la tribu des al-Dhufayr, contre un chef rebelle de la même tribu. En 1893, il prend la tête d'un détachement koweïtien de soutien aux troupes ottomanes au Qatar. Il mène également des campagnes ordonnées par

Cheikh Mohammed contre les al-Said, qui ont attaqué plusieurs tribus affiliées au Koweït. Moubarak se lance aux trousses de ces derniers et les confronte dans la région d'al-Khanqa, d'où il sort victorieux, ayant récupéré les biens volés. En 1894, Cheikh Moubarak mène les troupes envoyées par le cheikh du Koweït contre la tribu des Bani Hajar dans une zone située entre al-Qatif et al-Hasa, où il triomphe et récupère le butin. Dans la plupart de ces batailles, le porte-drapeau est Abdallah ben Mohammed al-Mizyan. Son fils, Ibrahim, partage la charge avec son père et prend la relève après le décès de ce dernier³. Moubarak profite largement du rôle qu'il joue dans ces batailles : il y apprend l'art de la guerre dans le désert, forge d'étroites relations avec les chefs des tribus bédouines et propage sa réputation à la tête des forces koweïtiennes.

Des contemporains de Cheikh Moubarak le décrivent comme un homme grand au teint mat et aux yeux foncés, à la démarche assurée, fort mais élancé. Concernant ses capacités intellectuelles, Hafez Wahbah le décrit comme ayant « une bonne mémoire et une forte volonté⁴ ». Hussein Khalaf al-Cheikh Khazaal note la cicatrice causée par un coup d'épée qui marque son front et lui confère un aspect encore plus redoutable. Il ajoute :

« Il était intelligent, sensible, et empli d'énergie. Il pensait beaucoup mais parlait peu. Il avait une excellente mémoire et n'oubliait jamais un visage, qu'importe que le temps ait passé⁵. »

Abdelmassih Antaki, propriétaire du magazine égyptien *al-Imran*, rencontre Cheikh Moubarak en 1907 et le décrit comme suit :

« Grand, élancé, avec des bras musclés, des cheveux foncés et d'attirants yeux noirs qui respirent l'intelligence et l'ingéniosité. Sa barbe est courte et éparse. Il a une bonne mémoire, se rappelant de tous les événements qu'il a vécu ou dont il a entendu parler. Si quelqu'un mentionne un événement devant lui, il corrige tout de suite la moindre erreur, puis raconte l'histoire dans les moindres détails⁶. »

L'enracinement de Moubarak dans les traditions des tribus du désert lui inculque un amour de la terre et une forte volonté. Cheikh Mohammed l'envoie dans le désert pour faire régner l'ordre parmi des tribus davantage habituées à ne recevoir d'ordre de personne et rejetant

toute autorité. Moubarak mène à bien ses missions, bien que leur financement ne soit assuré le plus souvent qu'avec parcimonie. Ces missions sont à la fois un test et une expérience utile pour Moubarak, pendant lesquelles il développe d'étroites relations avec certaines tribus, dont les Ajman et les al-Rashaydeh, qui mèneront à une profonde loyauté entre les tribus et ce dernier. Lorsqu'il accède au trône, il se plaît à se définir en tant que Cheikh des tribus du Koweït et profite de ses étroites relations avec les chefs de tribus pour établir une force militaire capable de défendre le Koweït contre ses ennemis et de protéger ses amis.

Une fois au pouvoir, la stratégie de Moubarak est avant tout de consolider son autorité, bien qu'il soit pris dans le borbier des conflits et différentes conspirations. Il s'échine à construire une vaste force militaire, tirant avantage des rivalités entre les principales puissances européennes et les Ottomans pour protéger l'indépendance de son pays. Il est le premier à définir le Koweït en tant que nation, arborant le premier drapeau national portant le nom de « Koweït » et délimitant les frontières de l'émirat.

Consolider l'État

Moubarak accède au trône suite à une série d'événements au cours desquels ses frères Mohammed et Jarrah meurent dans des conditions mystérieuses. Dans ce contexte, les premières années de son règne sont marquées par des troubles politiques et militaires, dont des tentatives internes de l'écarter du pouvoir.

Le conflit interne au Koweït est influencé par des facteurs régionaux et internationaux. Sur le plan international, les Ottomans ne cessent d'interférer dans les affaires domestiques du pays pour contrebalancer l'influence croissante de l'Europe. Pendant ce temps, les activités européennes reflètent la rivalité entre le Royaume-Uni, la France, la Russie et l'Allemagne. Enfin, la lutte des tribus arabes pour l'Arabie, plus particulièrement l'affrontement entre les Al-Saoud et les Al-Rachid qui se disputent le Najd et al-Hasa. Pris dans l'étau de toutes ces pressions externes, Moubarak met à profit toutes ses ressources militaires et diplomatiques pour renforcer son autorité sur le Koweït.

Ses différends avec ses frères Mohammed et Jarrah continuent après la mort de ces derniers, Youssef al-Ibrahim – éternel adversaire de Cheikh Moubarak – offrant l’asile à leurs fils. Youssef al-Ibrahim, connu également sous le nom de Cheikh de Dora, est l’un des marchands de perles les plus riches du Koweït ; apparenté par alliance aux Al-Sabah, il a bénéficié d’une forte influence durant le règne de Cheikh Mohammed. Afin d’affaiblir Moubarak et de retrouver cette influence, il s’allie à certains représentants de l’Empire ottoman ainsi qu’aux Al-Rachid. La menace de Youssef al-Ibrahim est un facteur déterminant des relations koweïto-ottomanes pendant les premières années du règne de Moubarak, qui ne prendra fin qu’avec sa mort le 25 janvier 1906.

Youssef al-Ibrahim tente de s’assurer le soutien de Hamdi Pacha, le gouverneur de Bassora : il a recours à tous les stratagèmes diplomatiques à sa disposition et n’hésite pas à dépenser des fortunes pour atteindre ses objectifs. Il prend soin notamment de donner l’impression que Moubarak soutient essentiellement les Britanniques, tout en assurant que lui-même, une fois au pouvoir, restaurera la souveraineté ottomane sur le Koweït. En même temps, dans une lettre envoyée au consul britannique à Bassora et au représentant du Royaume-Uni à Bouchehr, il promet aux Britanniques de solliciter leur protection si ces derniers l’aident à renverser Moubarak. En plus de ses connexions politiques et de ses ressources financières, Youssef al-Ibrahim a recours à la force, mettant sur pied de nombreuses expéditions militaires contre le Koweït.

Les Ottomans ne sont pas insensibles aux efforts de Youssef al-Ibrahim⁷. Le refus de Cheikh Moubarak d’accepter une garnison ou un agent politique ottoman, ainsi que son attachement à l’autonomie du Koweït signifie que ce dernier – situé entre les provinces ottomanes d’al-Hasa et de Bassora – est un obstacle à la continuité géographique de la Sublime Porte sur la côte du Golfe. Un exemple de la résistance de Cheikh Moubarak à l’installation d’une garnison ottomane au Koweït se déroule en septembre 1899, lorsqu’un amiral ottoman débarque avec une suite de cinq soldats. Cheikh Moubarak les invite dans sa résidence et interroge l’amiral sur le but de sa mission. Ce dernier répond que Hamdi Pacha, le gouverneur ottoman de Bassora, lui a attribué le commandement de la flotte koweïtienne. La réaction du Cheikh ne se fait pas attendre :

« Le Koweït, déclare-t-il, n'a pas besoin de quiconque pour commander sa flotte. L'amiral doit donc repartir d'où il est arrivé dès ce soir, et aucun de ses bateaux ne sera déchargé⁸. »

De son côté, Moubarak ne reste pas inactif face à Youssef al-Ibrahim, observant ses machinations et usant de stratagèmes similaires pour contre-attaquer ces dernières. Il réaffirme sa loyauté aux autorités ottomanes et réitère son désir de maintenir de bonnes relations. Il ne compte pas les cadeaux aux représentants ottomans, les avertissant que les Britanniques ont des vues sur son émirat. Il lève le drapeau ottoman au-dessus de son palais. Il demande à Rajab Pacha, le gouverneur de Bagdad, de persuader la Sublime Porte de considérer tout trouble domestique au Koweït comme un simple souci de politique interne, qui n'affecte pas les relations entre le Koweït et Constantinople. L'objectif de Moubarak est de consolider sa position au Koweït même et de tenir les Ottomans à distance en les décourageant de soutenir ses rivaux, ainsi que de protéger ses possessions à Bassora⁹. Il reste paré à l'éventualité d'une invasion et effectue les préparations nécessaires. En parallèle, et pour anticiper tout développement imprévu, Cheikh Moubarak maintient des lignes de communication discrètes avec les Britanniques afin de pouvoir faire face aux éventuelles pressions ottomanes.

L'année après sa prise de pouvoir, 1897, est riche en événements, notamment en confrontations avec Youssef al-Ibrahim, encouragé comme nous l'avons vu par les Ottomans soucieux de réaffirmer leur influence au Koweït. En février 1897, le gouverneur de Bassora nomme un représentant ottoman à la tête du centre de quarantaine au Koweït. Cette décision en apparence anodine représente en réalité une tentative de changer le statut de l'émirat, ce que Moubarak n'est pas prêt à accepter. En réaction, le Cheikh se met à chercher des soutiens externes pour contrecarrer les menaces proférées par Ibn Al-Rachid et Youssef al-Ibrahim.

En effet, ce même mois, Cheikh Moubarak rencontre un représentant résident du Royaume-Uni dans le Golfe à qui il exprime son souhait de placer le Koweït sous contrôle britannique pour le protéger de toute ingérence ottomane. Le Royaume-Uni cependant ne répond pas immédiatement à cette proposition, tout accord avec le dirigeant du Koweït entraînant une reconnaissance de l'indépendance de ce dernier vis-à-vis

de l'Empire ottoman, ce qui signifie violer l'engagement pris envers la Sublime Porte de reconnaître sa souveraineté sur les émirats arabes de la côte septentrionale du Golfe¹⁰.

En dépit des précautions du Royaume-Uni, Youssef al-Ibrahim a recours à la force, soupçonnant le Cheikh de tenter de mettre à bas ses ambitions. En juin 1897, il rassemble une flottille de quatorze navires et de 1500 à 1800 hommes afin d'envahir le Koweït. Moubarak a cependant vent de l'opération et défait les forces de Youssef al-Ibrahim. Moubarak demande au gouverneur de Bassora d'arrêter ceux qui sont derrière la tentative d'invasion, mais les autorités ottomanes refusent de prendre l'affaire au sérieux. Le gouverneur de Bassora refuse également que Moubarak puisse librement poursuivre Youssef al-Ibrahim dans les eaux ottomanes et perses.

Cheikh Abdallah al-Nouri raconte comment Moubarak découvre le projet d'invasion de Youssef al-Ibrahim : alors qu'un marchand nommé Ali Sulayman Abu Kahil rentre au Koweït à bord de son navire, il est pris en embuscade et capturé en haute mer par les hommes de Youssef al-Ibrahim. Il est mené devant ce dernier, qui l'interroge sur la situation au Koweït et le presse de fournir des informations sur Cheikh Moubarak. Abu Kahil est enfin relâché, et lorsqu'il finit par rentrer au Koweït il s'empresse d'avertir Cheikh Moubarak qu'une expédition maritime est en cours de préparation. Ainsi, lorsque les navires de Youssef al-Ibrahim arrivent, la flotte koweïtienne, déployée, les attend. Plus tard, Moubarak demande à Abu Kahil ce qu'il souhaite pour récompense, et bien que ce dernier ne demande rien, Moubarak lui offre un navire nommé *Al-Maymun* pour le remercier de son geste¹¹.

Malgré cet échec, Youssef al-Ibrahim prépare une deuxième attaque, soutenu cette fois-ci par Cheikh Jassem ben Mohammed al-Thani, l'émir du Qatar. Une attaque simultanée à la fois terrestre et maritime est prévue en novembre 1897, mais Cheikh Jassem se ravise et le projet est abandonné. Plus tard, Youssef al-Ibrahim se tourne vers Abdul Aziz ben Mut'ab Al-Rachid, l'émir du Ha'il et du Najd, connu sous le nom d'« Émir de la Montagne ». Ibn Al-Rachid a des raisons personnelles pour s'opposer au Koweït, qui en 1892 a offert l'asile à l'émir Abdelrahman al-Fayçal Al-Saoud, ennemi juré des Al-Rachid. Des incidents isolés ont déjà conduit à des affrontements armés entre

les deux parties. Cependant, les Britanniques surveillent la situation et avertissent Cheikh Moubarak des conséquences d'une attaque contre les Al-Rachid par le biais de l'administration britannique en Inde et de l'agent de Moubarak à Bombay. C'est peine perdue¹².

Finalement, les autorités ottomanes réalisent que l'emprise de Cheikh Moubarak sur le Koweït est très forte et qu'il ne sert à rien de continuer à soutenir Youssef al-Ibrahim contre ce dernier. En décembre 1897, le Sultan publie un décret nommant Cheikh Moubarak *qaimaqam* du Koweït avec un salaire annuel de 150 *kara* de dattes¹³, commué en un salaire annuel de 300 livres sterling¹⁴. Cheikh Moubarak est loin d'avoir toujours eu le dessus dans ses confrontations intermittentes avec ses ennemis cependant, et les affrontements armés entre Moubarak et Ibn Al-Rachid continuent. La bataille d'al-Sarif en mars 1901 constitue le revers le plus sévère pour les forces de Moubarak. Défaite cuisante, elle a manqué d'ouvrir la voie aux Ottomans pour imposer à nouveau leur autorité directe sur le Koweït. L'année suivante, Qasim Pacha, beau-fils du Sultan et commandant en chef des forces ottomanes en Irak, marche sur Bassora à la tête d'un contingent avec pour objectif de rallier le Koweït et de renverser Cheikh Moubarak.

Londres s'oppose à cette décision qui laisse craindre une confrontation entre Royaume-Uni et l'Empire ottoman. Mohsen Pacha, le gouverneur de Bassora, entreprend cependant un geste diplomatique qui permet d'endiguer l'escalade, sans aucun doute sur ordre de Constantinople. Le 18 mai 1901, il effectue une visite amicale au Koweït accompagné de Qasim Pacha, de quelques notables de Bassora et d'une petite force de 150 soldats, dans le but d'améliorer l'état des relations entre Moubarak et Ibn Al-Rachid. Cependant, lorsque Mohsen Pacha rencontre Cheikh Moubarak, il tente de le persuader de se soumettre au Sultan, arguant que l'émirat est un *sanjak* de l'Empire ottoman¹⁵. Il essaie également de faire acter l'installation d'une garnison ottomane au Koweït par Moubarak, sans davantage de succès¹⁶.

Des télégrammes diplomatiques de l'ambassade russe à Constantinople notent que la visite dure quatre jours au cours desquels le Cheikh accueille Mohsen Pacha avec toute l'hospitalité caractéristique des Arabes. Ils témoignent également que dès son arrivée, Moubarak fait clairement sentir à Mohsen que ce dernier est reçu non pas comme gouverneur de Bassora ou envoyé du Sultan, mais simplement comme

un vieil ami qui a su le soutenir durant des périodes difficiles. Selon un rapport publié ultérieurement par Alexandre Adamov, consul russe à Bassora, Moubarak annonce à Mohsen Pacha que face à la menace représentée par les Ottomans, il a décidé de se placer sous la protection d'une puissance étrangère¹⁷.

Moubarak est cependant soucieux de ne pas complètement rompre ses liens avec les autorités ottomanes. En réponse à la requête du gouverneur de venir à Bassora afin de déclarer son allégeance au Sultan, Moubarak accepte de se rendre à Faw uniquement, à bord de son yacht privé. Le 23 mai 1901, le yacht du Cheikh met donc les voiles, accompagné d'un autre navire transportant gardes et compagnons. Entre-temps, Moubarak a pris soin de contacter le résident du Royaume-Uni dans le Golfe pour l'informer de son voyage à Faw et lui demander de garder un œil sur la situation. Une fois sur place, il envoie un télégramme à Constantinople renouvelant sa loyauté et son allégeance au Sultan¹⁸.

Les archives ottomanes à Constantinople incluent un nombre de documents qui témoignent d'une oscillation des dirigeants ottomans entre 1899 et 1901 entre approche diplomatique et usage de la force, afin d'obtenir l'allégeance de Cheikh Moubarak. L'un d'eux datant de 1899 note la décision du cabinet ottoman :

« d'envoyer le Naqib al-Ashraf¹⁹ de Bassora au Koweït sur ordre de la Sublime Porte pour conseiller à Moubarak Al-Sabah d'obéir et de se soumettre aux plus hautes autorités, de l'avertir des ambitions étrangères au Koweït et dans la région, et d'indiquer à quel point la réalisation de ces dernières serait préjudiciable à l'Empire et à l'islam²⁰. »

Un mémorandum du secrétaire en chef du Diwan impérial de la même année rajoute que :

« Il faut faire comprendre à Moubarak Al-Sabah de manière mesurée et par le biais de mots justes et efficaces que si les Britanniques réussissent à atteindre leur objectif d'étendre leur empire jusqu'au Koweït, cela sera très préjudiciable à l'empire et à l'islam... Au regard de ses liens avec l'État impérial et sa mission de préserver les droits des musulmans, il doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher que ces ambitions étrangères se réalisent. »

Le document ajoute que si Moubarak s'exécute, et renouvelle également par écrit sa promesse de demeurer fidèle à l'Empire et de maintenir sa relation avec ce dernier, il bénéficiera de tous les honneurs et privilèges²¹.

Après que Cheikh Moubarak ait effectué son devoir, le gouverneur de Bassora envoie un mémorandum au ministère de l'Intérieur le 31 janvier 1900 dans lequel il note que le Naqib est revenu du Koweït à Bassora porteur d'une lettre et d'un serment d'allégeance de Moubarak al Sabah. Le gouverneur de Bassora demande à ce que soit conféré à Moubarak le rang de *mirmirat*, reçoive la médaille convenant à son grade²² et que la rente annuelle perçue de l'État ottoman – bloquée jusque-là – lui soit versée²³. Par conséquent cependant, et sans réelle amélioration dans les relations entre le Koweït et Constantinople, le Conseil spécial des ministres présidé par le Grand vizir Rifat Pacha se réunit pour envisager l'envoi du Naqib al-Ashraf de Bassora une nouvelle fois afin de s'entretenir avec le Cheikh²⁴.

Suite à la défaite de Moubarak lors de la bataille d'al-Sarif, le Conseil spécial des ministres discute une nouvelle fois de la possibilité d'une présence ottomane officielle au Koweït. Un comité spécial effectue un rapport pour le Conseil, et précise : « *Moubarak Pacha penche désormais du côté des Britanniques après sa défaite face à Ibn Al-Rachid. Deux navires britanniques fraient dans les eaux koweïtiennes et deux agences maritimes au Koweït arborent le drapeau britannique. Cela est dû au fait que l'État impérial a jusqu'à présent négligé d'établir des départements officiels comme un bureau des douanes et un port* ».

Le rapport note également que le ministre de l'Intérieur ottoman a informé le Sultan que les gouvernements français et allemand s'accordent à ce que les Ottomans mettent en place une présence officielle « afin de conforter son autorité légitime sur cette partie de son Empire²⁵ ».

En même temps, Mohsen Pacha écrit à Constantinople, expliquant que les Britanniques attendent depuis plusieurs années l'opportunité de prendre le cheikh du Koweït sous leur aile. Selon ses propres mots :

« Résultat de la défaite infligée par Ibn Al-Rachid à Moubarak Pacha, le maréchal de la 6e armée impériale s'est rendu à Bassora pour informer les officiels présents de la formation d'une force militaire à envoyer au Koweït sous le commandement de Mirliva

Mohammed Fadel Pacha²⁶. Il a effectué des déclarations spécifiant les différentes menaces faites à Moubarak Pacha. »

Aux dires du gouverneur de Bassora, le bruit court selon lequel Ibn Al-Rachid prépare une invasion du Koweït, ce qui pourrait paradoxalement accroître l'influence britannique dans le pays. Il explique avoir constaté, lors de sa visite au Koweït deux mois auparavant, un navire de la marine britannique stationné dans les eaux koweïtiennes, pendant que d'autres bâtiments militaires passaient régulièrement dans la zone. Il continue de persuader Moubarak d'accepter l'installation d'une garnison et d'une représentation officielle ottomanes au Koweït, sans succès. Par conséquent, le gouverneur prépare également une action militaire pour garantir ce qu'il nomme « les droits sacrés du Sultan glorifié au Koweït²⁷ ».

Mohsen Pacha s'intéresse de près aux développements concernant le Koweït, envoyant un télégramme crypté à Constantinople dans lequel il rapporte avoir écrit à Moubarak Al-Sabah Pacha pour lui demander pourquoi autant de navires marchands britanniques font escale au Koweït, et pourquoi les Britanniques construisent un phare et des installations portuaires. Il explique également avoir reçu pour réponse de Cheikh Moubarak :

« Le but est de faciliter l'importation de biens essentiels pour le peuple du Koweït, incluant du riz et d'autres produits. Ces bateaux ne seront pas autorisés à revenir au Koweït après deux ou trois voyages. Concernant les allégations selon lesquelles un permis de travail a été attribué à une agence commerciale britannique, qu'un phare et une jetée ont été construits, que le drapeau britannique a été arboré et qu'un contact a été établi avec un navire au bord duquel se trouvent des maladies infectieuses, tout cela ne sont que des mensonges et ne comporte par la moindre once de vérité. La ville de Koweït tout entière est décorée de bannières célébrant la victoire ottomane, ce qui peut être vérifié en expédiant un envoyé sur place. »

Le gouverneur de Bassora ajoute qu'il compte envoyer le vaisseau *Zabhaf* une fois rénové afin de mener l'enquête. Il répète ce qu'il avait précédemment déclaré sur « sa disposition à se rendre au Koweït à la tête d'un bataillon afin d'y régler la situation, soit en persuadant Moubarak de se soumettre au Sultan impérial soit en le soumettant par la force²⁸ ».

Le Conseil spécial des ministres ottoman se rassemble à nouveau sous la présidence du Grand vizir Rifat Pacha afin de discuter de ce mémorandum. Les participants s'accordent à ce que « Moubarak Al-Sabah Pacha soit invité à Bassora et que sa sécurité soit garantie par les moyens appropriés. Des discussions auront lieu avec lui afin de le persuader d'autoriser une force militaire impériale de s'installer au Koweït et d'y bâtir un port et des douanes. Le ministre de l'Intérieur informera le gouverneur de Bassora de cette décision après ratification par le Sultan²⁹ ».

Le 26 août 1901, le gouverneur de Bassora envoie un télégramme crypté à la Sublime Porte, annonçant que l'officier en charge du vaisseau *Zabhaf* est arrivé au Koweït deux jours auparavant.

« Et qu'il y a été abordé par le commandant d'un bâtiment de la Marine britannique, qui l'a informé que le Koweït se trouvait sous protection britannique. L'officier britannique a menacé le capitaine ottoman de représailles militaires si ce dernier tentait de faire accoster des troupes ou de décharger des munitions. »

Le capitaine du *Zabhaf* ajoute avoir rencontré Cheikh Moubarak, qui a nié l'existence d'une protection britannique mais a ajouté être prêt à accepter cette dernière si nécessaire³⁰. Capitaine Pears, l'officier en charge du vaisseau britannique HMS *Perseus* met en garde le capitaine du *Zabhaf* contre toute tentative d'accoster des troupes, précisant que des tirs seraient effectués s'il n'obéissait pas.

Selon les archives britanniques, le rapport du capitaine Pears stipule que l'officier ottoman l'a informé de l'absence de troupes à bord de son vaisseau et de son objectif de venir simplement négocier avec le Cheikh. Le capitaine turc a également souligné que le Koweït était une possession ottomane, que le Cheikh était un sujet ottoman, et qu'aucun pays étranger n'avait le droit de s'immiscer dans les affaires koweïtiennes. Le lendemain, le capitaine du *Zabhaf* rencontre Cheikh Moubarak et lui annonce son intention de rester au Koweït. Moubarak répond que le capitaine est libre de faire ce qu'il veut du moment qu'il ne fait pas accoster de troupes. L'officier réitère sa menace d'informer les autorités ottomanes à Faw de ce qu'il s'est passé au Koweït et de revenir avec davantage de bateaux et de troupes. Le Cheikh répond que le capitaine est en droit de faire ce qu'il lui convient.

Le Conseil spécial des ministres ottoman se réunit le 28 août pour discuter des revendications du capitaine Pears et l'interprète comme une

déclaration britannique de protection du Koweït. Les participants au conseil s'accordent à ce qu'instruction soit communiquée à l'ambassade ottomane à Londres de contacter le gouvernement britannique, « pour le presser d'empêcher des dignitaires de faire de telles déclarations qui sont en contradiction avec les bonnes relations entre les deux pays³¹ ». La décision est approuvée par le Sultan le 31 août.

Le 4 septembre, en raison de l'absence du ministre des Affaires étrangères britannique Lord Landsdowne – retenu en Irlande pour cause de maladie –, l'ambassadeur ottoman rencontre un porte-parole du ministère des Affaires étrangères afin de lui exprimer la surprise des autorités de son pays face à un tel comportement des Britanniques, qui, comme il le souligne, ne respecte pas les accords existants. Le fonctionnaire britannique répond que ce qui s'est passé est un malentendu entre les capitaines des deux bateaux, qu'il ne manquera pas d'en informer le ministre dès son retour, et qu'il informera l'ambassadeur de sa réponse³². Ce dernier se rend à nouveau au ministère des Affaires étrangères à Londres dès le lendemain afin d'insister sur la nécessité « de préserver les droits légitimes de l'Empire au Koweït », notant que « tout accord signé entre le gouvernement britannique et le *qaimaqam* Moubarak Al-Sabah sera considéré comme illégal » et que « si le gouvernement britannique souhaite conclure un accord séparé afin de protéger ses navires, il peut le faire avec la Sublime Porte³³ ».

Le Royaume-Uni objecte à la mission du Naqib de Bassora au Koweït. Le chargé d'affaires britannique à Constantinople est reçu par le ministre des Affaires étrangères ottoman lors d'une audience où il menace :

« Qu'à moins que les ordres soient envoyés au Naqib de rentrer à Bassora immédiatement et de ne jamais plus tenter une pareille action, le gouvernement britannique retirera les garanties qu'il a fournies pour préserver le statu quo au Koweït. La Sublime Porte sera responsable des conséquences³⁴. »

Le voile de mystère qui enveloppe la mission du Naqib augmente l'anxiété et l'irritation des diplomates britanniques. Lorsqu'ils interrogent Moubarak au sujet de la mission, ce dernier fournit les réponses qu'il juge nécessaire afin de maintenir de bonnes relations avec les Ottomans et les Britanniques à la fois³⁵.

Le lendemain, le 6 septembre 1901, l'ambassade ottomane à Londres transmet à Constantinople un mémorandum du ministre des Affaires

étrangères britannique condamnant la mission du Naqib de Bassora et les menaces que ce dernier a proférées à l'encontre de Moubarak Al-Sabah. Le télégramme inclut le rapport effectué par le capitaine de la marine britannique au Koweït, qui mentionne – selon le mémorandum ottoman :

« Si les officiels ottomans continuent de faire des difficultés, le Royaume-Uni est susceptible de trouver un autre arrangement moins favorable à l'empire. »

Le même jour, le ministre des Affaires étrangères ottoman envoie un télégramme à son ambassade à Londres concernant son entrevue avec l'ambassadeur britannique à Constantinople, où ce dernier confirme,

« que ce gouvernement ne considérera pas occuper le Koweït ou imposer une protection sur ce dernier si l'empire se retient d'y envoyer toute force militaire et y garantit la préservation du statu quo. »

Le ministre assure l'ambassadeur britannique que le gouvernement ottoman ne prévoit pas d'envoyer des troupes au Koweït et qu'il compte y maintenir le statu quo, mais que le Royaume-Uni doit faire de même en promettant de ne pas occuper le Koweït ou d'y imposer sa protection³⁶.

Le 13 septembre 1901, l'ambassade ottomane à Londres répond par une dépêche à Constantinople qui inclut la réponse que le ministre des Affaires étrangères britannique donne le 11 septembre 1901 :

« Le gouvernement britannique confirme les assurances données par l'ambassadeur britannique à Constantinople au ministre des Affaires étrangères de l'Empire que le Royaume-Uni n'occupera pas le Koweït ni y imposera sa protection à condition que le statu quo soit préservé et que l'empire n'y envoie pas de troupes³⁷. »

Conséquences des craintes ottomanes d'une influence britannique croissante au Koweït, la Sublime Porte publie un édit impérial dont les provisions incluent l'exil volontaire de Cheikh Moubarak du Koweït. Le Cheikh serait contraint de résider à Constantinople, où il serait nommé membre du conseil d'État (*Shura*), ou pourrait s'établir dans

n'importe quel autre territoire ottoman, auquel cas il percevrait une pension annuelle. En cas de refus, il serait exilé du Koweït par la force et serait, selon l'expression utilisée par l'édit, « traité sans ménagement ». Le gouverneur de Bassora, Moustapha Nouri Pacha, en envoie une copie au Cheikh.

Moubarak répond à la lettre de Nouri Pacha calmement et intelligemment, détaillant tout le soutien que les Al-Sabah ont offert à l'Empire ottoman et assurant que ses sentiments à l'égard de ce dernier sont intacts. Moubarak est certainement au fait que le gouverneur de Bassora n'a pas le pouvoir d'appliquer les ordres impériaux, mais que dans tous les cas une telle réponse permet de gagner du temps. Il écrit également au résident du Royaume-Uni et l'informe de la situation. Ce dernier promet son aide.

Le *Zabhaf* réapparaît au large des côtes koweïtiennes le 1^{er} décembre 1901 avec à son bord Rajab al-Naqib le Naqib al-Ashraf de Bassora, ainsi que Miralay Najib Bek³⁸, le frère de Moustapha Nouri Pacha, le gouverneur de Bassora. Ils sont accompagnés de suffisamment de soldats ottomans pour forcer Moubarak à appliquer les ordres impériaux qui lui ont été notifiés. Il a été informé que s'il n'obéissait pas de son propre gré, il serait exilé du Koweït par la force.

La réponse britannique est rapide et décisive. Les ordres sont donnés au HMS *Pomone* de mettre le cap sur le port de Koweït, suivi par le HMS *Sphinx*. Le but est de montrer du soutien britannique à Moubarak contre la menace ottomane. Les capitaines des deux navires annoncent au Naqib être prêts à bombarder la ville de Koweït si Moubarak cède à ce dernier³⁹. Le Naqib n'a pas d'autre choix que de se retirer, rentrant à bord du *Zabhaf* à Bassora. Le Royaume-Uni émet une plainte officielle contre le gouvernement ottoman, considérant le geste du Naqib comme une violation manifeste des promesses du Sultan. Ils se déclarent prêts à soutenir le Cheikh, et ne toléreront aucune attaque ottomane sur le Koweït.

Le ministre des Affaires étrangères ottoman contacte son ambassade à Londres et explique que le but de « la visite du Naqib de Bassora au Koweït n'avait pas pour but de faire pression sur le *qaimaqam* Moubarak d'une quelconque manière. Il a tout simplement profité de la présence du *Zabhaf* pour y monter à bord ». Au sujet du Royaume-Uni, il note qu'« il serait fort regrettable de considérer la présence d'éminents représentants de l'empire à Bassora dans une ville appartenant à ce dernier comme une violation du statu quo au Koweït ». Il continue : « si le gouvernement

britannique continue de considérer cela comme une violation, nous sommes dans ce cas prêts à demander un arbitrage international pour prouver que nous sommes dans notre droit». Le ministre demande à ce que ces clarifications soient exprimées en personne lors de la prochaine entrevue entre l'ambassadeur et Lord Landsdowne⁴⁰.

L'affaire ne s'arrête pas là. Le 15 décembre 1901, le ministre des Affaires étrangères ottoman demande à son ambassade à Londres de mener l'enquête sur des informations reçues selon lesquelles le capitaine du HMS *Pomone* aurait fait retirer le drapeau ottoman flottant sur Koweït depuis 300 ans. Ce dernier aurait

« Jeté le drapeau par terre et hissé à la place le drapeau réalisé spécialement pour le Koweït, avec des rayures verticales noires et blanches. Il a demandé aux officiels ottomans à Koweït de quitter le pays en vertu selon lui de l'accord entre l'empire et le Royaume-Uni sur l'indépendance du Koweït. »

Le ministre des Affaires étrangères ottoman déplore un tel incident et déclare être prêt à soumettre l'affaire devant les tribunaux internationaux. Il souligne que les Ottomans sont déterminés à défendre leurs droits politiques au Koweït et demande à nouveau à son ambassadeur de clarifier la position de la Sublime Porte vis-à-vis du ministre des Affaires étrangères britannique⁴¹.

Le 18 décembre 1901, l'ambassade ottomane notifie Constantinople de la réaction de Lord Landsdowne. Selon les informations communiquées, le ministre des Affaires étrangères aurait déclaré que le récit des événements fait par son homologue ottoman est « une fantaisie que l'esprit ne peut saisir », ajoutant qu'« il est impossible que le capitaine d'un vaisseau de la Marine britannique se comporte de cette manière sans que son geste ne soit signalé ». Il ajoute qu'il va demander une explication à ce sujet à l'Amirauté et assure l'ambassadeur ottoman que le Royaume-Uni cherche à « préserver le statu quo dans la région⁴² ».

Le 30 décembre, le gouverneur de Bassora, Nouri Pacha, envoie un télégramme crypté à la Sublime Porte classé « très urgent ». Il y explique avoir interdit l'exportation de dates, riz et céréales de Bassora au Koweït « Moubarak Al-Sabah s'étant déchargé des liens d'obéissance et d'amitié ». Il rapporte avoir renvoyé une deuxième fois le Naqib de Bassora et le Miralay Najib Bek au Koweït à bord du *Zahhaf* « afin de conseiller Moubarak Al-Sabah de rentrer dans le rang en

obéissant et en se soumettant à l'empire⁴³ ». Cependant, Moubarak n'y a pas consenti.

Le lendemain, le Grand vizir Said Pacha envoie un mémorandum au Sultan suite à la demande de l'ambassadeur britannique de lever l'embargo sur l'importation de denrées alimentaires au Koweït. Cette demande est soutenue par l'ambassadeur allemand, qui souligne qu'une « interdiction d'envoyer des denrées alimentaires au Koweït pousse le pays dans les bras de puissances étrangères, ce qui est indésirable ». Le Grand Vizir ajoute que l'interdiction sur les exportations vers le Koweït vient du gouverneur de Bassora, et que la Sublime Porte n'a donné aucune instruction à ce sujet. Il demande permission au Sultan de lever l'interdiction, ce qui est chose faite le 3 janvier 1902 lorsque « la volonté impériale donne son accord⁴⁴ ».

La défaite de Moubarak lors de la bataille d'al-Sarif permet à son vieil ennemi Youssef al-Ibrahim de redoubler d'efforts. Il harcèle les tribus koweïtiennes loyales à Cheikh Moubarak en volant leur bétail et leurs chameaux. En septembre 1902 il organise une campagne maritime pour envahir le Koweït, soutenu par le gouverneur de Bassora. Malgré les précautions de Youssef al-Ibrahim pour conserver l'opération secrète, le fils de Moubarak, Cheikh Jaber al-Moubarak – qui est alors à Faw et collecte des informations sur les mouvements de Youssef al-Ibrahim – a vent de cette dernière et envoie un message d'avertissement à son père. Il avertit également par télégramme le résident du Royaume-Uni dans le Golfe.

L'expédition a néanmoins lieu, et deux navires transportant 150 hommes et armés de canons mettent le cap sur le Koweït. Le lieu de débarquement est Ras al-Ajuza, situé juste à l'est de la ville de Koweït. Les envahisseurs sont abasourdis de découvrir que les autorités koweïtiennes n'ignorent rien de l'invasion. Ils se retrouvent alors face au navire britannique HMS *Lapwing* et à son capitaine Commandant Armstrong. Cette nouvelle tentative de Youssef al-Ibrahim se solde ainsi à nouveau par un échec. Après des échanges de tirs, les deux bateaux ennemis ainsi que toutes leurs provisions, armes, munitions et échelles d'abordage sont saisies⁴⁵.

Sir Nicholas O'Conor, l'ambassadeur britannique à Constantinople, considère l'opération comme une démonstration éclatante de la détermination des Britanniques à défendre le Koweït. Le ministre des Affaires étrangères britannique émet des protestations vis-à-vis des autorités ottomanes, à propos de l'incident, les informant que, dans le futur, le

Royaume-Uni n'hésitera pas à faire ce qui est nécessaire pour garantir ses intérêts. Constantinople s'excuse et affirme ne pas avoir eu connaissance de l'opération. Cependant, l'Empire ottoman continue par d'autres biais de faire pression sur Cheikh Moubarak en encourageant par exemple le Cheikh d'al-Zubayr à lui voler du bétail.

La relation tumultueuse entre les Ottomans et Moubarak n'atteindra cependant jamais de point de non-retour, chaque partie prenant soin de maintenir un minimum de relations avec l'autre. Des épisodes de coopération sont mêlés à des confrontations, voire des conflits, et ce paradoxalement parfois en même temps. Par exemple, au début de l'année 1905, alors que les relations du Cheikh avec Constantinople s'améliorent, les autorités ottomanes effectuent une série de propositions incluant le déploiement d'une garnison militaire, l'ouverture d'un bureau de poste et l'établissement d'un bureau de quarantaine au Koweït. Le Cheikh rejette toutes ces initiatives mais donne son accord à ce que la future ligne de télégraphe de Bassora à al-Qatif passe par le Koweït, connectant ainsi le pays. Il consent également à ce que le courrier ottoman du gouverneur d'al-Hasa passe par le Koweït. À la même période, Moubarak contribue financièrement de manière sporadique à la construction d'installations militaires turques à Bassora. Il signe également un accord de remise aux autorités ottomanes de prisonniers fugitifs appréhendés au Koweït. Les autorités ottomanes répondent à ces dispositions en autorisant Moubarak à construire un port à Faw, face aux terres appartenant au Koweït. L'unique facteur qui interrompt ces échanges sont les perturbations intermittentes de Youssef al-Ibrahim. Sa mort le 25 janvier 1906 renforce par conséquent le pouvoir de Moubarak⁴⁶.

Les officiels ottomans hostiles à Moubarak n'abandonnent pas cependant l'espoir de l'évincer en faveur d'un candidat plus malléable. Ils encouragent une attaque du Koweït par le Cheikh d'al-Muntafiq, Saadoun Mansour Pacha. Persécuté par les autorités ottomanes en 1903, il a trouvé refuge au Koweït et y a vécu un temps sous la protection de Cheikh Moubarak, apprenant à bien connaître le pays. Le 10 juin 1910, il triomphe face aux forces de Cheikh Jaber al-Moubarak et de l'émir Abdul Aziz ben Saoud lors d'une bataille rangée à Hadiyya. Lorsque Moubarak apprend la nouvelle, il rétorque en annonçant la mise en place d'une armée deux fois plus importante que celle de Saadoun Mansour afin de se venger du Cheikh d'al-Muntafiq. Il met sa menace à exécution cinq mois plus tard lors de la bataille de Mazboura,

où l'affront de Hadiyya est amplement lavé et le Cheikh d'al-Muntafiq battu à plates coutures⁴⁷.

Ces vicissitudes occasionnelles dans la relation entre Moubarak et l'Empire ottoman trouvent un écho dans la presse arabe de l'époque, divisée entre partisans des deux camps. Par exemple, Cheikh Rachid Rida écrit un article sur le sujet dans la revue *Al-Manar* sous le titre « La question de la relation de Moubarak avec les autorités ottomanes et les Britanniques ». Il défend le Cheikh, le décrivant comme « un Ottoman qui aime fortement le Commandeur des croyants » et affirmant que « l'interférence britannique au Koweït est le résultat d'une mauvaise administration de la part des Ottomans ». Rachid Rida cite Moubarak qui déclare :

« Ils m'ont proposé de choisir un drapeau à hisser sur mon pays et de déclarer mon indépendance sous leur protection, mais j'ai refusé. Et tous les jours, l'on peut voir le drapeau ottoman hissé au-dessus de ma tête⁴⁸. »

Dans la même veine, Abdelmassih Antaki, le propriétaire de la revue *al-Imran* au Caire, écrit de nombreux articles dithyrambiques sur Cheikh Moubarak, soulignant sa loyauté envers l'Empire ottoman. L'un d'eux prend la forme d'une lettre ouverte au Sultan Abdul Hamid, lui demandant de ne pas négliger les fils loyaux de la nation ottomane comme Cheikh Moubarak. Il déclare que, en dépit de tout ce que le Cheikh a fait pour l'empire, ce dernier continue d'être soupçonné de malice et de trahison, ajoutant :

« Cette folie ne peut pas être prise au sérieux par un esprit rationnel et seul un ignorant s'y tromperait. Tous ceux qui connaissent Moubarak ou ont entendu parler de lui, rejettent que son adhésion à l'islam et son soutien au califat ottoman soient remis en cause⁴⁹. »

Antaki accompagne Moubarak lors de son voyage d'al-Mouhammara à Koweït en 1907. Durant le voyage, Antaki envoie au Caire 23 lettres narrant son expérience, qui sont publiées dans la revue *Al-Imran* sous le titre « Les jardins fleuris entre Koweït et al-Mouhammara ». L'année suivante, il publie un livre dans lequel il affirme à nouveau la loyauté du Cheikh à l'Empire ottoman et son désir de donner un second souffle à la gloire de l'islam et des musulmans. Il

commente que les relations tendues entre le Cheikh et certains officiels ottomans ne sont rien de plus que le résultat de mauvaises appréhensions de la part des officiels et de mauvais jugements répétés dans leurs relations avec les dirigeants arabes⁵⁰.

Malgré le renforcement des relations entre le Koweït et le Royaume-Uni que Moubarak utilise comme une arme contre les Ottomans, les diplomates britanniques déduisent du soin que consacre ce dernier à ne pas compromettre ses liens avec Constantinople que ses ambitions ne coïncident pas toujours avec les intérêts de la Couronne. Dans un mémorandum daté du 21 mars 1902, Lord Landsdowne exprime ses craintes envers le Cheikh, notant : « la situation au Koweït est devenue critique. Il est temps de le confronter directement et franchement ». Il déclare également que, bien que le Royaume-Uni se soit engagé vis-à-vis de Cheikh Moubarak, « il est clair qu'il n'est pas digne de confiance. Personne ne sait où commence et finit son territoire. Nos obligations envers lui sont comme les frontières de son pays, non délimitées⁵¹ ».

En octobre 1902, Moubarak demande aux autorités britanniques en Inde de lui fournir deux pièces d'artillerie, qu'il compte déployer dans la région d'al-Jahra en réponse aux attaques tribales qui s'y déroulent. La requête est transmise au ministère des Affaires étrangères à Londres, avec la suggestion de ne pas y donner de suite favorable sur la base que le Royaume-Uni a promis de protéger le Koweït et que Moubarak n'a par conséquent pas besoin de telles armes. Lord Landsdowne accède néanmoins à cette requête, à condition que les frontières du Koweït soient enfin clairement délimitées.

Pendant ce temps-là, les autorités ottomanes veillent à l'amélioration de leurs relations avec Cheikh Moubarak. Le 11 octobre 1910, le gouverneur de Bassora envoie une lettre au « noble et révérend sire, *qaima-qam* du Koweït, son excellence le béni Cheikh Moubarak Al-Sabah », l'informant qu'une rente annuelle est prévue pour lui, lui demandant comment il aimerait la recevoir, et s'il préfère qu'elle soit allouée à la région de Faw ou à la trésorerie principale de Bassora.

Moubarak répond le jour même, signant sa lettre « chef du Koweït et de ses tribus », le titre qu'il préfère à l'appellation « *qaima-qam* du Koweït ». Dans sa lettre le Cheikh note ne pas avoir reçu cette rente pendant des années sans avoir cessé de coopérer de manière loyale et fidèle avec les autorités ottomanes. Il ajoute ne voir aucune raison d'alourdir le budget de l'État ottoman avec de telles dépenses⁵². En refusant cette rente Moubarak vise à conserver son indépendance durement acquise

concernant l'administration des affaires internes du Koweït, et à souligner par principe que sa relation avec l'État ottoman est uniquement morale et ne comporte pas d'implications financières. Cependant, les officiels ottomans hostiles au Cheikh continuent de tenter de l'embarrasser. Le 11 mai 1912, le journal *Al-Dustur* de Bassora publie un rapport alléguant qu'un salaire de 20 000 piastres a été alloué à Cheikh Moubarak Al-Sabah, ce que le gouverneur de Bassora nie dans l'édition du 22 mai du même journal⁵³.

Dans les années 1920 cependant, les tentatives des autorités ottomanes d'étendre leur contrôle sur le Koweït continuent. En 1911, le gouverneur de Bassora informe le Cheikh que le gouvernement ottoman est prêt à délivrer un *firman* qui garantit sa position, ajoutant qu'aucune interférence au nom du Sultan ne sera effectuée dans les affaires locales au Koweït à condition que Moubarak enregistre les habitants du Koweït en tant que sujets ottomans. Le Cheikh ne répond pas à cette proposition, que les Ottomans réitèrent en 1913. Le gouverneur de Bassora propose alors à Moubarak de le consulter pour tout ce qui a trait à Bassora et au désert arabe, et de l'aider à contrôler ses propres tribus vivant dans le désert. Moubarak est conscient que cette proposition vise à le lier davantage à l'empire, et en conclut qu'accepter reviendrait à créer des problèmes avec les tribus. Il s'excuse de ne pouvoir accepter, avançant son âge avancé et des préoccupations domestiques⁵⁴.

Exploiter les rivalités internationales

Depuis l'accession au pouvoir de Cheikh Sabah Al-Sabah – le premier dirigeant du Koweït issu de la famille Al-Sabah –, les dirigeants au Koweït suivent une politique de précaution visant à préserver l'indépendance de leur pays en excluant toute présence étrangère officielle. Jusqu'à présent, le Koweït a fait face à un certain nombre de menaces extérieures, comme la tentative de la Compagnie britannique des Indes orientales d'augmenter son influence au Koweït avec le soutien du Royaume-Uni. La montée du mouvement wahhabite en Arabie constitue également un défi, ses disciples cherchant à disséminer leurs idées au Koweït.

Pour contrer ces menaces le Koweït a souvent fait appel à l'Empire ottoman. Cependant, Constantinople n'a jamais nommé de gouverneur ottoman au Koweït, ce qu'il a pourtant fait dans le Croissant fertile et en Égypte. À la place les Ottomans ont officiellement reconnu le cheikh du Koweït et lui ont alloué une allocation financière, l'autorité du sultan

ottoman sur le Koweït demeurant morale et symbolique. Cela n'empêche pas différents officiels ottomans – en premier lieu le Gouverneur de Bassora – d'interférer de temps en temps dans les affaires du pays, notamment lorsque le dirigeant du Koweït traverse une crise et a besoin de leur soutien.

Comme expliqué précédemment, au début du règne de Moubarak, Hamdi Pacha, le Gouverneur de Bassora, tente d'étendre l'influence ottomane sur le Koweït et de passer d'un contrôle symbolique à un véritable pouvoir. Cela va à l'encontre de l'ambition de Moubarak de préserver l'indépendance du Koweït et des intérêts du Royaume-Uni qui souhaite que le Golfe continue d'être un passage libre vers l'Inde, sans influence extérieure dans la région, que celle-ci soit ottomane ou européenne.

Le Koweït commence à devenir une véritable préoccupation pour la diplomatie et la stratégie britannique dans les années 1870. Un rapport du Colonel Bailey dédié aux caractéristiques maritimes du port de Koweït souligne son importance commerciale et stratégique pour le Royaume-Uni. En 1871, un comité parlementaire britannique recommande qu'une ligne de chemin de fer reliant Alexandrette (Iskenderun) sur la Méditerranée à Koweït soit créée. Plus tard, le 16 septembre 1904, le correspondant pour le journal cairote *al-Abram* évoque l'importance stratégique croissante du Koweït, ainsi que la priorité que le pays revêt aux yeux du Royaume-Uni :

« Le Koweït est de plus en plus important car il représente la porte d'entrée vers toute la région. Il s'agit de l'unique route vers le cœur de l'Arabie. La route de l'Irak et de la Mésopotamie débute au Koweït, évitant les obstacles du Chatt-el-Arab et de ses affluents⁵⁵. »

Les changements à l'échelle internationale et les rivalités européennes croissantes sur le Golfe augmentent l'importance stratégique du Koweït.

Nous verrons dans ce qui suit comment les intérêts de Cheikh Moubarak et du Royaume Uni ont coïncidé, menant le 23 janvier 1899 à la signature de l'accord de protection. Dès le début, les Ottomans font courir des rumeurs sur la relation entre Moubarak et les Britanniques. Certains avancent qu'un premier contact avec un représentant britannique a été effectué à Bombay, où le Cheikh a habité pendant quelque temps avant de prendre le pouvoir. Constantinople accuse le résident du Royaume-Uni à Bouchehr d'avoir orchestré les événements qui ont

mené à l'accession au trône de Moubarak. De leur côté, les Britanniques traitent Moubarak comme un dirigeant indépendant, responsable du comportement de ses sujets. Par exemple, lorsque des hommes du Cheikh sont accusés de piraterie dans les eaux du Chatt-el-Arab, le ministre des Affaires étrangères britannique met la responsabilité sur Moubarak, ce dernier étant « un dirigeant indépendant qui ne reconnaît que symboliquement l'autorité des Ottomans⁵⁶ ».

Avec la diffusion de rapports sur la relation ambiguë de Moubarak avec l'Empire ottoman – perçu à l'époque comme le symbole de l'islam et de l'unité des musulmans – une controverse se développe au sujet de l'attitude du Cheikh, certains le considérant comme moins que loyal envers la communauté des croyants. Certaines publications font référence au sujet comme à la « *fitna* du Koweït⁵⁷ ».

En réalité, c'est en 1896 que Moubarak aborde les Britanniques pour la première fois, en leur demandant de protéger l'indépendance du Koweït de l'influence ottomane. Il est à l'époque sous pression constante des tentatives d'interférence Youssef al-Ibrahim tacitement soutenu par les autorités ottomanes. Cependant, Moubarak veille à faire preuve d'une loyauté manifeste envers l'Empire ottoman. C'est pour cela, le 3 juillet 1896, qu'il refuse de monter à bord du navire britannique HMS *Sphinx* lorsque celui-ci jette l'ancre au Koweït, ce dernier ayant été envoyé par les autorités britanniques en Inde pour découvrir la vérité sur les événements au Koweït qui ont mené à l'accession au pouvoir de Cheikh Moubarak

Dans son rapport sur la visite, le capitaine du HMS *Sphinx*, Commandant Baker, mentionne que l'arrivée du navire au Koweït a causé de nombreux problèmes. Moubarak ne veut pas que la visite ait lieu et hisse ostensiblement le drapeau ottoman sur son palais. Lorsque Baker l'interroge sur ce geste, il répond de manière tellement évasive que le capitaine croit que le Koweït est tombé sous contrôle ottoman et que l'influence de la Sublime Porte a augmenté depuis l'arrivée au pouvoir de Cheikh Moubarak. Cependant, malgré les manifestations de loyauté de la part du Cheikh, les Ottomans ne lui font pas confiance et suspectent des velléités d'indépendance de sa part. En réalité, leur degré de méfiance semble avoir poussé Moubarak à demander davantage de protection de la part des Britanniques qu'il ne l'aurait fait autrement⁵⁸.

Selon des sources britanniques, le premier véritable contact est effectué par le Cheikh le 15 février 1897 à travers son ami Mohammed Rahim ben Abdul Nabi Safar, le résident du Royaume-Uni à Bahreïn.

Safar transmet aux autorités britanniques le souhait de Moubarak de rencontrer un officiel à Bouchehr. La politique britannique à l'époque n'est pas de tisser des liens avec les cheikhs locaux dans des régions que le Royaume-Uni considère comme faisant partie de l'Empire ottoman, aussi Moubarak ne reçoit aucune réponse à sa requête.

Fin mars, Moubarak relance son ami à Bahreïn, lui rappelant qu'il attend toujours une réponse.

Après une longue discussion entre les diplomates britanniques dont le résident du Royaume-Uni à Bouchehr, le gouvernement britannique en Inde et le ministre des Affaires étrangères à Londres, il est entendu qu'un canal de communication soit ouvert avec Cheikh Moubarak. Mohammed Rahim Safar reçoit l'ordre d'arranger un rendez-vous à al-Mouhammara entre Moubarak et J.C. Gaskin, le vice-résident du Royaume-Uni à Bouchehr, le 29 avril. Cependant, Moubarak ne s'y rend pas pour des raisons incertaines. Il est possible qu'il n'ait tout simplement pas reçu l'invitation ou que des événements internes – notamment les tentatives répétées de Youssef al-Ibrahim d'envahir le Koweït et de le chasser du pouvoir – l'ont empêché de participer à la réunion. Moubarak écrit au résident du Royaume-Uni ne pouvoir sortir du Koweït et préférer ne pas envoyer de délégation rencontrer Gaskin en son nom. Il suggère que ce dernier envoie lui-même un représentant au Koweït pour discuter avec lui.

Après plusieurs mois, Gaskin finit par se rendre au Koweït à bord du HMS *Lawrence* le 5 septembre 1897. Il organise deux rencontres avec Moubarak en présence du capitaine du navire, Capitaine Hewitt, et rédige un rapport détaillé au résident du Royaume-Uni, Colonel Meade, qui le transfère au gouvernement britannique aux Indes le 25 septembre 1897. Le rapport évoque la tenue des deux rencontres à terre, Moubarak craignant s'attirer les foudres des autorités ottomanes en montant à bord d'un vaisseau britannique à une époque où Londres hésite encore à offrir sa protection au Koweït.

Selon le rapport, la rencontre a pour but d'avertir le Cheikh des répercussions entraînées par son implication dans des actes de piraterie et de souligner que les autorités britanniques le tiennent responsable de toute action effectuée par ses sujets contre des vaisseaux sous protection britannique, comme l'attaque du navire indien *Haripasa* en 1895 dans le Chatt-el-Arab. Le cheikh du Koweït nie que ses sujets soient impliqués dans de tels actes et soutient que les pirates viennent de l'autre côté du Golfe. Il ajoute que les bateaux koweïtiens ont été victimes de raids

et de pillages à de nombreuses reprises, et se dit prêt à coopérer contre la piraterie. Il déclare que, lui et son peuple, souhaitent placer le Koweït sous protection britannique, sur le modèle de Bahreïn et des cheikhs des États de la Trêve. Il précise à ces fins désirer coopérer avec le Royaume-Uni en maintenant l'ordre et en faisant respecter la loi dans les régions placées sous son autorité. Il soupçonne les Ottomans de vouloir intégrer pleinement le Koweït à l'empire, et espère qu'une protection britannique empêchera une telle situation de se produire⁵⁹.

Cependant, après avoir lu le rapport de la réunion, le Colonel Meade doute de la sincérité de Moubarak de se placer sous protection britannique au regard du maintien de ses liens avec l'Empire ottoman et de la contribution financière qu'il continue de verser à Constantinople. Il conclut qu'en développant des relations avec le Royaume-Uni le Cheikh vise avant tout à exercer une pression sur les autorités ottomanes afin de les empêcher de se mêler aux affaires domestiques de son pays. Cependant, le gouvernement des Indes transfère la demande du Cheikh au Ministère des affaires étrangères à Londres. La demande est rejetée conformément au souhait du ministre des Affaires étrangères de ne pas interférer dans les affaires koweïtiennes tant que la stabilité de la région n'est pas menacée.

Les rivalités internationales grandissent cependant : après que l'Empire ottoman ait accordé le 30 décembre 1898 une concession à un riche Russe, le comte Vladimir Kapnist, afin de construire une ligne de chemin de fer entre Tripoli en Syrie et le Koweït, le ministre des Affaires étrangères Lord Salisbury fait de la signature d'un accord entre le Koweït et le Royaume-Uni sa priorité. Il demande au Colonel Meade de partir au Koweït signer l'accord, ce qu'il fait en arrivant le 21 janvier 1899 à bord du HMS *Lawrence*. Le navire ottoman *Zahhaf* est dans le port de Koweït au même moment, mais il met les voiles dès le lendemain.

Quatre points conduisent les Britanniques à changer d'avis et à signer cet accord avec le Koweït. Tout d'abord, le Royaume-Uni devient conscient que les forces ottomanes sont mobilisées à Bassora afin d'envahir le Koweït et de chasser Moubarak du pouvoir. Deuxièmement, l'ambassade russe à Constantinople manigance contre les Britanniques et Saint-Pétersbourg a demandé aux autorités ottomanes de construire une station de charbon à Koweït où les trains de la future ligne de chemin de fer pourraient être ravitaillés. Troisièmement, l'Allemagne, qui a d'ores et déjà effectué des incursions économiques et commerciales dans l'Empire ottoman, cherche également à construire une ligne de

chemin de fer qui relierait Berlin à Bagdad et se prolongerait jusqu'au Koweït. Finalement, l'accession de Lord Curzon au poste de Vice-roi des Indes en 1898 achève de changer la donne, Curzon faisant partie d'un groupe de diplomates britanniques qui n'a eu cesse de souligner l'importance du Golfe pour la Couronne. Nouvellement nommé, il a ainsi à cœur d'imposer un contrôle britannique sur la région, allant jusqu'à le considérer nécessaire à la sécurité des Indes. Par conséquent, il avance qu'aucune autre puissance européenne ne devrait être autorisée à empiéter sur l'influence britannique dans la région. La politique de Curzon concernant le Golfe diffère de celle de ses prédécesseurs et mène à l'ouverture de négociations avec Moubarak pour placer le Koweït sous protection britannique⁶⁰.

D'un autre côté, Moubarak a ses raisons de désirer un traité avec le Royaume-Uni : le conflit d'intérêts qui continue entre le Koweït et l'Empire ottoman, ainsi que Youssef al-Ibrahim qui s'attache à susciter l'hostilité de Hamdi Pacha – le gouverneur de Bassora – envers Moubarak. Dans la péninsule arabique, Ibn al Rachid, un autre allié ottoman, présente également une menace pour le Koweït, ainsi que l'alliance de ce dernier avec Cheikh Jassem du Qatar et Youssef al-Ibrahim. Face à tous ces dangers, Moubarak a besoin d'une protection militaire et politique britannique afin de maintenir les Al-Sabah sur le trône et de mettre en œuvre une stratégie régionale active et efficace.

L'accord entre le Koweït et le Royaume-Uni est signé le 23 janvier 1899 par Moubarak et Colonel Meade, résident du Royaume-Uni dans le Golfe, en présence des témoins Mohammed Rahim ben Abdul Nabi Safar, résident du Royaume-Uni à Bahreïn et J. Calcott Gaskin, le vice-résident du Royaume-Uni. Trois copies de l'accord sont faites. Selon les termes de ce dernier, le cheikh du Koweït s'engage « en son nom, celui de ses héritiers et successeurs, à ne pas accepter d'agent ou de *qaimaqam* de tout autre pays ou gouvernement à Koweït ou n'importe où sur le territoire koweïtien sans la permission de l'État impérial britannique ». Il s'engage également en son nom et celui de ses héritiers à ne pas céder, vendre, louer, promettre, ou hypothéquer la moindre parcelle de son territoire à un gouvernement ou sujet d'un autre pays sans l'accord du Royaume-Uni. Lorsque le Colonel Meade demande à Moubarak de signer l'accord, il refuse sous prétexte de ne pas bénéficier de suffisamment de garanties de la part du Royaume-Uni, demandant à ce que soit ajoutée une clause spécifiant l'engagement britannique de protéger Moubarak si le Koweït venait à être en danger.

Colonel Meade explique que cette clause ne peut être ajoutée car il ne possède pas l'autorisation de modifier l'accord. Il souligne également qu'une telle clause ne figure par dans les accords passés entre le Royaume-Uni et les autres cheikhs du Golfe. Moubarak insiste et réitère sa demande. La question est éventuellement résolue en joignant à l'accord une lettre de Meade à Moubarak confirmant que le Royaume-Uni offre « ses bons offices » si le Koweït venait à être menacé d'une quelconque manière. Une autre clause est ajoutée à la demande de Moubarak étendant l'engagement britannique vis-à-vis du Koweït à tout autre territoire possédé par le Cheikh, même si ces territoires sont sous la souveraineté d'autres États, comme les fermes de dattes à Faw qui demeurent la propriété des Al-Sabah. Les modifications satisfont les frères de Cheikh Moubarak qui avaient refusé de signer l'accord dans un premier temps, de toute évidence pour forcer le Royaume-Uni à protéger les biens des Al-Sabah situés en territoire ottoman. À la demande de Meade, l'accord n'est pas rendu public afin de ne pas provoquer d'autres pays.

En juin 1899, Ali Gholoum Rida est nommé en tant qu'agent pour la presse au Koweït, conformément aux pratiques britanniques dans le Golfe de nommer des agents et informateurs locaux travaillant pour leur compte sous la couverture de représentants de commerce. L'une des premières lettres de Gholoum, qui permet au résident du Royaume-Uni à Bouchehr de continuer à surveiller la situation au Koweït et les activités de Cheikh Moubarak, date du 4 septembre 1899 et est écrite en persan. La dernière est envoyée le 10 mai 1904, moins d'un mois avant que le premier résident du Royaume-Uni pour le Koweït ne soit officiellement nommé⁶¹.

L'accord entre Moubarak et les autorités britanniques ne peut cependant pas être tenu secret longtemps. La lettre de Ali ben Gholoum en date du 18 décembre 1899 évoque que « le peuple du Koweït discute secrètement d'un accord entre Moubarak et l'agent politique⁶² ». Les nouvelles parviennent également jusqu'aux Ottomans. En réaction, Anis Pacha, piètre gouverneur de Bassora, est remplacé par Hamdi Pacha, qui demeure à ce poste jusqu'en 1897, ne partant qu'à cause d'une hostilité réciproque vis-à-vis de Moubarak. Le consul russe à Bagdad commente l'éviction d'Anis Pacha : « la question du Koweït a joué un rôle majeur dans le changement du gouverneur de Bassora ». Les préparations militaires et politiques réalisées par le nouveau gouverneur afin de soumettre le Koweït à son autorité confirment les raisons du changement. Il écrit

à la Sublime Porte, soulignant l'importance d'augmenter la puissance de la marine ottomane dans le Golfe⁶³. Les empires allemand et russe considèrent l'accord anglo-koweïtien comme une nouvelle preuve de l'extension du contrôle britannique sur le Golfe, qui nécessite de réagir afin de renforcer l'influence de l'Empire ottoman au Koweït. C'est peut-être pour cette raison-là que les Allemands pressent la Sublime Porte de lui accorder l'autorisation de construire la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad, signée à la même époque.

Cependant, l'accord n'est pas officiellement rendu public jusqu'en 1903, lorsque Lord Landsdowne en fait mention devant le Parlement. Il s'agit de la première annonce officielle de ce document qui demeure la base des relations anglo-koweïtiennes jusqu'à l'indépendance de l'émirat en 1961⁶⁴.

Malgré ses engagements envers Londres et l'importance de la protection britannique contre toute interférence ottomane, le Cheikh évite de couper totalement les liens avec Constantinople afin notamment de protéger les possessions familiales à Faw, ainsi que les cargaisons koweïtiennes passant par les ports du Golfe. Par conséquent il fait ce qu'il peut pour maintenir ses liens avec l'Empire ottoman tout en développant une nouvelle relation avec les Britanniques. Il rénove une mosquée au Koweït et demande permission au Sultan de la lui dédier. Les archives ottomanes font mention d'un mémo envoyé à ce sujet le 18 septembre 1900, et qu'un « Ordre impérial » confirme l'approbation du Sultan quant au nom de la mosquée⁶⁵.

En 1904, lorsque le gouverneur de Bassora Mukhlis Pacha construit une base navale dans le Chatt-el-Arab, Moubarak s'empresse d'offrir un soutien financier tiré des fonds koweïtiens. La même année, il offre une subvention pour la construction d'une garnison à al-Ishar, ce qui conduit le journal officiel à Bassora à le complimenter et le bénir pour ses efforts : « Moubarak qui soutient le glorieux trône hamidi » dont « Ce zèle et ce généreux présent est une preuve claire de sa nature noble avec tous ses attributs d'honnêteté et de sincérité... envers notre Majesté Abdul Hamid Khan II ». La même année, Moubarak offre 500 livres ottomanes pour la construction de la ligne de chemin de fer du Hijaz. Il fait don à nouveau d'une somme similaire en août 1906⁶⁶.

Ces différents gestes traduisent son désir de maintenir de bonnes relations avec l'Empire ottoman et de manifester une loyauté symbolique envers ce dernier. En 1911, après l'incendie du 11 février qui détruit une bonne partie du centre-ville de Constantinople, il fait don de 5 000 livres

ottomanes pour restaurer les quartiers affectés. Cette contribution est réalisée en réponse à l'appel organisé par Hussein Jalal Bek, le gouverneur de Bassora. Le Cheikh transfère les fonds via Saoud al-Khaled al-Khudayr. La même année il fait don de 3 000 livres ottomanes pour soutenir l'effort de guerre ottoman à Tripoli contre l'Italie. Il exprime à Hasan Rida Pacha, le gouverneur de Bassora, son désir de voir l'empire triompher de ses ennemis, ajoutant être prêt à envoyer des combattants pour l'aider. Le gouverneur de Bassora le remercie en retour pour son offre et son attachement à l'empire. En 1912, il fait don de 1 000 livres ottomanes pour la ligne de chemin de fer du Hijaz. Il soutient également financièrement les tentatives de l'Empire ottoman de maintenir son influence dans les Balkans. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate des comités sont constitués à travers l'empire pour lever des dons pour l'armée. Sayyed Taleb al-Naqib devient le président du comité de Bassora et Moubarak s'empresse de donner 11 000 livres ottomanes pour la cause. Il écrit à Sayyed Taleb al-Naqib, espérant que l'Empire ottoman saura exprimer sa gratitude envers son geste :

« Nous avons fait notre devoir envers l'État auquel nous obéissons. Nous attendons de votre mansuétude ce qui convient à notre honorable statut dû aux services financiers et physiques que nous vous avons rendu. Dans tous les cas, nous espérons qu'ils seront appréciés. »

Le contrôleur des finances ottoman, Abdelrahman Pacha, répond à al-Naqib :

« Il est de notre devoir d'exprimer notre appréciation la plus élevée. Je communique nos remerciements les plus fidèles au peuple musulman de Koweït et à l'honorable Moubarak Pacha Al-Sabah, qui s'est, empli de patriotisme et d'enthousiasme, hâté de nous fournir de l'aide avec une prévenance naturelle pour un tel individu. »

Le Sultan remercie Moubarak en le décorant de l'ordre de Première classe. Le 3 février 1912, le vice-gouverneur de Bassora, Ali Rida Pacha, informe Moubarak de cette décoration, et, sachant que le Cheikh n'est pas en bonne santé, exprime son regret de ne pouvoir venir à Koweït pour la lui remettre. Il fait envoyer à la place une délégation menée par le Mufti de Bassora, Cheikh Abdul Malik Efendi al-Chawwaf⁶⁷, et comprenant

Hajj Mahmoud Pacha, Naim Bek, chef du tribunal élémentaire et Hajj Taha Glaybi, membre du conseil administratif de Bassora. Le Cheikh est décoré lors d'une cérémonie solennelle organisée devant le Palais d'Été⁶⁸.

L'année suivante le gouverneur de Bassora, Soliman Chafi Kamali, suggère au Sultan de décorer le Cheikh de l'ordre de l'Osmaniye pour ses services rendus à l'État. Le Sultan accepte et envoie une délégation menée par Sami Bek, le Mutasarrif d'al-Hasa et composée de hauts dignitaires de Bassora⁶⁹.

Les archives ottomanes contiennent un certain nombre de documents qui illustrent le désir de Moubarak d'apparaître aux yeux des Ottomans comme un sujet et un soutien loyal. Dans un télégramme crypté envoyé en 1913 au ministère de l'Intérieur ottoman, le vice-gouverneur de Bassora Ali Rida note :

« Cheikh Moubarak le qaimaqam de Koweït, m'a rendu visite aujourd'hui pour confirmer son amitié avec l'État impérial et mettre à disposition si besoin moyens financiers et humains pour le califat islamique⁷⁰. »

Un autre télégramme crypté envoyé par le gouverneur de Bassora au ministre de l'Intérieur la même année mentionne que Moubarak a rendu visite à Cheikh Khazaal, l'émir d'al-Mouhammara. Puis qu'il s'est entretenu avec le résident consulaire britannique à al-Mouhammara et le consul britannique à Bassora. La conversation a porté sur les conséquences des guerres des Balkans, au cours desquelles l'empire a perdu des territoires. Les deux consuls s'accordent à dire que le revers essuyé par la Sublime Porte aura certainement un effet sur « l'élément arabe, l'incitant à déclarer l'indépendance au Yémen, dans le Najd et partout ailleurs, surtout au regard du soutien étranger dont les Arabes bénéficient ». Moubarak répond de manière patriotique que des millions d'Arabes, du désert syrien et d'Alep à la mer d'Oman et à la Perse, attendent le moindre signe du Calife des musulmans pour se lever comme un seul homme contre les conspirations étrangères et les tentatives de division, prêts à sacrifier leur vie et toutes leurs possessions pour défendre l'Empire⁷¹.

CHAPITRE 2

CONSTRUIRE UNE NATION

Le recrutement et l'armement des forces koweïtiennes

Moubarak sait qu'il a besoin d'une force militaire importante pour renforcer son contrôle sur les tribus du désert, tout en faisant face aux menaces régionales. À cette fin, il met à profit sa relation avec le Royaume-Uni pour se procurer des armes. Un accord datant de 1900 avec le gouvernement britannique des Indes interdit bien l'import, l'export et le transit d'armes au Koweït, mais les autorités britanniques ne le font pas respecter à la lettre¹.

Lorimer soutient dans son *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia* qu'en 1899 une vaste cargaison d'armes est importée ouvertement de Mascate à Koweït sans être soumise à la moindre taxe. Le Cheikh impose des frais de douanes sur les fusils importés au Koweït, lui procurant une source importante de revenus, maintenant un certain degré d'indépendance vis-à-vis des Britanniques et lui permettant de jouer un rôle important dans les conflits tribaux de la région².

Un marchand français, Antonin Goguyer, joue un rôle décisif dans ces échanges : bénéficiant d'un vaste et solide réseau auprès des officiels français, Goguyer est non seulement un marchand d'armes, mais il travaille également pour les intérêts de la France³. En avril 1904, il se rend pour la première fois au Koweït, déguisé en marchand arabe du nom de Abdallah al-Maghrebi et accompagné par un certain Hajj Dhahaba. Attentif aux opinions de Goguyer sur les intentions des grandes puissances et leurs stratégies dans la région du Golfe, Moubarak héberge le Français pendant trois mois dans l'un de ses palais jusqu'à son départ pour Mascate. Goguyer réalise rapidement qu'il a obtenu la confiance

du Cheikh, et conclut son premier accord d'armement avec lui. Fin avril 1904, une première cargaison de 2000 fusils arrive au Koweït sur plusieurs bateaux en provenance de Mascate. D'autres cargaisons de Goguyer suivent sans la moindre difficulté, Hajj Dhahaba les recevant à Koweït et les distribuant⁴.

Au cours de la première semaine d'août 1904, 12 conteneurs arrivent dans le port de Koweït, sans compter une cargaison supplémentaire de 29 conteneurs reçue peu de temps après. À la fin du mois d'août, 800 nouveaux fusils sont importés à destination de la Perse. Au début de 1905, l'importation d'armes se poursuit à un rythme de 1 000 fusils par mois en moyenne, transportés principalement sur des vaisseaux koweïtiens⁵. L'importance de ce commerce permet à Moubarak de renforcer son armée et par conséquent son statut dans la région, sortant désormais la plupart du temps victorieux des confrontations dans lesquelles il est engagé.

Le laxisme calculé des Britanniques permet de fournir à Moubarak les capacités militaires pour résister au sud à la menace représentée par Ibn Al-Rachid – considéré par Londres comme une marionnette des Ottomans – et d'aider Abdul Aziz Al-Saoud, l'allié de Moubarak, à renforcer sa position après la prise de Riyad en 1902. L'objectif est double : affaiblir l'Empire ottoman dans les régions côtières du Golfe et s'attirer les bonnes grâces de Moubarak. Cette négligence délibérée de la part des Britanniques est illustrée par un mémorandum envoyé par le gouvernement des Indes au résident du Royaume-Uni dans le Golfe demandant de ne pas interférer dans le trafic d'armes au Koweït pendant un certain temps⁶.

Le rapport effectué par les Ottomans d'un rendez-vous entre l'ambassadeur britannique à Constantinople et le ministre des Affaires étrangères Tawfik Pacha fournit davantage d'éléments : selon les Ottomans, le conflit qui fait rage entre les Wahhabites et Ibn Al-Rachid est exacerbé par les quantités d'armes et d'équipement militaire provenant du Koweït. Le ministre des Affaires étrangères ottoman y déclare à l'ambassadeur :

« Le rôle joué par le Koweït dans la circulation d'armes dans la région est regrettable. Ibn Al-Rachid, qui a été encouragé par la Sublime Porte à ne pas répondre aux provocations koweïtiennes, est susceptible de considérer cette action dirigée contre lui. Ce qui pourrait mener à des conséquences regrettables dont la Sublime Porte n'acceptera aucune responsabilité⁷. »

Le 16 septembre 1904, le correspondant à Mascate d'*al-Abram* rapporte que Moubarak fournit armes et munitions à la plupart des cheikhs de second rang qui se révoltent contre les Ottomans. Le rapport suggère que sans le soutien de Moubarak, aucun de ces cheikhs ne pourrait poursuivre leur rébellion.

« Une fois par semaine, le courrier en provenance de Londres arrive au Koweït via Mascate. À chaque livraison, des marchands koweïtiens consignent des centaines de fusils et de vastes quantités de munitions à leurs agents au Koweït. Leur manière de procéder est connue de tous : ils font passer les caisses de fusils pour des caisses de sucreries et celles de munitions pour des caisses de citron séché. Les officiers britanniques et français sont au courant de la supercherie et interdisent aux employés des douanes dans tous les ports de transit d'inspecter ces armes ou de les empêcher d'être acheminées au Koweït⁸. »

En septembre 1910, après la défaite des forces de Moubarak contre le Cheikh al-Muntafiq à Hadiyya, les Britanniques l'autorisent à acheter 1 500 fusils supplémentaires à Mascate. Moubarak considère que cela ne suffit pas à remplacer les armes et munitions perdues lors de la bataille et en réclame davantage⁹.

Les archives de l'agence britannique au Koweït révèlent d'autres échanges entre le Cheikh et le Royaume-Uni sur le sujet et illustrent l'insistance de Moubarak. Par exemple, le 12 janvier 1911, le résident du Royaume-Uni à Bouchehr, Lieutenant Colonel Percy Cox (plus tard Major Général Sir Percy Cox) transmet à Moubarak les conseils de Londres quant à l'achat d'armes à Mascate, indiquant qu'il devra les entreposer quelque part pendant qu'un de ses agents prend attache avec le résident du Royaume-Uni afin que des livraisons soient effectuées à destination du Koweït au fur et à mesure des besoins du Cheikh, en coordination avec les Britanniques

Le résident du Royaume-Uni à Mascate rapporte que, selon les instructions laissées par Moubarak à son agent Hajj Najaf, la quantité d'armes et de munitions demandées a augmenté. Le Cheikh désire désormais 500 fusils à cinq coups avec 400 cartouches chacun, 2 000 fusils Martini avec 200 cartouches chacun, en plus de 100 000 cartouches pour les fusils à cinq coups et 600 000 cartouches pour les fusils Martini. Le résident du Royaume-Uni ajoute avoir donné instruction

à Hajj Najaf de se rendre à Mascate pour négocier l'achat de ces armes. Il note également que le Royaume-Uni peut ne pas comprendre la raison derrière une telle augmentation et conseille au Cheikh, afin d'éviter tout malentendu, de ne pas insister sur les armes supplémentaires. Il exprime son assurance que le Cheikh se rappellera un courrier daté du 8 novembre 1910 où il soulignait l'importance d'éviter toute rumeur superflue née de l'insistance de Moubarak.

Le 14 février 1911, Moubarak répond au Colonel Cox, justifiant une nouvelle fois les volumes d'armes et de munitions souhaités. Il souligne que le Koweït est le débouché maritime du Najd et que son commerce est basé sur des exportations en provenance des terres et des importations en provenance de la mer. Si la route maritime vers le Koweït est sûre grâce à la présence de la Marine britannique, cela est loin d'être le cas de la route terrestre. Les Bédouins ont pour habitude d'attaquer marchands et voyageurs et de piller leurs biens. Vu que les intérêts commerciaux du Koweït dépendent en grande partie de la route terrestre, le Cheikh a fait poster des hommes le long de cette dernière pour en assurer la protection. Malgré cela, les attaques sur les caravanes à destination du Koweït continuent, ce qui nécessite une augmentation de leurs besoins en termes d'armes et de munitions. Il ajoute que l'importance du sujet est telle qu'il a placé son fils, Cheikh Jaber, à la tête de 3 000 combattants, 1 000 autres étant supervisés par ses autres fils chargés de conduire les opérations de sécurité nécessaires. Le Cheikh remarque qu'il lui faut également armer la population koweïtienne afin de pouvoir se défendre en cas de besoin.

Le Cheikh justifie enfin sa demande en expliquant que le nombre de jeunes hommes scolarisés au Koweït a augmenté pour osciller entre 1 200 et 1 800 et qu'il est déterminé à les armer et à leur imposer un service militaire. Il a donné l'ordre à ses agents de ne pas acheter des armes importées illégalement et avoir interdit l'importation non autorisée d'armes, en conformité avec l'accord signé avec le Royaume-Uni. Si le Royaume-Uni se soucie des intérêts koweïtiens et compte assurer leur protection – comme il le croit –, il espère que les autorités britanniques lui permettront d'acheter toutes les armes dont il a besoin, les armes reçues jusqu'à présent ayant été utilisées pour armer ses tribus.

Concernant le volume de munitions requis, le Cheikh explique qu'un agent envoyé contrôler l'usage des armes atteste que ses tribus continuent d'utiliser leurs armes pour la chasse, malgré son interdiction.

Après avoir distribué des munitions à ses troupes et aux membres de tribus, il ne reste que six caisses contenant 9 000 cartouches en tout, ce qui selon lui justifie sa demande de recevoir les 150 000 cartouches – assez pour un an – achetées par son ancien envoyé à Mascate Ismail ben Mohammed Rafih¹⁰.

Moubarak effectue les préparations nécessaires pour recevoir les munitions avant même de recevoir l'accord du résident du Royaume-Uni. Le 10 mai 1911 il écrit au major S. G. Knox, consul britannique à Mascate et lui rappelle avoir d'ores et déjà acheté des armes avec l'accord du Royaume-Uni. Il note également que certains fusils ont été achetés sans les munitions correspondantes – ce qui les rend inutilisables – et explique sa requête auprès du résident du Royaume-Uni visant à autoriser l'achat des bonnes munitions, ajoutant avoir demandé à son agent Mirza Hussein ben Abdul Baqi Najaf Asfahani de demander à Knox de l'avertir lorsqu'il recevra la licence. Il suggère deux manières de transporter ces fusils au Koweït par voie maritime : via un bateau spécialement affrété pour l'occasion, ou via les bateaux à vapeur acheminant régulièrement le courrier. La préférence de Moubarak va aux liaisons régulières effectuées par les bateaux à vapeur, les propriétaires de navires spécialement affrétés risquant de profiter de la licence d'exportation pour acheminer d'autres armes à leur propre compte¹¹.

Le Cheikh ne ménage pas ses efforts pour obtenir davantage d'armes. Le 29 septembre 1911, il écrit à William Shakespear, le résident du Royaume-Uni au Koweït et lui explique que l'accord conclu avec S. G. Knox à Mascate permet d'importer 2 500 fusils avec 400 cartouches chacune, en supplément de 200 000 cartouches par an. Il explique l'usage de ces armes, notant que certaines seront confiées aux jeunes hommes ayant terminé leurs études car l'islam impose aux hommes de savoir manier les armes. Ces armes seront enregistrées au nom de leurs propriétaires et ne seront utilisées que pour maintenir la sécurité. Des fusils seront également distribués à ceux qui travaillent sur les bateaux de pêche à la perle afin de se protéger contre les attaques des pirates, et le reste à la garde du Cheikh.

Il est clair que Moubarak est soucieux d'obtenir l'aval des Britanniques afin d'obtenir ces armes et de protéger les tribus koweïtiennes des raids de tribus ennemies. Le Cheikh tente de rassurer Shakespear, ajoutant qu'il le tiendra informé de l'usage des armes et qu'une partie importante d'ores et déjà reçue a été attribuée aux cheikhs des tribus koweïtiennes, que l'agent connaît personnellement¹².

Le 4 octobre 1911, Moubarak réitère ses arguments dans une nouvelle lettre au résident du Royaume-Uni, ajoutant que le peuple koweïtien et les tribus sont habitués à se procurer des armes par leurs propres moyens et qu'ils n'ont cessé cette pratique qu'afin de respecter l'accord anglo-Koweïtien. En réponse à la requête de Shakespear de déclarer les armes qu'il possède déjà, Moubarak envoie une lettre détaillée des fusils et munitions en possession des tribus sous son contrôle et sous celui de ses fils¹³.

Shakespear répond à Moubarak en exprimant ses craintes quant aux requêtes de Moubarak, ainsi qu'en témoignent ses lettres datées du 29 septembre et du 4 octobre. Il ajoute qu'il serait nécessaire de savoir précisément comment un tel volume d'armes et de munitions peut entrer et sortir du Koweït, précisant que les demandes exprimées à l'écrit et à l'oral par le Cheikh ont été transférées au gouvernement britannique. Il maintient que l'insistance de Moubarak ne l'avantage pas forcément aux yeux des autorités britanniques, mais qu'il informera dans tous les cas son gouvernement des suites données à l'affaire¹⁴.

Il semble que Londres prend le temps de considérer la situation. Le 15 octobre 1912, un an après le début de la correspondance à ce sujet, Percy Cox, désormais résident du Royaume-Uni dans le Golfe, envoie une lettre à Cheikh Moubarak exprimant l'appréciation du Royaume-Uni quant au respect par ce dernier des réglementations imposées sur le commerce d'armes mais déclarant qu'à court terme il ne pourra pas obtenir de nouvelles armes dû au volume de la cargaison déjà approuvée par le Royaume-Uni. Dans sa lettre, Cox espère que le Cheikh respecte ce que Shakespear lui a dit concernant l'achat d'armes en provenance de Mascate et souligne la nécessité d'adhérer aux règles s'y rapportant qui dictent que chaque fusil acheté doit comporter un numéro de série et que mention de l'achat doit être conservée dans le magasin où il est entreposé. Il ajoute que ces règles s'appliquent à tout le monde sans exception. Cox envoie des copies de la lettre à al-Mouhammara et à Koweït, ne sachant pas exactement où le Cheikh se trouve¹⁵.

La correspondance sur l'achat des armes ne s'arrête cependant pas là. Le 7 novembre 1912, Moubarak rappelle au Colonel Cox qu'il a pour habitude de marquer chaque fusil distribué par son entremise de son sceau personnel. Les récipiendaires marquent ensuite les armes de leur propre sceau afin d'enregistrer le nom de chaque propriétaire et de faciliter leur distribution en cas de besoin, comme lors d'une campagne militaire. Concernant les fusils distribués aux tribus, seul le sceau

personnel du Cheikh est appliqué. De nouvelles difficultés se dressent : les Koweïtiens ont refusé une cargaison d'armes portant le sceau de l'arsenal de Mascate¹⁶, malgré les tentatives de Moubarak de les persuader d'accepter ces fusils.

Le 15 novembre, Cox exprime son incompréhension. En refusant ces armes, les Koweïtiens donnent l'impression de ne pas en avoir vraiment besoin, du moins à titre personnel. Le résident répète qu'aucune exception ne peut être faite à l'apposition du sceau d'identification des armes exportées de Mascate : les sujets du Cheikh ne recevront par conséquent pas d'armes s'ils n'acceptent pas ce dernier¹⁷.

Le 12 décembre 1912, le Cheikh renouvelle sa requête à Cox et offre de nouvelles justifications : « *La principale source de revenus du Koweït, en plus de la pêche aux perles, dit-il, est le commerce maritime avec l'Inde, d'où des biens de toute nature sont importés. Les nombreuses routes commerciales ne sont pas cependant sûres, et nécessitent des armes supplémentaires* ». Le Cheikh demande à ce que les 2 600 fusils distribués aux tribus ne comportent pas de sceau et que les fusils sur lesquels un sceau a déjà été apposé soient distribués à ses soldats. Le Koweït a besoin d'acquérir 600 fusils supplémentaires par an à cause de l'augmentation de sa population et du développement du commerce des perles. Il ajoute préférer passer commande directement auprès de Londres si sa requête n'est pas acceptée¹⁸.

Le 31 décembre 1912, dans une nouvelle lettre à Cheikh Moubarak le Colonel Cox réaffirme la position du Royaume-Uni en expliquant qu'il est impossible de faire la moindre exception ou d'être moins rigoureux quant aux termes de l'accord, et que la demande de fusils non marqués dépasse ses compétences. Cox note que le Royaume-Uni est reconnaissant des efforts fournis par le Cheikh dans la lutte contre le trafic d'armes, et ajoute qu'il communiquera sa requête à son gouvernement, sans penser que ce dernier y donnera une suite favorable. Il exprime à nouveau son incapacité à comprendre les objections des tribus koweïtiennes à utiliser des armes portant le sceau de Mascate¹⁹.

Avec une persistance remarquable et malgré les nombreux refus, le Cheikh persiste : le 22 janvier 1913 il écrit à nouveau au résident du Royaume-Uni, affirmant que les fusils portant le sceau de l'arsenal de Mascate sont toujours retenus par les autorités douanières car les Koweïtiens n'en veulent pas. Moubarak demande à Cox d'approuver leur renvoi à Mascate pour les revendre, ou alternativement de les vendre à Cheikh Khazaal, l'émir d'al-Mouhammara qui cherche également

à acquérir des armes²⁰. Dans deux lettres datées du 29 janvier et du 2 février 1913, Colonel Cox réaffirme la position du Royaume-Uni, répétant que l'accord entre les deux parties relatif à l'import de 6 000 fusils en provenance de Mascate stipule que les armes doivent porter le sceau de son arsenal. Il dit que son gouvernement lui a demandé d'informer le Cheikh que les objections de ses sujets ne sont pas valides, et que Moubarak devrait les forcer à accepter les armes s'ils en ont véritablement besoin. Les autorités britanniques expliquent que l'application du sceau n'est pas dirigée spécifiquement contre le Cheikh ou ses sujets mais est une règle générale appliquée par l'arsenal : si exception est faite pour le Cheikh, d'autres acheteurs risquent de demander à en bénéficier également²¹. Malgré ces échanges, Moubarak n'a de cesse de réaffirmer son besoin d'armes. Le 18 mai 1913, il écrit à Cox et souligne le besoin des pêcheurs de perle de se protéger, expliquant que ces derniers sont pauvres, que la pêche constitue leur unique source de revenu, mais que la piraterie met leur vie en danger car ils ne sont pas suffisamment armés pour se défendre²².

Le Cheikh n'est pas sans savoir que les officiels britanniques doutent de ses intentions et craignent de le voir augmenter son territoire et sa sphère d'influence en possédant davantage d'armes. De temps en temps, le Cheikh tente de les rassurer : en 1910 par exemple il informe Shakespear que le bateau *Fath al-Khayr*, qui arbore pavillon français, transporte en toute illégalité armes et munitions de Mascate à Koweït. Shakespear remercie le Cheikh au nom du Royaume-Uni pour cette information par une lettre du 7 mai 1910 et lui offre de conserver ces armes par sécurité. Moubarak répond le lendemain à Shakespear que le bateau est arrivé au port, que les armes ont été déchargées de force et stockées dans une réserve, où elles seront gardées jusqu'à ce qu'une décision soit prise à leur sujet²³.

De leur côté, les Britanniques cherchent à faire valoir le soutien du Cheikh dans la lutte contre le trafic d'armes. Le 20 février 1912, Shakespear informe Moubarak avoir reçu une lettre du vice-résident du Royaume-Uni à Bouchehr indiquant que le trafic d'armes augmente au nord du golfe Persique, et que des navires britanniques vont intensifier leur contrôle dans la zone. Il demande à Moubarak de l'aider à lutter contre le trafic en demandant à ses sujets de ne pas s'adonner à de telles activités. Le Cheikh confirme le lendemain son engagement et déclare qu'aucun navire sous sa juridiction n'a jamais eu le droit de transporter des armes sans autorisation. Il dit avoir demandé à son agent à Mascate

Youssef al-Zawawi de rappeler aux capitaines koweïtiens de ne pas transporter des armes non autorisées « pour nous ou pour quiconque », et que contrevenant se verra soumis à une punition sévère²⁴.

Dans ce contexte, Moubarak continue de faire tout ce qu'il peut pour renforcer son armée et se procurer davantage d'armes et de munitions pour la population et les tribus koweïtiennes. Il tente de faire céder les autorités britanniques et d'obtenir des quantités d'armes révisées à la hausse. Il n'a de cesse de faire savoir ses positions par écrit, déroulant encore et encore les mêmes arguments et tentant d'atténuer les craintes britanniques relatives à ses ambitions en Arabie.

Moubarak souligne, dès que l'occasion se présente, son engagement vis-à-vis des trois accords séparés signés avec les Britanniques les 23 janvier 1899, 24 mai 1900 et 28 février 1904. Il n'hésite pas à faire remarquer la différence entre le Koweït, qui respecte scrupuleusement l'interdiction du trafic d'armes, et les autres émirats, comme en témoigne une lettre adressée à Percy Cox le 16 mai 1912 où il écrit que des armes sont vendues illégalement au Qatar et à al-Buaaynayn, et que quiconque au Koweït souhaitant acheter des armes illégalement peut les obtenir du Qatar. La seule raison les retenant de faire cela, dit-il, est leur soin de ne pas mettre le Cheikh dans l'embarras en se procurant des armes dans de telles conditions²⁵.

Un drapeau pour le Koweït

Le drapeau d'un pays est un symbole de loyauté et d'engagement autour duquel ses citoyens s'unissent. Les pays sont distingués par leur drapeau, issu le plus souvent des bannières utilisées historiquement par les armées. Plus tard, avec le développement du commerce maritime, les navires commencent à battre pavillon du pays de leur propriétaire : lorsque le Koweït construit sa flotte commerciale au XVIII^e siècle, Cheikh Abdallah I ben Sabah (1746-1813) – le second dirigeant du pays à être issu de la dynastie des Al-Sabah – arbore le premier drapeau koweïtien sur ses navires. Il s'agit du drapeau rouge de Soulaïmi, utilisé sur les bateaux des fidèles de Utub al Khalifa lorsqu'ils quittent Koweït pour al-Zubara en 1762. Les navires koweïtiens continuent d'arborer ce drapeau tout le long du règne de Cheikh Jaber I ben Al-Sabah (1813-1859).

En 1871, Cheikh Abdallah II ben Sabah – cinquième dirigeant à être issu de la dynastie des Al-Sabah – fait hisser le drapeau rouge ottoman pour la première fois. Cette démonstration d'ottomanisme résulte

du harcèlement constant des navires koweïtiens par les autorités ottomanes et permet de bénéficier des privilèges économiques associés à de telles manifestations d'allégeance, comme la suppression des droits de douane et la garantie des propriétés koweïtiennes en territoire ottoman. Cette pratique continue tout au long du règne de son frère et successeur Cheikh Mohammed ben Sabah jusqu'aux premières années du règne de Moubarak qui, selon les mots d'un auteur koweïtien « érige un haut poteau près de la côte et un plus petit sur la maison dans laquelle il vit. Sur les deux, il y hisse le drapeau ottoman²⁶ ».

Le drapeau koweïtien connaît plusieurs versions durant le règne de Cheikh Moubarak. Lorsque Lord Curzon visite le Koweït en 1903, un drapeau rouge est hissé portant la devise « En Dieu nous croyons » (*Tawakkalna ala Allah*). En 1905, le résident du Royaume-Uni suggère que le Koweït batte son propre pavillon sur ses bateaux et propose que le drapeau soit rouge, orné du mot « Koweït » en alphabets latin et arabe. Moubarak refuse qu'un alphabet autre que l'arabe figure sur le drapeau, soutenant que cela serait contraire à la tradition islamique. L'agent suggère également qu'un sceau spécial soit conçu pour toute communication officielle et que les bateaux koweïtiens possèdent un certificat de nationalité à bord, ce que le Cheikh accepte²⁷. En 1914, Moubarak arbore un drapeau de sa propre conception, unique au Koweït : un drapeau rouge orné du mot « Koweït » en arabe et disponible en trois formats (triangulaire pour l'émirat, carré pour les différents ministères et rectangulaire pour les bateaux).

Les archives britanniques révèlent que le Cheikh et Colonel Cox abordent à de nombreuses reprises cette question, car il est important pour eux que le Koweït possède son propre drapeau. De plus les Britanniques refusent que le drapeau ottoman soit utilisé au Koweït en l'état²⁸. Le Cheikh répond que jusqu'à présent le drapeau ottoman n'a pas été utilisé en signe d'allégeance à l'empire, mais parce qu'il arbore les symboles de l'islam : il doit continuer à être utilisé tel quel, si ce n'est l'ajout du mot « Koweït ». En 1905 cependant, aucun accord n'est trouvé sur le drapeau koweïtien, et le drapeau ottoman est toujours utilisé.

Les Britanniques continuent de demander au Koweït de posséder son propre drapeau afin de marquer son autonomie vis-à-vis de l'Empire ottoman. Le Cheikh s'oppose au changement, les navires koweïtiens sous pavillon ottoman étant davantage protégés lorsqu'ils font escale dans les ports appartenant à Constantinople. Ne voulant pas de surcroît mettre en péril le statut de ses fermes à Faw Cheikh Moubarak

continue de battre pavillon ottoman jusqu'au début de la Première guerre mondiale.

Entre-temps cependant, au moins un incident est rapporté : un navire koweïtien appartenant à Hajj Hamad al-Saqr et battant pavillon ottoman est pris pour cible par un vaisseau de la marine britannique entre Bassora et Koweït. Lorsqu'il apparaît que le navire appartient à un sujet de Cheikh Moubarak les Britanniques le laissent continuer son voyage à condition que le capitaine retire le drapeau ottoman et ne le hisse plus, sous peine de voir son bateau coulé par la Royal Navy²⁹. L'incident finit de convaincre le Cheikh de hisser un drapeau koweïtien : lorsqu'en 1914 il rend visite à Cheikh Khazaal à bord de son yacht *Mishrif*, il ordonne de remplacer le drapeau ottoman par un drapeau rouge portant le mot « Koweït » en arabe et en blanc. Ce dernier devient le premier drapeau national, et demeure pendant longtemps le symbole du pays³⁰.

Les frontières du Koweït

Les historiens s'accordent sur le fait que la notion de frontière est un concept moderne issu de la naissance de l'État-nation en Europe et associé à la nationalité et à l'autorité de l'État sur ses sujets au sein de ses frontières³¹. Dans ce contexte, les frontières des émirats du Golfe sont en général délimitées par les zones habitées par les tribus ayant juré allégeance aux cheikhs locaux. La conséquence de ce système est qu'en pratique les frontières évoluent avec le temps selon la capacité du dirigeant à affirmer son autorité sur les zones habitées par les diverses tribus.

Il est malaisé de démarquer les frontières du Koweït : Moubarak n'a eu de cesse de protéger les frontières de son pays vis-à-vis des Ottomans soucieux de restreindre son autonomie en limitant ses territoires. La Sublime Porte cherche alors à étendre sa propre influence, soutenue par les Allemands, sur les terres nécessaires à la construction de la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad.

La crise des frontières entre l'Empire ottoman et le Koweït commence en 1902, lorsque les troupes ottomanes occupent l'île de Bubyān et les régions de Oum Kasr et Sifwan, sans compter d'autres zones adjacentes à Ras Khor al-Sabiyya qui constituent les débouchés sécurisés de Khor Abdallah, au nord-est de Koweït. Démonstration des ambitions ottomanes sur la région, la manœuvre permet d'occuper les terres sur lesquelles la ligne de chemin de fer va être construite. Les Ottomans soutiennent que les zones concernées se situent au-delà des frontières du

Koweït telles que délimitées conjointement, ce qui est contradictoire : tout le territoire koweïtien est placé sous souveraineté ottomane, mais à défaut de parvenir à imposer cette situation dans les faits, la Sublime Porte multiplie les actes d'agressions envers les régions périphériques du Koweït. Tout cela ne peut que bénéficier au Koweït, dont l'indépendance est ainsi implicitement reconnue par Constantinople³².

Moubarak proteste contre l'occupation ottomane cependant, insistant sur le fait que toutes les zones occupées appartiennent au Koweït. Le Royaume-Uni l'assure que l'occupation des Ottomans ne leur confère aucun droit sur ces terres. L'ambassadeur britannique à Constantinople, Sir Nicolas O'Connor, proteste contre cette violation du statu quo et rappelle qu'au titre de l'accord avec le Cheikh, le Royaume-Uni doit défendre son allié. En pratique cependant, le Royaume-Uni ne met pas ses menaces à exécution et les Ottomans continuent d'occuper en pratique les régions envahies.

Une partie de la correspondance entre les Britanniques et les Ottomans à ce sujet se trouve dans les archives ottomanes. Un mémorandum du ministre des Affaires étrangères ottoman Tawfik Pacha sur sa réunion avec Sir Nicholas O'Connor note que l'ambassadeur britannique l'a informé que le Royaume-Uni considère le déploiement de troupes ottomanes à Oum Qasr et Sifwan ainsi que l'expulsion des forces de Moubarak comme une violation du statu quo sur le Koweït et une menace directe pour Londres. L'ambassadeur demande au ministre des explications quant à la position ottomane, ce à quoi Tawfik Bacha répond ne pas être familier avec les régions concernées et avoir besoin d'obtenir des explications de Bassora afin de se prononcer sur le sujet. Il ajoute que la Sublime Porte jouit de l'autorité absolue de faire débarquer ses troupes où bon lui semble sur son territoire si le besoin se présente³³.

À l'occasion d'une autre entrevue avec le ministre des Affaires étrangères ottoman, Sir Nicholas O'Connor soulève à nouveau la question, avertissant cette fois-ci que l'Empire ottoman s'expose à une riposte si la situation perdure. Le ministre répond ne toujours pas avoir d'informations sur la situation, mais que Oum Qasr et l'île de Bubyân n'appartiennent de toute façon pas au Koweït. L'ambassadeur britannique souligne que ces zones adjacentes au Koweït sont considérées comme faisant partie de ce dernier, et qu'y envoyer des troupes ottomanes mènerait à de graves conséquences³⁴. Quatre jours plus tard, l'ambassadeur rencontre à nouveau le ministre et exprime l'opposition

de Londres quant à la présence de troupes ottomanes sur des régions appartenant au Koweït,

« qui pourrait mener à une confrontation armée entre ces dernières et les forces appartenant à Moubarak sur le terrain. Si le statu quo venait à être modifié, le Royaume-Uni ne se contenterait plus de protéger le Koweït mais l'occuperait également³⁵. »

Les archives britanniques font écho également du développement de la position de Londres sur le sujet³⁶. Un document indique que des questions sont soulevées en 1902 à propos des limites géographiques de l'autorité du cheikh du Koweït. La délimitation des frontières n'a pas été discutée pendant les négociations sur l'accord de statu quo entre l'Empire ottoman et le Royaume-Uni en 1901, rendant le sujet incertain. En février de la même année, le Royaume-Uni cherche à vérifier ses informations concernant la présence de forces ottomanes sur des territoires appartenant à Moubarak et envoie pour ce faire un navire de guerre inspecter la région. Le capitaine du vaisseau rapporte avoir constaté des bases ottomanes à Oum Qasr, à Khor Abdallah et sur l'île de Bubyān au nord du Koweït. Le Royaume-Uni considère ces bases comme une violation du statu quo et émet une plainte officielle aux autorités ottomanes.

Concernant l'île de Bubyān, Sir Nicholas O'Connor presse Constantinople d'y retirer la garnison ottomane, menaçant le cas échéant d'y construire une base pour le compte de Cheikh Moubarak. Cette menace reste cependant lettre morte, le ministre des Affaires étrangères Lord Lansdowne s'opposant à des mesures risquant de mener à une confrontation avec l'Empire ottoman et recommandant que le sujet fasse l'objet de discussions préalables par le comité de défense à Londres. Quant à Oum Qasr, qui se trouve sur la côte est de la péninsule arabe à 80 km au nord de Koweït, le rapport britannique indique que la situation demeure trouble mais que dans ce cas les revendications du Cheikh sont faibles et qu'il est donc difficile de développer une position ferme. Le Royaume-Uni n'a pas une idée précise du tracé exact des frontières koweïtiennes, comme en témoigne un mémorandum écrit par Lord Lansdowne en 1902 dans lequel ce dernier détaille l'ambiguïté des frontières.

Début 1904, afin de clarifier la situation, le Royaume-Uni effectue le premier véritable relevé des frontières du Koweït et de ses côtes. En avril

de la même année, Major S. G. Knox, résident du Royaume-Uni, effectue un tour du sud du Koweït jusqu'à al-Hafar à la frontière avec l'Arabie saoudite, tandis qu'une étude maritime du Golfe du Koweït est menée. En décembre, un groupe d'officiers britanniques réalisent une nouvelle étude extensive de la région frontalière située entre Bassora et Koweït sur la base des relevés effectués par le résident du Royaume-Uni et la Royal Navy. La ligne de démarcation tracée par les Britanniques « passe par Khor al-Sabiyya, le sud d'Oum Qasr, jusqu'à Jabal Sinam et Wadi al-Batin ». Des décisions sont également prises quant à la souveraineté des îles à l'exception de Bubyana et Warba, toutes deux occupées par les troupes ottomanes. Moubarak rejette les frontières découlant de l'étude, ces dernières ne prenant pas en compte les terres occupées par les Ottomans à Oum Qasr et Sifwan. De plus la proposition britannique ignore les frontières maritimes du Koweït, que Moubarak considère comme incluant toutes les îles ainsi que la côte de l'île de Failaka au Chatt-el-Arab³⁷.

Moubarak cherche à créer un conflit entre les Ottomans et les Britanniques afin de parvenir à ses fins. En juillet 1905, il écrit au résident du Royaume-Uni que l'île de Bubyana appartient au Koweït et que la base ottomane qui s'y trouve y a été établie par la force, ajoutant ne pouvoir affronter Constantinople seul. Cependant, si le Royaume-Uni est séduit par l'idée de construire une usine de charbon sur l'île afin de ravitailler ses bateaux, le Cheikh ajoute être disposé à tenter de faire usage de la force pour en déloger les Ottomans. Bien que le Royaume-Uni tente de conclure un bail d'occupation sur l'île de Warba afin d'empêcher toute autre puissance d'y construire une base ou d'établir un port à Khor Abdallah³⁸, il n'en est rien dans les faits. Il faut en conclure que quels qu'aient été les intérêts de Cheikh Moubarak, le Royaume-Uni ne souhaite pas à ce moment-là risquer une confrontation armée directe avec les Ottomans.

Pour sa part, Moubarak continue de protester contre la présence ottomane dans les zones occupées sous prétexte que ces dernières font partie du Koweït : le palais après lequel Oum Qasr est nommé a été construit durant le règne de Cheikh Jaber Al-Sabah et une population liée au Koweït vit dans cette région depuis le règne de son propre grand-père, Cheikh Jaber, comme en témoigne le vieux fort en terre crue. Quant à Bubyana, les Koweïtiens y ont des installations de pêche où les pêcheurs vivent depuis longtemps, tandis que les familles koweïtiennes loyales au Koweït et à son Cheikh vivent à Sifwan, escale pour les caravanes, depuis à peu près 40 ans.

Finalement, les Britanniques changent d'avis : Major Knox réalise de nouvelles études et conclut que la côte d'Oum Qasr à al-Sabiyya est peuplée d'Arabes koweïtiens qui reconnaissent l'autorité de Cheikh Moubarak. Concernant Bubyán, malgré la présence d'une garnison ottomane, les habitants appartiennent aux tribus koweïtiennes des al-Awazim qui y pêchent depuis des décennies avec l'accord des cheikhs du Koweït. Les autorités ottomanes n'ont pas remis en question jusque-là la légitimité des cheikhs du Koweït à accorder des permis de pêche à ces tribus. Quant à l'île de Warba, le Résident du Royaume-Uni note que Moubarak la revendique en tant que propriété privée et possède le droit de propriété correspondant³⁹. Que cela soit vrai ou non, il semble que le Royaume-Uni soit encore réticent à prendre une position claire, mais se satisfait de trouver un compromis sur le tracé des frontières du Koweït qui protège ses propres intérêts.

En 1907, le gouvernement des Indes met en place un comité technique afin de résoudre les questions en suspens relatives aux frontières, qui conclut que les îles de Warba et Bubyán appartiennent au Koweït. Ce n'est qu'en 1913 cependant que les revendications koweïtiennes sur la côte située entre l'île de Failaka et le Chatt-el-Arab sont satisfaites⁴⁰.

Des pourparlers sur ce sujet ont lieu avec les Ottomans entre février 1911 et juillet 1913⁴¹. Le comité de négociation ottoman est mené par Tawfik Pacha, ambassadeur à Londres, et le comité britannique par le ministre des Affaires étrangères Sir Edward Grey. La position britannique se base traditionnellement sur le rapport écrit par le Colonel Bailey en 1866 sur le futur du Koweït, qui souligne que le Royaume-Uni ne doit pas reconnaître la souveraineté ottomane sur le Koweït, contraire aux intérêts de Londres. À la mi-janvier 1912 Lord Hardinge, vice-roi des Indes, s'émancipe de ces considérations et émet la possibilité pour le Royaume-Uni de reconnaître la souveraineté ottomane sur le Koweït à condition que ce dernier soit considéré comme une province autonome. Son statut serait similaire à celui de l'Égypte, qui fait officiellement partie de l'Empire ottoman mais est en pratique gouvernée par un souverain local soutenu et conseillé par les Britanniques⁴².

Le Royaume-Uni et l'administration ottomane échangent des mémorandums sur la position juridique et politique du Koweït. Grey rappelle aux Ottomans l'accord de 1901 qui impose le respect du *statu quo* – incluant les accords signés entre le Royaume-Uni et le cheikh du Koweït –, et souligne que les deux îles de Bubyán et de Warba font partie du Koweït. Le mémorandum ajoute que le Royaume-Uni est

prêt à reconnaître la souveraineté ottomane sur le Koweït dès l'approbation de Constantinople obtenue sur les points précédents. Le 15 avril 1912, Tawfik Pacha demande aux Britanniques si l'expression «*statu quo*» réfère à la situation prévalant avant ou après l'accord de 1899 que les Ottomans n'ont pas reconnu. Le mémorandum ottoman rappelle que le Koweït, en pratique, dépend de l'Empire ottoman car la famille Al-Sabah n'a cessé de reconnaître cette relation de domination et a accepté le titre de *qaimaqam*. Cheikh Abdallah Al-Sabah a combattu aux côtés des troupes ottomanes lors de la campagne de Midhat Pacha à al-Hasa, et le drapeau ottoman est hissé au-dessus de Koweït. Les Ottomans refusent que les îles de Warba et Bubyen fassent partie du Koweït, arguant que l'autorité du Cheikh ne s'étend pas davantage au nord que Kadhima et al-Jahra. Le 18 juillet 1912, Grey envoie un mémorandum dans lequel il accepte la souveraineté ottomane sur le Koweït tout en réaffirmant que ce dernier est autonome et que les îles de Bubyen et Warba lui appartiennent, les garnisons ottomanes devant être retirées par conséquent de ces dernières. La question est réglée lorsque les deux parties s'accordent à reconnaître une souveraineté ottomane nominale sur le Koweït et définissent les frontières du pays. La question du Koweït fait partie d'un accord signé le 29 juillet 1913 par le grand vizir Ibrahim Haqqi Pacha et le ministre des Affaires étrangères Sir Edward Grey, dont le but est de mettre fin aux rivalités anglo-ottomanes dans la région et de répartir leurs sphères d'influence en se concentrant sur leurs intérêts mutuels.

Les clauses 5 et 7 de l'accord qui fixent le tracé des frontières du Koweït constituent le premier relevé officiel du pays⁴³. Concession aux revendications ottomanes, Oum Qasr et Sifwan en sont exclus. La clause 5 délimite une zone d'autorité du Cheikh qui fait un demi-cercle avec la ville de Koweït au milieu : la frontière nord est marquée par Khor al-Zubayr et la frontière sud par al-Qurin. Les îles de Warba, Bubyen, Miskan, Failaka, Awha, Kubbar, Qarruh, Oum al-Namil, al-Maradim et leurs eaux territoriales sont incluses. La clause 5 délimite également la pleine autorité du Cheikh sur une zone définie par des lignes rouges sur la carte annexée à l'accord.

La clause 6 de l'accord donne au cheikh du Koweït souveraineté sur les tribus qui vivent dans les régions définies par la clause 7, sans autorité politique totale sur le territoire néanmoins. Il lui accorde le droit d'y prélever un impôt et d'y exercer une autorité administrative.

Le gouvernement ottoman ne peut par conséquent exercer la moindre activité administrative indépendamment du cheikh du Koweït dans cette zone.

La clause 7 définit un territoire formant un cercle délimité par une ligne qui va de la côte au débouché de Khan al-Zubayr et s'étend au sud-ouest par le sud de Oum Qasr (à 55 km à l'ouest de Bassora), Sifwan et Jabal Sinam (ces zones et les puits s'y trouvant, ainsi que le gouvernorat de Bassora n'en faisant cependant pas partie). Lorsque cette même ligne atteint al-Batin (le lit d'une rivière asséchée profond d'environ 60 mètres entre al-Hafir et Jabal Sinam), elle poursuit vers le sud-est afin d'inclure les puits d'al-Safa, al-Qira, al-Hiba, Bara et Antaa, jusqu'à la mer vers Jabal Manifa⁴⁴.

La souveraineté ottomane sur le Koweït reconnue par Londres, il s'agit désormais pour les Britanniques de convaincre Cheikh Moubarak de cette décision. À cette fin, Shakespear rencontre le Cheikh le 28 mai 1913 et rédige un rapport dans lequel il explique les efforts déployés par le Royaume-Uni pour garantir l'indépendance du Koweït et maintenir une relation particulière entre les deux pays. Le Royaume-Uni a fait de son mieux pour imposer les frontières demandées par le Cheikh et s'est assuré que les Ottomans n'interviendraient pas dans les affaires intérieures ou extérieures du Koweït. Lorsque Moubarak s'enquiert de l'impact concret de ces mesures, Shakespear répond que la situation est similaire à celle de l'Égypte.

Moubarak continue de rejeter en bloc l'idée d'une représentation ottomane au Koweït. Selon lui, une telle présence équivaldrait à une interférence et affaiblirait son autorité sur ses propres sujets. Il demande à Shakespear d'informer sa hiérarchie de son refus, suggérant que Londres n'a pas non plus à accepter cette requête, les Ottomans étant en position de faiblesse. Le Cheikh sous-entend par ailleurs que le Royaume-Uni n'a pas respecté l'accord passé avec le Koweït en 1899, dont le but était d'éviter précisément cette situation. Il ajoute qu'en 1907, un accord a été conclu pour louer la région d'al-Shuwaykh, et répète qu'aucune base ottomane ne sera autorisée au Koweït.

Le 6 juillet 1913, le Cheikh exprime dans un courrier à Shakespear de nouveau ses craintes quant à l'accord et soulève trois points. Il s'agit tout d'abord d'obtenir la garantie que ses fils hériteront du trône : les accords précédents avec le Royaume-Uni font mention de « fils » en tant qu'héritiers, mais le nouvel accord anglo-ottoman utilise le mot « successeurs », terme pouvant s'appliquer à quiconque.

Deuxièmement, l'accord anglo-koweïtien de 1907 toujours en vigueur stipule qu'aucun agent appartenant à une puissance étrangère n'est autorisé au Koweït : accepter la présence d'un représentant ottoman par conséquent revient à violer cet accord. Troisièmement le Cheikh note que ce même accord indique clairement que la perception des impôts et taxes est la prérogative du Cheikh seulement, alors que les Britanniques suggèrent que taxes et impôts soient collectés conjointement avec l'Empire ottoman⁴⁵.

La réponse de Shakespear, formelle et formulée en termes juridiques, parvient au Cheikh le lendemain. Il explique que l'accord de 1907 interdit le Cheikh de recevoir un représentant étranger sans l'accord des Britanniques, qui eux ont le pouvoir d'accepter un tel représentant. Concernant l'utilisation du terme « successeurs » au lieu de « fils », Shakespear rassure le Cheikh en affirmant que l'unique rôle du gouvernement ottoman à cet égard est de ratifier le processus de succession sans interférence. Quant à la perception conjointe des taxes et impôts, Shakespear se garde d'émettre un avis, affirmant ne pas avoir le texte de l'accord de 1907 à portée de main⁴⁶.

En pratique, le Royaume-Uni ignore les objections du Cheikh, les intérêts britanniques dans le Golfe étant assurés par l'accord anglo-ottoman qui fait du Koweït une province indépendante sous suzeraineté ottomane. Le cheikh du Koweït a pour obligation d'arborer le drapeau ottoman, en y ajoutant le mot « Koweït » s'il le souhaite. Il possède le pouvoir d'administrer les affaires internes de son pays en toute indépendance, le gouvernement ottoman s'abstenant de toute interférence et intervention militaire sur son territoire. Les dispositions s'appliquent également en cas de changement de dirigeant au Koweït, la Sublime Porte se contentant alors d'édicter un *firman* de succession à quiconque est choisi pour succéder au Cheikh. En confirmation de l'accord de 1901 préservant le statu quo au Koweït, le gouvernement ottoman s'engage à ne pas modifier l'équilibre des forces à son avantage, tandis que le Royaume-Uni s'engage à ne pas faire du Koweït un protectorat britannique.

L'accord confirme également que les tribus se trouvant à l'intérieur des frontières du Koweït sont considérées comme sujets (*taabi'a*) du Cheikh, qui peut prélever un impôt comme il l'a fait par le passé, sans que le gouvernement ottoman ne s'en mêle. L'accord garantit aussi le droit du Cheikh à jouir de ses propriétés situées dans la province de Bassora, à condition que ces dernières soient soumises aux impôts

et taxes prévus par la loi ottomane. Dernier point à l'avantage des Ottomans, leur pleine souveraineté sur Sifwan et Oum Qasr – situés désormais à l'extérieur des frontières du Koweït – est reconnue.

D'un point de vue juridique, l'accord contient des contradictions en définissant le Koweït comme province ottomane tout en insistant sur l'indépendance de l'administration koweïtienne et en interdisant l'Empire ottoman d'y envoyer des troupes. Par ailleurs, le gouvernement ottoman, qui n'a jamais eu historiquement de rôle dans la nomination du dirigeant du Koweït, est désormais formellement exclu de ce processus, son rôle se cantonnant désormais à édicter un *firman* à quiconque est choisi à la tête du Koweït.

Sur une note plus positive pour le pays, l'ajout du mot « Koweït » au drapeau ottoman démontre son indépendance vis-à-vis des autorités ottomanes. L'accord entre le Royaume-Uni et l'Empire ottoman ne concède ainsi que des droits formels et nominaux à ce dernier, l'autorité concrète sur l'administration koweïtienne demeurant entre les mains du Cheikh. L'accord réaffirme l'indépendance politique du Koweït et le droit de ses dirigeants à administrer ses affaires en toute liberté, tout en confirmant définitivement que les îles de Bunyan et de Warba font partie du territoire koweïtien.

Initialement prévue avant le 31 octobre 1914, la ratification de l'accord n'aura jamais lieu, déclenchement de la Première guerre mondiale oblige. Lorsque l'Empire ottoman décide de s'allier à l'Allemagne et ses alliés, la situation change du tout au tout, inaugurant une nouvelle phase dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Empire ottoman ainsi que dans l'histoire du Koweït.

CHAPITRE 3

DÉVELOPPEMENT SOCIAL
ET RELATIONS INTERNATIONALES

« Sous son règne le Koweït s'affirme et prospère. Son ère est marquée par la puissance et la sécurité. »

Saif Marzuq Shamlan, *Min Ta'rikh al-Kuwait*
(*De l'histoire du Koweït*)

Sous le règne de Cheikh Moubarak le Koweït connaît un vaste mouvement de changement social, mais aussi un renforcement du système de gouvernance et d'administration qui mène à une sécurité accrue pour le peuple koweïtien. Un véritable système de justice est établi, tandis que la première école publique est fondée, inaugurant les débuts de l'éducation moderne dans le pays. La première société de bienfaisance nationale est créée aux côtés d'un hôpital visant à prodiguer des soins à tous. Le règne de Moubarak voit également le développement d'une vie intellectuelle rythmée par la visite de penseurs et hommes de culture du monde arabe. De plus, les premiers équipements technologiques modernes font à cette époque leur apparition dans le pays.

Gouvernement et administration

Tout comme dans le reste du Golfe, le système de gouvernement traditionnel au Koweït est basé sur le respect des coutumes tribales et un système simple d'administration reflétant la nature des sociétés locales à la fin du XIX^e siècle. Les plaintes sont déposées directement à Cheikh Moubarak qui tranche et arbitre les différends. C'est lui

également qui rend la justice, et l'applique en dernier ressort. Il ne considère pas néanmoins avoir la science infuse : si par exemple un différend religieux lui est exposé, il le réfère à l'autorité concernée avant d'appliquer la décision prise par cette dernière. De même, bien que le Cheikh lui-même fasse office de juge dans des cas commerciaux simples, il ne craint pas de demander conseil ; « s'il ne pouvait trouver une solution, il s'en référerait à un, deux ou trois marchands les plus expérimentés et s'accordait à suivre leur décision¹ ». Moubarak rend ses arbitrages dans son *majlis* au cœur de la ville de Koweït. Le *majlis* quotidien du Cheikh se déroule au Palais d'Été, bâti en petites briques de terre cuite et connu sous le nom de palais Moubarakiyya. Un second *majlis* est ensuite construit pour son fils Jaber. Le Cheikh rend la justice en public afin que quiconque ayant des doléances à exprimer puisse s'adresser à lui directement.

La société koweïtienne est constituée d'une agglomération de tribus, chacun devant loyauté au Cheikh. Chaque tribu possède également son propre cheikh qui la dirige et en gère les affaires internes, ce qui fait de Moubarak le chef des cheikhs du pays. Au sujet du cheikh du Koweït, le missionnaire Dr Stanley Mylrea écrit « le pays était mené par ce grand et vieil homme, Moubarak Al-Sabah² ». Selon Mylrea, la façon de gouverner de Cheikh Moubarak ne l'isole pas de l'homme de la rue ou du nomade. Chaque citoyen ayant un problème à résoudre peut en discuter avec lui personnellement et sans difficulté³. Le voyageur danois Barclay Raunkiær qui visite le Koweït à la fin du mois de janvier 1912 rapporte que le Cheikh et son entourage déambulent parfois « à travers la plus longue rue du marché, dont le toit est couvert de feuilles de palmier à travers lesquelles le soleil passe par intermittence. Alors, tout le monde s'arrête de travailler afin de pouvoir saluer le Cheikh⁴ ». Les étrangers qui voyagent ou habitent au Koweït pendant le règne de Moubarak décrivent son *majlis* et sa manière d'administrer la justice. Mylrea se souvient que :

« Il s'asseyait à son balcon, avec la mer à sa gauche, les notables de la ville à sa droite et leurs gardes devant eux⁵. »

Raunkiær décrit également la scène au *majlis* du Cheikh : « À côté du Cheikh vous trouvez toujours sa boîte à cigarettes incrustée de diamants qui contient ses longues cigarettes de Bagdad, ainsi que ses jumelles avec

lesquelles il aime regarder les bateaux qui naviguent dans les eaux du Golfe ou surveiller le navire transportant le courrier⁶.

Le Cheikh gouverne le Koweït comme un État indépendant. H. V. F. Winstone, l'auteur de la biographie *Capitaine Shakespear* décrit la situation comme suit :

« Le Koweït fait officiellement partie de l'Empire ottoman, et la position britannique officielle est que le Cheikh n'est rien de plus qu'un qaimaqam, ou un dirigeant local. Cependant, lors du séjour du capitaine Shakespear, le cheikh du Koweït Moubarak Al-Sabah est déjà très différent⁷. »

Le Cheikh, en réalité, se comporte avec panache, jouant le rôle d'un souverain et non d'un gouverneur de province. Son fils, Cheikh Hamad, se marie au cours d'une cérémonie royale au palais Moubarakiyya et de nombreuses célébrations fastueuses sont organisées devant le Palais d'Été. Raunkiær le décrit comme étant situé près de la plage et constitué d'un certain nombre de bâtiments et d'annexes construits à des époques différentes :

« Un bâtiment grand comme un château, au milieu duquel se trouve une cour carrée. Ses hauts murs n'ont pas de fenêtres mais de petites ouvertures situées ici et là. Le tout est relié au monde extérieur par une petite porte qui s'ouvre sur un petit corridor entre les deux ailes supérieures du palais, où sont les appartements privés du Cheikh et les quartiers des domestiques. Cinq ou six mètres au-dessus du corridor se trouve une arche sans fenêtre qui relie les deux parties. Pour finir, un balcon aux lattes de bois sculpté donne sur la plage et la ville et relie le reste du palais avec les appartements d'apparat (le saray). Il est suspendu au-dessus d'une large rue qui sépare les deux parties⁸. »

Dans sa description du palais, Abdelmassih Antaki ajoute que Moubarak a construit le palais « en voulant préserver les traditions de son peuple, et l'a donc fait bâtir dans un style arabe avec deux sections : une pour le harem, et l'autre pour les invités ». Antaki décrit le palais sur deux niveaux. Le rez-de-chaussée est occupé par divers départements administratifs, dont :

« Le plus important est celui des gardes, leurs quartiers. Il s'agit d'une pièce nue aux murs recouverts d'armes. Puis se trouve le département des affaires de l'Émirat, constitué de trois pièces. Une appartient au bashkateb, le secrétaire privé. Il s'agit de l'estimé écrivain Izzatlou Abdul Aziz Efendi al-Salem... Puis il y a un grand nombre de secrétaires subalternes, comme le secrétaire préposé aux lettres à destination des dignitaires étrangers, le secrétaire préposé aux comptes, le secrétaire préposé aux dons, le secrétaire préposé aux impôts... etc. »

Antaki ajoute que se trouve ensuite le *majlis* de Cheikh Jaber, puis celui de Cheikh Moubarak. Selon ses descriptions ces pièces donnent sur la grande cour du palais, au bout de laquelle se situent les écuries des fameux chevaux du Najd utilisés par Cheikh Moubarak, ses fils et ses assistants. Au premier étage, accessible via une trentaine de marches, se trouve la grande salle de réception meublée de canapés de style européen fabriqués en Inde et de luxueux tapis persans. Au mur une peinture à l'huile représentant le Cheikh, ainsi que d'autres portraits de rois et d'empereurs. À côté de la salle de réception principale, plusieurs petites pièces adjacentes pour recevoir les invités⁹.

Moubarak choisit avec soin ses employés, identifiant les bonnes personnes du mieux qu'il peut parmi les gens qu'il rencontre. Par exemple le Cheikh rencontre Saleh al-Askar, qui devient l'un de ses officiels, de manière particulière : Saleh al-Askar, père du poète Fahd al-Askar, est un homme imprévisible ayant tendance à se disputer avec sa femme et son père. Il quitte alors ses fonctions d'imam et de professeur, se retrouvant sans revenus. Le Cheikh est informé de cette situation par son agent Abdallah al-Atiqi et demande que l'on fasse venir Saleh. Lorsque ce dernier arrive, Moubarak lui demande : « *Comment peux-tu reprendre ta femme avec qui tu es divorcé ? Selon Cheikh Mohammed al-Farsi, tu n'en as plus le droit* ». Saleh al-Askar répond immédiatement : « *pourquoi le gouvernement du Cheikh a nommé Cheikh Khaled al-Adasani juge des affaires religieuses du Koweït ?* » (la nomination a soulevé beaucoup de critiques à l'époque). Moubarak Al-Sabah ne répond pas aux critiques soulevées par Saleh al-Askar, mais l'embauche au service des douanes¹⁰.

Cette anecdote révèle plusieurs choses. Tout d'abord la sagacité de Saleh al-Askar et son courage à exprimer le fond de sa pensée en

présence du Cheikh. Le soin de Moubarak ensuite porté aux affaires de ses sujets et son respect envers quiconque exprime ses opinions en toute honnêteté.

Selon le système qui prévaut alors, les droits de douane perçus sont transmis quotidiennement au Cheikh. Lorsque Saleh al-Askar commence à travailler aux douanes (*al-makkus*), il se rend dans les bureaux du Cheikh avec une somme substantielle constituée des droits perçus la veille. Il est reçu par l'agent Abdallah al-Atiqi, qui lui demande ce qu'il transporte. Lorsque Saleh répond qu'il s'agit des droits de douane perçus la veille, Abdallah al-Atiqi lui conseille de ne remettre que la moitié au Cheikh et de garder l'autre en attendant, ce dernier risquant de s'attendre à recevoir la même somme tous les jours. Ce qu'il fait. Cependant, bien que Saleh n'ait pas remis l'intégralité de la somme perçue, le Cheikh est intrigué de recevoir plus d'argent qu'il n'en a jamais reçu des douanes. Il commence à dire à ses employés « nous avons perdu beaucoup d'argent avant que Saleh ne commence à travailler ici ». Le Cheikh offre à Saleh un salaire de 20 rials pour le récompenser de ses efforts et de sa loyauté. Il s'agit d'une somme conséquente pour l'époque, et Saleh décide d'acheter la maison qu'il loue pour 100 rials, réglant les traites avec son salaire. Lorsque Moubarak apprend cela, il achète la maison au nom de Saleh. La confiance de Moubarak en Saleh continue de grandir, ce dernier agent général pour les biens immobiliers du Cheikh¹¹.

Le Cheikh interfère rarement de manière directe dans les affaires des tribus, organisées selon la coutume tribale. Les tribus du Koweït sont en général liées les unes aux autres par des mariages. Le Cheikh désire maintenir cette tradition, s'étant lui-même marié avec des membres des tribus principales pour réaffirmer le lien de sang entre la famille régnante et les tribus, s'assurant par conséquent le soutien indéfectible de ces dernières. Bien que des actes de désobéissance et d'insurgence soient fréquents parmi les tribus, Lorimer note que durant le règne de Moubarak la situation tribale est tellement stable que rien de notable n'est rapporté, et que l'opposition tribale au Cheikh est insignifiante¹².

Dans la ville, les représentants du Cheikh gouvernent sous son autorité et appliquent ses instructions. Ces officiels ne bénéficient pas d'un salaire mais dépendent de ce que la population leur offre en retour des services rendus, comme l'authentification des actes de vente ou la délivrance de certificats de naissance ou de mariage. Ils prélèvent également une part des profits réalisés grâce à la pêche à la perle, à la chasse et au

commerce. Ils font office de juge, résolvant les disputes entre les habitants de la ville et délivrant des jugements sur des questions de droit islamique comme l'héritage, les prestations compensatoires et le statut personnel. Ils ont fréquemment recours aux services d'experts pour les différends commerciaux.

Le système judiciaire se développe sous le règne de Moubarak. Le Cheikh copréside avec un juge religieux et le tribunal coutumier spécialisé en différends commerciaux et composé de marchands expérimentés. La majorité des juges religieux sont issus de la famille al-Adasani. Le Cheikh est en droit de punir ceux qui violent la loi, le plus souvent par des coups de fouets ou de la prison selon le type et la gravité de l'infraction. Moubarak veille à ce que quiconque menace la sécurité de son peuple soit puni. Il ne fait aucune distinction entre puissants et faibles, appliquant la loi pour tous sans exception. En particulier il veille à ne pas favoriser ses proches et n'autorise aucun abus contre les citoyens koweïtiens de la part des membres de la famille Al-Sabah.

Dans une interview relatée par Antaki, le Cheikh affirme :

« Crimes et délits sont rares ici car nous poursuivons les criminels et les punissons rapidement, avec tolérance, dans le respect scrupuleux de la loi islamique. Nous exécutons les peines de manière stricte et n'acceptons aucune intercession. C'est pour cela que notre émirat, Dieu soit loué, est si sûr. Le faible et le fort vivent ensemble comme des frères jumeaux. Le fait que les gens soient bédouins et de bons musulmans nous facilite la tâche. Très peu d'entre eux mentent, effectuent de faux témoignages, sont traîtres ou trompeurs¹⁴. »

Abdul Aziz Al-Rachid note que le Cheikh punit quiconque enfreint la loi religieuse avec une sévérité particulière :

« Combien de fois l'avons-nous entendu réprimander une personne qui avait bu du vin ? Combien de fois l'avons-nous entendu punir un homme qui avait harcelé une femme respectable ? Les gens le félicitent d'avoir exilé de la ville ceux qui se prétendaient modestes¹⁵. »

Les peines sont exécutées dans la prison du Koweït, un ancien grand magasin au centre du marché, près de la Grande Mosquée du Marché et du quartier des commerçants, connu sous le nom de magasin de Abdul

Aziz al-Qindi. Sous le règne de Moubarak la prison est déplacée vers la mer, au sud du Palais d'Été¹⁶.

Le Cheikh règle personnellement les problèmes majeurs auxquels sont confrontés les habitants de Koweït. En mars 1914, la ville est envahie par les criquets qui détruisent tissus, tentes, cordes et auvents. Moubarak est alors dans le désert mais revient dès qu'il entend la nouvelle afin d'affronter personnellement le danger. Il constitue des groupes d'hommes battant tambours et boîtes de conserve vides pour faire peur aux insectes. Heureusement une tempête se lève, chassant les criquets¹⁷.

Alors que la vie sociale se développe dans le pays, Moubarak autorise en 1913 l'établissement de la première organisation non-gouvernementale caritative, la Société caritative islamique, qui devient rapidement populaire auprès des Koweïtiens. Créée en mars par le réformiste Farhan ben Fahd al-Khaled al-Khudayr, l'organisation bénéficie du soutien des notables du pays et a selon la communication de l'époque pour but¹⁸:

« d'envoyer des étudiants en religion dans les universités islamiques d'autres pays arabes plus avancés au Caire, à Beyrouth, Damas et ailleurs, où leurs dépenses sont prises en charge par la Société durant leurs études, ainsi que d'employer un expert pour enseigner les hadiths aux gens et les guider sur le droit chemin. Sans oublier de s'assurer les services d'un docteur musulman compétent et d'un pharmacien afin de soigner gratuitement les indigents dans le besoin. Un autre objectif est d'assurer la distribution d'eau, le bien le plus précieux dans notre pays. Enfin, il s'agit de préparer les corps des défunts musulmans pauvres ou étrangers et de leur fournir des suaires¹⁹. »

Moubarak fait don de 5 000 roupies à l'organisation afin d'encourager les autres à faire de même.

La Société est également établie pour une autre raison implicite : concurrencer les missions chrétiennes qui commencent à faire leur apparition au Koweït et dans le Golfe. Certains chercheurs font un lien entre l'établissement de la Société caritative islamique et un appel effectué par Mohammed Rachid Rida en 1912 pour l'établissement d'organisations islamiques au service des Musulmans contre le développement des missionnaires. L'arrivée de la Mission américaine au Koweït en 1910 est une première manifestation de ce phénomène, suivie par la

fondation de l'Hôpital américain en 1912. La création de la Société caritative islamique puis de l'école Moubarakiyya deux ans plus tard est une réponse à ces développements et au désir de doter le Koweït d'institutions locales en l'ouvrant sur le monde moderne. D'autres historiens pointent du doigt les liens entre Farhan al-Khaled al-Khudayr et l'Égyptien Moustapha Kamel, soutenant que le premier est un admirateur du second et de ses pensées islamiques progressistes²⁰.

La Société caritative islamique est rapidement dotée d'une administration permanente. Mishari Abdul Aziz al-Kulayb est nommé secrétaire général, chargé d'informer les membres de l'organisation des réunions et activités. Le siège se situe dans un bâtiment meublé par la Société dont le rez-de-chaussée sert à l'enseignement et le conseil religieux et l'étage abrite une clinique. Une bibliothèque complète le tout. Un docteur turc, le Dr Asaad Efendi, est amené de Bassora. La clinique fonctionne jusqu'en 1914 lorsque, l'Empire ottoman s'étant allié aux Allemands, le Cheikh se voit contraint de demander au docteur turc – citoyen ottoman – de quitter le pays. La Société caritative islamique nomme également Cheikh Mohammed al-Shanqiti d'al-Zubayr pour prêcher et enseigner, avant que ce dernier ne parte à l'étranger pour des raisons politiques²¹. Avec le départ de ces deux hommes et le décès en mer de son fondateur Farhan ben Fahd al-Khaled al-Khudayr la même année – il est enterré à Bandar Abbas (Iran) –, l'organisation cesse ses activités.

Éducation et vie littéraire

À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, le système d'éducation koweïtien est encore très traditionnel – comme cela est le cas dans le reste du monde arabo-musulman – et consiste en de petites écoles dans lesquelles les enfants (principalement des garçons) apprennent les rudiments de la lecture, de l'écriture et des mathématiques. Le *mullah*, ou professeur de religion, administre des châtiments corporels sans hésiter si les enfants prennent du retard dans leurs études avec bâton, fouet, corde ou chaîne. L'atmosphère délétère est maintenue avec maintes menaces et promesses de châtiments comme l'enfermement dans une pièce sombre. La situation n'est pas atypique dans les sociétés arabes à l'époque : lorsqu'un père remet son fils au *mullah*, il est de coutume de dire : « *Tu as la viande et nous avons les os* », une manière de signifier que le *mullah* a carte blanche pour discipliner l'enfant. Maudit soit l'enfant qui n'apprend pas sa leçon ou fait des fautes. Les enfants paient au *mullah*

quelques centimes (*anna*, sous-unité de la roupie indienne utilisée dans la région à l'époque) chaque jeudi sous peine d'être battus et expulsés. Le salaire mensuel du *mullah* excède rarement une roupie, ce qui équivaut à 75 *filis* ottomans. Selon la tradition, le *mullah* reçoit également une part de la viande distribuée lors des festivités de l'Aïd, ainsi qu'une proportion de la *fitra* pendant le Ramadan, un don effectué en faveur des plus pauvres pour la rupture du jeûne.

Lorsqu'un enfant arrive au terme de sa scolarité il devient un *khatim* et se doit de payer un *khitama* au *mullah*, qui est en général une somme fixe. Si l'enfant vient d'une famille riche, il paie simplement la somme demandée. S'il est pauvre en revanche, il collecte l'argent de généreux donateurs. Ses parents empruntent une épée et une tunique dorées ainsi qu'une coiffe dont l'enfant se pare afin d'aller, en compagnie de ses camarades de classe, de leurs mères ou d'autres membres féminins de la famille, dans les maisons cossues réciter la *khitma*, un discours composé pour l'occasion, en échange d'argent. Les visites aux familles riches de Koweït s'enchaînent jusqu'à ce que la somme nécessaire pour payer le *mullah* soit réunie. L'éducation de l'enfant est alors considérée comme terminée.

Fin 1911, deux facteurs contribuent à l'établissement de la première école publique moderne au Koweït : le développement de l'activité commerciale dans le pays, qui a pour conséquence une augmentation de la demande (les marchands ayant besoin d'établissements formant secrétaires et employés sachant compter et écrire), et les encouragements des réformateurs dans ce sens. Les nouvelles idées réformistes sont alors critiques du sous-développement dans lequel se trouve le monde musulman, blâmant la qualité de l'éducation. Il s'agit d'évoluer afin de ne pas se faire dépasser par l'Occident, notamment en introduisant un enseignement plus rationnel qui ne soit pas basé sur des traditions et superstitions. Ces idées sont appliquées à l'école Moubarakiyya, nommée en l'honneur de Cheikh Moubarak

L'idée de créer un tel établissement germe en avril 1910, lors d'une célébration de la naissance du Prophète organisée au *diwan* de Youssef ben Issa al-Qinai. Yassin al-Tabtabai y donne un discours dans lequel il rend hommage à la tradition en soulignant l'importance de suivre les enseignements du Prophète par le biais d'une éducation systématique, ajoutant que des écoles doivent être construites pour sauver le peuple de l'ignorance. L'idée convainc al-Qinai, qui écrit un article détaillant les bienfaits de l'éducation et appelant à l'établissement d'une école

moderne au Koweït²². La classe marchande du pays contribue avec grâce, collectant rapidement 80 000 roupies dont l'essentiel provient de la famille al-Ibrahim : Qassim ben Mohammed al-Ibrahim (qui meurt à Bombay en 1957) fait don de 30 000 roupies et son neveu Abdulrahman ben Abdul Aziz al-Ibrahim (qui meurt à Bassora en 1960) fait don de 20 000 roupies. La famille al-Khaled quant à elle met à disposition une vaste demeure que l'école occupe. Les marchands imposent une taxe volontaire d'un pour cent des profits pour régler les dépenses de l'école, connue sous le nom de « taxe de la connaissance ». Le tout est réalisé avec le soutien et les encouragements de Cheikh Moubarak qui nomme son fils Cheikh Nasser à la tête du comité supervisant la création de l'école²³.

En 1911 les locaux sont adaptés à leur nouvel usage sous la supervision de Cheikh Youssef ben Issa al-Qinai. Cheikh Mohammed Rida, le fondateur d'*Al-Manar*, écrit un article dans le numéro du 12 mars 1911 intitulé « Une école scientifique au Koweït » dans lequel il relate avoir été mandaté par Cheikh Qassim ben Mohammed al-Ibrahim pour concevoir un curriculum pour l'école et aider les professeurs recrutés à se l'approprier²⁴. Rachid Rida répond à Cheikh Qassim, s'informant sur la date d'ouverture de l'école, sur le nombre attendu d'étudiants, leur niveau de base et d'autres questions lui permettant de travailler sur le curriculum.

L'école ouvre ses portes le 22 décembre 1911. Un comité financier est formé, constitué de Hamad al-Khaled al-Khudayr, Shimlan ben Ali ben Sauf et Ahmed Mohammed Saleh al-Humaydi. Le comité supervise le budget de l'école et l'allocation de ses ressources. Le premier directeur de l'école est Cheikh Youssef ben Issa al-Qinai, qui demeure à ce poste jusqu'en 1914, lorsque Cheikh Youssef ben Hammoud lui succède. L'administrateur de l'école est Omar Assem al-Izmiri, et parmi les professeurs se trouvent Cheikh Youssef ben Hammoud, Cheikh Abdulaziz Al-Rachid, Cheikh Abdulaziz ben Hamad al-Moubarak al-Hasai, Cheikh Hafez Wahbah al-Masri et Cheikh Mohammed Karachi al-Azhari al-Masri²⁵.

Les étudiants apprennent à lire et à écrire l'arabe classique par le biais de cours de grammaire, de dictée, de composition, de calligraphie et d'introduction à la littérature arabe. Des cours de mathématiques et de géographie, ainsi que des rudiments d'ingénierie complètent le curriculum, sans oublier les sciences religieuses qui sont enseignées dans le respect de la tradition et comprennent : étude et exégèse du Coran,

jurisprudence islamique, introduction à la doctrine islamique et histoire de la religion musulmane – avec une emphase sur la vie du Prophète et des Califes bien guidés²⁶. L'école Moubarakiyya est un franc succès et continue de fonctionner jusqu'en 1956²⁷.

En parallèle s'ouvre en 1912 une petite école sous l'égide de la Mission américaine afin d'enseigner l'anglais et d'autres sujets modernes. Dans une interview donnée dans le numéro de janvier 1912 de la revue de la mission, le Révérend Edwin Calverley raconte que l'école s'est ouverte avec neuf ou dix étudiants musulmans et trois Juifs. L'école peine cependant à attirer les candidats et les élèves inscrits quittent rapidement l'établissement, mettant un point final à l'entreprise. Calverley explique que les parents des élèves ont agi par crainte que leurs fils ne soient contaminés par les valeurs religieuses des missionnaires. Un autre facteur est peut-être le succès de l'école Moubarakiyya, dont l'ouverture a point nommé a pu éloigner les élèves des missionnaires²⁸.

L'établissement de l'école Moubarakiyya marque le début d'une ère de développement intellectuel au Koweït. Certains enseignants jouent également un rôle prééminent dans la vie culturelle et intellectuelle au Koweït, comme Cheikh Abdelaziz Al-Rachid et Cheikh Youssef al-Qinai²⁹, tous deux mués par un désir de réforme. De nombreux documents relatent clairement cet état d'esprit : ainsi Abdelaziz Al-Rachid envoie une lettre à Ibrahim ben Mohammed al-Khalifa (1850-1933), homme de lettres reconnu à Bahreïn, afin de lui demander de l'aider à écrire un livre sur l'Histoire du Koweït pour améliorer les connaissances de ses concitoyens à propos de leur pays. Le rôle énergique joué par Cheikh Abdelaziz Al-Rachid à cette époque prend de nombreuses formes. En 1928 il publie le premier magazine de la région du Golfe intitulé *Koweït*. Il écrit alors à son ami Ibrahim al-Khalifa, l'informant de la création du magazine et lui demandant d'y contribuer et de soutenir sa production³⁰. Des échanges ont également lieu plus tard entre Cheikh Abdelaziz Al-Rachid et un autre écrivain bahreïnien, Abdallah al-Zayed (1894-1945)³¹.

Le règne de Moubarak voit un nombre croissant d'intellectuels appeler à davantage de réforme, comme Cheikh Mohammed ben Amin al-Shanqiti, fondateur de l'école al-Najat à al-Zubayr, ou Cheikh Abdelaziz al-Thâalbi, originaire de Tunisie et disciple de Jamal al-Din al-Afghani et Mohammed Abdu. Il appelle au rejet de la superstition et au renouveau de la pensée religieuse afin de bénéficier des avancées

effectuées par l'Occident. De plus, Cheikh Rachid Rida, l'éditeur du magazine *Al-Manar* au Caire est invité à Koweït par Cheikh Moubarak.

Cheikh Rachid Rida a rédigé un compte-rendu détaillé de la semaine passée au palais de Cheikh Moubarak, écrivant :

« Chaque jour, sauf lorsque le bateau du courrier part, j'effectue un sermon à la grande mosquée devant un public conséquent. Chaque soir, je tiens salon fréquenté par les notables du pays. Ce sont des hommes pieux qui ont soif de connaissance et me posent des questions sur tout ce qui peut troubler leur foi³². »

L'homme désigné pour accompagner Rachid Rida lors de son séjour est Cheikh Nasser ben Moubarak, le président du comité de l'école Moubarakiyya, à propos de qui Rida écrit :

« Il s'agit d'un homme qui dédie son temps à lire et à approfondir ses connaissances et est capable de tenir une discussion sur les sciences de la religion... il pose des questions détaillées sur l'étude de la doctrine, la théologie, la jurisprudence et d'autres points. Il ne tire pas son savoir de professeurs, mais est un exemple singulier d'intelligence arabe. »

Les conférences données par Cheikh Rida ont un effet positif et très fort sur les Koweïtiens. Abdelaziz Al-Rachid le décrit comme « causant un bouleversement parmi son peuple³³ ».

Les intellectuels koweïtiens maintiennent leurs concitoyens très au fait des développements dans le monde en général et les pays arabo-musulmans en particulier à travers conférences et réunions, où ils répètent que l'islam est une religion du progrès et de réforme. Le progrès cependant ne s'impose pas sans heurts, et quelques-uns attisent la haine et la violence contre ces changements. Rien n'est plus facile pour ces détracteurs que d'accuser ceux qui s'opposent à leurs idées de trahir leur religion. L'un d'eux, Abdelaziz ben Saleh al-Alaji al-Hasai, originaire d'al-Hasa, vient au Koweït répandre des valeurs réactionnaires. Selon Abdelaziz Al-Rachid, sa rhétorique en impressionne certains. Il va jusqu'à considérer Cheikh Rachid Rida comme un hérétique et déclare qu'il est par conséquent permis de l'assassiner. Il en résulte que :

«quelqu'un tente de tuer Rachid Rida lors de son séjour au Koweït, l'attendant caché sur la route que l'intellectuel emprunte chaque jour. Heureusement le destin s'en mêle et Rida n'emprunte pas cette route ce jour-là.»

Lorsque Moubarak a vent de l'affaire, il demande aux Koweïtiens qui ont convié Abdelaziz ben Saleh al-Alaji al-Hasai de lui demander de partir, ajoutant :

«Donnez à votre ami ce qui lui est dû et laissez-le rentrer chez lui. Nous n'avons pas besoin d'hommes comme lui pour semer la discorde et accuser les intellectuels d'hérésie et de déviance. Demandez-lui sans attendre de quitter le pays ou nous l'en expulserons par la force³⁴.»

Cette attitude témoigne de la volonté de Moubarak de permettre aux réformistes d'exprimer leurs idées sans craindre pour leur vie. Cela ne signifie pas en revanche que le Cheikh soutient toutes les positions adoptées par ces intellectuels, certaines entrant particulièrement en contradiction avec les siennes dans le domaine de la diplomatie. L'exemple le plus flagrant est la position des intellectuels sur l'Empire ottoman. Certains d'entre eux sont alors entièrement en faveur de la position ottomane concernant le Golfe, ce qui les amène en confrontation directe avec le Cheikh, dont la relation avec Constantinople demeure tendue. Pour cette raison, Hafez Wahbah et al-Shanqiti finissent par quitter le Koweït.

Les raisons de leur expulsion découlent du début de la Première guerre mondiale : lorsque Cheikh Khazaal ben Jaber, émir d'al-Mouhammara, déclare son soutien au Royaume-Uni, certaines des tribus qui lui sont inféodées font dissension, ce qui pousse ce dernier à demander de l'aide à son allié, Cheikh Moubarak. Cependant les Koweïtiens font la sourde oreille et al-Shanqiti et Wahbah sont accusés d'y être pour quelque chose. Moubarak les convoque à son palais en présence du colonel Grey, le résident du Royaume-Uni. Il leur dit qu'un bon musulman n'interfère pas avec ce qui ne le concerne pas, ajoutant :

«Je suis un musulman ottoman : je protège ma religion et mon pays et suis hostile à quiconque leur fait du mal. Mais j'ai conclu un accord avec les Britanniques pour mon bénéfice et celui du pays.

C'est pour cela que je ne peux accepter que quelqu'un médise des Britanniques, même si je n'ai pas d'amour pour eux et que ma religion est différente de la leur³⁵. »

Il transmet aux deux hommes les informations qu'il a reçues à propos de leurs agissements visant à inciter la population à désobéir à ses ordres. Tous deux nient se mêler de politique et disent ne se préoccuper que de religion et d'enseignement. Le Cheikh leur demande de quitter son *majlis*. Grey dit être convaincu de la bonne foi de Wahbah, mais de continuer à avoir des suspicions envers al-Shanqiti. Lorsque le Cheikh demande à Grey ce qu'il doit faire avec les deux hommes, ce dernier répond qu'il reviendra vers lui à ce sujet sous trois jours, probablement le temps d'en discuter avec le résident du Royaume-Uni dans le Golfe.

Avant l'expiration du délai cependant, al-Shanqiti quitte le Koweït pour al-Zubayr, non volontairement selon Abdelaziz Al-Rachid, mais poussé par Moubarak en personne. Abdallah al-Abbul al-Mohsen al-As-saf, agent du Cheikh et l'un de ses compagnons les plus proches, relate l'épisode en ces termes :

« Moubarak me convoque. Lorsque j'arrive à son *majlis* il se lève immédiatement et marche avec moi dehors pour m'entretenir de certaines choses loin des oreilles indiscrètes. Il me dit de partir sur-le-champ préparer un chameau pour al-Shanqiti, lui donner 20 rials et lui demander de quitter le Koweït avant le lever du jour. Il me dit de n'en piper mot à personne. J'ai fait ce qu'il m'a demandé et al-Shanqiti a quitté le Koweït pour al-Zubayr³⁶. »

La question de la présence du résident du Royaume-Uni à cette réunion se pose. Il est possible que la rencontre ait été organisée à la demande des Britanniques qui visent à faire taire les voix en faveur de l'Empire ottoman au Koweït et dans d'autres émirats du Golfe. Il est aussi probable que Moubarak ait organisé et financé le départ d'al-Shanqiti afin d'éviter sa capture par les Britanniques, rien n'indique que le Cheikh ait été en colère contre lui.

Sous le règne de Moubarak, trois poètes majeurs font leur apparition au Koweït. L'un d'eux est Abdallah al-Faraj, dont l'usage sophistiqué de la langue est proche de celui de l'arabe classique. Pour cette raison, Abdelaziz Al-Rachid le considère comme le poète le plus important

du pays. Un autre est Khaled ben Abdallah al-Adasani, décrit par Dr Khalifa al-Waqyan dans son ouvrage sur la cause arabe dans la poésie koweïtienne comme suit :

« Nous trouvons dans sa poésie une véritable réflexion sur la nature du problème et les préoccupations simples des individus dans ce petit bout de terre³⁷. »

Al-Faraj et al-Adasani sont considérés comme les premiers représentants de la poésie au Koweït. Al-Adasani décède en 1898 et al-Faraj en 1901. Le troisième poète koweïtien de cette époque est Hammoud al-Nasser al-Badr, un proche de Cheikh Moubarak qui lui demande d'écrire un poème sur la bataille d'al-Sarif. L'usage par Moubarak de la poésie comme « arme psychologique » afin d'encourager ses amis et de démoraliser ses ennemis est une illustration de la haute estime dans laquelle la poésie est alors tenue.

À l'époque la poésie sert encore à exhorter les soldats à donner le meilleur d'eux-mêmes pendant la bataille et à instiller la peur dans les rangs ennemis. Al-Badr meurt en 1915, la même année que Cheikh Moubarak³⁸.

Tous ces développements indiquent l'ampleur de l'ouverture des Koweïtiens aux idées politiques et sociales exprimées dans la presse égyptienne. La famille Al Khaled est la première à s'abonner au magazine de Rachid Rida *Al-Manar* et à appeler les musulmans du Koweït à la réforme. Elle est également la première à s'abonner au journal *Al-Muaayyed*, publié par Cheikh Ali Youssef, qui promeut le point de vue ottoman³⁹. *Al-Manar* devient beaucoup plus populaire au Koweït après la visite de Rachid Rida, qui permet aux Koweïtiens d'écouter ses idées et des opinions.

Système de santé et l'Hôpital américain

La population koweïtienne, comme celle des autres émirats arabes du Golfe, a par coutume le recours à la médecine traditionnelle pour se soigner. De temps en temps un docteur se rend à Koweït, offrant ses services durant son séjour. L'un d'eux est Hajj Hassan al-Hakim, un soi-disant « docteur » de passage en mars 1900 avec son fils, sa femme et son domestique. Hajj Hassan al-Hakim loue une maison pour y vivre et y recevoir des patients mais il semble que son séjour au Koweït n'est pas couronné

de succès. Le résident du Royaume-Uni Ali Gholoum Rida rapporte que depuis son arrivée « aucun de ses patients n'a vu son état s'améliorer, et peu nombreux sont ceux qui lui ont rendu visite⁴⁰ ». Après quelque temps, probablement pour cette raison, il quitte le Koweït pour Bassora.

Le système de santé moderne au Koweït date de 1904. Le 13 septembre Moubarak écrit au major Knox, résident du Royaume-Uni au Koweït, pour lui demander de faire venir « un docteur britannique... qui connaît la médecine, les blessures et les maladies », ajoutant que « cela nous serait bénéfique ainsi qu'à nos sujets ». Le degré d'implication du Cheikh apparaît dans une autre lettre envoyée à Knox le 1^{er} novembre, s'enquérant de la meilleure manière de préparer la maison du docteur, le coût des médicaments à fournir aux patients et qui, du Royaume-Uni ou des patients, doit prendre en charge financièrement les traitements. Le Cheikh suggère que les soins pour les pauvres soient gratuits et assurés pendant les horaires d'ouverture du cabinet, et que les plus riches paient pour leurs propres soins. Deux jours plus tard, le 3 novembre 1904, Major Knox répond que le docteur est disposé à soigner gratuitement les pauvres qui viennent consulter dans son cabinet et que les riches paieront les montants convenus. Les médicaments quant à eux peuvent être mis à disposition mais des restrictions seront imposées quant à leur distribution afin que personne ne puisse s'en procurer sans l'accord du docteur⁴¹.

Le 30 octobre 1904 le cabinet est ouvert au siège de l'Agence britannique près de la plage, dans le bâtiment connu aujourd'hui sous le nom de Dickson House Cultural Centre. Le premier docteur à exercer au cabinet est Daoud al-Rahman, un Indien musulman. Il prépare le premier rapport sur les conditions sanitaires à Koweït, incluant une liste des maladies présentes dans la ville. Le rapport, daté du 2 avril 1905, est intitulé « Un bref compte-rendu de la situation sanitaire à Koweït, 1904-1905 ». Selon le rapport, entre le 30 octobre 1904 et le 31 mars 1905, 3 976 patients sont traités, dont 2 316 hommes, 1 127 femmes et 533 enfants. De plus, 186 opérations chirurgicales sont menées. En plus de son cabinet, le docteur supervise la procédure de quarantaine pour les bateaux pénétrant dans le port de Koweït. En 1907 le mandat de Dr Daoud al-Rahman se termine et le 12 août Moubarak écrit à Knox sa gratitude et son appréciation envers ce dernier « pour son séjour à Koweït, avec une reconnaissance personnelle et du public pour le traitement des patients qui sont venus dans son cabinet et chez qui il est

allé. Il a fait plus que ce qu'il était censé faire, soignant riches comme pauvres⁴² ».

Rustum Ji Ardishi Dadi Mastir remplace Docteur al-Rahman d'avril à juin 1908. Bien que Rustum ne reste que peu de temps au Koweït, il y jouit d'une bonne réputation. Le 2 mai 1909, Moubarak écrit au major Knox pour féliciter le docteur et le remercier pour ses services⁴³. Le médecin suivant est Dr Nour Mohammed Rahmatullah qui supervise la clinique de 1908 à 1912. Comme pour les deux docteurs précédents, Moubarak envoie une lettre au résident du Royaume-Uni William Shakespear le 16 mai 1912 pour remercier Dr Nour. Puis ce dernier est remplacé par Dr S. S. Kelly de 1912 à 1918. Le cabinet ferme ses portes le 23 mai 1912 et ouvre à nouveau, offrant des soins gratuits aux employés de l'Agence et aux Koweïtiens jusqu'en 1951, de tôt le matin jusqu'à 13 heures, chaque jour sauf le vendredi (pour les dernières années).

Les docteurs compilent régulièrement des rapports annuels, dont la majorité indique que les conditions sanitaires à Koweït sont bonnes et que la ville est saine. En 1906 par exemple, il est noté que l'état de santé général de la population est bon, et que le travail du médecin est loué par le public. Le rapport de 1907 note le décès de deux fils de Cheikh Moubarak. Celui de 1909 que les conditions sanitaires n'ont pas été bonnes cette année. Une épidémie de variole a causé un certain nombre de morts, essentiellement des enfants. Malgré cela, seulement 185 personnes ont été vaccinées à cause d'un manque d'information de la population à ce sujet. Le rapport note également que le respect des conditions de quarantaine laisse à désirer. En mai, Moubarak est informé d'une épidémie de peste à Bahreïn qui nécessite un respect drastique des procédures de quarantaine. Le Cheikh donne l'ordre d'appliquer la procédure et de surveiller tous les bateaux arrivant à Koweït sans exception.

Il semble qu'il y ait à nouveau du laxisme dans la mise en œuvre des règles de quarantaine en 1908. Le 7 juin, une lettre du résident du Royaume-Uni Major Cox au Cheikh souligne que les principes sanitaires de base visant à protéger la population ne sont plus appliqués aux bateaux arrivant dans le port de Koweït et qu'équipage comme passagers ne sont plus soumis aux procédures de quarantaine, contrairement aux ordres de Moubarak. La lettre indique également que le Royaume-Uni a nommé un docteur au service du Cheikh spécifiquement pour améliorer la mise en œuvre des procédures de quarantaine⁴⁴. Le rapport de

1910 fait état de la même situation – principalement le non-respect des procédures de quarantaine – malgré les instructions de Moubarak de les mettre en œuvre scrupuleusement. Cependant les choses s’améliorent : lorsque le port de Bouchehr est atteint de la peste, les procédures de quarantaine sont appliquées à tous les bateaux qui en viennent. Lorsque Mascate, al-Mouhammara et Bassora connaissent des épidémies de choléra, les bateaux sont soumis aux mêmes procédures. La difficulté il semble est d’appliquer ces procédures aux bateaux koweïtiens.

Le rapport de 1911 indique une baisse du nombre de patients due à l’ouverture d’une clinique à la Mission américaine supervisée par un médecin américain. Le rapport de 1913 note que la variole est revenue à Koweït entre septembre et décembre, et que tous les bateaux provenant de Bouchehr ont été soumis à quarantaine après qu’une nouvelle épidémie de choléra y ait éclaté en avril. Le rapport de 1914 liste les activités exercées à la clinique de la Mission américaine, notant l’intérêt et le soutien de Moubarak à l’entreprise. Ce dernier fait d’un don d’un terrain en plus des terres d’ores et déjà achetées pour la construction de la clinique.

En parallèle de l’amélioration du système de santé, un certain nombre de pharmacies s’ouvrent, dont celles de Cheikh Hafez Wahbah et de Abdallah al-Qinai en 1914. Bien que ces pharmacies soient initialement modestes, elles partagent avec les cliniques étrangères une volonté d’offrir de meilleurs soins aux Koweïtiens⁴⁵. Le rapport de 1915, l’année du décès de Moubarak, note que les conditions sanitaires sont excellentes, qu’aucune épidémie n’est à déplorer et que les procédures de quarantaine sont appliquées sans le moindre problème. Le rapport fait état d’une réduction du nombre de patients causée par le développement de l’Hôpital américain⁴⁶. La Mission arabo-américaine, créée par l’Église réformée néerlandaise aux États-Unis, a été fondée à Bassora en 1891 afin de bâtir un certain nombre de missions dans le Golfe et d’offrir soins de santé et éducation aux visiteurs.

Des représentants de la Mission arabo-américaine visitent le Koweït un certain nombre de fois. La première visite figurant dans les archives est celle du Révérend Dr Samuel Zwemer en 1896. Tout juste arrivé au pouvoir, Cheikh Moubarak le soupçonne de prosélytisme et lui demande de partir. Zwemer revient en février 1903 pour inspecter la librairie autorisée par le Cheikh l’année précédente afin de vendre les livres de la mission aux Chrétiens résidant à Koweït. Zwemer rencontre le Cheikh à l’occasion afin semble-t-il de discuter de la création d’un hôpital⁴⁷. En 1904, Dr James Moerdyk est reçu par le Cheikh à

l'occasion de son séjour au Koweït et demande la permission au nom de la Mission américaine de fonder un hôpital. Le Cheikh refuse et demande à Moerdyk de quitter le pays. En 1905 Dr Wells Thoms vient plaider la cause de l'hôpital à son tour, mais le Cheikh lui interdit tout bonnement de débarquer à terre et il reste consigné sur son bateau. L'idée d'établir un hôpital à Koweït vient du siège de la mission à New York : des fonds ont été spécifiquement levés à cet effet. En 1909, face aux difficultés d'établir l'hôpital à Koweït, l'un des participants à la réunion annuelle de la mission suggère de demander au donneur d'allouer les fonds à la construction d'un hôpital dans un autre pays. La proposition est rejetée et la mission continue de tenter d'établir un hôpital au Koweït.

Les efforts de la mission commencent néanmoins à porter leurs fruits en 1909. Le Docteur Arthur Bennett, chef de l'unité médicale à Bassora, se rend à al-Mouhammara pour soigner Cheikh Khazaal. Il se trouve que Moubarak rend visite à Cheikh Khazaal au même moment, tout comme le Naqib al-Ashraf de Bassora. Les deux hommes se répandent de louanges sur Bennett à Cheikh Moubarak, qui demande au Docteur d'ausculter sur son yacht l'une de ses filles se plaignant de douleurs oculaires. Bennett la soigne avec succès, convainquant Moubarak d'autoriser enfin l'établissement d'un hôpital missionnaire à Koweït.

En 1910, Dr Bennett se rend plusieurs fois à Koweït afin d'y établir une clinique temporaire dans un bâtiment appartenant à un Koweïtien en centre-ville, où il traite un certain nombre de patients et donne une impression positive. Abdallah Khaled al-Hatem et Sauf Marzouk al-Shamlan avancent que le site de la première clinique de la Mission américaine à Koweït est probablement le *diwan* de la famille al-Boudi, près du marché intérieur. Bennett est assisté d'une infirmière irakienne chrétienne qui demeure à Koweït lorsque ce dernier part pour Bassora afin de pouvoir continuer à prodiguer les soins d'urgence aux patients⁴⁸.

En 1911, Moubarak demande officiellement à la Mission américaine de bâtir un hôpital, à la condition que son objectif soit uniquement médical et non religieux. La mission mande une commission à Koweït afin de choisir l'emplacement adéquat. Lorsqu'un site est retenu et acheté, Moubarak demande qu'un docteur résident soit envoyé au Koweït afin de fournir des soins tout au long de l'année. En réalité, en 1911 trois docteurs se partagent le poste : Dr Bennett, Dr Harrison et Dr Mylrea. La clinique est ouverte tous les jours sauf le dimanche.

Dans ses mémoires, Dr Mylrea raconte que si le Cheikh est ouvert à l'établissement de l'hôpital, la majorité de la population – incluant les familles de notables – continue de s'opposer à la présence de missionnaires chrétiens dans leur pays. Selon lui,

« il était acceptable d'appeler un docteur de Bassora pour soigner une personnalité importante, mais l'établissement d'un hôpital par des missionnaires chrétiens dans la ville n'était pas acceptable du tout. »

En dépit de leurs objections pendant les Koweïtiens commencent à fréquenter la clinique pour des tests médicaux ou des opérations chirurgicales. En 1911 le nombre de patients s'élève à 387, incluant les résidents de Koweït, des patients de Faw et quelques bédouins originaires de territoires extérieurs au Koweït⁴⁹. La même année, Moubarak autorise la mission à acheter la parcelle nécessaire à la construction de l'hôpital. L'endroit choisi est Tell al-Saghir, près de la côte à l'ouest de la ville. La mission achète la parcelle à Moubarak pour une somme modique, et ce dernier leur remet les titres de propriété en tant que donation personnelle pour la construction de l'hôpital.

Au début de 1912, Dr Mylrea quitte le Koweït pour des congés et est remplacé par Dr Paul Harrison et Dr Eleanor Calverley. Cette dernière se fait appeler « Khatoun Halima », plus facile à prononcer pour la population locale. La mission prévoit initialement de construire un hôpital mixte ; il apparaît néanmoins nécessaire de construire un hôpital pour femmes seulement afin de s'adapter à la situation qui prévaut au Koweït et d'éviter que les femmes ne refusent des soins par crainte d'être auscultées par des hommes dans un bâtiment mixte. Cela explique l'arrivée de femmes médecins, à commencer par Dr Eleanor Calverley⁵⁰ (« Khatoun Halima »), suivie de Dr Mary Ellis (« Khatoun Shafiq »). Dans son journal personnel, Dr Calverley note avoir commencé à travailler le 1^{er} janvier 1912. Elle prépare et équipe la clinique des femmes constituée de deux cabinets de consultation et d'une salle d'accueil à l'entrée indépendante donnant sur la rue. Rendant visite aux patientes chez elles dans les cas les plus graves, Dr Calverley supervise également les naissances difficiles, ce qui assoit sa réputation parmi les femmes de la ville⁵¹.

Mylrea relate les difficultés rencontrées pour délimiter le site de l'hôpital, « constitué de sept côtés au lieu d'avoir une forme rectangulaire⁵² » à cause des tas de pierre placés à intervalles irréguliers qui le définissent.

La mission envoie deux ingénieurs américains originaires du Michigan se trouvant à Bassora pour des raisons professionnelles à Koweït afin de construire l'hôpital. En arrivant, ces derniers découvrent que si l'acte de propriété fait état en effet d'une parcelle rectangulaire, les pierres placées par les hommes du Cheikh n'ont aucun rapport avec les frontières officielles. Leur première tâche est ainsi de délimiter avec soin une parcelle rectangulaire selon l'acte de propriété et de poser des marqueurs en ciment à chaque angle, ce qui conduit à une confrontation avec le Cheikh. Le bâtiment est ensuite construit sur le site, en béton armé, matière utilisée pour la première fois au Koweït et importée à l'occasion.

Des retards dans la construction provoquent l'ire du Cheikh, surtout après le départ des ingénieurs une fois la structure de base construite. Dr Mylrea et Dr Calverley se retrouvent alors seuls à superviser le reste de la construction, ce qui n'est pas tâche aisée car ni l'un ni l'autre ne sont qualifiés pour cela. Pendant ce temps, la rumeur circule selon laquelle la mission a obtenu plus de terre que ce que le Cheikh a initialement donné. Ignorant la gravité de la situation, Mylrea déclare avoir toujours rêvé de construire une villa pour son propre usage sur la colline près de l'hôpital et demande à sa collègue Dr Calverley si selon elle Moubarak est susceptible de faire don à l'hôpital de la parcelle correspondante, cette dernière n'ayant pas d'utilité particulière. Dr Calverley répond qu'il est devenu délicat de traiter avec Cheikh Moubarak, ce dernier s'estimant abandonné par les missionnaires et étant par conséquent réticent à être d'une quelconque aide.

Mylrea néanmoins rend visite au Cheikh le même jour afin de lui demander l'octroi de la parcelle, sans succès. Moubarak est en effet irrité que les délimitations de la parcelle fixée par ses hommes aient été changées et perd patience. Il répond :

« Cela fait plus de trois ans que j'ai vendu cette parcelle à votre mission, contre la promesse de construire un hôpital et d'envoyer un médecin. L'hôpital n'a pas encore été construit et Dieu seul sait lorsque ce dernier sera terminé. Concernant les docteurs, ils vont et viennent et j'ignore combien de temps vous allez vous-même rester. Et maintenant vous venez me voir pour me dire que les délimitations de la parcelle ont été changées. Je réfléchis sérieusement à annuler les privilèges que je vous ai octroyés et à vous expulser du Koweït. »

En entendant cela, Mylrea prend rapidement congé. Plus tard, à des fins de réconciliations, il invite cependant le Cheikh à visiter le site afin de vérifier les délimitations et de constater par lui-même que la mission ne s'est pas octroyé davantage de terres que ce à quoi elle a droit. Le 9 février 1914, le Cheikh, son fils aîné, le résident du Royaume-Uni et un certain nombre de notables koweïtiens effectuent une visite officielle sous la pluie. La parcelle est mesurée et, heureusement pour la mission, s'avère ne pas dépasser la surface vendue par le Cheikh. Selon Mylrea, le Cheikh fait un discours devant l'assistance afin de rassurer le peuple koweïtien quant à la nature des travaux et déclare :

« Je me demande tous les jours qui sont ces gens à qui j'ai vendu la parcelle sur laquelle nous nous tenons ? Sont-ils des hommes politiques ? Non. Une entreprise ? Non. Pourquoi sont-ils venus ici ? Pour nous éduquer et Dieu sait que nous avons besoin d'éducation. Ils sont venus construire un hôpital et s'occuper de nos malades. Ils sont venus nous rendre service. »

Profitant de cette disposition favorable, Mylrea demande au Cheikh l'obtention de la parcelle sur la colline pour y construire une maison pour les docteurs. Ce dernier accepte gratuitement et envoie ses hommes délimiter la parcelle le lendemain⁵³.

Cette anecdote est importante à plusieurs égards. Elle montre tout d'abord à quel point Moubarak est attaché à l'établissement d'un hôpital, étant à l'initiative de ce dernier, procurant les terres nécessaires et surveillant les travaux. Elle témoigne également du respect par le Cheikh des traditions prévalant au Koweït : il se met en colère en pensant que les Américains ont dépassé la surface de terrain allouée, menaçant de mettre fin à l'intégralité du projet si cela est le cas. Elle reflète enfin la sagesse du Cheikh ainsi que son sens de la justice : lorsqu'il s'avère que la parcelle a été mesurée correctement et que la mission n'a pas outrepassé ses prérogatives, son attitude change du tout au tout et il est prêt à nouveau à reconnaître leurs actions.

La construction de l'Hôpital américain est terminée en octobre 1914, pour un coût total de 6 000 \$. Le bâtiment est reconnaissable entre tous, ses grandes vitres lui donnant le surnom de « verrière ». La maison du docteur est également construite, Mylrea s'y installant avec sa femme pendant 27 ans. Dans un ultime geste envers l'hôpital, le Cheikh exempt l'importation des meubles et équipements de tous frais de douane.

L'hôpital continue d'offrir ses services aux Koweïtiens jusqu'en 1949, date à laquelle le premier hôpital public (l'hôpital Ameri) est construit⁵⁴.

Au début les Koweïtiens n'utilisent que très peu l'Hôpital américain. Petit à petit leur confiance dans les services de santé augmente et davantage y ont recours. Pendant ce temps-là, les activités de l'hôpital commencent à se développer hors les murs. En 1914 l'émir Abdul Aziz Ibn Saoud vient d'al-Hasa avec ses combattants, dont un grand nombre souffre de malaria. Il demande à Moubarak d'envoyer un docteur à leur campement situé à l'ouest de Koweït. Ils sont traités par les docteurs de l'Hôpital américain, et Dr Harrison effectue par la suite plusieurs visites à Riyad et dans le Najd.

L'Hôpital américain, en dépit des vicissitudes de sa construction et de ses débuts difficiles, devient avec le temps un symbole de progrès dont Moubarak est fier. En janvier 1915 le Cheikh visite l'hôpital et exprime son admiration devant les équipements scientifiques. Mylrea rend compte de la visite en ces termes :

« Dans mon bureau privé, le Cheikh m'a posé des questions sur le microscope. Ayant du mal à lui en expliquer le mécanisme sans démonstration pratique, j'ai posé une puce sous le microscope et lui ai demandé d'y jeter un œil... le Cheikh n'a jamais oublié la puce magnifiée à de nombreuses reprises. Les jours suivants, beaucoup de gens sont venus voir la puce, aussi fascinés que le Cheikh par cette puce en grand format. Cette dernière est devenue le principal sujet de conversation de la ville et a rendu l'hôpital célèbre⁵⁵. »

La plupart des personnalités de haut rang qui visitent le Koweït ne manquent pas de se rendre à l'hôpital, comme al-Sayyed Rajab le Naqib de Bassora, Cheikh Khazaal l'émir d'al-Mouhammara et Lord Hardinge le vice-roi des Indes.

Introduction de la technologie moderne

Le règne de Moubarak voit l'introduction de certaines technologies au Koweït, dont des inventions modernes reflétant les progrès scientifiques réalisés en Occident. Ainsi électricité, voitures, dictaphones, appareils photo, radios, ventilateurs mécaniques, machines à glace, machines à coudre et purificateurs d'eau font leur apparition dans le pays. Avant l'installation de l'électricité au Koweït par exemple,

l'éclairage est assuré par des lanternes nommées *kindayri* consistant en une petite boîte cylindrique remplie de combustible – le plus souvent de la graisse animale, puis du kérosène –, dont le couvercle est percé afin d'insérer une mèche de coton ou de tissu⁵⁶.

Le premier générateur électrique au Koweït est apporté d'Inde par Moubarak pour son usage personnel au Palais d'Été, fonctionnant grâce à l'expertise d'un technicien indien et de son assistant installés à Koweït pour l'occasion. Plus tard, le Cheikh décide d'installer l'électricité sur son yacht et écrit au major Knox pour s'enquérir de la procédure à suivre. Le résident du Royaume-Uni répond qu'il va faire venir un technicien afin de lui apporter toutes les informations nécessaires⁵⁷. Le 27 avril 1914, un ingénieur nommé Mohammed ben Salem al-Sidrawi – mandaté selon toute vraisemblance par Knox – propose à Moubarak d'embaucher deux techniciens qualifiés (un pour le générateur et l'autre pour l'installation électrique) rémunérés par ce dernier⁵⁸.

Le règne de Moubarak voit également l'arrivée de la photographie. Selon Abdallah al-Hatem, il n'existe aucune photographie de dirigeants ou d'autres personnalités avant Cheikh Moubarak, sous-entendant que les appareils photo n'existent pas au Koweït avant la prise de pouvoir de ce dernier. De manière anecdotique, l'on raconte que le premier appareil photo est importé au Koweït par William Shakespear – apparemment un photographe émérite – durant son mandat de résident du Royaume-Uni⁵⁹.

Il en est de même pour les voitures qui font leur apparition dans le pays à cette même époque. La première est offerte à Moubarak par Cheikh Qassim ben Mohammed al-Ibrahim, marchand réputé de la famille al-Ibrahim et l'un des propriétaires du domaine al-Dawra. Malheureusement le Cheikh ne peut à peine en profiter, les routes de l'émirat étant trop étroites et trop cabossées pour conduire. Bien que le modèle, comme les voitures de l'époque, soit simple, il marque les habitants de Koweït qui y voient une invention surnaturelle et s'enfuient à son approche, terrifiés par le bruit du moteur. Un homme nommé Moubarak ben Abdallah Abou Jarwa aurait offert une livre d'or au chauffeur du Cheikh Ali Hussein Abou Khanfar pour se faire conduire à travers les quartiers marchands, klaxonnant et attirant les hommes hors de leurs magasins, qui, pensant être en présence de Cheikh Moubarak se tenaient debout respectueusement.

L'été 1912 Khawaja Saleh Muhlib, un Juif koweïtien, ouvre la première usine à glace sur la côte près de la mosquée al-Khalifa. La demande

est importante et les clients se pressent à l'usine mais peu de temps après son ouverture un groupe d'extrémistes religieux déclarent qu'il est illégitime d'y acheter de la glace. Face à cette levée de boucliers, le propriétaire ferme l'usine et la vend.

À la fin du règne de Moubarak, en 1915, Abdallah al-Zaydi – soutien d'Al-Rachid originaire d'al-Zubayr – installe pour la première fois dans l'histoire du pays un gramophone dans le café qu'il possède sur la place al-Safat. Face à l'intérêt provoqué par l'instrument qui devient le sujet de conversation principal de la ville, al-Zaydi fait payer chacun de ses clients un *anna* pour passer des disques. À nouveau les fondamentalistes accusent l'objet d'hérésie et soutiennent que « le diable chante à l'intérieur ». Ils finissent par avoir gain de cause, Cheikh Salem al-Moubarak – l'un des fils de Moubarak connu pour son conservatisme – profitant de l'absence de son père parti à al-Mouhammara pour empêcher tout usage du gramophone.

Tous ces développements technologiques n'affectent pas autant la vie de la population que l'introduction de trois moyens de communication avec le monde extérieur : le télégraphe, les services postaux réguliers et le téléphone⁶⁰. Le premier est proposé à Moubarak par les autorités ottomanes. Le 13 juillet 1910, Moubarak écrit au résident du Royaume-Uni à Bouchehr que le gouverneur de Bassora a suggéré d'installer des câbles télégraphiques au Koweït, mais qu'il a refusé sous prétexte que ses sujets n'en voulaient pas. La question demeure en suspens encore deux ans⁶¹ avant que le 2 juillet 1912 Major Cox, résident du Royaume-Uni, rende visite au Cheikh et lui explique que relier le Koweït au réseau télégraphique facilite les communications avec le monde extérieur. Cette fois, le Cheikh donne son accord de principe. Le 13 juillet, Cox confirme la volonté du Royaume-Uni d'installer les câbles et annonce que Shakespear informera le Cheikh des détails et de la date du début des travaux⁶². Dans une lettre à Cox du 26 juillet 1912, le Cheikh réaffirme son accord et déclare qu'il fournira tout ce qui est nécessaire à la construction, « le télégraphe accordant à notre gouvernement et à notre peuple confort et aise ». Malgré cet accord cependant le projet n'est terminé qu'après le décès de Cheikh Moubarak et une ligne de télégraphe (ou *tele* en dialectal koweïtien) aérienne est construite de Bassora au Koweït en 1917.

Au cours de son règne, le Cheikh continue ainsi d'envoyer et de recevoir des télégrammes des bureaux de Faw ou Bouchehr, communiquant avec ces derniers par lettre. Le 9 mai 1910 par exemple, William Shakespear informe Moubarak qu'un télégramme a été reçu par le

directeur du bureau de Faw annonçant la mort d'Edward VII, roi du Royaume-Uni et Empereur des Indes, le 7 mai au matin. Le Cheikh répond par lettre le 12 mai, demandant qu'un télégramme soit envoyé exprimant son plus vif chagrin et félicitant le nouveau roi George V⁶³.

Le système postal se développe progressivement sous Cheikh Moubarak, la population utilisant des timbres indiens et amenant leurs lettres dans des sacs spéciaux à l'agence d'al-Mazid. Le courrier est ensuite transporté à Bassora, où il est déposé au bureau de poste ottoman. Pour ceux ne désirant pas envoyer lettres ou colis par ce biais, voyageurs et capitaines de bateau en transit à Koweït acheminent le courrier vers Bouchehr ou ailleurs. Moubarak et ses proches envoient quant à eux leurs lettres à travers l'Agence britannique, qui les achemine via des canaux diplomatiques⁶⁴. Le 28 février 1904, le Cheikh annonce la conclusion d'un accord avec le Royaume-Uni pour ouvrir un bureau de poste afin de faciliter les affaires et le commerce des Koweïtiens. Il déclare à l'occasion que « le Royaume-Uni a accepté, conformément à mes vœux, et afin de développer le commerce, d'établir un bureau de poste au Koweït⁶⁵ ». Le 21 janvier 1915, le premier bureau de poste est ouvert au Koweït, situé dans les locaux de l'Agence britannique et géré par le Service postal indien. Le courrier est désormais affranchi avec des timbres mentionnant « Koweït » en caractères latins, en parallèle des timbres indiens qui continuent à être utilisés⁶⁶. Le bureau de poste demeure au même emplacement jusqu'en 1929 lorsque le Colonel Dickson, le nouvel agent politique, loue de nouveaux locaux jusqu'en 1941⁶⁷. Le plus attaché au Koweït des officiels britanniques qui viennent travailler dans le pays, Dickson, y passera sa retraite et y vivra jusqu'à sa mort en 1959.

Conditions sociales

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la ville côtière de Koweït est entourée d'un mur en briques de terre ponctué de portes comme al-Abdelrazzak au milieu de la ville. Le mur protège une zone d'à peu près trois kilomètres le long de la côte de Freij al-Batti à l'est et à Freij Saoud à l'ouest et la ville s'étend en moyenne un kilomètre vers les terres. Abdelmassih Antaki décrit sa première impression de la ville en arrivant par la mer : « Les bâtiments de Koweït se rapprochaient... dispersés sur une vaste zone le long de la côte⁶⁸ ». Bâties en terre crue ou en rochers marins, la plupart des habitations de la ville sont sur la côte ou légèrement à

l'intérieur. Chaque maison abrite plus d'une génération de la même famille. Antaki décrit la ville en 1907 :

« Construite dans un style arabe, la ville est rectangulaire et possède des rues étroites. Sa population est de 50 000 personnes à peu près et durant les jours de festival, lorsque les Bédouins du Najd viennent en ville acheter et vendre, ce chiffre monte jusqu'à 80 000⁶⁹. »

Le récit effectué par Bennett de sa visite au Koweït en 1910 décrit les maisons de la ville faites de galets et de terre crue, ainsi que des axes principaux et secondaires relativement propres. La propreté de la ville est l'œuvre de Cheikh Moubarak qui inaugure l'usage de carrioles pour collecter les ordures et les emmener en dehors de la ville. Les visiteurs notent également l'absence d'espaces verts. Les arbres sont rares à cause de la chaleur extrême et de la rareté de l'eau. Les quelques palmiers plantés sur la côte servent de repères pour les marins.

Bennett décrit les Koweïtiens dans les termes suivants :

« Plus amicaux et plus polis que les autres peuples de la région. Tout le monde se comporte de manière civile, ce qui je crois est dû à leur dirigeant juste et bienveillant. Nous avons découvert que les habitants étaient bien traités, et que la ville était fière d'être la plus propre du Golfe. »

Bennett note également la générosité des Koweïtiens, ajoutant que :

« Pour ceux qui vivent dans des conditions difficiles la vie est un combat... mais ce sont des gens simples. Certains d'entre eux peuvent marchander lorsqu'ils vendent ou achètent pour économiser quelques centimes, mais ils égorgeront leur dernier mouton si vous êtes invité dans leur tente⁷⁰. »

Il note également que les Koweïtiens sont très pieux et adhèrent aux préceptes de l'islam. En 1915 il écrit :

« Il doit être dit tout d'abord que l'islam au Koweït est une forteresse pour le peuple. Si vous allez admirer le coucher de soleil sur la côte n'importe quel jour, vous verrez sûrement tous les hommes sur les bateaux en train de prier. J'ai même vu des enfants effectuer leurs

prières avec un soin et une révérence inédites. Les mosquées sont pleines pour chaque prière.»

Il se rappelle aussi entendre les récitation religieuses émanant des écoles. En visitant une maison dans la ville, il trouve une petite école où des fillettes apprennent le Coran⁷¹.

À l'époque de Cheikh Moubarak il y a trois mosquées principales à Koweït : la mosquée al-Khalifa, la mosquée Ibn Bahr et la mosquée al-Adasani. Abdelaziz Al-Rachid note que leur construction remonte à la nuit des temps et que personne ne saurait dire laquelle est la plus ancienne. La mosquée al-Khalifa, nommée après la dynastie régnante de Bahreïn, est sur la côte. Initialement une petite mosquée, elle est reconstruite et agrandie par Moubarak qui la rebaptise mosquée al-Hamidi en hommage au sultan Abdulhamid. La mosquée al-Badr, construite par Hajj Nasser al-Badr en 1897 dans le quartier de Qibla, est aussi agrandie par Moubarak en 1910. Quant à la mosquée al-Saqr elle est construite entre 1907 et 1911 à Freij al-Fallah par Mohammed ben Abdallah al-Saqr, le célèbre marchand de dattes avec son frère Saqr. En 1921 Mohammed ben Abdallah al-Saqr devient le président du premier Conseil de la Shura au Koweït. D'autres mosquées plus modestes existent, comme al-Hilal et al-Nisf dans le quartier du marché⁷².

Le Koweït est reconnu pour sa tolérance religieuse. Les Sunnites vivent en harmonie avec les Chiites qui se sont installés dans le pays en provenance d'Irak, de Bahreïn et d'Iran. En 1906 la famille al-Ma'arafi construit la première *husseiniyya* du Koweït (*Husseniya Maaarafi*), un lieu de culte et de rassemblement où des enseignements religieux sont dispensés et où les fidèles célèbrent des temps forts du calendrier chiïte, particulièrement durant les mois de Muharram, Safar et Ramadan. Une deuxième *husseiniyya* est construite en 1918 rue Moubarak al-Kabir dans le centre commerçant de la ville, et continuera de fonctionner jusqu'au milieu du xx^e siècle. Baptisée *Husseniya al-Khazaaliyya* en hommage à Cheikh Khazaal qui fait don de 10 000 roupies pour sa construction, elle bénéficie également des largesses de Moubarak qui offre avant sa mort le bois nécessaire au bâtiment⁷³.

Chrétiens et Juifs jouissent également de la tolérance qui prévaut au Koweït, ce que confirme Dr Samuel Zwemer lorsqu'il ouvre une librairie durant sa première visite au Koweït en 1903. Il note que le Cheikh autorise Salim Antoun, un chrétien de Mossoul, à louer une maison pendant un an afin d'y vivre avec sa femme et ses cinq enfants

et d'ouvrir une librairie dans le marché principal de la ville pour vendre les livres de la mission chrétienne. Zwemer ajoute qu'à son arrivée au Koweït Antoun vient le saluer sur son bateau et l'accueille dans sa propre maison. Le visiteur américain dit « se sentir complètement à l'aise et constater que la famille de son hôte n'est pas harcelée par ses voisins musulmans ». Il note également avoir rencontré de nombreux visiteurs d'Antoun, dont un rabbin et un soufi, et qu'il s'est entretenu de divers sujets religieux avec eux⁷⁴.

Les *diwaniyyas* permettent aux gens de se réunir régulièrement dans un cadre privé et de célébrer ensemble festivités et grandes occasions. Répartis selon leur statut social, les participants évoquent affaires locales et questions internationales tandis que les marchands échangent nouvelles et informations sur le prix des produits de première nécessité. Durant le mois sacré de Ramadan ils demeurent ouverts toute la nuit : l'on y récite le Coran et offre de quoi rompre le jeûne aux pauvres du quartier. La richesse d'une famille peut-être évaluée selon la taille de sa propre *diwaniyya*, qui ont longtemps joué le rôle de club, café et centre social. Certains propriétaires de *diwaniyya* sont des intellectuels, religieux et hommes de lettres qui encouragent discussions et échanges de savoirs. Ils se réunissent pour lire livres et poésie, ou pour dispenser conférences et cours. Ce type de *diwaniyya* attire alors tous ceux qui veulent enrichir leur connaissance, et c'est ici que l'on trouve des bibliothèques dédiées à la religion, à la langue ou à la littérature⁷⁵.

Les différents *aïds* (festivals religieux) rythment la vie des Koweïtiens. Abdelaziz Al-Rachid soutient que sous le règne de Moubarak, les Koweïtiens avaient pour habitude :

« d'arrêter de travailler toute la semaine lors de chaque aïd, et de jouer à des jeux martiaux du soir au matin. Chaque quartier de la ville aligne une rangée d'hommes comme les perles d'un rosaire, dansant, jouant et chantant des chansons militaires galvanisantes. Ils frappent leurs tambourins et leurs tambours, emplissant le ciel de cartouches de fusils. Tous les yeux sont rivés sur leurs épées scintillantes. »

Moubarak soutient toutes ces activités et encourage les Koweïtiens à célébrer de telles occasions⁷⁶.

Ces derniers ont également pour habitude de recevoir visiteurs et immigrants des tribus du Najd, d'Irak, d'Iran et même d'Inde. Les

premiers Européens en revanche, avec leur étrange peau blanche parfois rougie par le soleil, sont rares dans les rues de Koweït. En 1911 Stanley Mylrea note qu'ils continuent d'être considérés comme un phénomène étrange au Koweït, suivis par les enfants qui « nous insultent et parfois nous lancent des pierres ». La haute société koweïtienne en revanche, conservatrice et fière, « conserve leurs bonnes manières, politesse et gentillesse envers les Européens comme les autres étrangers⁷⁷ ».

Sa femme quant à elle rappelle son expérience avec les Koweïtiennes en 1915, notant que ces dernières sont fascinées par ses vêtements, qui leur semblent étranges. Les enfants hurlent et rient en la voyant, ses tenues étant tellement éloignées de ce qu'ils connaissent. Elle dit avoir changé d'avis sur les femmes koweïtiennes en apprenant à les connaître et en réalisant à quel point ces dernières sont douces, bien élevées et généreuses⁷⁸.

Un problème social majeur est à l'époque le manque d'eau douce. Traditionnellement, les puits d'eau douce situés à l'extérieur des remparts de la ville (al-Shamiyya, Hawalli, Keifan et al-Nogra) assurent les besoins quotidiens. L'eau est amenée en ville à dos d'âne par les porteurs qui, en pénétrant dans le *freij*, la zone résidentielle, crie le nom de la source d'où les réserves ont été puisées : eau de Hawalli, d'al-Shamiyya ou de Muruq. Lorsque les jarres sont vides, les porteurs repartent à l'extérieur de la ville pour les remplir à nouveau. Aucune restriction n'est appliquée sur le volume d'eau que les individus peuvent acheter, que cela soit pour un usage personnel ou commercial.

En 1904 un prêtre chrétien, Anastase al-Karmali, publie une étude du Koweït dans le magazine libanais *Al-Mashriq* où il note :

« qu'il n'y a pas une seule rivière au Koweït. Ils utilisent les bassins naturels et les puits. Les puits sont nombreux et leur eau potable. Le Cheikh, la haute société et les marchands se ravitaillent en eau provenant d'une île près de Koweït nommée Failaka (qu'ils prononcent Failaja) qui possède de l'eau douce et de la végétation⁷⁹. Les puits se remplissent d'eau de pluie et s'assèchent s'il ne pleut pas pendant plus d'un an. Il arrive qu'il y ait une famine et une sécheresse et que les gens se retrouvent confrontés à une crise qui ne peut être résolue qu'avec de la pluie. Les gens requièrent l'aide divine à la mosquée et des prières ferventes sont effectuées, suppliant Dieu d'amener de la pluie afin que le bien-être et le confort reviennent⁸⁰. »

Au marché d'eau près du bâtiment al-Kichk au centre de la vieille ville, les vendeurs d'eau se rassemblent et attendent les acheteurs. Le prix moyen d'un petit conteneur est « d'une piastre et demie » et l'eau contenue à l'intérieur « une demi-piastre ». Certaines maisons possèdent des puits d'eau partiellement salée qui sert à la toilette et au ménage mais pas à la consommation ou à la cuisine. Les Koweïtiens construisent également des réservoirs d'eau chez eux pour récolter l'eau de pluie, en plus d'une série de mécanismes ingénieux pour récolter et conserver l'eau⁸¹.

La demande en eau douce augmente avec la population. En 1909 les premières tentatives de détourner de l'eau du Chatt-el-Arab vers Koweït sont effectuées. Un marchand nommé Mohammed al-Yacoub transporte de l'eau contenue dans des barils en bois de Faw jusqu'à Koweït, où elle est vendue. Les profits dépassent ses attentes, et d'autres suivent son exemple. Les bateaux utilisés sont des bateaux de pêche, particulièrement adaptés pour transporter de l'eau douce dans de solides réservoirs en bois. Les vendeurs d'eau s'amassent autour de chaque bateau qui arrive dans le port de Koweït pour remplir leurs conteneurs en peau de chèvre ou des bidons de métal. Ils portent leur chargement à dos d'âne ou sur leur propre dos, et se hâtent de vendre à la criée l'eau dans les rues des quartiers résidentiels. C'est à ce moment que les vendeurs d'eau professionnels ou *kanadira* (*kindar* au singulier) font leur apparition. Ce sont des immigrés persans venus de l'autre côté du Golfe travailler dans le domaine de l'eau en utilisant « un *kindar*, une lance de bois de la taille d'un homme qui est posé en équilibre sur leur dos afin qu'un conteneur puisse être porté, de chaque côté⁸² ». En dépit cependant de l'augmentation de l'offre, la demande en eau reste importante.

Les bateaux à eau existants, qui fonctionnent à la voile, effectuent des va-et-vient entre Faw et Koweït de manière irrégulière, au gré de la météo et des marées. Moubarak acquiert par conséquent un bateau à vapeur pour assurer des livraisons régulières. Il s'agit d'un grand bateau – le premier appartenant officiellement à l'État koweïtien⁸³ – acheté en Inde et pourvu d'un réservoir de grande taille conçu spécifiquement pour transporter l'eau. La demande en eau continuant d'augmenter, Moubarak prend de nouvelles mesures : en 1914, il achète la première usine de dessalement de l'eau à une entreprise anglaise pour 250 000 roupies. Avec sa haute cheminée censée rejeter la fumée qu'elle génère loin de la ville, l'usine vise à mitiger les sécheresses qui affectent le Koweït par intermittence, surtout lorsque les bateaux qui amènent l'eau douce de

Faw sont retardés. L'objectif est également d'éviter des épidémies mortelles causées par la consommation d'eau saumâtre⁸⁴. Malheureusement le Cheikh décède avant que l'usine ne soit pleinement opérationnelle et ne puisse transformer l'eau de mer du Golfe en une eau douce propre à la consommation⁸⁵.

La création en 1915 des premiers bains publics vise également à améliorer les conditions sanitaires. Construits en centre-ville sur une parcelle appartenant à Moubarak près de la mosquée bâtie en 1782 par son prédécesseur Moubarak le Bienveillant, les bains publics peinent à trouver leur public, notamment par manque de suffisamment d'eau douce pour les faire fonctionner correctement⁸⁶.

Jusqu'en 1902 le bois est le principal combustible domestique ou commercial. Cette année-là, un marchand britannique nommé McKinsey commence à importer d'Inde deux marques de kérosène en jerrican : Lion et Sun. Il les vend aux marchands locaux, leur expliquant les bénéfices et tentant de les convaincre des profits à faire. Face à leur réticence, il offre le monopole des ventes à la première personne qui conclut un accord avec lui. Il signe un contrat avec Hajj Ali ben al-Cheikh Ahmed al-Umar, qui devient l'unique concessionnaire de kérosène. Une fois les avantages du pétrole connus, ses usages se multiplient et il devient rapidement un bien de première nécessité⁸⁷.

Au-delà d'un usage domestique, le kérosène est utilisé pour les lampes sur les bateaux ainsi que pour alimenter les phares sur la côte. Seif Marzouq al-Shamlan se rappelle comment chaque soir une grande lampe au kérosène était allumée au-dessus de la maison du résident du Royaume-Uni pour guider les bateaux se rapprochant de Koweït. Les marins pouvaient voir la lampe de loin et ajuster leur course en conséquence. Pendant un temps une seule lampe de ce type existait en ville⁸⁸. En mai 1901 le consul russe à Bagdad rapporte que les Britanniques ont installé un long poteau pour éclairer le port la nuit⁸⁹. Raunkiær y fait également référence en décrivant la maison du résident du Royaume-Uni comme « un bâtiment proéminent, devant lequel le drapeau est hissé sur un haut poteau où une lampe rouge est placée afin de guider les marins vers le port⁹⁰ ».

De nombreux événements sociaux se déroulent bien évidemment au Koweït, dont certains reflètent les changements à l'œuvre à l'époque. Jusqu'à présent les mariages koweïtiens se déroulaient de manière simple, animés par des musiciens locaux. Cependant, lorsque le petit-fils du Cheikh, Abdallah, se marie en 1908, ce dernier organise une

fête d'une ampleur sans précédent dans la ville, à laquelle participent musiciens et chanteurs amenés spécialement d'Irak et d'Égypte. Tous les notables du Koweït ainsi que Cheikh Khazaal et d'autres dignitaires d'al-Mouhammara sont de la partie. Le mariage de Saoud ben Mohammed Al-Sabah à la fille de Moubarak en 1910 est d'un niveau similaire⁹¹. Il faut préciser à ce point que les femmes jouent traditionnellement un rôle important dans la société koweïtienne, peut-être plus que dans les autres pays arabes, les hommes étant partis commercer ou pêcher la perle la majorité de l'année.

Pour conclure, le règne de Moubarak voit une certaine modernité pénétrer l'éducation, la santé et la technologie. Ces changements sont liés à l'augmentation de la population koweïtienne et à l'ouverture de cette dernière aux idées et mode de vie occidentaux par le biais de l'arrivée de visiteurs européens et américains. Un tel changement n'est pas limité à la vie sociale, mais affecte l'économie et le commerce.

CHAPITRE 4

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

« Il voulait que le commerce fleurisse et que la richesse des commerçants augmente. »

Abdelaziz Al-Rachid, *Tarikh al-Koweït (L'Histoire du Koweït)*

Commerce et négoce

Youssef ben Issa al-Qinai, l'un des pionniers du mouvement de réforme au Koweït effectue dans son ouvrage *Safahat Min Tarikh al-Koweït* (Pages de l'Histoire du Koweït) un bilan favorable :

Sous le règne de Moubarak la ville de Koweït s'étend et l'urbanisation se développe. Sa réputation est importante dans le Golfe Persique. La sécurité est établie dans le désert ; la richesse augmente et le commerce prospère. Les bateaux font escale à Koweït de et vers Bassora. Les pêcheurs de perles s'enrichissent, acquérant de plus grands navires et augmentant leur récolte¹.

Dès le début, le Koweït est contrôlé par le désert et la mer : le désert impose un mode de vie bédouin, les nomades voyageant à la recherche d'eau et de pâturages pour les dromadaires et les chèvres. La mer quant à elle assure la prospérité du Koweït. La pêche à la perle représente une source majeure de revenus, tandis que le commerce maritime permet de connecter le pays au reste du monde.

La position géographique unique du Koweït en fait le débouché maritime naturel de son hinterland arabe. Son excellent port naturel, le

meilleur de la côte orientale de la péninsule arabique permet au Koweït d'occuper une position de premier choix en tant qu'entrepôt sur les routes commerciales d'est en ouest. Selon le capitaine du croiseur russe *Varyag*, qui fait escale au Koweït en septembre 1901, il ne fait aucun doute que le Koweït est :

« Le meilleur port sur la côte du Golfe. C'est une baie large et profonde, exposée aux vents d'est uniquement. À cause de sa profondeur, les bateaux peuvent jeter l'ancre relativement plus près de la côte qu'à Bouchehr et Bandar Abbas. À marée haute, les bateaux à rames peuvent s'amarrer sans difficulté car un canal étroit et profond constitue une sorte d'entrée qui s'étend vers la mer... Des provisions de bonne qualité peuvent être obtenues pour les bateaux à des prix relativement bas². »

Biens et marchandises du monde entier peuvent être déchargés sans peine à Koweït pour être stockés et acheminés vers l'arrière-pays et l'est de la péninsule à destination des peuples du désert arabe. Koweït sert également de marché fourmillant pour les peuples du Najd, d'al-Hasa et du désert syrien³. L'historien saoudien Dr Abdallah al-Saleh al-Uthaymni explique comment Koweït devient le marché où les commerçants du Najd achètent des biens en provenance d'Inde et d'au-delà. La ville attire tous ceux qui cherchent du travail, particulièrement dans l'industrie de la pêche à la perle⁴.

Selon Barclay Raunkjær,

« la plupart du commerce de la péninsule arabique passe par le Koweït. Il s'agit donc non seulement de la porte de l'Irak, mais également du cœur de l'Arabie. Il s'agit de l'unique pays entre le Chatt-el-Arab et la péninsule du Musandam qui possède des voies naturelles⁵. »

Antaki confirme cela, ajoutant que commercialement Koweït est l'un des ports les plus importants du Golfe pour les raisons suivantes :

« Il s'agit du port des Najdis. Ils y font transiter ce dont ils ont besoin d'Inde ainsi que leurs exportations – surtout les célèbres chevaux du Najd, vers Bassora, Bagdad, les baies du golfe Persique et l'Inde⁶. »

Le commerce koweïtien commence à s'étendre jusqu'en Égypte. Dans un rapport britannique de 1900 il est noté qu'un citoyen koweïtien, Saoud Souleimane Saleh al-Shibli a acheté des dromadaires au Koweït pour l'export en Égypte, réalisant un important profit à l'occasion⁷.

Dans une analyse des échanges commerciaux pour les années 1905-1906, les statistiques montrent que 30,7 % du commerce du Koweït est réalisé avec l'Inde, qui représente la principale source d'importation des aliments en Koweït comme le riz, le sucre, le thé et la farine. 26,7 % du commerce est effectué avec l'Empire ottoman, 14,6 % avec le Royaume-Uni et 9,21 % avec l'Iran. Les exportations principales sont les perles, la graisse animale des troupeaux du désert, les chevaux, les peaux, la laine et les dattes. Les importations principales sont le coton et la soie, le sucre, le thé, les huiles, le tabac, les céréales comme le blé et l'orge, le bois, les cordes pour un usage maritime et l'eau amenée sur des bateaux à voile du Chatt-el-Arab⁸.

Le soutien du Cheikh au commerce

Moubarak est bien conscient que le commerce est le pilier de la société et de l'économie koweïtiennes. C'est pour cela qu'il cherche par tous les moyens à maintenir une atmosphère favorisant l'économie et le commerce au Koweït. Sous son règne le commerce augmente significativement grâce aux efforts déployés pour assurer la stabilité, la sécurité, éradiquer la piraterie et protéger les commerçants du vol. Il réagit avec sévérité envers quiconque attaque le Koweït ou ses habitants, sur la terre comme sur la mer. Le Cheikh mène personnellement de nombreuses campagnes pour punir les tribus qui ont tenté de piller les caravanes koweïtiennes, et envoie des expéditions navales pour chasser et détruire les bateaux des pirates. La prospérité est assurée une fois que les vies et les biens des commerçants sont protégés.

Le Cheikh développe un intérêt particulier pour la sécurité des voies terrestres entre Koweït et Bassora. En 1911 cependant, lors d'un raid effectué par un groupe de Bédouins, un commerçant de Barida nommé Abdelaziz Aziz al-Ruwaf parti d'al-Zubayr pour Koweït perd la vie. Lorsque Moubarak apprend la nouvelle, il ordonne que les coupables – encore en possession d'une partie de l'argent volé – soient arrêtés. Il développe ensuite un système de protection permanente pour les caravanes circulant entre Koweït et al-Zubayr, constituant pour ce faire une force permanente de 40 hommes⁹.

La sécurité assurée, Koweït devient une destination privilégiée pour les artisans et les hommes d'affaires du Najd, d'Iran, d'Irak et d'al-Hasa. Certains d'entre eux décident de s'installer au Koweït et d'y ouvrir boutique. Raunkiær confirme que le Koweït devient également une destination pour les Arabes, par opposition aux Turcs.

« Le Koweït est l'unique pays dans la région qui peut être considéré comme indépendant. Il a rendu plus facile l'accès à la mer pour les habitants d'Arabie centrale... La haine tenace ressentie par les Arabes à l'écart des Ottomans turcs a eu un impact important sur l'activité commerciale dans les zones sous gouvernement turc. De plus, le système turc de gouvernement n'a pas amélioré les choses... Une autre raison pour laquelle les habitants d'Arabie centrale évitent les postes de douane turcs est que ces derniers interdisent le commerce des armes... Au Koweït, grâce à la main de fer exercée par le souverain, les Arabes de l'intérieur peuvent se procurer des armes sans que personne ne tente de les leur confisquer¹⁰. »

Moubarak encourage les constructeurs de bateaux à concevoir des vaisseaux plus importants, permettant aux commerçants koweïtiens de voyager facilement jusqu'en Inde et au-delà. Le port de Koweït est beaucoup plus pratique que de nombreux ports aux alentours, comme al-Mouhammara où les grands bateaux ont du mal à accoster. Le Cheikh vise également à développer les communications entre le Koweït et l'Inde : après avoir signé l'accord de protection avec le Royaume-Uni en 1899, le Cheikh fait affaire avec la British-India Steam Navigation Company dont les bateaux de marchandises et de passagers font désormais escale à Koweït une fois par semaine en moyenne. Cela signifie qu'un commerçant peut désormais partir en Inde tous les mois sans difficulté. Le Cheikh ouvre également une représentation à Bombay pour aider les marchands koweïtiens, leur offrant une assistance dans leurs relations avec les commerçants d'autres nationalités et garantissant leurs droits. Cette représentation est dirigée par Salem al-Sidraoui puis par son fils Mohammed. Moubarak encourage également les commerçants koweïtiens à ouvrir leurs propres succursales en Inde afin de faciliter leurs activités d'import-export. Il en résulte un nombre accru de marchands koweïtiens commerçant avec l'Inde, l'Iran et le reste du Golfe¹¹.

En plus de faciliter la sécurité des commerçants à l'extérieur du pays, le Cheikh surveille l'activité commerciale au Koweït et punit sévèrement

toute action criminelle. Pour cette raison, les vols sont rares. En parcourant un marché à Koweït en 1907, Antaki observe les bureaux de change :

« Chaque employé a un petit bureau devant lui avec diverses devises, comme les différents types de pièces ottomanes, indiennes et iraniennes. J'ai découvert que le soir ces marchands peuvent fermer leurs bureaux avec l'argent à l'intérieur et rentrer chez eux tranquillement¹². »

Les représentants de Moubarak font également office d'intermédiaires entre les marchands et leurs interlocuteurs pour s'assurer que les transactions sont honorées et les dettes payées. Les commerçants tentent parfois d'attirer l'attention du Cheikh en contactant le résident du Royaume-Uni. Le 20 mars 1909 par exemple Capitaine Knox écrit à Cheikh Jaber, le fils aîné de Cheikh Moubarak et lui demande d'aider un commerçant nommé Khalaf ben Ghisan à obtenir paiement d'une dette de 27 rials qu'un certain Ali Abdallah ben Fayez al-Qassab lui doit. À une autre occasion, William Shakespear écrit au Cheikh le 10 octobre 1909 au sujet des problèmes d'un certain Mirza Jaafar de Bouchehr, de toute évidence un sujet britannique, qui n'a pu obtenir le paiement de dettes dues par plusieurs Koweïtiens. Le cas devient une affaire de longue haleine.

Pour ce faire Shakespear demande à Moubarak de recouvrer ces dettes selon une liste fournie par Mirza Jaafar qu'il joint à la liste. Le Cheikh envoie un agent pour trouver les débiteurs et obtenir ce qui est dû, vérifiant tout d'abord que les plaintes sont justifiées. Le 4 mars 1910 cependant lorsque Mirza Jaafar se rend au Koweït, il n'a pas encore pu récupérer toutes les dettes qui lui sont dues. Une fois de plus il se rapproche de Shakespear, qui demande au Cheikh d'intervenir au nom de ce qu'il nomme « la justice et l'équité ». Le 14 mars, Shakespear informe le Cheikh que Mirza Jaafar a découvert que certains de ses débiteurs sont à l'étranger tandis que d'autres refusent de payer et que le reste nie lui devoir quoi que ce soit. Le 16 mars Moubarak répond que malgré une enquête poussée aucune preuve n'a pu être trouvée de la véracité des allégations de Mirza Jaafar, malgré sa volonté d'aider les sujets britanniques « sur le chemin de la justice¹³ ».

Pendant ce temps-là, le Cheikh demande aussi des services aux autorités britanniques. Par exemple le 29 septembre 1908 le Cheikh écrit à

Capitaine Knox à propos d'un différend qui l'oppose au marchand de perles Abderrazak ben Salem ben Sultan. Le problème est que cet homme, qui vend des perles en Inde pour le compte de marchands koweïtiens, a emprunté 5 000 roupies en 1907 à un Koweïtien nommé Mohammed ben Abdelwahab al-Mishari pendant que ce dernier était à Bombay, et lui a confié les perles que lui avaient remises plusieurs marchands koweïtiens. Sultan s'est ensuite rendu à Bassora, où il est soudainement décédé, tandis que al-Mishari a repoussé la vente des perles. Moubarak demande à Knox de faire intervenir les autorités britanniques en Inde afin de confisquer les perles et de les vendre dès que possible, le prix des perles baissant. Il demande qu'après que la dette due à al-Mishari soit payée le restant du montant obtenu grâce à la vente des perles soit divisé équitablement entre les marchands qui les ont initialement confiées à Sultan. Knox informe le Cheikh qu'il compte demander à Major Cox – résident du Royaume-Uni à Bouchehr – d'agir dès que possible.

Lorsque la Première guerre mondiale éclate, les autorités britanniques interdisent les bateaux de quitter l'Inde sans permis, et restreignent les transferts d'argent hors du pays. Un certain nombre de bateaux koweïtiens se trouvant alors dans les ports indiens ne sont pas autorisés à partir avec de la nourriture et d'autres biens à bord. Moubarak intervient auprès des autorités britanniques, leur demandant de délivrer les permis nécessaires pour que les bateaux puissent mettre les voiles avec leur cargaison. Les bateaux à voile mettant du temps à atteindre leur destination, le Cheikh demande au résident du Royaume-Uni au Koweït d'empêcher toute pénurie de biens de première nécessité sur les marchés en autorisant un bateau à vapeur à se rendre au Koweït toutes les deux semaines¹⁴.

D'autres mesures sont prises régulièrement par Moubarak pour protéger les commerçants de Koweït et leurs biens à l'étranger. Le 29 mars 1910, le Cheikh écrit au sultan d'Oman Fayçal ben Turki et lui demande d'arrêter Mohammed Saleh, sujet koweïtien membre de l'équipage d'un bateau battant pavillon koweïtien. L'individu en question a déserté le bateau et fui à Mascate¹⁵. De manière similaire le Cheikh écrit à William Shakespear le 4 novembre 1912 pour lui demander de rédiger une lettre aux autorités britanniques à Calcutta pour aider Saoud al-Mutairi, capitaine et propriétaire d'un bateau immatriculé au Koweït à récupérer les 460 roupies que lui doit un de ses marins qui a fui à Calcutta. Shakespear répond le même jour, informant Moubarak que sa requête a été prise en compte¹⁶.

La même année le Cheikh intervient dans le cas de Abdelrahman al-Ibrahim, un marchand de perles à Bombay qui a connu des pertes et ne peut plus honorer ses dettes envers un certain nombre de commerçants koweïtiens. Lorsque les créanciers demandent au Cheikh d'intervenir pour obtenir le paiement des dettes, il charge Qassim al-Ibrahim, cousin de Abdelrahman al-Ibrahim et un des hommes les plus riches du Koweït, de payer les dettes, menaçant de confisquer les fermes de la famille al-Ibrahim le cas échéant. Qassim al-Ibrahim finit par les échelonner en échéances annuelles et développe une relation étroite avec le Cheikh qui en 1913 envoie un bateau à Bombay afin de le ramener au Koweït et le fait accueillir avec quatre coups de canon. Qassim est invité au palais de Cheikh Moubarak puis voyage de Koweït à al-Filiya sur l'un des propres bateaux du Cheikh accompagné par Cheikh Jaber. Qassim al-Ibrahim cesse de payer les échéances à la mort de Cheikh Moubarak¹⁷.

Le 16 mai 1912 le Cheikh se plaint au résident du Royaume-Uni de l'excès de zèle des bateaux britanniques qui fouillent les bateaux koweïtiens dans le Golfe afin de vérifier que ces derniers ne transportent pas illégalement d'armes. Bien qu'il se soit engagé par écrit à interdire le commerce illicite d'armes et ait autorisé les navires britanniques à effectuer des recherches, le Cheikh considère inacceptable que des fouilles humiliantes et déplacées qui bloquent l'équipage pendant trois jours aient lieu sur des bateaux appartenant à ceux qu'il nomme « les plus grands notables koweïtiens, y compris des hommes de haut rang et mes propres voisins » : Khalifa ben Chahine al-Ghanim, son oncle Ahmed ben Mohammed al-Ghanim, Abdelatif ben Issa et Nasser al-Badr.

Le Cheikh écrit que les bateaux britanniques ont déchargé le cargo afin de procéder à la fouille, dénudant le bateau jusqu'à la carcasse et causant la perte de la majorité de la cargaison, les capitaines ayant été forcés de payer pour les marchandises manquantes et les dommages subis. L'action reflète à ses yeux une suspicion sans fondements envers les Koweïtiens, ajoutant « nous demandons à être soumis aux traitements auxquels nous avons droit, et à conserver notre honneur ». Il souligne que ses sujets ne transportent pas d'armes illégales. « Alors que je protège mon honneur », il écrit : « ils protègent le leur aussi. Tout en obéissant à mes ordres¹⁸ ».

Afin de certifier l'identité des commerçants et bateaux sous sa protection le Cheikh commence à leur fournir des documents. Le 2 août 1911 Abdallah ben Mohammed al-Khalil reçoit des papiers attestant de sa qualité de sujet koweïtien « à travers son père et son grand-père, tous

deux étant nés et ayant vécu au Koweït, et de sa profession de commerçant». Le certificat porte le sceau officiel de Moubarak Al-Sabah en tant que dirigeant du Koweït¹⁹. Le Cheikh certifie également la nationalité des bateaux du port de Koweït avec un document adressé « aux marins et citadins de tous les grands pays amis à qui est présenté ce document délivré par nous-même ». Le 7 octobre 1911 un certificat similaire est délivré à

« un bateau à voile baptisé al-Salimi dont le propriétaire est Abdelatif ben Issa ben Hajji, un citoyen koweïtien. Nous comptons sur les autorités des puissances amies qui seraient amenées à le voir ou à l'arrêter pour bien le traiter selon les principes, lois, conditions et liens entre les nations amies²⁰. »

Le Cheikh délivre aussi des certificats pour des bateaux transportant des armes pour leur propre défense afin, comme il le précise, de « préserver leurs âmes » en cas d'attaque en mer. Ces certificats précisent le type de bateau, le nom du propriétaire et celui de son père, que le propriétaire est sujet du Cheikh, le nom du capitaine et celui de son père, le nombre de membres d'équipage et les quantités et types d'armes conservées à bord²¹.

Activités économiques des habitants du Koweït

Le soutien apporté par Moubarak à la vie commerciale et économique du Koweït se traduit par une plus grande prospérité individuelle et collective. Davantage que la chasse ou l'artisanat, les fortunes du pays demeurent intimement liées à la mer : pêche et commerce de perles, commerce maritime, commerce lié aux bateaux et pêche. Au fil du temps, ces activités se structurent et des systèmes de régulation se développent au Koweït afin de les contrôler²², selon les dynamiques suivantes :

Pêche à la perle

La pêche et le commerce des perles constituent alors l'une des sources de revenus principales non seulement au Koweït mais dans tout le Golfe. Chaque ville possède son marché aux perles, dont certains sont célèbres. Au XVII^e et XVIII^e siècles les perles des villes du Golfe sont exportées à Bassora, Bagdad, Damas, Constantinople, voire même en Europe.

Après l'arrivée des bateaux à vapeur de commerce le marché se déplace d'Irak en Inde. La saison de la pêche aux perles se déroule l'été, de mai à septembre.

Sous le règne de Moubarak le commerce des perles se développe jusqu'à ce que le nombre de bateaux de pêche à la perle au Koweït dépasse les 800, chacun possédant en moyenne 70 membres d'équipage. Selon les estimations de Cheikh Youssef ben Issa al-Qinai les revenus issus de la pêche à la perle atteignent six millions de roupies²³. À la fin du règne de Cheikh Moubarak le commerce des perles a tellement augmenté que la production atteint des records, notamment en 1913, surnommée « année d'abondance ». Cependant le Ramadan tombe en été durant les dernières années de la vie de Cheikh Moubarak, empêchant les plongeurs de travailler ; la saison est alors divisée en deux et limitée aux mois avant et après Ramadan, les plongeurs travaillant jusqu'au premier jour avant le début du jeûne et recommençant dès le Aïd al-Fitr. Face à cette situation, le capitaine d'un des bateaux de pêche à la perle écrit aux autorités religieuses à La Mecque et à al-Azhar au Caire pour leur demander d'émettre une fatwa légiférant de manière définitive sur la possibilité de plonger ou pas durant le Ramadan. La réponse est sans appel : interdit de plonger pendant le Ramadan ou de rompre le jeûne afin de plonger²⁴.

La pêche à la perle – et toutes les activités liées – demeure la principale activité pour les Koweïtiens et une grande partie de la population y est impliquée de manière directe ou indirecte. Plusieurs types de bateaux de pêche sont utilisés, comme le *batil* (dont les bateaux *Said* et *Musaid*), la *baqqara* (dont *al-Mayyasa* et *al-Humr*), le *sunbuk* (un type de bateau plus petit), le *shuii*, le *jalyut* et le *bum* (le *Marzouk*, le *Mansour*, le *Mashour* et *al-Mustalaha* faisant partie de l'une de ces trois catégories).

Avant le développement des bateaux à vapeur, les *baghla* sont principalement utilisés par les commerçants koweïtiens pour se rendre en Inde ou en Afrique de l'Est. L'on raconte qu'au début de l'ère du bateau à vapeur, sous le règne de Cheikh Mohammed, Abdelrahman al-Asuusi commande un *baghla* à Mohammed Jarouf, qui se met à l'œuvre et finit la structure extérieure. Lorsque Moubarak arrive au pouvoir, Jarouf prend peur et se réfugie à Kufa. Lorsque le Cheikh apprend la nouvelle, il rit, déclare « que Dieu le déçoive », et demande que le bateau soit achevé par quelqu'un d'autre. Saleh ben Rachid prend le relais et le bateau prend pour nom *Mirdawiyya*, d'après son propriétaire Cheikh Khazaal al-Mirdawi, le dirigeant d'al-Mouhammara²⁵.

Les *tawwashin*, ou ceux travaillant dans le secteur de la pêche à la perle, pêchent dans les eaux koweïtiennes ainsi qu'à al-Hasa, Bahreïn, Qatar voire même près des côtes omanaises. Ils se rendent également à Bahreïn – considérée comme la capitale régionale du commerce des perles – pour vendre et acheter des perles et faire le plein de provisions. Les deux *tawwashin* les plus connus à l'époque sont les capitaines koweïtiens Hilal al-Mutayri et Issa al-Qattami, sans oublier Hafez Wahbah, citoyen égyptien et également professeur à l'école Moubarakiyya.

Les marins travaillant à bord des bateaux de pêche à la perle sont divisés en cinq catégories, et leur part des bénéfices est calculée selon leur profession et leur rang. La catégorie la plus élevée est celle de capitaine, maître à bord. Il a pour tâche de piloter le bateau, de conserver son cap et d'en assurer l'intégrité jusqu'à son arrivée au port. La deuxième catégorie est celle des pêcheurs de perles, qui plongent récolter les huîtres perlières sans l'équipement technique disponible aujourd'hui. La troisième catégorie est le *suyub*, qui veille à la sécurité des plongeurs et les remonte à la surface. La quatrième est celle des *radif*, qui œuvrent à la maintenance du bateau et aident le *suyub*; ils ont droit à la plus petite part des profits. La cinquième et dernière catégorie est celle des *tabbab*, de jeunes garçons qui assurent des tâches simples comme faire du thé et du café et répondre aux divers besoins. Ces derniers travaillent souvent sans salaire, bénéficiant du gîte et du couvert ainsi que d'éventuels pourboires versés par le capitaine et le reste de l'équipage²⁶.

Tellement de Koweïtiens travaillent dans ce domaine que Koweït semble perdre sa population masculine chaque été lors de la saison de la pêche. Le retour des bateaux à Koweït est un événement majeur, et les habitants se pressent sur la côte pour y assister. Yacoub Youssef al-Hajji décrit la scène :

« Il n'y a pas de scène plus merveilleuse dans la vieille ville de Koweït que le retour des pêcheurs à la fin de la saison. Lorsque les bateaux arrivent en ville avec leurs voiles blanches hissées, ils ressemblent à des goélands couvrant la mer. À quai, hommes, femmes et enfants sont massés et attendent de pouvoir saluer les êtres chers partis quatre mois dans l'aventure hardie de la pêche à la perle²⁷. »

Malheureusement, la perliculture au Japon et ailleurs, la limitation des ressources des riches princes indiens – les principaux clients – ainsi que la découverte du pétrole au Koweït qui offre une source de revenus

alternative et plus lucrative mènent au déclin progressif puis à la disparition de la pêche à la perle : en 1955, moins de 20 bateaux de pêche sont enregistrés.

Transport maritime de marchandises

Le transport maritime de marchandises est la deuxième source de revenus pour les Koweïtiens au début du xx^e siècle. Une flotte de bateaux à voile construite grâce à du bois importé d'Inde navigue entre les ports arabes et persans du Golfe Persique, s'aventurant jusqu'aux ports du Balouchistan au Pakistan, d'Inde, d'Afrique de l'Est, de la côte arabique et de la mer Rouge, transportant marchandises et biens tels que dattes, céréales, bois et tissu. Avec l'introduction des bateaux à vapeur cependant, le nombre de ces bateaux diminue progressivement jusqu'à disparaître²⁸.

Le déclenchement de la Première guerre mondiale représente une opportunité commerciale pour la flotte koweïtienne. L'armée britannique réquisitionne tous les gros bateaux de transports appartenant à la British-India Steam Navigation Company et aux autres compagnies opérant dans la région, augmentant la demande pour les bateaux à voile, ce qui donne un coup de fouet à l'industrie navale, les commerçants se pressant pour construire de nouveaux bateaux dans les ports de Koweït et de Calcutta (connu au Koweït à l'époque sous le nom de Faliqot ou Caliqt). Trois des bateaux les plus célèbres sont le *Nur al-Bahr*, *al-Mohammadi* et le *Samhan*²⁹, et les bateaux à voile de type *bum* ou *baghla* sont construits en teck indien par des maîtres artisans, tels que Hajj Salman et son fils Ahmad, Saleh ben Rachid et ses frères Jassem et Abdallah, ou encore Hajj Hammoud ben Badr.

Pêche

La pêche est la troisième source de revenus au Koweït, assurée initialement par une flotte de petits bateaux à rames. Plus tard des bateaux à voile sont utilisés, mais ne peuvent s'éloigner trop de la côte à cause de leur petite taille. Un certain nombre de techniques de pêche sont utilisées³⁰ : la pêche au filet est la plus courante, ainsi que le *qarqur*, une sorte de grande cage en grillage de plus d'un mètre de long de côté avec une porte latérale pour faire entrer les poissons. Un appât est placé à l'intérieur et une corde est nouée en haut du *qarqur* pour pouvoir le soulever.

Des lanternes sont également utilisées la nuit pour attirer les poissons, qui sont ensuite embrochés.

Lors d'une visite à Koweït en 1902, le capitaine du croiseur russe *Askold* note que de nombreux bateaux utilisent encore de simples cannes à pêche. Il y a semble-t-il du poisson à profusion.

« Le capitaine d'un bateau ne faisait que relever les cannes les unes après les autres. On pêche sur les côtes koweïtiennes de manière très simple. Le long de toute la côte, avant d'atteindre la mer, on peut voir des murs faits de nombreuses tiges de bambou. Les poissons y pénètrent à marée haute et s'y retrouvent coincés à marée basse³¹. »

Artisanat

Sous le règne de Cheikh Moubarak une industrie locale se développe autour de la production de biens précédemment importés, nécessaires à l'activité économique et aux besoins quotidiens comme les bateaux, l'équipement de pêche, les tentes et les vêtements traditionnels sur mesure pour les hommes comme pour les femmes. Des marchés dédiés à chaque secteur se développent, comme le marché aux bijoux, le marché aux *bishk* (cape réalisée le plus souvent en laine de dromadaire), le marché aux fusils, etc.³²

Le fleuron de cette industrie locale est la construction navale, la pêche à la perle, la pêche et le commerce maritime dépendant tous de cette dernière. Il y a peu voire pas de bois au Koweït, et les constructeurs navals importent la matière première d'Inde ou d'Afrique de l'Est. Les bateaux sont de taille et de forme différentes selon leur usage et le type de navigation prévue (côtière ou hauturière en mer Rouge ou dans l'océan Indien). Le résident du Royaume-Uni William Shakespear décrit l'industrie navale au Koweït :

« Le bois amené par des marchands koweïtiens d'Afrique sur des bateaux à voile est découpé avec soin afin que chaque panneau s'encastre parfaitement dans l'autre. C'est comme cela qu'un bateau est fabriqué. Ils sont tellement merveilleux qu'ils semblent être l'œuvre de la Nature et non de l'Homme³³. »

Les Koweïtiens pratiquent également d'autres activités liées aux besoins quotidiens comme la forge, où les artisans façonnent clous,



Cheikh Mubarak en 1901.



Cheikh Mubarak en compagnie d'officiers du navire russe Varyag, 1901.



Cheikh Mubarak, à cheval accueillant Lord Curzon, 1903.



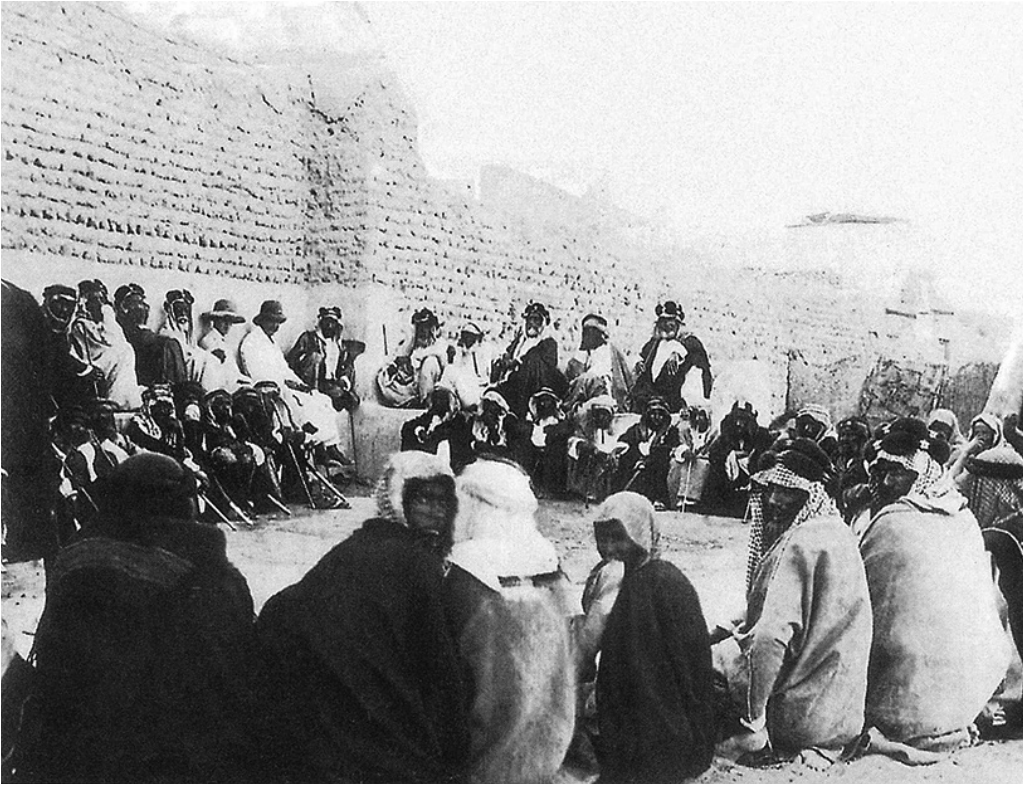
Cheikh Mubarak et son ami Cheikh Khazaal al-Mouhammara, 1907.



Cheikh Mubarak debout sur un pont reliant les parties ancienne et moderne du Palais d'Été, 1907.



Le Palais d'Été, 1907.



Cheikh Mubarak dans son diwan extérieur.



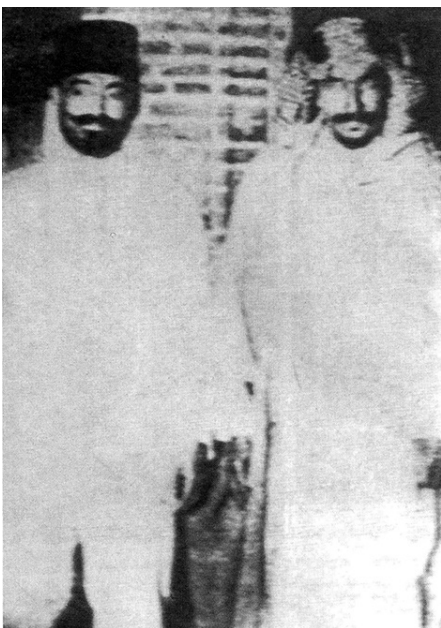
Cheikh Mubarak avec l'émir Abdelaziz-Saoud (à sa droite),
et des membres des deux familles, 1910.



Cheikh Mubarak, 1912.




Cheikh Mubarak à la fin de sa vie.
Son fils, Cheikh Jaber, se tient debout à gauche.




Cheikh Mubarak avec le
commandant des forces
de Bassora, probablement
avant la bataille de
Bassora, 1914.

حبلاً بلو جل الامجد لوفهم سعود الخالد انظير المحترم دام بقاءه
 بعد السلام والسؤال عن خاطركم وعنا محمد بنه في خير وسرور ورجعكم الله كذا لك وفي ابرك ساعه
 وردنا كتابكم المورق في رمضان المنظر التهنئة بعبه كلف السعيد لانتم تعودون على مثال امثاله
 اعواماً عديده بالصحة وكما فيه ونسئله ان يقبل اطاعاتي اجمع هذا ولاجل بيان المحورية
 تحرة غنقت اجوابيه بلغ اسلامنا الولد علي ومنا الولد جابر ولخوانه سلحون ودم
 ساعه سوال الخ

مبارك
 الضياح



لارياة حمد الرفعة ربال لا تها
 حبلاً الرفقم الآخر ضفها الخالد انظير المحترم حفظه الله تعالى واصح
 الرعل انه تد ففد الى الآخر محمد صالح المحض خمسة لأف ربال
 ودانك عن باقي احيام يتد القا ومن ١٣٢٣ ودم ساعه والدم
 مبارك
 الضياح



مبارك
 الضياح



Sceau et signature de Mubarak, Archives du Centre de Recherche et d'Études koweïtien, 1908.

منصوص حامل هذا الورقة صبيحة عبد الله بن محمد الخليل بن اهل بلدتنا الكويت اباعن جدنولد بن
وساكنين في الكويت وضعت التجارة وللعيانة تخريف له هذه الشهادة وطلعت بهيئة كيدتني

١٣٢٩ هـ
حاكم الكويت

مبارك

الصباغ



الواقفون على مرسومنا هذا من السالكين بالتجارة
والسالكين بالبنادر من جميع الدول العضام المتحابه
منخصوص البغلة السماء السالي ملك عبد اللطيف
ابن عيسى ابن حجي هو من جماعتنا اهل الكويت ونابعنا
تؤمل من حكم درأيت الدول العضام المتحابه اذا نظرو
اليه ووقفوا عليه ان يعاملوه بالمعاملة اللائمه
كما جرت به اصول وقوانين وشرايط وروابط
الدول المتحابه هذا واصدرناه وبينا نافلة لمناه

كيدتني ٢٠ ذي القعدة ١٣٣١ هـ
صبيحة
حاكم الكويت
مبارك
الصباغ



Certificat délivré par le Cheikh attestant de l'identité de
marchands koweïtiens et certificat délivré par Cheikh
Mubarak à destination de navires koweïtiens, 1908.

تعهده شيخ مبارك بن صباح حاكم الكويت

اني قد قبلت ان امنع كلية دخول الاسلحة في الكويت والخروج منها
واذ اهل اجسادكم هذا المنع قد صدرت اعلانا واشتهارا الى كافة
المباشرين بهذا الامر تحويروا باليوم الرابع والعشرين من شهر محرم الحرام ١٣١٨
مطابق ليوم الرابع والعشرين من شهر ربيع سنة ١٩٠٠

صالح
الشيخ

Document préparé par le Cheikh afin de contrer le trafic
d'armes au Koweït, 1900.

من شيخ مبارك برصباح حاكم الكويت

للعلم الواقفون على كتابنا هذا ان مناوذة الدولة الكويتية القيصريه انكلس
ومناوذة الدولة العلية ايران لهم اجازة ان يفتشوا السفن التي عليها بريق الدولتين
القيصريين المذكورين ويرقنا في البحر المتعلق على الكويت وان يقبضوا
بطريق بيت المال جميع التفقات وسائر الاسلحة الحربية الموجودة فيها
اكانت اسلحة الموجودة محمولة الى بنادر الهند ومالك العجم فجميع سفن
اهالي الكويت حين مصادفتهم في البحر المتعلق بالهند وبلاد ايران بمناوذة
الدولتين القيصريين انكلس وبلاد ايران اذ اليظن فيها حمل الاسلحة الى بنادر
الهند ومالك ايران والكويت تكون معرضا لتفتيش المناوذة المذكورة
وجميع الاسلحة التي توجد فيها ستقبض بطريق بيت المال تحريبا اليوم الرابع
من شهر محرم الحرام سنة ١٣١٨ مطابق ليوم الرابع من شهر ربيع الثاني سنة ١٩٠٠

سار
الصاع

Autorisation du Cheikh relative à l'inspection des navires britanniques et iraniens dans le cadre de la lutte contre le trafic d'armes, 1900.

ورقة الأجازة للأخشاب في حمل الأسلحة لأجل المحافظة عليهم

- (١) شكل الخشبة
- (٢) اسم مالك الخشبة (مع اسم أبيه)
- (٣) رعيته ون صاحب الخشبة
- (٤) اسم النوحدا (مع اسم أبيه)
- (٥) عدد البحرية
- (٦) عدد الأسلحة لأجل المحافظة وانسابها

انتم اعطي التصديق بان الخشبة المذكورنفا جميعها فرق نغد نفينا هذا
معلقة الى

احد رعايا
والشروط المذكورة اعلاه صحيحة

مصحح النسخ
تاريخ

محل

Certificat délivré par Cheikh Mubarak autorisant
la présence d'armes sur les bateaux à des fins
d'auto-défense.

من شيخ مبارك بن صباح حاكم الكويت

فليعلم الواقفون على كتابنا هذا بان معاملات الاسلحة في ممالك
الهند واليران ممنوعة فلذلك اردنا نعمل انذارا ما حد المقدور ان
نساعد الدولة الكريمة القيصريه انكلبس والدولة العمليه اليران في قطع
هذه المعامله الخالفه للقانون فبموجب هذه الورقه نوضح بان من
تاريخ هذا الاعلان دخول النفاق والفسق وسائر الاسلحة وغروبها
مطلقا ممنوع في الكويت وتوابعه وجميع النفقان وسائر الاسلحة التي
تجلب في المستقبل في الكويت او تخرج منه ستقبض بطريقتي بيت المال
تحريراً اليوم الرابع والعشرون من شهر محرم الحرام ١٢١٨ مطابق للربع والعشرين من شهر رجب سنة ١٩٠٠
الشيخ

الشيخ

Serment du Cheikh de s'opposer au trafic d'armes, 1900.

couteaux, marteaux et équipement de construction. On travaille le laiton pour faire des casseroles, des couverts, des pots pour le thé et le café. Les orfèvres créent des pièces de décoration, les armuriers des armes traditionnelles, et les peaux sont tannées pour porter l'eau et le lait. On fabrique des tapis de paille tressée ainsi que des tissus traditionnels tissés à la main à partir de laine filée par les Bédouins, sans oublier les moulins à farine et les producteurs de savon³⁴. En ville l'industrie du bâtiment est également importante.

L'agriculture bien évidemment s'impose autour de Koweït, particulièrement à al-Jahra et Failaka. Dans l'oasis d'al-Jahra, les puits fournissent en eau les vergers et les palmeraies de dattes. S'y trouvent deux villas grandioses, dont l'une – le Palais Rouge – appartient à Moubarak et l'autre est la résidence de campagne de Khalaf Pacha al-Naqib. Failaka est une île avec de l'eau douce dans des puits peu profonds. À l'époque de Moubarak on raconte que les fermes et les vergers sont un délice³⁵. La plupart des habitants du désert autour de Koweït sont des bergers dont la majorité travaille par intermittence en tant que caravanier³⁶.

Marchés et activité commerciale

Moubarak soutient soigneusement la prospérité des marchés de Koweït, surveillant l'activité commerciale et introduisant des mesures fiscales et douanières judicieuses. Il en résulte une augmentation de la richesse du pays³⁷.

Marchés

Moubarak a pour habitude de faire le tour des marchés chaque après-midi dans un cabriolet victoria laqué de noir et tiré par deux chevaux noirs. Il converse avec les hommes assis dans un vieux café au centre du marché, leur demandant des nouvelles de leurs affaires³⁸. Il s'assure que les prix ne dépassent pas un certain seuil et que les produits demeurent abordables pour les habitants. Le Cheikh traite chaque cas selon les circonstances, faisant parfois usage de son autorité pour faire baisser les prix ou ayant recours la plupart du temps à sa bonne connaissance des mécanismes du marché pour le manipuler.

Par exemple, des manifestations éclatent contre l'augmentation du prix de la viande qui est passée de dix annas indiens l'once à 12 annas

(16 annas faisant une roupie). Face aux plaintes des consommateurs, Moubarak les rassure et fait venir tous les bouchers, leur imposant un prix d'une roupie et huit annas pour une once de viande et menaçant d'un châtement sévère quiconque ne respecterait pas ce prix. En découvrant le nouveau prix le lendemain matin, les habitants de Koweït sont furieux vis-à-vis de Cheikh Moubarak. Dès que la nouvelle se répand en dehors de la ville cependant, des centaines de bêtes sont amenées à Koweït. Avec un tel surplus de l'offre, le Cheikh permet l'abandon du nouveau prix fixe, et le tout résulte en une baisse sans précédent du prix. Les habitants comprennent alors la stratégie du Cheikh qui illustre le dicton « un marché élevé augmente l'offre³⁹ ».

Conséquence du soin du Cheikh à réprimer fraude et triche et à superviser de manière directe le commerce, les marchands se sentent davantage en sécurité et les marchés de Koweït prospèrent. Abdelmassih Antaki décrit ces derniers durant le règne de Moubarak :

« Koweït importe et exporte des biens, comme d'autres ports principaux, et beaucoup de ses habitants travaillent dans le commerce. Concernant le niveau d'activité des marchés, je peux attester qu'ils sont prospères et développés. Ils sont animés et un guide m'a dit lorsque j'y étais qu'il ne s'agissait même pas de la haute saison⁴⁰. »

Raunkiær ajoute que les marchés ne sont pas seulement là où les affaires se font, mais sont également le point de départ et d'arrivée des caravanes. Lorsqu'une caravane se prépare à partir, les gardiens des troupeaux et leurs chameaux se rassemblent au sud du marché, car c'est de là que les commerçants envoient leurs biens dans le désert. Raunkiær décrit en 1913 un marché empli de monde et de biens. Les boutiques consistent en des tentes de paille et de palmes tressées construites sur des plateformes en bois. Les vendeurs s'assoient à l'ombre pour présenter leurs biens. Aux abords du marché se trouvent les tentes noires des Bédouins nomades. Le marché est surveillé par les hommes du Cheikh qui collectent les taxes dues sur les biens. À côté du marché principal se trouve le marché du charbon, importé d'Iran et servant de combustible d'appoint⁴¹.

Bennett décrit également le centre-ville et son marché étendu fréquenté par des Arabes de villes différentes. Il observe qu'un commerce florissant s'y déroule, certaines ventes étant payées en espèces et d'autres grâce à du troc. Les marchands donnent en général aux commerçants

bédouins des biens à vendre à crédit, se faisant payer lors de leur prochain passage en ville⁴².

Devises

De nombreuses devises sont utilisées au Koweït sous le règne de Cheikh Moubarak, dont le « rial français », en réalité le célèbre « thaler de Marie-Thérèse », pièce d'argent autrichienne à l'effigie de l'impératrice du Saint Empire Romain Germanique de 1740 à 1780. À l'époque de Moubarak la devise n'a plus cours en Autriche mais continue d'être frappée de temps en temps pour une circulation à l'étranger. Le thaler est l'équivalent en poids de deux roupies d'argent et demi. Il s'agit de la pièce d'argent la plus importante au Koweït en termes de pouvoir d'achat, et la devise la plus recherchée. Elle continue à être utilisée jusqu'au lendemain de la Seconde guerre mondiale, lorsque le Royaume-Uni s'accorde avec l'Autriche à ce que la devise ne soit plus frappée.

Une devise à l'effigie de la reine Victoria connue sous le nom de « deuxième roupie » ou de « celle avec la fille dessus » est également utilisée à l'époque du Cheikh, tout comme la « troisième roupie » ou « la chauve » frappée sous le règne d'Edward VII à l'effigie du dirigeant. Cette devise comprend des pièces dont la valeur correspond à une demi-roupie, quatre annas, deux annas et un anna. Cette dernière pièce est connue au Koweït sous le nom d'*al-metlik*, qui vient de l'anglais « metal ». Les pièces d'un anna de ce type sont rares et se distinguent par un portrait de profil du roi Edward VII portant une couronne. La « quatrième roupie » à l'effigie d'un roi George V d'un certain âge portant barbe et moustache est nommée par les Koweïtiens « la roupie du vieil homme ». En plus de ces pièces d'argent, les premiers billets commencent à circuler au Koweït en 1913⁴³.

À partir de novembre 1918, les Britanniques occupent Bassora et introduisent en Irak des guinées d'or. Les nouvelles autorités craignent cependant que ces pièces ne soient introduites illégalement en territoire ottoman et remplissent les caisses du Sultan. Elles imposent donc le maintien de la roupie au Koweït, ce qui est notifié à Moubarak dans une lettre du résident du Royaume-Uni à Bouchehr Colonel Cox demandant également de l'aide contre la circulation frauduleuse des pièces d'or. Le Cheikh répond : « *Nos transactions sont liées à l'Inde et sont toutes chiffrées en roupies et rials, comme en Inde. Il n'y a donc personne ici qui envoie de l'or à l'étranger*⁴⁴ ».

Impôts et droits de douane

Avant Cheikh Moubarak les cheikhs du Koweït ne possèdent que peu de ressources en devises : le *zakat* (aumône musulmane visant à financer des œuvres caritatives) prélevée auprès des tribus du désert et des droits de douane de 3 % prélevés sur certaines activités. En réalité aucun des cheikhs ne tente d'appliquer systématiquement ce droit de douane, que les commerçants paient par conséquent de manière optionnelle pour soutenir financièrement le Cheikh qui n'aurait le cas échéant pas assez d'argent pour diriger le pays. Avant Moubarak une taxe est également imposée sur les magasins, payée aux gardes qui surveillent la ville la nuit.

Sous le règne de Moubarak, le commerce s'intensifie au Koweït et les commerçants s'enrichissent. En parallèle le budget de la défense augmente, développement de l'armée et campagnes militaires obligent. Pour financer ces dépenses, le Cheikh impose diverses taxes et droits de douane additionnels, tentant de convaincre les commerçants que cette hausse des prélèvements est dans leur intérêt car l'argent récolté sert à protéger le commerce et à sécuriser les routes⁴⁵. Moubarak et les marchands cependant ont des points de vue divergents sur le sujet. Par exemple après la bataille de Hadiyya le Cheikh impose de nouvelles taxes sur les commerçants koweïtiens – surtout les marchands de perle – afin de financer l'acquisition de nouvelles armes. En 1911 cependant certains refusent de payer ces taxes et le Cheikh prend des mesures draconiennes : il interdit la pêche à la perle pour les forcer à payer. Naturellement les marchands protestent et expriment lors d'une réunion à quel point les pertes seraient importantes, non seulement pour eux mais également pour le Koweït tout entier. La pêche à la perle, soulignent-ils, est la source principale de richesse du pays et la base de son économie. Néanmoins, le Cheikh maintient l'interdiction et la plupart des marchands cèdent, payant les impôts requis.

Trois d'entre eux cependant résistent au Cheikh : Hilal ben Fajhan al-Mutayri, Ibrahim ben Mudaf et Shamlan ben Ali. Moubarak les fait venir au palais et les réprimande. Craignant des représailles les trois hommes quittent le Koweït et s'installent à Bahreïn. Moubarak qui ne s'attendait pas une telle réaction réagit avec inquiétude, conscient de la valeur que représentent les commerçants pour l'économie du pays. Il mande une délégation pour les persuader de revenir, sans succès. Il envoie alors son fils, Cheikh Salem, avec une lettre les priant de revenir, leur offrant des garanties et leur demandant d'oublier ce qu'il s'est

passé. Ibrahim ben Mudaf et Shamlan ben Ali reviennent, mais Hilal al-Mutayri reste. La communauté des commerçants du Koweït conseille à Moubarak d'aller personnellement convaincre ce dernier de revenir, ce qu'il fait à bord de son yacht *Misbrif* en compagnie de Ibrahim ben Mudaf et Shamlan ben Ali. Hilal al-Mutayri finit par se réconcilier avec le Cheikh et consent enfin à rentrer au Koweït.

Moubarak impose également une taxe foncière sur les ventes des maisons correspondant au tiers du prix d'achat⁴⁶. L'objectif n'est pas seulement de financer le gouvernement mais aussi d'empêcher les abus liés à une concession accordée aux habitants de Koweït : jusqu'à présent le Cheikh donne gratuitement des terres aux Koweïtiens désireux construire une maison pour eux-mêmes et leur famille, selon leurs besoins. La taxe empêche que ces parcelles offertes ne soient revendues à des fins commerciales.

Le Cheikh réorganise également l'administration des douanes. En mai 1899 il établit formellement un département des douanes, quelques mois seulement après avoir signé un accord de protection avec le Royaume-Uni. Jusqu'en 1921 le bureau des douanes – situé en face de la porte de Nayef dans la vieille ville et permettant aux employés de tenir permanence à l'intérieur de la porte – demeure l'unique administration publique du pays. Chaque journée de travail dure de 6 h 30 ou 7 heures à midi, puis de 14 heures jusqu'au coucher du soleil. Les droits de douane sont perçus sur des biens importés comme les chameaux, les chèvres, les peaux et les marchandises venant d'Irak.

En mai 1899, le Cheikh met en place un droit de douane de 5 % sur tous les biens importés au Koweït, y compris ceux provenant des ports ottomans – une première. Ce droit de douane augmente progressivement jusqu'à atteindre 10 % sur certains biens. Le 25 août 1899 Hamdi Pacha, le gouverneur de Bassora, informe Moubarak de la nomination d'un officiel ottoman pour diriger le port de Koweït et « superviser les bateaux qui fréquentent le port », précisant que « le directeur actuel du port de Bassora, Hassan Efendi, a été nommé directeur du port de Koweït ».

Le 2 septembre, lorsque Hassan Efendi arrive accompagné de cinq soldats, Moubarak écrit à Hamdi Pacha que « les bateaux entrant à Koweït ont toujours été sous la supervision des autorités du port de Bassora, et qu'il n'y a donc pas besoin de changer le système existant⁴⁷ ». Il refuse de recevoir Hassan Efendi et ses hommes et leur ordonne de quitter le Koweït le lendemain.

Les droits de douane à l'export et à l'import sont également appliqués aux biens transportés par voie terrestre, ainsi qu'aux caravanes qui pénètrent dans Koweït, selon un barème relatif à la taille de ces dernières et n'excédant pas 10 %. Le Cheikh offre en échange de meilleures infrastructures aux marchands, comme un vaste entrepôt en pierre surveillés par des gardes où ils peuvent stocker leurs biens jusqu'à leur vente⁴⁸.

En 1904 Moubarak met en place une taxe spécifique sur les fusils importés à la hauteur d'un thaler Marie-Thérèse par pièce, qui augmente à six dollars en 1907. En 1909, les droits de douane à l'import sont à nouveau augmentés, particulièrement sur le thé et le café.

Les fermes de dattes à Faw

Parallèlement à ses efforts pour développer le commerce à Koweït, Moubarak veille à la prospérité des fermes de dattes appartenant à la famille Al-Sabah depuis plusieurs générations dans la région de Faw, en Irak. Il souhaite allouer ces revenus additionnels à la gestion administrative du pays. Les vergers sont situés à Faw et à al-Sufiyya, près du Chatt-el-Arab, ainsi que sur l'île de Qut al-Zain près d'al-Mouhammara, l'île d'al-Ujairawiyya et vers Kurdlan et al-Dawasir.

En 1907 Abdelmassih Antaki est invité par le Cheikh à venir avec lui visiter l'une des fermes à Faw, et relate les explications de Moubarak :

« [sur] comment les palmiers dattiers sont cultivés, et quels profits peuvent en être tirés. Les arbres étaient de peu d'intérêt jusqu'à ce que les étrangers les découvrent. Des marchands étrangers ont commencé à acheter des dattes et à les emballer dans des boîtes à destination d'Europe et d'Amérique du Nord, ce qui a constitué une source de revenus importante pour les gens du pays⁴⁹. »

Le Cheikh achète des terres supplémentaires dans la région, et les revenus des fermes de Faw deviennent partie intégrante de son budget. De temps en temps les gouverneurs de Bassora tentent d'utiliser les fermes pour effectuer des pressions sur lui. En 1901 par exemple, lorsque Moubarak tente d'enregistrer sous son nom propre au cadastre ottoman les terres achetées à la famille al-Zuhayr à Bassora et à Saadun Pacha, le gouverneur de Bassora Abdelrahman Hassan Bek s'y oppose sous prétexte que le Cheikh ne possède pas la nationalité ottomane. Le

gouverneur est parfaitement conscient que dans les zones tribales comme le Koweït tout le monde ne détient pas la nationalité et le Cheikh envoie de nombreuses lettres à ce sujet à Constantinople, sans succès.

En décembre 1901, le tribunal de Bassora statue *in absentia* que le Cheikh doit transférer les terres qu'il possède dans le village d'al-Zain à ses neveux. À la demande du Cheikh, le Sultan ordonne la création d'une commission pour se prononcer sur le sujet. Hajj Mansour y représente Cheikh Moubarak, Abdelwahhab al-Qortas les autorités ottomanes et F. E. Crow le consul britannique à Bassora. Le comité décide que les fermes de Faw sont la propriété absolue de Cheikh Moubarak mais que les autres terres doivent être attribuées à ses neveux. La décision du comité est officiellement envoyée à Bassora le 11 juillet 1904, et est adoptée par le gouverneur de Bassora et son conseil. Le consul britannique la ratifie à la demande de Cheikh Moubarak.

Le 28 mai 1902, les autorités ottomanes arrêtent Abdelaziz ben Salem al-Badr, l'agent du Cheikh à Bassora. Al-Badr est accusé de collusion avec le journal *al-Khilafa* publié à Calcutta. Les autorités ottomanes ont interdit la diffusion du journal, l'accusant d'inciter à la rébellion. Durant une fouille de la maison de l'agent, la police ottomane fait main basse sur les titres de propriété du Cheikh relatifs à ses terres en Irak. Lorsque le Cheikh découvre cela, il envoie un télégramme au gouverneur demandant des explications quant à l'arrestation de son agent. Le gouverneur répond que cette dernière a été effectuée en conformité avec un décret émis par le sultan. Al-Badr est jugé et condamné à dix ans de prison, mais est libéré en 1905 suite à l'intervention des autorités britanniques qui demandent une réduction de sa sentence. Il est autorisé à partir au Koweït, puis revient habiter en Irak sous surveillance⁵⁰.

En 1905, lorsque les soldats ottomans détruisent des barrages faisant partie du système d'irrigation des fermes de Faw, Cheikh Moubarak se plaint au gouverneur de Bassora, Mahram Bek. Le gouverneur prétend que les plantations de palmiers dattiers ont été acquises par le Cheikh au nom du Royaume-Uni et ne lui appartiennent donc pas. Le résident du Royaume-Uni, Major Cox, intervient auprès du gouverneur, lui demandant d'arrêter de harceler le Cheikh et d'inciter à la détérioration de sa propriété⁵¹.

Les problèmes continuent entre le Cheikh et les autorités ottomanes : en 1906, Moubarak achète des terres dans la région de Um al-Gharb à Saadun Pacha, cheikh d'al-Muntafiq, pour 8 000 livres ottomanes. Les autorités ottomanes à Bassora refusent alors d'enregistrer les terres sous

son nom au cadastre, prétextant qu'il n'est pas un sujet ottoman et ne possède pas de documents attestant de sa soumission à la souveraineté ottomane. Il est alors considéré comme un étranger non enregistré avec sa famille au bureau général des registres ottoman, et Moubarak refuse de régulariser sa situation. Une situation similaire se produit en décembre 1908 lorsque le Cheikh demande que ses propriétés agricoles à Faw et aux alentours soient enregistrées. Le gouverneur de Bassora refuse à nouveau de les faire enregistrer à moins que le Cheikh accepte de devenir citoyen ottoman.

À cause du refus répété du Cheikh de se plier aux demandes du gouverneur, les autorités ottomanes commencent à endommager ses terres et ses vergers de manière délibérée. À la mi-1907 par exemple le pont séparant la propriété de Faw d'un fort militaire ottoman adjacent est détruit. Moubarak craint de perdre ses terres et demande aux autorités britanniques d'intervenir afin de mettre un terme aux attaques, conduisant les autorités ottomanes à réparer le pont.

Le 5 juin 1910 Moubarak écrit au résident du Royaume-Uni à Bouchehr Colonel Cox, l'informant de l'arrivée au Koweït de Ahmed Pacha al-Zuhayr et Abdelwahab al-Qortas, et lui demandant de faciliter le transfert des titres de propriété des terres achetées à ces derniers dans la région d'al-Fadayja. Il écrit également avoir envoyé son représentant Abdelaziz al-Salem voir Souleimane Nadhif le gouverneur de Bassora, afin de l'informer de l'achat et de demander que la parcelle soit officiellement mesurée. Le gouverneur a alors répondu à al-Salem avoir reçu des ordres de Constantinople de différer la vente jusqu'à nouvel ordre, et que l'accord ne peut être enregistré au nom des fils du Cheikh qu'à condition que ces derniers deviennent sujets ottomans. Le Cheikh, ayant refusé, demande désormais au résident du Royaume-Uni d'intervenir. Le gouverneur de Bassora refuse de reconnaître la légitimité de la vente et continue de demander aux anciens propriétaires de payer les taxes foncières afférentes. Le Cheikh rappelle à Cox que selon l'accord signé avec les Britanniques, ces derniers se sont engagés à protéger ses possessions⁵⁴. Le 7 juin, Cox répond avoir envoyé un télégramme au Royaume-Uni et qu'il informera Moubarak des suites données à l'affaire.

Le différend continue, les autorités ottomanes augmentant la pression : le 12 juin 1910, le gouverneur de Bassora écrit au Cheikh que l'accord concernant la vente de la propriété à al-Fadayja signé par le Cheikh et Mahram Pacha, le précédent gouverneur, est effectué au bénéfice des quatre fils aînés du Cheikh. Or, le Cheikh demande désormais

à ce que son fils Nasser en soit l'unique bénéficiaire, ce qui selon le gouverneur est illégal. La lettre exprime également l'insatisfaction du gouverneur après que des hommes du Cheikh aient été accusés de harceler les habitants d'al-Zubayr. La situation se dégrade lorsque le 29 juin l'agent du Cheikh à Bassora l'informe que Ahmad Pacha al-Zuhayr s'est rétracté, prétextant que l'offre du Cheikh est trop basse⁵⁵.

Le 24 juin cependant, William Shakespear écrit au Colonel Cox et l'informe que Moubarak lui a montré des lettres de son agent à Bassora ainsi que d'un des hommes les plus influents de la ville, qui souhaite demeurer anonyme. Ces deux lettres révèlent les faits suivants : tout d'abord la décision d'Ahmad Pacha al-Zuhayr de ne pas vendre a été influencée par les autorités ottomanes qui cherchent par là forcer Moubarak à devenir sujet ottoman. Le Cheikh est en colère, ayant d'ores et déjà réglé le montant de la vente et financé l'amélioration du système d'irrigation et la construction de nouveaux bâtiments. Les lettres envoyées au Cheikh semblent révéler que Ahmad Pacha al-Zuhayr et d'autres hommes espèrent une récompense pour leur geste hostile à Moubarak. Selon Shakespear le Cheikh n'a pas entamé les démarches de naturalisation pour lui ou ses fils. Il lui conseille de ne pas répondre par la force à la moindre tentative d'Ahmad Pacha al-Zuhayr de reprendre possession de ses terres.

Le 13 juillet 1910 Moubarak écrit à nouveau à Cox, l'informant que ses problèmes d'enregistrement de ses terres à al-Fadayja semblent être une tentative de chantage des Ottomans qui souhaitent en échange construire une ligne de télégraphe au Koweït et dans les possessions méridionales de l'empire, ce que ce dernier a rejeté jusqu'à présent⁵⁶. Le 13 septembre Ahmad Pacha al-Zuhayr finit par céder et reconnaît la légalité de l'acte de vente – malgré l'opposition des autorités ottomanes –, demandant au Cheikh de payer les taxes foncières qu'il a continué à payer. Il écrit :

« Je demeure obligé de payer les taxes foncières ottomanes dues sur la propriété d'al-Fadayja, que je vous ai vendue. Je demande à Votre Excellence de m'envoyer le montant mentionné afin que je puisse régler la taxe foncière ainsi que de m'envoyer les titres de propriété que je montrerai au gouvernement afin de prouver que vous êtes le propriétaire légal, ce qui est extrêmement important⁵⁷. »

L'affaire se termine bien pour Moubarak lorsqu'il accepte de soutenir financièrement certaines opérations militaires de l'Empire : en 1912, après avoir effectué un don en faveur de la guerre en Bulgarie, le Cheikh est autorisé par la Sublime Porte à ce que le vice-gouverneur de Bassora enregistre sa propriété au cadastre ottoman, et envoie les documents nécessaires⁵⁸.

Il est notable que les autorités ottomanes commencent à harceler le Cheikh alors que la Première guerre mondiale se profile à l'horizon. Les rumeurs courent à Bassora que Moubarak est susceptible de soutenir les Britanniques si ces derniers attaquent la ville. Selon Hussein Khalaf al-Cheikh Khazaal, « le gouvernerat de Bassora a donné l'ordre de saisir la propriété de Moubarak à Faw sous prétexte que la taxe foncière n'a pas été payée ». Le Cheikh informe par écrit le *qaimaqam* à Faw, Khaled Pacha, n'avoir reçu aucun appel de fonds et être prêt à payer toute somme demandée. En dépit d'une hostilité apparente des autorités ottomanes à Bassora, le Cheikh veille à maintenir des relations cordiales. Par exemple il envoie une lettre de vœux au gouverneur de Bassora Sobhi Pacha à l'occasion de l'Aïd al-Adha. Lorsque les Ottomans demandent aux habitants de Bassora de faire don de dattes pour nourrir leur armée, le Cheikh y va de sa contribution⁵⁹.

Il est possible que le harcèlement de Moubarak par Constantinople explique l'inclusion dans l'accord anglo-ottoman signé le 29 juillet 1913 d'une clause relative aux droits du cheikh du Koweït sur sa propriété à Bassora précisant ses droits de faire ce qu'il souhaite avec ses terres, dans le respect du droit et du système d'impôts ottomans.

Nous avons vu dans ce chapitre comment la vie commerciale et économique au Koweït évolue sous le règne de Cheikh Moubarak grâce à ses efforts pour organiser les marchés et stimuler leur croissance, favoriser le commerce extérieur et protéger les intérêts des commerçants koweïtiens au Koweït et à l'étranger, en sécurisant les routes terrestres et maritimes cruciales. Lorimer fait le bilan de cette époque en déclarant « qu'il est clair que personne n'aurait aussi bien pu administrer les affaires internes du Koweït que Cheikh Moubarak⁶⁰ ». Le Cheikh est extrêmement conscient que la croissance du commerce est liée à la stabilité politique et sécuritaire au Koweït : pour maintenir cette situation il mène un rôle actif au niveau régional.

CHAPITRE 5

RELATIONS RÉGIONALES ET EMPLOI
DES RESSOURCES POLITIQUES

« Officiellement il est sujet turc ; mais il est déterminé à conserver le Koweït indépendant sous son pouvoir. »

H. C. Armstrong, *Lord of Arabia*

Le règne de Moubarak coïncide avec une période de profonds changements, de conflits régionaux et internationaux et de nombreux développements politiques, qu'il s'agisse des affrontements entre les cheikhs des différents émirats du Golfe, de la lutte entre les Al-Rachid et les Al-Saoud pour le contrôle du Najd ou des rivalités européennes.

Malgré ces conflits armés Cheikh Moubarak, contrastant avec les traditions de l'époque, ne restaure ni ne remplace les remparts de la vieille ville malgré l'éventualité d'une attaque. Lors de son séjour à l'Hôpital américain à Koweït, Dr Mylrea interroge le Cheikh quant à l'absence de fortifications autour de la ville. Ce à quoi le Cheikh répond : « les fortifications, c'est moi¹ ».

Le 16 septembre 1904, le correspondant à Mascate du journal égyptien *al-Abram* rapporte que :

« Cheikh Moubarak le cheikh du Koweït, est un ami proche de tous les cheikhs bédouins opérant sur les routes d'Irak et de la péninsule arabique. Il fournit aux cheikhs rebelles – y compris ceux qui sont à 50 km – toutes les armes, munitions et équipements dont ils ont besoin. »

Conflits et alliances : la relation avec les émirs du Najd

Avant l'arrivée de Moubarak au pouvoir, le Najd et le Koweït entretiennent des relations tendues et hostiles, causées en partie par la rivalité entre les Al-Saoud et les Al-Rachid autour du Najd. Lorsque Abdelaziz ben Mutaab Al-Rachid parvient à saper les fondations du deuxième État saoudien en vainquant Al-Saoud lors de la bataille d'al-Malida en 1891 et en occupant la capitale saoudienne Riyadh, l'imam Abdelrahman al-Fayçal se voit contraint à fuir le Najd. Il vit quelque temps au Qatar, puis au Koweït, attendant l'occasion de reconquérir le trône avec son fils Abdelaziz âgé de huit ans à l'époque. L'émir Abdelaziz grandit donc au Koweït sous la protection de Moubarak qui se prend d'affection pour le garçon et l'inclut dans les affaires d'État. Ce faisant il offre au jeune prince l'occasion unique de développer ses compétences. Kheireddine al-Zarakli soutient que le Koweït a constitué une véritable école pour Abdelaziz, où il apprend l'art de la politique. Il ajoute :

« Les journées de Moubarak étaient pleines de manœuvres et de négociations ; comment s'y prendre pour conclure un accord et comment atteindre son objectif se sont gravés dans l'esprit d'Abdelaziz. Il a même participé à certaines discussions, et Moubarak a senti en lui un penchant naturel pour la diplomatie. Il l'a gardé près de lui et lui a permis d'assister à ses majlis, où il a entendu les discussions de Moubarak avec les représentants des gouvernements britannique, russe, allemand et turc². »

Un autre auteur note que :

« Les pièces de réception du Cheikh sont comme une école pour le jeune Abdelaziz, et les discussions qui s'y déroulent lui donnent l'expérience et les compétences pour traiter avec les Arabes et les étrangers³. »

Au *majlis* de Cheikh Moubarak Abdelaziz rencontre

« des hommes de pays et de religions différents, commerçants et investisseurs, agents de change et employés, hommes politiques et aventuriers, ainsi que les agents des grandes puissances⁴. »

Dans son ouvrage sur l'histoire du Koweït, Dickson soutient que c'est avant tout la tutelle de Moubarak qui a contribué à la maturité politique de Abdelaziz⁵. C'est au Koweït qu'il s'initie à la politique nationale et internationale, et dans le *majlis* de Moubarak qu'il devient familier avec la politique britannique dans le Golfe et les rapports de force entre puissances rivales.

Tensions et conflits émergent à cause de l'attitude des Al-Rachid, qui soutiennent Youssef al-Ibrahim. Ce dernier exploite cette alliance en encourageant les Al-Rachid à envahir le Koweït. En 1897, Mohammed ben Abdallah Al-Rachid et Cheikh Jassem al-Thani, l'émir du Qatar, prévoient de s'allier pour attaquer le Koweït. Face à la situation, Moubarak tente d'exploiter les divisions entre ses ennemis : il se rapproche du *mutasarrif* ottoman d'al-Hasa et tente de le monter contre le dirigeant qatarien qu'il accuse de manque de loyauté envers l'Empire ottoman. Cette stratégie porte ses fruits lorsque le gouverneur ottoman de Bassora envoie une canonnière pour dissuader l'émir du Qatar. De plus, la mort de Mohammed ben Abdallah Al-Rachid à la fin de l'année 1897 met fin au projet d'invasion.

Néanmoins, l'animosité entre Moubarak et les Al-Rachid continue, contraignant le Cheikh à développer une stratégie permettant de se débarrasser une fois pour toutes de la menace représentée par ces derniers. Un élément clé de la stratégie de Moubarak est l'alliance qu'il noue avec les Al-Saoud, ennemis jurés des Al-Rachid. La période entre 1897 et 1906 cependant continue d'être marquée par une franche hostilité entre Moubarak et l'émir Abdelaziz ben Mutaab Al-Rachid, neveu de Mohammed ben Abdallah Al-Rachid et son successeur en tant qu'émir de Hail. Les Ottomans et Youssef al-Ibrahim encouragent Ibn Al-Rachid à s'opposer au Cheikh, tentant de nuire à Moubarak par tous les moyens.

En 1899, alors que les tensions entre Moubarak et les Ottomans sont vives, Ibn Al-Rachid réalise que sa posture anti-Moubarak peut lui assurer le soutien de Constantinople, qui pourrait par exemple lui offrir le contrôle du port de Koweït afin d'assurer un débouché maritime au Najd essentiel au commerce⁶. Ibn Al-Rachid prépare ainsi une nouvelle invasion du Koweït en 1900, prétextant un incident au cours duquel les hommes de Moubarak ont affronté des marchands du Hail dont certains ont perdu la vie. Cependant, l'armée koweïtienne menée par Cheikh Hommoud Al-Sabah et Cheikh Salem Al-Sabah est déjà stationnée à la frontière entre le Koweït et le Najd. Avant même que l'armée

de Abdelaziz ben Rachid n'ait eu le temps de faire un geste, les forces koweïtiennes les surprennent et leur infligent une défaite retentissante. Il en résulte un changement de stratégie d'Ibn Al-Rachid qui décide d'attaquer le cheikh d'al-Muntafiq Saadoun Pacha al-Mansour, officiellement pour se venger d'agressions commises par la tribu de Cheikh Saadun ainsi que du soutien de ce dernier au Koweït. Ibn Al-Rachid défait les forces de Saadun et pille ces dernières.

Saadun Pacha demande de l'aide à Cheikh Moubarak qui envoie une force à al-Samawa en Irak menée par Cheikh Hommoud et son propre fils Salim. Moubarak quant à lui prend la tête d'un autre contingent vers la route d'al-Zubayr en compagnie de l'émir Abdelaziz ben Saoud et son frère l'émir Saoud. En arrivant à al-Khamisiyya il reçoit une lettre du gouverneur de Bassora Mohsen Pacha lui demandant de cesser sa campagne contre Ibn Al-Rachid et d'accepter des pourparlers à al-Zubayr. Moubarak ne peut ignorer la demande du gouverneur, soutenue par une requête du commandement militaire ottoman à Bagdad. Lorsqu'il rencontre Mohsen Pacha Moubarak fait ouvertement preuve de sa loyauté envers le Sultan. En même temps cependant il envoie son armée aux troupes d'Ibn Al-Rachid et lui inflige une défaite après une courte bataille⁷.

Lorsque Hamdi Pacha devient gouverneur de Bassora à nouveau à la fin de l'année 1899 il presse Ibn Al-Rachid d'attaquer le Koweït, lui offrant soutien militaire et financier et lui promettant le trône du Koweït s'il parvient à s'en emparer. Hamdi Pacha assure Ibn Rachid que le Royaume-Uni n'interviendra pas dans un conflit interne aux zones sous souveraineté ottomane. De son côté Ibn Al-Rachid veut s'emparer du Koweït pour faciliter le transport de marchandises entre le Najd et le reste de l'Arabie, augmenter ses ressources grâce aux droits de douane et empêcher pour toujours les Al-Saoud de reconquérir leur trône.

L'hostilité entre Moubarak et Ibn Al-Rachid continue, les tribus Chammar commençant à attaquer les zones frontalières du Koweït et pillant les caravanes qui quittent le pays. En 1901, Moubarak met sur pied une armée menée par son frère Cheikh Hommoud et son fils Sélim pour mettre fin à ces attaques. Les forces koweïtiennes sortent victorieuses d'une bataille dans la région d'al-Rukhayma contre des tribus ralliées à Ibn Al-Rachid et Moubarak annonce la victoire à son ami Cheikh Khazaal, ajoutant qu'« il n'y a aucun doute que Dieu cause des ravages parmi tous les agresseurs. Avec l'aide de Dieu, ils seront anéantis⁸ ». Cheikh Khazaal répond prestement que l'émir Abdelaziz

Al-Rachid prépare autre chose et que Moubarak devrait se préparer à une nouvelle série d'affrontements. Il lui envoie deux canons, des fusils et des munitions. Pendant ce temps, l'imam Abdelrahman al-Fayçal Al-Saoud suit les conseils de Moubarak quant à la reprise de Riyad : il prend son mal en patience et attend, le Cheikh étant lui-même « déterminé à agir bientôt pour détruire le pouvoir d'Ibn Al-Rachid dans tout le Najd ».

Moubarak sait qu'Ibn Al-Rachid se prépare à envahir le Koweït, et décide par conséquent d'attaquer en premier. Il rencontre les commandants de ses troupes à al-Jahra et demande à Saadun Pacha de le rejoindre avec ses hommes, ce que ce dernier fait à al-Jahra. Le Cheikh envoie ensuite des émissaires demander aux tribus loyales de se joindre à lui. Lorsque tout est prêt, il prend la tête de l'armée ainsi constituée, capture al-Aarid sans verser une goutte de sang et nomme l'émir Abdelaziz ben Saoud responsable de la ville. Puis il capture les villes de Unayza et Barida sans quasiment le moindre combat. Pendant ce temps, un contingent mené par Ibn Saoud marche sur Riyad et parvient à pénétrer dans la ville, sans pouvoir s'emparer néanmoins du palais.

En apprenant la nouvelle, Ibn Al-Rachid juge que le principal danger vient de Moubarak plus que de la présence d'Ibn Saoud à Riyad. Il rassemble donc ses propres forces, qui appartiennent aux tribus des Chammar, afin de faire face à Cheikh Moubarak. Les deux côtés s'affrontent dans la région d'al-Sarif en mars 1901⁹, résultant en une cinglante défaite pour les forces koweïtiennes et à la mort de Hommoud – le frère de Cheikh Moubarak – et de Khalifa ben Abdallah Al-Sabah – son cousin. Koweït est en deuil, et Moubarak reconforte son peuple en leur assurant qu'il fera tout son possible pour défaire Ibn Al-Rachid.

Un certain nombre d'explications ont été avancées pour expliquer la défaite des forces koweïtiennes à al-Sarif. L'historien Abdelaziz Al-Rachid soutient que la puissance d'Ibn Al-Rachid a été sous-estimée en amont de la bataille, tandis que Moubarak s'est reposé sur « des Bédouins, qui ne combattent pas pour une cause nationale ou pour des principes ». D'autres avancent que la raison d'une telle défaite est tactique : les troupes de Moubarak ont été divisées en deux colonnes représentant respectivement les Al-Sabah et les Al-Saoud, et ont souffert d'un manque de coordination¹⁰.

Grigori Bondarevsky se base sur des documents russes pour ajouter que la défaite de Moubarak

« est essentiellement due au fait que de nombreux alliés – essentiellement des tribus du Najd – ont décidé à la dernière minute de ne pas combattre. Du point de vue des Bédouins des régions centrales du Najd, la guerre a duré plus longtemps que prévu, et en prévision de la période des sécheresses ils ont quitté la zone immédiatement avec leurs troupeaux... De même, des représentants d'Ibn Al-Rachid ont réussi à corrompre certains dirigeants des tribus juste avant la bataille, ces derniers retirant leurs hommes... Trois mille combattants de la tribu des Shayban ont ainsi déserté et rejoint Ibn Al-Rachid au milieu de la bataille. Ils ont attaqué les troupes de Moubarak par-derrière et ont occasionné peur et chaos parmi eux, menant à de grandes pertes¹¹. »

La rumeur court que Moubarak a été tué au combat. Le Royaume-Uni envoie par conséquent un bateau militaire au Koweït afin de surveiller l'instabilité risquant de résulter de la mort du Cheikh. Le 18 avril, Colonel C. A. Kemball, résident du Royaume-Uni dans le Golfe, se rend personnellement au Koweït vérifier si le Cheikh est toujours vivant. Selon une anecdote racontée par Kemball lui-même, Moubarak ne mentionne jamais la bataille d'al-Sharif et met le résident du Royaume-Uni dans l'embarras, ce dernier n'osant pas soulever la question voire même y faire allusion¹².

Pendant ce temps-là, Ibn Al-Rachid n'hésite pas à exploiter sa victoire. Au cours de l'été 1901 il assiège la ville de Koweït, terrorisant et intimidant ses habitants. Il peine cependant à s'emparer de la ville, se voyant opposer non seulement l'armée de Moubarak mais également la tribu des al-Muntafiq menée par Pacha al-Saadoun, sans compter les al-Mutayr, les Banu Murra et les Al-Saoud, soutenus par des vaisseaux de guerre britanniques dans le port de Koweït.

Ibn Al-Rachid continue d'imaginer que sa victoire à al-Sarif ouvre la voie à de nouvelles avancées militaires et à l'extension de son influence au Koweït. Il n'en est rien, le conflit entre le cheikh du Koweït et l'émir du Najd conduisant à un désaccord entre les Britanniques et les Ottomans quant à la préservation ou non du statu quo. Les autorités ottomanes s'engagent finalement à ne pas occuper le Koweït et à faire le nécessaire pour empêcher l'émir du Najd de l'attaquer. En échange, le Royaume-Uni promet de ne pas occuper le Koweït ou d'en faire un protectorat britannique, et de ne pas encourager Moubarak à attaquer le Najd. En août 1901, Lord Curzon envoie à nouveau Kemball au Koweït

afin d'établir la paix – ou une trêve à minima – entre Moubarak et Ibn Al-Rachid. Moubarak propose que Cheikh Khazaal le représente, et le consul britannique à Bassora est chargé de faciliter les relations entre ce dernier et l'agent de l'Ibn Al-Rachid dans la ville.

Les efforts diplomatiques britanniques continuent : Londres prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les Ottomans respectent leurs engagements. Le 31 décembre 1901 le Grand vizir Said Pacha écrit au Sultan pour l'informer d'une rencontre entre l'ambassadeur britannique à Constantinople et le ministre des Affaires étrangères ottoman au cours de laquelle le premier a demandé au second d'intervenir auprès d'Ibn Al-Rachid pour lui demander de retirer ses troupes postées autour de Koweït. Il rapporte également que l'ambassadeur allemand a averti le ministre des Affaires étrangères que le maintien d'Ibn Al-Rachid dans la région pourrait donner lieu à de graves répercussions¹³. Le Sultan autorise une intervention ottomane afin de persuader Ibn Al-Rachid de retirer ses troupes des environs de Koweït. Le 1^{er} janvier 1902, un télégramme envoyé par l'ambassade ottomane à Londres au ministre des Affaires étrangères à Constantinople inclut le texte d'un mémorandum de Lord Landsdowne, ministre des Affaires étrangères britannique, dans lequel il indique « la volonté du Royaume-Uni de préserver l'équilibre des forces au Koweït » et s'engage à ce que le Royaume-Uni « retire ses batteries, présentement installées à Koweït, dès le départ des troupes de l'émir du Najd¹⁴ ».

Conséquence de ces interventions, Ibn Al-Rachid est contraint de se retirer sans avoir pu capitaliser sur sa victoire à al-Sarif. De plus certaines tribus ont profité de son absence de Riyad pour se rebeller contre lui, ce qui provoque l'ire d'Ibn Al-Rachid vis-à-vis de ce qu'il voit comme une faiblesse du pouvoir ottoman. Il rencontre alors le consul britannique à Bassora et lui propose de faire du Najd un protectorat britannique, ce que Londres refuse¹⁵. Pendant ce temps les Al-Saoud ont également demandé protection britannique dans le conflit les opposant aux Al-Rachid. Le 18 août 1904, Abdelrahman Fayçal Al-Saoud envoie une lettre au capitaine Knox, résident du Royaume-Uni au Koweït, l'informant de l'amitié grandissante entre Al-Rachid et l'Empire qui compte déployer des troupes contre les Al-Saoud. Son armée ne pourra résister à une telle attaque, ce qui le pousse à écrire : « nous demandons à votre glorieux et impérial pays de protéger nos royaumes et nous serons à votre service¹⁶ ».

Aguerri, Moubarak conclut que le seul moyen de mettre fin à de telles menaces est de porter un coup fatal à Ibn Al-Rachid sur son propre territoire en affrontant ses troupes tandis que le fils d'Abdelrahman, Abdelaziz Ibn Saoud, envahit Riyad. Moubarak se dirige donc vers al-Jahra à la tête de son armée afin d'obliger Ibn Al-Rachid à demeurer dans la région et d'y défendre les tribus qui lui sont loyales. En même temps il fournit à Abdelaziz Ibn Saoud hommes et armes nécessaires pour pénétrer dans Riyad et réinstaurer à nouveau un État saoudien, après la tentative du début d'année.

Ibn Saoud quitte le Koweït fin 1901, équipé par Moubarak en charmeaux, armes, argent et munitions. Le 15 janvier 1902, lorsqu'il occupe Riyad, il se presse d'envoyer des messagers à Koweït informer Moubarak et son père l'imam Abdelrahman al-Fayçal Al-Saoud de la victoire. Les archives britanniques illustrent l'étendue du soutien de Moubarak à Ibn Saoud. Albert Charles Wratislaw, consul britannique à Bassora, écrit à son ambassadeur à Constantinople : « Moubarak aide Ibn Saoud et le pousse... [Ibn Saoud] n'aurait rien pu accomplir sans son aide ». Wratislaw craint que le Koweït ne se mêle davantage à la situation dans le Najd. Pour cette raison Londres avertit Moubarak de ne pas s'impliquer davantage et de faire quoi que ce soit qui pourrait mener à une confrontation directe avec les Ottomans.

Ce n'est pas la première fois que la diplomatie britannique observe une telle position. Les Britanniques n'ont eu de cesse de dissuader le Cheikh d'interférer dans des affaires qui se situent au-delà des frontières de l'émirat, comme Kemball qui écrit le 10 décembre 1900 : « j'espère qu'aucune action n'est prise qui forcerait les autres à intervenir par la force dans votre pays. Il me semble que vous suivez une stratégie dangereuse en continuant de provoquer l'émir du Najd. Je vous conseille à nouveau de vous retenir de le faire et de chercher la sécurité et la stabilité¹⁷ ».

Néanmoins, Moubarak continue de soutenir Ibn Saoud sur les plans militaire, logistique et diplomatique, contactant le gouverneur de Bassora Cheikh Moustapha Nouri Pacha pour lui demander d'informer la Sublime Porte de la capture de Riyad par Ibn Saoud et lui conseiller de reconnaître ce dernier dès que possible. Les Britanniques et autres diplomates observent de près les positions adoptées par le Cheikh. Le 2 avril 1902, le consul russe à Bassora rapporte que les succès de Ibn Saoud « sont dus principalement à l'aide apportée par le cheikh du Koweït¹⁸ ». En août 1902, Wratislaw écrit dans un rapport à l'ambassadeur britannique à Constantinople :

« Il est notoirement connu que Moubarak soutient et encourage Ibn Saoud depuis un moment. Sans son aide, ce dernier n'aurait pas été capable de remporter ces victoires¹⁹. »

Les historiens arabes et étrangers s'accordent sur l'importance du soutien de Moubarak à la restauration des Al-Saoud au pouvoir. Abdelaziz Al-Rachid décrit Moubarak comme « le pilier principal dont Ibn Saoud dépend... (Moubarak) lui envoie des provisions avec générosité et bienfaisance. Il lui envoie unité militaire après l'autre ainsi que des caravanes successives de nourriture ou de munitions. Plus que cela, lorsque Ibn Saoud était au Koweït, Moubarak l'a aidé à formuler sa stratégie militaire²⁰ ». Lorsque Ibn Al-Rachid tente de stopper l'avancée d'Ibn Saoud à travers le Najd, Moubarak fournit immédiatement à son allié armes, munitions et provisions. Knox rapporte ce qui suit : « Ibn Saoud ne peut s'installer sans une aide extérieure. Étant donné qu'il ne peut demander de l'aide aux Turcs qui sont alliés à Ibn Al-Rachid, son seul soutien est Cheikh Moubarak²¹ ». En plus de fournir un soutien logistique à Ibn Saoud, Moubarak engage ses propres troupes : lorsqu'il apprend qu'Ibn Al-Rachid bénéficie du soutien de la tribu des al-Zafir pour contrer le siège de Riyad par Al-Saoud il y envoie une armée le 5 octobre sous le commandement de Saqr al-Ghanim. Se rappelant cet épisode, Stanley Mylrea déclare lors d'un discours prononcé au Koweït en 1949 :

« À l'époque, lorsque je suis arrivé à Koweït, cette dernière était le port principal pour l'intérieur de l'Arabie. Tout ce qui était envoyé au Najd devait passer par le Koweït, qui à l'époque était gouverné par l'un des plus grands hommes arabes de tous les temps. Comme je vais vous l'expliquer, c'est à Moubarak qu'Ibn Saoud doit son pouvoir aujourd'hui. Il a appris de ce dernier l'art de gouverner un pays arabe et les ambitions arabes²². »

Lorsque l'émir Abdulaziz pénètre dans Riyad le 15 octobre 1902, l'objectif de Moubarak d'aider les Al-Saoud à évincer les Al-Rachid et à récupérer leur position à Riyad est atteint. La restauration au pouvoir des Al-Saoud inaugure une période d'alliance entre le Koweït et le Najd qui se manifeste par des relations étroites sur le plan militaire, politique et personnel. La relation amicale entre le Cheikh et l'émir Abdelaziz joue

un grand rôle dans ce rapprochement, Moubarak appelant Abdelaziz « mon fils » et ce dernier répondant par « mon père ». Rien cependant n'est permanent en politique, et des divergences politiques et économiques émergent, sans aboutir cependant à un conflit ouvert ou à des tensions importantes.

Après 1902, la coopération entre le Cheikh et l'émir continue. En 1903 Moubarak lance une campagne militaire contre le cheikh de Mutayr Sultan al-Dawich menée par Abdelaziz ben Saoud et le fils du Cheikh, Cheikh Jaber ben Moubarak. Al-Dawish s'est allié avec Ibn Al-Rachid et a posté ses forces dans la région frontalière de Julaban, prêt à attaquer le Koweït. La stratégie de Moubarak est de prendre l'initiative avant qu'al-Dawish ne termine ses préparations, les forces koweïtiennes soutenues par les Al-Saoud attaquant donc al-Dawish et lui infligeant de lourdes pertes lors de la bataille de Julaban. Pendant ce temps-là, Ibn Al-Rachid se prépare à une contre-attaque sur Riyad, profitant qu'Abdelaziz ben Saoud soit en campagne. Ce dernier rentre rapidement à Koweït et Moubarak vient à son aide en demandant à son armée qui s'appête à revenir à Koweït de repartir sur Riyad. Lorsqu'Ibn Al-Rachid a vent de la nouvelle, il se retire²³.

À la fin du printemps 1904, Abdelaziz Al-Saoud a repris le contrôle de toutes les terres de ses ancêtres dans la région du Najd. Il deviendra, en temps voulu, l'un des dirigeants arabes les plus importants, principalement à cause de la position politique et matérielle du Najd dans la péninsule arabique. Il est peut-être inévitable que la relation entre le Cheikh expérimenté et le jeune émir ne s'étiole, passant selon un chercheur d'une phase « d'alliance absolue » à une phase « de différends dans le cadre d'une alliance²⁴ ». En 1905 Ibn Saoud prend des mesures qui marquent un coup d'arrêt temporaire à ses relations avec Cheikh Moubarak. Les caravanes du Najd, qui jusqu'à présent achetaient leurs biens de Koweït, prennent des routes sinueuses à travers le désert pour éviter de payer des droits de douane. L'émir ordonne à ses inspecteurs d'accompagner ces caravanes et de veiller au paiement des droits de douane avant même de quitter Koweït. Cependant il n'en informe pas Moubarak, ce que ce dernier n'apprécie pas, non seulement parce qu'il n'a pas été consulté, mais surtout parce que cela signifie qu'une autorité autre que la sienne est exercée sur son territoire. Le Cheikh ordonne à ses agents d'empêcher qu'une telle chose se produise.

En réponse, Ibn Saoud interdit tout commerce entre le Najd et les Koweïtiens, interdiction qui ne peut être levée qu'à l'une de ces trois

conditions: (1) qu'une rente annuelle lui soit accordée au lieu de payer les droits de douane (2) qu'un employé saoudien soit autorisé à prélever les droits de douane au Koweït ou (3) que les officiels koweïtiens prélèvent ces taxes et les remettent à Riyad. De surcroît d'autres frictions détaillées par l'historien Abdelaziz Al-Rachid²⁵ érucquent entre le Cheikh et Ibn Saoud. En réaction, Moubarak se tourne vers Ibn Al-Rachid afin d'exercer une pression sur Ibn Saoud et de restaurer sa relation avec lui. Il espère également mettre à bas l'alliance entre Ibn Al-Rachid et Youssef al-Ibrahim. Le tout, incidemment, améliore les relations du Cheikh avec les Ottomans, ces derniers considérant Ibn Al-Rachid comme leur allié principal en Arabie.

Plus tard en 1905, Ibn Saoud contacte Moubarak afin de lui demander de jouer le médiateur avec les autorités ottomanes pour conclure un accord comprenant sa reconnaissance de la souveraineté ottomane sur son territoire ainsi que l'acceptation du titre de *qaimaqam* et le stationnement de troupes ottomanes à Onayza et Barida. Cependant, les événements évoluent très rapidement et Ibn Saoud abandonne sa stratégie de réconciliation avec les Ottomans. Due aux raids constants des tribus contre les forces ottomanes à al-Qasim, Constantinople décide de retirer ses troupes avant la fin de l'année afin de ne plus représenter de défi à Ibn Saoud dans le Najd²⁶. L'alliance entre Moubarak et Ibn Saoud continue comme avant cependant et en 1906 Moubarak fournit aux forces d'Al-Saoud 3 000 fusils estimés à 150 000 \$ à l'époque²⁷.

En avril 1913, Ibn Saoud occupe al-Hasa, lui permettant d'initier un contact direct avec le Royaume-Uni. Il informe Capitaine Shakespear – devenu entre-temps l'émissaire britannique auprès des Al-Saoud – ne plus avoir de contacts avec les émirs arabes. L'ambition aidant, Ibn Saoud accepte de signer un accord avec les Britanniques à condition de pouvoir occuper le Qatar, Mascate et Oman, et que Moubarak revienne à ses frontières initiales. Cheikh Moubarak qui a désormais plus de 70 ans et dont l'énergie commence à faiblir, sent que l'influence grandissante de Ibn Saoud risque d'entrer en conflit avec le rôle qu'il a eu tant de peine à établir au Koweït. Abdelaziz Ibn Saoud quant à lui considère que le temps est venu de réduire l'influence de Moubarak au profit de sa propre vision. Le Cheikh répond en favorisant le conflit entre Ibn Saoud et Ibn Al-Rachid afin de les affaiblir et de profiter de la division. Par ailleurs, lorsque les Ottomans tentent de négocier avec Ibn Saoud, Moubarak fait en sorte que les négociations aient lieu au Koweït et qu'une délégation

koweïtienne soit présente. Ibn Saoud accepte que la conférence se tienne à al-Sabiha, région sous contrôle koweïtien situé entre le Najd et Koweït.

Malgré toutes les différences entre le Cheikh et l'émir, les hommes ont leurs raisons de préserver leur alliance ; en 1914 un accord est signé pour fixer les frontières entre le Najd et le Koweït, ce qui implique la reconnaissance par les Al-Saoud des délimitations du Koweït. Les deux parties coopèrent également pendant la Première guerre mondiale lorsqu'en octobre 1914 le Cheikh demande à Ibn Saoud de déclarer son soutien au Royaume-Uni, « l'empire de la paix » selon ses propres mots, tandis que les Turcs sont considérés comme les ennemis des Arabes. Ibn Saoud confirme sa coopération avec le Royaume-Uni et affirme que sa position est la même que celle de Cheikh Moubarak²⁸.

Moubarak n'hésite jamais à offrir son soutien à Ibn Saoud dès que celui-ci est menacé, comme lorsqu'il est vaincu par Ibn Al-Rachid à la bataille de Jirab en 1915 et que les tribus d'al-Ajman se rebellent contre Ibn Saoud, l'assiégeant à al-Hufuf. Moubarak envoie alors une armée menée par son fils Salem et son petit-fils Ahmed al-Jaber secourir Abdelaziz et ses hommes, parvenant à rompre le siège et à défaire les al-Ajman près d'al-Qatif.

Alliance et coopération : relations avec le Cheikh d'al-Mouhammara

Une amitié très ancienne existe entre les cheiks du Koweït et les émirs d'al-Mouhammara. Le port de Muhammara, connu aujourd'hui sous le nom de Khorramshahr, se trouve sur la rive orientale du Chatt-el-Arab dans l'ancien Arabistan. En théorie le port appartient à l'Empire perse, mais ce dernier n'a pas la capacité militaire nécessaire de s'y imposer, accordant en pratique une autonomie aux émirs d'al-Mouhammara. Jusqu'au début du xvii^e siècle, la zone à l'est du Chatt-el-Arab est un émirat arabe gouverné par Moubarak Abdelmuttalib, qui gouverne l'émirat indépendamment des empires perse et ottoman. Un autre émir, Cheikh Mansour, résiste aux tentatives du Shah Abbas I d'interférer dans ses affaires et à sa demande de rejoindre les forces persanes qui assiègent Bagdad en 1623. Au milieu du xvii^e siècle une partie des Bani Kaab émigrent d'Irak et du Koweït en Arabistan, renforçant le caractère arabe de la région.

Au xviii^e siècle l'Arabistan jouit d'une autonomie vis-à-vis du gouvernement persan. Les autorités ottomanes cependant, en coopération

avec les Britanniques, tentent d'affaiblir les tribus des Bani Ka'b et une campagne anglo-ottomane met le cap sur l'émirat en 1763, sans succès. Deux ans plus tard, la Perse lance une campagne militaire violente et destructrice poussant les habitants arabes de l'Arabistan à abandonner leur capitale à Qabban et à trouver refuge dans le village d'al-Fallahiyya (connu aujourd'hui sous le nom de Shadegan). L'Arabistan se retrouve par conséquent fragmenté et divisé entre des groupes tribaux éparpillés dont le plus proéminent est celui d'al-Muhaysin, gouverné par Cheikh Jaber de 1819 à 1881 puis par ses fils Mizaal (de 1881 à 1897) et Khazaal (de 1897 à 1925).

Le moment venu, la capitale de l'Arabistan passe à nouveau d'al-Fallahiyya à la ville d'al-Mouhammara construite par les Bani Kaab près de l'embouchure de la rivière Karun sur le Chatt-el-Arab. Capitale jusqu'en 1925, al-Mouhammara doit son nom à son sol rouge et devient Khorramshahr lorsqu'elle est intégrée dans ce qui est aujourd'hui l'Iran. En 1827 Cheikh Ghayth, émir de l'Arabistan demande au sultan de Mascate et Oman Saïd ben Sultan de l'aider militairement à résister à la Perse qui menace l'indépendance de son pays. Cette aspiration à l'indépendance se renforce sous Cheikh Jabir, qui jusqu'à sa mort en 1881 refuse d'ouvrir la rivière Karun aux bateaux britanniques.

Le règne de Cheikh Khazaal de juin 1897 à avril 1925 est une période très importante dans l'histoire de l'Arabistan en termes de relation avec l'Empire ottoman et le Koweït²⁹. Moubarak et Cheikh Khazaal partagent les mêmes positions sur de nombreux sujets et sont étroitement liés, notamment par la volonté de préserver leur indépendance et leur liberté d'administrer leurs affaires domestiques sans interférence étrangère. Dans un article du 19 mai 1910, le journal égyptien *Al-Muayyad* relate le refus de Cheikh Khazaal de livrer des hommes recherchés par le gouvernement ottoman, ce qui conduit Constantinople à demander au gouvernement persan de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à ses fins³⁰. Par ailleurs, en tant que pays maritimes, Koweït et al-Mouhammara sont tous deux concernés par la menace représentée par le nouveau système de douanes géré par les Belges et instauré en Perse en 1900, ainsi que par les pirates, très actifs autour de l'embouchure du Chatt-el-Arab et des côtes de l'Arabistan. La situation s'aggrave avec l'intensification des rivalités entre le Royaume-Uni, la Russie, l'Allemagne et dans une moindre mesure la France, qui tous visent à étendre leur influence et si possible imposer leur hégémonie dans la région. Enfin, les deux pays partagent un sentiment pro-arabe et la volonté de faire des

provinces arabes de l'Empire ottoman et de l'Empire perse des États indépendants.

Preuve de la proximité entre les deux dirigeants, Moubarak construit une résidence pour Cheikh Khazaal au Koweït, qui en fait bâtir une pour le Cheikh à côté de la sienne dans le petit port d'al-Fayliyya, qu'il considère comme sa capitale personnelle et où se trouve le gouvernement. Les cheikhs se rendent mutuellement visite et partent chasser ensemble. Autre témoignage de l'étendue de la relation entre les deux hommes, Hussein Khalaf al-Cheikh Khazaal (le fils de Cheikh Khazaal) écrit une histoire politique du Koweït en cinq volumes, incluant les lettres échangées entre son père et Cheikh Moubarak. Sans oublier un incident en 1900 où Cheikh Khazaal accepte l'intercession de Moubarak en faveur d'un certain Mohammed al-Yacoub : ce dernier a tenté de l'assassiner et s'est réfugié à Bassora, où ses amis lui ont conseillé de se mettre à la merci du cheikh du Koweït, seule personne que Cheikh Khazaal accepterait d'écouter dans de telles circonstances. Cheikh Khazaal reproche à Moubarak de protéger un homme qui a essayé de le tuer, mais Moubarak répond avoir estimé que l'homme s'est réellement repenti et l'a donc pardonné, étant certain que Cheikh Khazaal aurait fait de même³¹. Cheikh Khazaal accepte la décision de Cheikh Moubarak.

Quelques années plus tard, en 1903, Cheikh Khazaal accepte que Moubarak joue le rôle de médiateur dans une dispute avec la tribu des al-Nassar qui refusent de payer leurs taxes et fomentent une rébellion. Cheikh Khazaal se prépare à une campagne militaire contre ces derniers afin d'imposer son contrôle mais Moubarak intervient au nom des al-Nassar et Cheikh Khazaal cède, prêt à leur verser une rente annuelle à condition que la tribu quitte son territoire pour le Koweït, ce qu'ils acceptent. Pareillement, en 1899 un proche de Moubarak, Cheikh Hommoud Al-Sabah, s'oppose à l'accord de protection avec le Royaume-Uni et quitte le Koweït avec sa famille pour al-Dawasir en Irak. À la mort de Hommoud, ses fils chassent leur frère Souleimane et sa famille. Afin d'éviter la misère, Souleimane n'a de choix que de retourner au Koweït et de se réconcilier avec Cheikh Moubarak. Pour ce faire, il fait appel à la médiation de Cheikh Khazaal : Moubarak accepte l'intercession et lorsque Ibn Hommoud revient au Koweït, il se montre généreux envers lui et l'accueille parmi les siens.

Il n'est pas rare ainsi pour Moubarak et Khazaal de se soutenir mutuellement en cas de problème. En 1901, lorsque le consul russe à Bouchehr rend visite à Moubarak pour lui proposer de renforcer les liens

entre leurs deux pays, ce dernier refuse sous prétexte que la Russie soutient l'imposition par les Perses d'un bureau de douane géré par les Belges à al-Mouhammara. Le consul russe rétorque que la situation à al-Mouhammara est la même que dans n'importe quelle ville iranienne, ce à quoi Moubarak répond qu'al-Mouhammara est différente des autres villes iraniennes, ayant jusqu'ici été dirigée de manière autonome par les Bani Kaab. Il souligne également que Cheikh Khazaal est un ami proche, et « qu'il ne peut pas conclure un accord sans que ce dernier soit pris en compte : étant tous deux un seul pays et une seule main, rien ne peut s'appliquer à l'un sans inclure l'autre³² ». Le consul russe promet de se pencher sur le sujet. La même année, Cheikh Khazaal intercède en faveur d'une réconciliation entre Moubarak et Abdelaziz Al-Saoud d'un côté et le gouvernement ottoman de l'autre³³.

L'étroite relation entre les deux dirigeants est reflétée par ce qui se passe en 1902, lorsqu'un bateau koweïtien est attaqué par des pirates près de l'île de Bubyān lors d'un voyage entre Bassora et Koweït. Toute la cargaison est volée et une partie de l'équipage tuée. Lorsque Moubarak a vent de l'affaire, il se précipite dans la région d'al-Qasaba pour identifier les coupables. Il envoie un télégramme à Hajj Abdelaziz al-Salem, son agent à Bassora, lui demandant d'évoquer l'incident avec le gouverneur Moustapha Nouri Pacha et de persuader les Ottomans d'agir, sans succès. Cheikh Khazaal apprend la nouvelle et s'entretient avec Moubarak dès que possible, réussissant à identifier les coupables, à les arrêter et à les remettre à son allié.

En 1907, un bateau en provenance de Mascate arrive à al-Mouhammara, chargé en partie d'une cargaison appartenant à un groupe de commerçants koweïtiens. Le responsable des douanes perses demande que la cargaison soit déchargée pour inspection, ce que le capitaine refuse, retournant à Mascate. Lorsque Moubarak apprend cela, il devient furieux et envoie une lettre de protestation au colonel Cox, le résident du Royaume-Uni. Il en informe également Cheikh Khazaal, qui avertit l'officier belge en charge des douanes de ne plus jamais recommencer, et lui demande de s'excuser auprès de Cheikh Moubarak, ce qu'il fait. Quelques années plus tard en 1910, Moubarak se voit contraint d'acheter de larges quantités d'armes et de munitions après avoir subi de lourdes pertes face al-Muntafiq à la bataille de Hadiyya. Cheikh Khazaal lui propose alors de l'aider financièrement ou en mettant à sa disposition ses propres hommes et armes. Ne voulant pas diminuer l'armée de son allié, Moubarak lui demande d'envoyer un chargement de dattes en

Inde afin de se procurer l'argent pour acheter des armes, ce qui est fait par le biais de l'agent de Cheikh Khazaal à al-Qasaba, Hajj Sultan.

Avec le déclenchement de la Première guerre mondiale, Cheikh Khazaal déclare son soutien aux Britanniques, ce qui pousse les Ottomans à envoyer des troupes menées par Mohammed Fadel al-Daghistani et constituées d'un certain nombre de dignitaires religieux. Les troupes sont postées aux frontières avec l'Arabistan et incitent les tribus à la rébellion contre Cheikh Khazaal en avançant que ses positions anti-ottomanes sont une hérésie. Même certaines tribus affiliées aux Bani Kaab se révoltent, menées par Jaber ben al-Sayyed Mishaal aidé de Bédouins. Cheikh Khazaal envoie sa propre armée menée par son fils Jassib, qui sort victorieux des affrontements avec les rebelles.

Cheikh Moubarak, qui se trouve à ce moment-là au palais d'al-Fayliyya, craint que Cheikh Khazaal ne puisse réprimer ces rébellions seul, et demande à son fils Jaber d'envoyer des troupes à son secours. La décision du Cheikh cependant n'est pas extrêmement populaire auprès des Koweïtiens, séduits en partie par la propagande ottomane et les arguments religieux pro-ottomans de Cheikh Mohammed Amin al-Shanqiti et Cheikh Hafez Wahbah. Les deux hommes en effet ont publié une *fatwa* déclarant que ne pas soutenir l'Empire ottoman – siège du Califat et par conséquent cœur de l'islam – est un acte d'apostasie. Lorsque Cheikh Jaber informe son père de la situation, Moubarak explose. Une délégation de notables koweïtiens menée par Hajj Ibrahim ben Mudaf demande à bénéficier d'une audience avec lui afin de calmer sa colère. Le Cheikh lui reproche de n'avoir pas correctement expliqué la situation aux Koweïtiens, ajoutant :

« Je n'ai pas demandé à mon fils Jaber d'envoyer une armée pour se battre aux côtés de Khazaal, j'ai demandé quelques bateaux vides pour pouvoir transporter le mobilier et les biens précieux de Khazaal au besoin. »

Il leur ordonne de repartir au Koweït et de préparer ces bateaux sur le champ. Après avoir persuadé le peuple koweïtien des véritables motifs de Cheikh Moubarak, six bateaux avec 180 hommes à bord sont envoyés et larguent les amarres devant le palais de Cheikh Khazaal à al-Fayliyya. En 1915, les forces de Cheikh Khazaal viennent en renfort des troupes britanniques qui occupent Bassora³⁴.

À la mort de Moubarak en 1915, Cheikh Khazaal perd un allié de taille. Sa relation avec le Royaume-Uni se détériore lorsque les Britanniques commencent à soutenir Reza Shah et sa politique de renforcement de la souveraineté persane sur l'Arabistan. Graduellement le pouvoir de Cheikh Khazaal sur ses tribus s'atténue, faute de posséder les ressources militaires nécessaires face à l'Iran. Inévitablement l'autorité des agents de Cheikh Khazaal chargés de collecter taxes et impôts s'affaiblit également, et les Iraniens imposent leur système d'administration dans la région. Une garnison iranienne permanente est établie à Ahwaz, puis Téhéran ordonne de changer le nom de l'émirat en Khuzestan. Finalement, le 19 avril 1925, des troupes iraniennes arrêtent Cheikh Khazaal et l'emmènent à Téhéran, où il vit en exil jusqu'à sa mort le 30 juin 1936 à l'âge de 75 ans.

Rivalités et affrontements militaires : relations avec le Cheikh du Qatar

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Koweït et Qatar sont systématiquement opposés dans tous les affrontements régionaux : avant l'accession au pouvoir de Moubarak, le cheikh du Koweït coopère avec les Ottomans contre le cheikh du Qatar ; sous le règne de Cheikh Moubarak, le cheikh du Qatar Jassem al-Thani soutient les conspirations de Youssef al-Ibrahim ; les deux cheikhs sont également en rivalité directe pour imposer leur influence sur la péninsule arabique.

Au tournant du XX^e siècle, les Autorités ottomanes tentent de bénéficier de l'assistance du frère et prédécesseur de Cheikh Moubarak Cheikh Mohammed Al-Sabah (qui gouverne le Koweït de 1892 à 1896) contre le Qatar. Ce dernier accepte et place Moubarak à la tête d'un vaste contingent de Bédouins qui atteint al-Hasa en mars 1893. Certaines sources historiques suggèrent que le cheikh du Koweït effectue alors un calcul politique vis-à-vis des Ottomans, donnant l'impression de participer à la campagne militaire contre les Qataris sans s'engager dans la moindre bataille. Ainsi les forces qui quittent Koweït pour le Qatar par voie terrestre avancent à pas délibérément lent et n'atteignent le Qatar qu'après la fin des opérations militaires. Or la campagne est un échec et les forces ottomanes menées par Hafez Pacha, gouverneur de Bassora, sont battues à plate couture³⁵.

Les relations entre Moubarak et Jassem sont un mélange constant d'hostilité et de rivalité. C'est pour cela que Cheikh Jassem soutient

Youssef al-Ibrahim lorsque ce dernier tente de renverser Cheikh Moubarak. Après avoir tenté de monter les Ottomans et les Britanniques contre Moubarak, Youssef al-Ibrahim rencontre Cheikh Jassem au début de l'année 1897 pour lui demander son soutien, lui rappelant avoir aidé le Qatar lors de sa guerre contre Abu Dhabi en 1888. Ils s'accordent à mener une attaque conjointe sur le Koweït par la terre et par la mer, comptant bénéficier du soutien du cheikh de Hail Ibn Al-Rachid et convaincre les al-Ajman de ne pas s'allier avec Moubarak : Ibn Al-Rachid attaquant par le nord, et Jassem par le sud.

Il est prévu que l'attaque ait lieu en novembre 1897, mais les Ottomans s'y opposent et Mohammed Ibn Al-Rachid décède cette année-là. Moubarak réussit en effet à convaincre Saïd Pacha, le *mutasarrif* ottoman d'al-Hasa, que la situation est dangereuse. Saïd Pacha écrit alors au Gouverneur de Bassora, l'avertissant que les manigances de Cheikh Jassem risquent de menacer la sécurité de la région et constituent une agression pure et simple envers Moubarak, « l'obéissant sujet de la Sublime Porte ». Les Ottomans envoient une délégation à Ibn Thani pour relayer l'avertissement du gouverneur de Bassora.

Les archives ottomanes montrent l'évolution de la position officielle. Un compte-rendu de la réunion du comité militaire du ministère de la Défense en 1897 présidé par Riza Pacha traite ainsi des plans de Jassem al-Thani, *qaimaqam* du Qatar, pour envahir le Koweït. Le rapport relate que le lieutenant général Mohsen Pacha, chef d'État-major de la sixième armée à Bagdad, cherche à obtenir un accord entre le Koweït et le Qatar. Il a tenté cependant de retarder la signature de l'accord afin d'obtenir argent et cadeaux pour son usage personnel, l'homme ayant pour réputation de ne jamais terminer une tâche avant d'obtenir paiement pour cette dernière. Le rapport du comité recommande un certain nombre de mesures, comme la nomination du général Mohsen Pacha au poste de gouverneur de Bassora, le règlement des différents droits aux héritiers de Mohammed Pacha Al-Sabah, la nomination de Moubarak Al-Sabah au poste honorifique de *qaimaqam* du Koweït et la prise de mesures empêchant Jassem al-Thani d'attaquer le Koweït³⁶. Riza Pacha envoie ensuite un mémorandum détaillant ces recommandations au Sultan³⁷.

Une semaine plus tard, le comité spécial du ministre ottoman de la Défense se réunit à nouveau suite à la réception d'un télégramme de Jassem al-Thani envoyé de Bouchehr, qui exprime sa loyauté au Sultan et à l'Empire ottoman. Le comité décide d'indiquer son appréciation de la loyauté de Cheikh Jassem tout en réitérant l'ordre de ne pas attaquer

le Koweït au risque de le soumettre à des conséquences désastreuses. Le comité conclut en déclarant que « tout ce que [Jassem]... a dit à propos de Moubarak Al-Sabah a été pris en considération par la Sublime Porte et l'a fait changer d'avis sur la nomination de [Moubarak]... en tant que *qaimaqam* du Koweït³⁸ ».

Le contenu du télégramme de Cheikh Jassem est inconnu mais une analyse des archives illustre à quel point l'administration ottomane s'est délitée et peine désormais à s'organiser efficacement et à prendre des décisions. Dans un télégramme précédent, des accusations de corruption directes sont proférées contre le gouverneur de Bassora. Si le comité ministériel décide de ne pas nommer Moubarak *qaimaqam* du Koweït, il se ravise et lui accorde le titre quelques mois plus tard. L'affaire traîne dans les corridors des comités ottomans pendant trois mois avant d'atteindre finalement le comité ministériel du Grand vizir Rifat Pacha, qui suggère « d'assigner à *Rajab Efendi, le Naqib al-Achraf de Bassora, la tâche d'y faire venir Moubarak Al-Sabah*³⁹ ».

La même année, le chef du Divan impérial ottoman reçoit un télégramme du gouvernorat de Bassora signé par le gouverneur et par son chef de cabinet Mohsen Pacha déclarant que Cheikh Jassem al-Thani, *qaimaqam* du Qatar, insiste pour défendre l'héritage des deux frères de Moubarak : « rien n'entamera sa détermination jusqu'à ce que les héritiers reçoivent leur dû ou que la Sublime Porte lui demande de se retirer ». Le Gouverneur de Bassora et son commandant militaire conseillent de nommer Moubarak Al-Sabah *qaimaqam* du Koweït afin de garantir les droits de ses héritiers et de presser Jassem al-Thani « d'obéir aux ordres de l'empire et de lui faire savoir qu'il sera pleinement tenu responsable pour la moindre transgression⁴⁰ ».

Le comité ministériel spécial se réunit une nouvelle fois afin de discuter du contenu du télégramme, concluant qu'il est nécessaire « d'avertir Cheikh Jassem al-Thani de ne pas attaquer le Koweït ; et d'envoyer une force militaire au Koweït menée par le Général Mohsen Pacha en dissimulant le véritable but de la mission et en prétendant qu'il s'agit de mesures militaires prises pour empêcher Jassem al-Thani d'envahir le Koweït⁴¹ ».

Cheikh Jassem continue de considérer Moubarak comme son ennemi. Le 27 janvier 1898 il envoie un télégramme au Sultan lui annonçant sa soumission et son soutien. Il accuse le commandant de la Sixième armée d'avoir reçu des pots-de-vin de Moubarak Al-Sabah et donne un récit faussé des développements au Koweït. Cheikh Jassem presse les autorités ottomanes d'intervenir militairement au Koweït,

le considérant comme « un pays développé indépendant des lois et administrations de l'État ottoman, et que les intérêts dictent de saisir la première opportunité pour le restreindre et le soumettre⁴² ».

Moubarak ne reste pas inactif face à ces développements. Il cherche à instiller la peur auprès des fidèles de Jassem afin de les dissuader d'attaquer le Koweït et ses tribus afférentes. Ainsi en avril 1898 il attaque l'une des tribus sous la protection de Cheikh Jassem, les al-Huwayr, pillant une grande partie de leur troupeau. Jassem en déduit que Moubarak n'aurait jamais fait une telle chose sans soutien ottoman, et lance par conséquent un assaut sur la garnison ottomane au Qatar, faisant des victimes dans les deux camps.

En juillet de la même année, Moubarak lance une campagne militaire contre une tribu loyale à Cheikh Jassem, les Bani Hajar, prétextant que ces derniers ont pillé des biens koweïtiens. Le cheikh du Qatar se plaint aux Ottomans, une partie du butin amassé par Moubarak contenant des biens lui appartenant. Tout d'abord, les Ottomans refusent d'intervenir, soutenant que les actions de Moubarak ont servi les intérêts de la Sublime Porte au Qatar. Plus tard, les autorités ottomanes cherchent une nouvelle fois à réconcilier les deux cheikhs, sans succès⁴³, et l'hostilité entre les deux hommes grandit. En 1908, Moubarak soutient la rébellion des al-Buaynayn à al-Wikra au Qatar expulsés de leurs terres ancestrales par Cheikh Jassem et son fils Abdelrahman, cheikh d'al-Wikra. En novembre de la même année, les al-Buaynayn demandent au gouverneur de Bassora d'établir une garnison ottomane afin de protéger leur présence sur ces terres. Le quartier-maître britannique à Bassora intervient, selon des instructions reçues le 15 décembre 1908 du ministre des Affaires étrangères Sir Edward Grey : il informe le gouvernement ottoman que Londres ne reconnaît pas le droit de l'Empire ottoman à intervenir, et par conséquent aucune garnison militaire ottomane n'est établie pour protéger la tribu.

Ne pouvant plus vivre au Qatar, les al-Buaynayn demandent l'autorisation au cheikh de Bahreïn Issa al-Khalifa de s'établir sur son territoire, sans réponse. Ils se tournent alors vers Cheikh Moubarak qui accepte : en octobre 1909, 1 000 hommes et leur famille s'installent dans la région de Qasr al-Sabiyya, avant de se déplacer sur la côte d'al-Hasa où ils établissent la ville d'al-Jubayl en 1911⁴⁴.

Appel à l'indépendance arabe

Les relations arabo-ottomanes en général et koweïto-ottomanes reflètent les développements politiques que connaît l'Empire ottoman au début du xx^e siècle. Alors que le mouvement de réforme se développe au sein de l'Empire, la pression du Comité Union et Progrès augmente. En 1907, les Jeunes Turcs réalisent un coup d'État et promeuvent en 1908 une nouvelle constitution. En 1909, le sultan Abdul Hamid II est remplacé par son frère Mehmet V, provoquant les craintes et peurs de la population arabe.

Jusqu'à présent les Arabes ont considéré l'Empire ottoman comme le siège du califat islamique dont l'autorité morale prévaut sur tout le monde musulman. Cependant, lorsque le Comité Union et Progrès prend le pouvoir, les Arabes réalisent avec appréhension que l'Empire ottoman a changé de visage et mène une nouvelle stratégie de centralisation contrôler davantage ses provinces – y compris dans le Golfe. Loin de vouloir imposer une souveraineté symbolique, le Comité Union et Progrès désormais au pouvoir souhaite détruire tout pouvoir local non-turc risquant de limiter l'autorité de leurs gouverneurs dans les provinces. La relation avec les Arabes se dégrade davantage lorsque le mouvement pan-ottoman commence à pencher du côté du touranisme et à promouvoir sans équivoque la supériorité des Turcs, comptant imposer le turc comme unique langue officielle dans les provinces ottomanes.

Cette nouvelle politique conduit Moubarak et d'autres dirigeants arabes à affronter directement les Ottomans. Selon le Cheikh, le califat islamique appartient aux Arabes, plus légitimes que les autres peuples et nations. En dépit de cela, il appelle à l'unité des Turcs et des Arabes afin de préserver la solidarité au sein de l'empire et de maintenir à son propre avantage des relations amicales avec ce dernier, selon Antonin Goguyer qui relate ses discussions avec Moubarak sur le futur des Arabes et l'endigement de l'interférence ottomane et britannique au Koweït⁴⁵.

Lors d'une discussion avec Abdelmassih Antaki en 1907, Cheikh Moubarak critique la stratégie ottomane de promouvoir les rivalités entre les cheikhs et émirs du monde arabe. Selon Antaki, le Cheikh déclare que les Turcs « craignent peut-être que les Arabes ne s'unissent et revendiquent le califat », mais que ces craintes sont sans fondement, si ce n'est « leur ignorance de la véritable nature des Arabes ». Le Cheikh souligne également que les Al-Saoud, qui s'opposent aux Turcs de longue date et ont fini par s'emparer des villes saintes de Médine et de La Mecque, ne revendiquent pas le califat. Selon ses propres mots, « aucun d'entre eux n'y a jamais pensé. Nous sommes tous conscients

que chaque époque a son empire et ses hommes, et que l'empire et les hommes de cette époque sont les Turcs. Par conséquent, laisser le califat aux Turcs est à la gloire de l'islam et promeut la Parole de l'Islam ».

Le Cheikh développe cette théorie, ajoutant que l'union entre Arabes et Turcs « n'est pas simplement possible mais est un véritable devoir : celui du véritable et fidèle musulman de chercher l'harmonie entre les deux nations. La corruption doit être expurgée et les réformes mises en œuvre dans les intérêts du califat :

« Tout d'abord, des réformes sont nécessaires dans l'Empire ottoman pour effacer toute trace de ces traîtres qui acceptent des pots-de-vin ; qui vendent les droits des fidèles de Dieu ; et sacrifient les intérêts de l'empire pour leur propre profit... les véritables réformistes doivent prendre le dessus, sacrifiant leurs intérêts au nom du califat et de l'islam, lorsqu'ils nous tendent une main loyale et que nous la serrons, pour le meilleur et pour le pire. Puis ils verront chez les émirs des Arabes, un tel pouvoir imbattable, et des bastions qui ne peuvent être détruits qu'avec la permission de Dieu. Par Dieu, chaque émir, chaque cheikh, chaque chef dévouera sa personne, ses biens et son pouvoir pour défendre le califat ottoman et l'Islam. »

Quant à sa propre position, il ajoute : « me voici : si l'empire veut faire preuve de loyauté et de sympathie à mon égard, il n'aura plus besoin de la Sixième armée impériale à Bagdad... je vous assure que si certains sont moins positivement inclinés envers l'empire, c'est à cause des injustices commises par ses gouverneurs, que Dieu les réforme⁴⁶ ».

Lorsque le cheikh Rachid Reda se rend au Koweït en 1913, Moubarak dit être maltraité par l'Empire ottoman qui cherche à imposer sa souveraineté et à le chasser du pays. Cheikh Reda relate que Moubarak a demandé aux Turcs ce qu'il avait fait pour mériter un tel exil loin de son pays et de sa tribu. Il leur a rappelé sa loyauté au Naqib de Bassora ainsi que son soutien financier constant aux autorités ottomanes, rajoutant « l'interférence britannique au Koweït n'a pas eu lieu à ma demande, mais à la leur. Ils m'ont dit de choisir un drapeau pour mon pays et de déclarer sous leur protection l'indépendance du Koweït, ce que j'ai refusé, conservant le drapeau ottoman que vous pouvez voir hissé au-dessus de ma tête tous les jours⁴⁷ ».

Dans la même veine, Ibrahim Hilmi souligne sur les tensions entre les émirs arabes et les autorités ottomanes en 1914 dans le journal beyrouthin *Fatah al-Arab* :

« Il n'y a pas d'issue à la crise sauf en suivant une stratégie prudente dans les provinces arabes afin de disséminer la civilisation dans ces régions, d'unir les efforts des émirs et des dirigeants, de calmer leurs cœurs et de chercher l'apaisement. Lorsque les pays connaîtront une renaissance intellectuelle, et les peuples arabes découvriront leurs droits et devoirs, l'empire pourra alors créer une vaste entité arabe sous leur autorité, unifiant ces émirats. Si cette proposition est jugée bonne et adoptée par ceux à la tête de l'empire, le futur de l'Arabie sera prospère et remarquable⁴⁸. »

C'est dans cette atmosphère que des mouvements politiques et intellectuels appelant à la réforme dans le monde arabe se développent, demandant un gouvernement décentralisé et l'autonomie – voire l'indépendance – des provinces arabes. La première réaction des dirigeants du Golfe à l'orée du xx^e siècle est d'obtenir la confiance des nouveaux maîtres de Constantinople et de se réconcilier avec ces derniers. Pour ce faire, Cheikh Moubarak, son voisin Cheikh Khazaal ainsi que Sayyed Taleb Ibn Rajab al-Naqib (fils du Naqib de Bassora) adhèrent au Comité Union et Progrès (CUP), bien que Sayyed Taleb finisse par rejoindre les libéraux arabes. Cependant, confrontés aux agissements des différents gouverneurs de Bassora sous le nouveau régime, il apparaît impossible pour les deux cheikhs d'obtenir un compromis⁴⁹. Les relations de Moubarak avec l'organe du nouveau régime à Bassora sont très tendues, conduisant le journal *Tannin* – organe de presse du CUP – à publier de violentes diatribes à son égard rédigées par Ismail Haqqi, qui souligne que le Cheikh devrait être obligé de faire une déclaration publique de loyauté envers l'empire. Ne s'arrêtant pas là, les unionistes encouragent Saadoun Pacha, chef des al-Muntafiq, à attaquer les forces du Cheikh lors de la bataille d'al-Hadiyya d'où ils sortent victorieux.

La plupart des études relie le développement des mouvements pan-arabes à l'arrivée au pouvoir du CUP, lien que Moubarak n'a pas manqué de faire en son temps. Dès juillet 1898, le Cheikh envoie une lettre au résident du Royaume-Uni J. Calcott Gaskin, l'informant que la famille al-Saadoun d'al-Muntafiq ne souhaite plus se soumettre à

l'autorité des Turcs. Gaskin répond qu'il s'agit peut-être d'une tentative de Moubarak de créer ce qu'il appelle « une vaste alliance arabe » sous influence britannique. Il note que le Cheikh est un homme très ambitieux qui, ayant signé l'accord de protection avec le Royaume-Uni, « tente de créer une union entre les grandes tribus arabes sous son autorité, afin d'être suffisamment fort pour résister aux attaques turques. Si cela est le cas, il doit donner à ses hommes suffisamment de raisons de croire qu'il possède les capacités de chasser les Turcs pour les encourager à se joindre à lui ».

Moubarak contribue au mouvement arabe contre la turquification : en août 1911, il crée une section locale du parti Liberté et Entente avec Sayyed Taleb al-Naqib et Cheikh Khazaal afin de défendre la décentralisation et s'opposer à l'accélération par le CUP de la turquification sur les provinces arabes et au renforcement d'un contrôle ottoman. Moubarak soutient également l'Association réformatrice de Bassora créée par Sayyed Taleb al-Naqib en février 1912 afin de mettre en œuvre la décentralisation administrative dans les provinces ottomanes. L'historien Mahmoud Ali Dawoud résume ces développements de la manière suivante :

« Il n'est pas exagéré d'affirmer que le rôle politique remarquable joué par ces deux grandes personnalités que sont Khazaal et Moubarak est extrêmement crucial dans la naissance d'États et d'émirats modernes, suivis par les mouvements nationalistes arabes dans la péninsule arabique. »

Dans ce contexte, Moubarak assiste à de nombreuses conférences comme celle d'al-Fayliyya en mars 1909, qui se tient au palais de Cheikh Khazaal et réunit Saadoun Pacha – chef des al-Muntafiq, qui n'a pas encore succombé à l'influence des Ottomans – ainsi qu'un certain nombre de chefs des al-Amara et des al-Qurna en Irak, Abdelwahhab al-Qortas –, membre du conseil administratif de la province de Bassora et Sayyed Rajab al-Naqib. La conférence a pour but de formuler une ligne politique commune parmi les dirigeants arabes présents et de demander davantage de droits dans la province de Bassora. En réaction, les Ottomans nomment une personnalité fermement anti-arabe, Souleimane Bek Nadhif, gouverneur de Bassora en novembre de la même année.

Lorsque Moubarak apprend que Abbas Hilmi, khédivé d'Égypte, compte effectuer le hajj en 1909, il considère avec Abdelaziz ben Saoud,

Cheikh Khazaal et d'autres cheikhs et émirs arabes contacter ce dernier afin de discuter de l'éventualité de reprendre le califat aux Turcs et de le donner aux Arabes, et plus particulièrement au khédivé, en tant que chef du pays arabe le plus peuplé. Il est décidé qu'un tel geste ne serait pas approprié, Abbas Hilmi n'étant pas originaire de la tribu arabe des Quraysh mais descendant – en tant que membre de la dynastie de Mohammed Ali – d'une famille turco-caucasienne d'origine albanaise. Chérif Hussein ben Ali, l'émir de La Mecque est alors considéré pour devenir calife, Moubarak entretenant avec ce dernier des liens d'amitié et de respect⁵⁰.

Moubarak participe également à la conférence d'al-Mouhammara en 1913 qui a lieu alors que les Ottomans sont occupés à se battre dans les Balkans. Cette réunion, à laquelle Cheikh Khazaal et Sayyeb Talib al-Naqib participent, a pour but de discuter du futur de l'Irak et de réclamer son indépendance, au vu de la dégradation des relations turco-arabes. La presse ottomane attaque les deux rencontres, accusant les participants de chercher à diluer l'autorité de l'Empire ottoman. Constantinople, elle, n'en a cure et continue de mettre en œuvre sa stratégie, ratifiant une nouvelle loi de centralisation pour renforcer son pouvoir sur les provinces. Sayyeb Talib al-Naqib déclare son opposition à la nouvelle législation et demande au gouverneur de Bassora de licencier les employés anti-arabes du gouvernement ottoman. Il en fait part à ses deux alliés, Moubarak et Khazaal, leur demandant de lui fournir armes et provisions, ce à quoi Moubarak répond prestement par l'affirmative. La situation sécuritaire à Bassora continue de se détériorer, poussant Sayyeb Talib al-Naqib à organiser une conférence à Koweït sous l'égide du Cheikh qui réunit tous les dirigeants de la péninsule afin de discuter du futur des Arabes.

Au début de l'année 1914, les invitations sont envoyées au Chérif Hussein, à l'émir Abdelaziz Al-Saoud, à l'émir Saoud Al-Rachid, Ajami Pacha al-Saadoun, Cheikh Khazaal et Sayyeb Talib al-Naqib. Néanmoins, face au refus d'Abdelaziz Al-Saoud et d'un certain nombre de dignitaires de participer, la conférence est annulée⁵¹.

De tels développements néanmoins confirment que le Koweït n'est pas isolé des mouvements qui apparaissent à l'est du monde arabe, cherchant à défendre les Arabes, à obtenir davantage de décentralisation de la part des Ottomans et à affirmer le droit des Arabes à l'autodétermination. Moubarak devient alors l'un des symboles de ce mouvement.

CHAPITRE 6

BATAILLE INTERNATIONALE POUR LE KOWEÏT

« Dans sa stratégie, Moubarak utilise les conflits anglo-turc, anglo-russe et anglo-allemand avec compétence et expertise. »

Grigori Bondarevsky¹

Le règne de Moubarak au Koweït représente un tournant dans l'histoire du Golfe. D'un côté, cette période voit le développement d'une compétition entre les grandes puissances qui cherchent à étendre leur influence dans la région. La correspondance diplomatique des représentants de ces pays dans le Golfe reflète l'atmosphère frénétique de rivalité qui prévaut. De l'autre côté, le Premier ministre ottoman Midhat Pacha tente à la même époque de rénover les institutions de son pays, sans réussir à endiguer le déclin de l'Empire ottoman ni à contrecarrer les efforts des puissances européennes de se partager « l'homme malade de l'Europe ». En effet, un an avant la mort de Moubarak éclate la Première guerre mondiale, qui se termine par la désintégration de l'empire.

Ces changements internationaux ont un impact sur le Koweït : l'Empire ottoman n'a pas la capacité économique ou militaire d'imposer son autorité sur ses provinces, tandis que les puissances européennes ayant des intérêts dans le Golfe étendent leur influence – particulièrement au Koweït –, à commencer par le Royaume-Uni qui signe une série d'accords avec les cheikhs du littoral occidental. La marine britannique contrôle les eaux du Golfe, et Londres ne ménage pas ses efforts pour contreenir aux efforts diplomatiques de l'Allemagne, de la France ou de la Russie pour étendre leur propre influence dans la région.

Unie depuis 1871, l'Allemagne vise désormais à développer son pouvoir sur l'Empire ottoman, renforçant ses relations avec Constantinople

afin d'y obtenir des avantages financiers et commerciaux. La Russie quant à elle continue de tenter d'accéder aux eaux chaudes du Golfe, tandis que la France, qui a réussi à tenir le Royaume-Uni éloigné de la construction et de la gestion du canal de Suez après son ouverture en 1869, compte désormais augmenter sa part du gâteau ottoman. Dans cette atmosphère de rivalité continue, les positions changent et alternent. À la fin du XIX^e siècle, les intérêts de la Russie et de la France convergent temporairement, menant à la part du contrôle maritime de la Méditerranée par les Britanniques. En parallèle, une autre alliance de circonstances est forgée entre l'Allemagne et l'Empire ottoman.

Dans ce contexte, la position stratégique du Koweït se renforce, les différents projets européens de chemin de fer dans le Golfe y envisageant un terminus. Selon un article du 16 septembre 1904 écrit par le correspondant à Mascate du journal égyptien *al-Abram* :

« Koweït possède une importance cruciale, étant le point d'entrée de toute la région. De Koweït commence l'unique route vers l'Irak et la Mésopotamie qui évite les difficultés du Chatt-el-Arab et de ses affluents. »

De même, Raunkiær confie dans ses mémoires :

« Quiconque contrôle Koweït contrôle le Chatt-el-Arab². »

Moubarak se doit d'être conscient de tels développements, tout en ouvrant des canaux de communication avec les diverses puissances rivales, à commencer par Londres et Constantinople. Tout dépend de sa capacité constamment renouvelée à opter pour la puissance la plus susceptible de gagner et à exploiter les rivalités européennes autour de l'Empire ottoman afin de préserver l'indépendance de son propre pays et d'esquiver les interférences dans ses affaires internes. Le succès du Cheikh à cet égard est souligné par Philip Perceval Graves – auteur d'une biographie magistrale de Sir Percy Cox, le résident du Royaume-Uni dans le Golfe –, qui note que les capacités de Moubarak en tant qu'homme politique, diplomate et soldat lui permettent de répondre aux pressions exercées sur lui par les pouvoirs militaires rivaux en Arabie ou par les Ottomans en Irak³.

L'utilisation de la rivalité anglo-ottomane par Moubarak a d'ores et déjà été détaillée dans cet ouvrage : c'est la convergence des intérêts du

Cheikh et des Britanniques qui conduit à la signature le 13 janvier 1899 de l'accord entre les deux parties. Pour Londres, ce dernier a pour but d'assurer le contrôle maritime du Golfe et d'en exclure les autres marines européennes, sous prétexte de maintenir la paix dans la région ou de lutter contre la piraterie. Le Koweït parvient à ne pas conclure ces accords néanmoins jusqu'à la fin du XIX^e siècle : ce qui convainc Moubarak de se jeter dans les bras des Britanniques est le projet ottoman de faire construire une ligne de chemin de fer par des entreprises allemandes, ainsi que les ambitions apparentées du comte Vladimir Kapnist.

Le projet allemand – une extension vers le sud de la ligne Berlin-Bagdad – est le fruit d'un rapprochement germano-ottoman au cours du dernier quart du XIX^e siècle. L'Allemagne cherche à sécuriser ses intérêts économiques et commerciaux dans l'Empire et à ouvrir ce marché aux biens allemands. À cette fin, les Allemands – qui ont d'ores et déjà proposé un chemin de fer moderne reliant l'Allemagne à Constantinople – proposent au sultan Abdul Hamid de construire une ligne reliant la capitale ottomane au Golfe. Initialement l'idée est de faire de Koweït le terminus de l'extension, mais l'accord anglo-koweïtien pousse les Allemands à déplacer le terminus à Bassora, menant à un accord signé en novembre 1899 avec la Sublime Porte. Pendant ce temps-là, le 30 décembre 1898, le gouvernement ottoman accorde une autre concession à un entrepreneur russe, le comte Vladimir Kapnist afin de bâtir un projet similaire, bien que de nature plus spéculative. Le tracé de la ligne part de Tripoli, ville syrienne (aujourd'hui au Liban) de la côte méditerranéenne, passe par Homs et Bagdad avant d'arriver au Koweït. Si l'une de ces deux lignes avait effectivement établi un terminus au Koweït, les Ottomans auraient eu la capacité de transporter troupes et équipements militaires rapidement dans tout le Golfe.

Intérêts britanniques à étendre son influence dans le Golfe

L'intérêt de Londres pour le Koweït débute à la fin du XVIII^e siècle. Lorsque Bassora tombe brièvement aux mains des Perses, les navires britanniques venant d'Inde vers le Golfe se tournent à défaut vers Koweït, y déchargeant leurs marchandises qui sont ensuite transportées par voie terrestre vers les pays arabes jusqu'au retour de la domination ottomane en 1779. Une situation similaire se déroule en décembre 1821, lorsque les quartiers généraux du résident du Royaume-Uni sont temporairement transférés de Bassora à Koweït à cause des tensions entre les

autorités ottomanes et britanniques. Plus tard, au cours du XIX^e siècle, le Royaume-Uni considère le Golfe comme partie intégrante de sa stratégie coloniale en Égypte et au Soudan, ainsi qu'un moyen de conserver son influence sur le canal de Suez. Pendant ce temps-là, la voie terrestre du Koweït et de l'Irak à la Méditerranée demeure le meilleur moyen d'éviter la mer. À cause de cela, le Royaume-Uni décide de renforcer son influence, commençant par les côtes de la péninsule et les entrées septentrionales et méridionales du Golfe, et de prendre le Koweït sous sa protection. Cependant les Britanniques essaient autant que possible d'éviter toute confrontation avec les différents pouvoirs présents dans la péninsule arabe.

Si l'accord entre le Royaume-Uni et Moubarak permet du point de vue koweïtien d'assurer une protection contre l'Empire ottoman soutenu par les Allemands, du point de vue britannique il permet de consolider le pouvoir maritime de la Couronne dans le Golfe, à l'image des accords de protection signés avec les autres cheikhs de la région. C'est pour cette raison que l'accord de protection est signé le 22 janvier 1899 entre Moubarak et le lieutenant-colonel M. J. Meade, résident du Royaume-Uni dans le Golfe. Ce dernier stipule que le Cheikh ne peut recevoir d'agent ou de représentant d'un autre pays, et qu'il n'a pas le droit de donner, hypothéquer ou louer une partie de son territoire au gouvernement ou à un citoyen étranger sans l'accord de Londres.

Cet accord est le premier d'une série d'engagements offrant au Royaume-Uni un rôle prééminent au Koweït. Le 24 mai 1900 par exemple, un engagement à restreindre le trafic d'armes au Koweït est signé, comportant trois clauses séparées : (1) Le Cheikh s'engage de la manière suivante : *« J'accepte d'empêcher toute importation et exportation d'armes au Koweït, et pour que cette interdiction prenne effet j'ai délivré une déclaration publique à tous ceux qui sont concernés »*, (2) Les bateaux britanniques et iraniens ont le droit de fouiller les bateaux battant le pavillon du Cheikh et appartenant à des sujets koweïtiens, ainsi que de confisquer toute arme non enregistrée trouvée à bord. Cette mention est signée par le Cheikh et contient l'annotation suivante : *« Laissons ceux qui lisent cette lettre savoir que les bateaux impériaux britanniques et persans ont l'autorisation de fouiller dans les eaux entourant le Koweït les bateaux qui battent pavillon de ces deux pays ainsi que de notre propre pays. Et qu'ils peuvent saisir, au nom du Trésor, toutes les armes à feu et autres armes militaires à bord... que ces armes soient destinées à des villes indiennes ou des pays étrangers »*. (3) La troisième section fait référence à

une interdiction spécifique sur « *le commerce des armes avec l'Inde et la Perse* » et stipule que « *l'importation et l'exportation des fusils, munitions et de toutes autres armes à destination et en provenance du Koweït et de toutes les régions sous son autorité sont interdites* ». L'engagement déclare pour finir avoir pour but d'aider les gouvernements britanniques et persans à mettre fin au trafic d'armes⁴.

Comme évoqué précédemment, le déroulement des événements indique que Moubarak ne respecte pas toujours scrupuleusement ses engagements lorsque ces derniers entrent en conflit avec son objectif d'établir une force koweïtienne suffisamment importante pour protéger son pays et soutenir ses alliés dans la péninsule arabique, à commencer par Abdelaziz Al-Saoud. De plus, malgré les annonces répétées de la diplomatie britannique de mettre fin au trafic d'armes, les représentants de la Couronne n'effectuent pas en réalité un contrôle suffisant pour faire respecter ces interdictions, par crainte de froisser le Cheikh ou par manque de capacités d'action⁵.

En 1901, deux ans après la signature de l'accord de protection initial avec le Cheikh, les Britanniques signent à l'insu de ce dernier un accord secret avec les autorités ottomanes stipulant que London s'engage à préserver le statu quo en Arabie et dans le Golfe et à s'assurer que Moubarak n'attaque pas Ibn Al-Rachid, qui est loyal aux Ottomans. En retour, Constantinople s'engage à empêcher Ibn Al-Rachid d'attaquer le Koweït. Dès l'année suivante cependant, les Britanniques font face à un défi d'ampleur : la Sublime Porte souhaite réaffirmer son autorité au Koweït, à Bahreïn et en Irak, tandis que l'influence de Berlin grandit en Iran et que la Russie refuse de reconnaître tout statut particulier au Royaume-Uni dans le sud de l'Iran ou le Golfe. L'alliance franco-russe conclue cette même année augmente les craintes des autorités britanniques quant au futur de leur influence dans la région.

En juin 1903, l'ambassadeur britannique à Constantinople, Sir Nicholas O'Connor suggère la création d'une agence britannique à Koweït pour renforcer son contrôle. Bien que le gouvernement britannique des Indes – qui administre le Golfe – soutienne cette suggestion, le ministère des Affaires étrangères la rejette sous prétexte qu'un tel geste, pouvant être interprété comme un soutien britannique à l'indépendance du Koweït, serait contraire à l'engagement de respecter le statu quo. Un compromis est trouvé autour de la visite régulière d'officiels britanniques à Koweït afin de réaffirmer la relation spéciale entre les deux pays.

Le 28 novembre 1903, Lord Curzon, vice-roi des Indes, effectue une visite dans le Golfe afin de renforcer les liens entre le Royaume-Uni et les cheikhs de la région avec lesquels des traités ont été signés, et de favoriser les intérêts commerciaux et politiques britanniques dans la zone⁶. La visite sert également de démonstration de la puissance maritime du Royaume-Uni, Curzon arrivant au Koweït à la tête d'une impressionnante flottille : le HMS *Hardinge*, bateau à vapeur de la marine royale indienne (sur lequel il se trouve), le HMS *Argonaute*, croiseur de première classe, le HMS *Hyacinth*, croiseur de seconde classe, et les HMS *Fox* et HMS *Pomone*, croiseurs de troisième classe, accompagnés d'un certain nombre de vaisseaux plus petits. Le 28 novembre à 10 heures, la flottille jette l'ancre à Bandar al-Chouwaykh, à 5 km de la ville, accueillie par 21 coups de canon tirés de la résidence de Cheikh Moubarak. Avidement de connaître le but de la visite de Lord Curzon, Moubarak se rend à bord du HMS *Hardinge* afin d'accueillir son hôte accompagné du résident du Royaume-Uni à Bouchehr, Charles Kemball.

À 10 heures le lendemain matin, Lord Curzon débarque à Bandar al-Chouwaykh où une calèche du Cheikh l'attend, tirée par quatre chevaux indiens⁷. Moubarak en personne et ses fils l'accueillent à la tête d'un groupe de cavaliers. Le vice-roi monte dans la calèche, escorté par sa garde montée. Alors que le convoi s'ébranle, des coups de fusil sont tirés par les cavaliers pour honorer l'invité de marque. Selon le récit des événements effectué par Lorimer, la calèche de Lord Curzon est entourée d'un groupe de cavaliers qui tiennent une lance dans une main tout en tirant des coups de fusils en l'air de l'autre, caracolant et encerclant la calèche. En arrivant en ville, le convoi est constitué de plus de 200 cavaliers, 20 hommes sur des dromadaires et 4 000 hommes à pied. Lorimer décrit une scène « belle à en couper le souffle, avec les cavaliers sur leurs gracieux étalons arabes vêtus d'étoffes vives orange, rouge et or qui volettent dans le vent⁸ ». Un drapeau rouge porté en tête de cortège arbore la devise « En Dieu nous croyons ». Des drapeaux sont également hissés sur les murs blancs de la ville et contribuent à l'atmosphère de célébration, tandis que des chants de bienvenue retentissent entre les youyous des femmes et les clameurs de la foule⁹ : Moubarak veut impressionner Lord Curzon et démontrer la courtoisie arabe et koweïtienne.

Les portes de l'enceinte franchies, Lord Curzon traverse les rues de la ville bordées d'habitants alignés pour l'accueillir. En arrivant à la résidence du Cheikh donnant sur la mer, 31 coups de canon sont enfin tirés en son honneur, avant le début d'une réception organisée par Moubarak

comme Koweït n'en a jamais vu. Abdelaziz Al-Rachid, qui assiste aux célébrations, décrit la réception comme « de toute beauté et pleine de goût ». Moubarak met les petits plats dans les grands afin d'améliorer l'image du Koweït aux yeux des Britanniques¹⁰. La rencontre formelle entre les deux hommes se tient dans la salle de réception de la résidence royale, décorée pour l'occasion avec des portraits du roi et de la reine d'Angleterre ainsi que de la reine Victoria. Moubarak présente ses fils au vice-roi, du café arabe est servi et les deux hommes s'entretiennent un moment avant que Lord Curzon ne retourne sur son bateau.

L'après-midi, le Cheikh rend à son tour visite à Lord Curzon accompagné de son fils Jaber, et échange des cadeaux avec le vice-roi. Puis les discussions sérieuses commencent : le Cheikh assure à Lord Curzon avoir rompu tout lien avec les Ottomans et préférer la protection britannique, ayant par ailleurs rejeté les avances de la France et de la Russie. Le dossier de l'agent du Cheikh à Bassora, emprisonné par les Autorités ottomanes et accusé de haute trahison, est également évoqué. De son côté Lord Curzon demande au Cheikh de ne pas intervenir dans la péninsule arabe. Assistent à la rencontre le ministre britannique à Téhéran qui accompagne Lord Curzon, ainsi que le résident du Royaume-Uni dans le Golfe, Charles Kemball. Puis le vice-roi fait visiter le HMS *Hyacinth* au Cheikh, qui a le loisir de voir de près pour la première fois un vaisseau militaire de cette ampleur, exprimant un intérêt particulier pour les moteurs et les canons. Lorsque le Cheikh débarque à terre, cinq coups de canon sont tirés en son honneur¹¹.

Après la visite, le Royaume-Uni accepte d'envoyer un agent à Koweït, et Major Knox devient la première personne à occuper ce poste en juin 1904. À son arrivée, le 5 août de la même année, Moubarak le reçoit personnellement, l'invitant à demeurer au palais jusqu'à ce qu'il trouve un logement convenable. Major Knox loue rapidement un bâtiment servant de quartiers généraux à Freij Chamlan, un quartier sur la côte à l'est de la ville. Rebaptisée Dickson House – du nom de l'agent nommé en 1929 –, la maison existe encore aujourd'hui, située en face du ministère des Affaires étrangères koweïtien.

Le 7 septembre 1904, les devoirs de l'agent politique sont détaillés dans une lettre du gouvernement des Indes au résident du Royaume-Uni à Bouchehr :

« Son objectif principal est de tisser et de consolider des relations amicales avec Moubarak et les dignitaires à Koweït ; de garantir les

intérêts commerciaux au Koweït et dans les régions avoisinantes; d'observer les opérations turques à la frontière avec le Koweït et de rapporter toute velléité d'interférence ou de changement du statu quo venant des Turcs ou d'une quelconque puissance, ainsi que tout développement pouvant indiquer une intention de violer les frontières du Koweït. »

Cette lettre ajoute que Major Knox doit « obtenir des informations confidentielles et précises concernant le conflit entre les familles de Ibn Saoud et de Ibn Rachid pour le contrôle du Najd. Le gouvernement des Indes souhaite obtenir des informations sur le trafic d'armes au Koweït et la part de ce dernier importée au Koweït à destination d'Ibn Saoud¹² ».

La comparaison avec les archives ottomanes sur la nomination d'un agent britannique au Koweït est riche en renseignements. Le 20 octobre 1904, Fakhri Pacha, agent du gouverneur de Bassora, envoie un télégramme crypté à la Sublime Porte :

« Un officier britannique nommé Knox, en poste jusqu'à présent dans l'armée des Indes, a été envoyé par le Royaume-Uni à Koweït en tant qu'officier politique, accompagné de huit soldats de l'armée des Indes. Il vit désormais dans une maison qui lui a été spécifiquement attribuée; il passe son temps au café et se mélange avec la population, interférant dans les affaires politiques et administratives du Koweït¹³. »

Le lendemain, l'ambassadeur ottoman à Londres s'entretient avec le ministre des Affaires étrangères Lord Landsdowne et lui transmet ces informations. Ce dernier nie les allégations du diplomate, répondant « il s'agit d'un officier civil envoyé par le gouvernement des Indes à Koweït de manière temporaire ». Le ministre des Affaires étrangères prend note du nom de l'agent et promet d'en savoir plus¹⁴. Le 4 novembre, l'ambassadeur et le ministre des Affaires étrangères se rencontrent à nouveau, le diplomate ottoman exprimant la demande de son gouvernement de retirer immédiatement « l'officier politique britannique ». Lord Landsdowne répond que le gouvernement des Indes a envoyé cet officier à Koweït de manière temporaire afin de discuter de certains dossiers spécifiques avec le Cheikh. L'ambassadeur rétorque que la situation est en contravention avec le droit international, que l'officier soit présent au Koweït de manière temporaire ou permanente. Le ministre des Affaires

étrangères conclut en affirmant avoir d'autres sujets à traiter et ne pouvoir se concentrer uniquement sur ce qui se passe au Koweït¹⁵.

Bien que le gouvernement des Indes considère la nomination de l'agent politique comme permanente, le ministère des Affaires étrangères à Londres pense qu'il s'agit d'une situation temporaire. Dans les deux cas le gouvernement ottoman ne se satisfait pas de la situation, le cheikh du Koweït n'ayant pas le droit de recevoir de représentations diplomatiques. Conséquence des protestations de la Sublime Porte et de son propre état de santé, Major Knox quitte le Koweït le 19 janvier 1905. La gestion des affaires courantes est assurée par son assistant Daoud al-Rahman jusqu'au retour de Knox le 25 octobre 1905, qui restera en poste jusqu'en 1909. L'une des tâches de Knox est d'inspecter les régions tribales et de rédiger des rapports sur les conditions politiques et sociales qui prévalent. En 1904, il effectue une tournée des régions frontalières de l'Empire ottoman, visitant al-Jahra, Sifwan et Oum Qasr. En janvier 1906, il est le premier européen à pénétrer dans la région de Hafar¹⁶, et visite en mars les régions méridionales du Koweït.

D'autres accords sont signés entre le Cheikh et les Britanniques : le 28 février 1904 par exemple le Cheikh s'engage à refuser la création d'infrastructures postales par tout gouvernement étranger, déclarant :

« de mon côté, j'ai accepté de ne pas autoriser le moindre bureau de poste appartenant à une puissance étrangère. Cela m'engage ainsi que mes successeurs¹⁷. »

Le 15 octobre 1907, le Cheikh accepte de louer une parcelle de terre au sud de Bandar al-Chouwaykh au Royaume-Uni pour y faire accoster les navires de la Couronne, contre un loyer annuel de 60 000 roupies. Il s'agit de la même parcelle que l'Allemagne voulait acheter en 1900 à l'Empire ottoman, vente à laquelle Moubarak s'était alors opposé¹⁸. Il est fort probable que l'objectif du Royaume-Uni soit d'empêcher les Allemands et les Ottomans d'étendre la ligne de chemin de fer jusqu'à Koweït. Abdelaziz Al-Rachid suggère que la décision de Moubarak est motivée par sa crainte que les Ottomans occupent la zone, comme cela a été fait avec l'île de Bubyen¹⁹.

Le 23 août 1907, Knox rapporte au gouvernement des Indes sa discussion avec Moubarak sur la location de la parcelle en question, notant que ce dernier a avancé trois conditions : (1) le Royaume-Uni et non des officiels locaux doivent signer l'accord ; (2) les Britanniques ne peuvent

pas prélever des taxes ou droits de douanes à l'intérieur des frontières du Koweït – y compris au sein de la parcelle louée; (3) le Royaume-Uni doit réaffirmer son intention de ne pas interférer dans les affaires domestiques du Koweït et de s'assurer que le Cheikh demeure « fort, indépendant et ne réponde à personne ». L'agent britannique conseille à ses supérieurs d'accepter rapidement les conditions du Cheikh et de lui donner un mandat explicite pour signer l'accord au nom de la Couronne. Il ajoute que Moubarak et son fils Jaber accueillent positivement l'accord, non seulement à cause de ses répercussions financières mais également « en tant qu'indicateur de la stratégie suivie (par le Royaume-Uni) dans le futur » et comme garantie que toute ligne de chemin de fer venant de Bagdad serait sous contrôle britannique, avec un terminus à Bandar al-Chouwaykh²⁰.

Un autre engagement pris par le Cheikh sous pression britannique est de cesser le commerce des esclaves. Le 6 septembre 1910, Percy Cox écrit au Cheikh, lui exprimant son regret de devoir effectuer un rapport officiel à propos d'un accident trop grave pour être ignoré : trois citoyens koweïtiens, Salem Tabii Mohammed Ibn Abdallah al-Hijazi, Mohammed al-Hawaj et Ahmed ben Mohammed Buzina ont emmené sept de leurs domestiques – cinq hommes et deux femmes – de Koweït à Dubai pour les vendre au marché aux esclaves. Cox note que ceci est contraire à l'accord contre l'esclavage signé par Cheikh Moubarak. Le 10 septembre le Cheikh répond, affirmant que ses sujets comme lui-même respectent tous les accords signés visant « à interdire ce qui est contraire à la loi et à la conscience ». Il rajoute néanmoins que les scélérats mentionnés par Cox ne sont pas koweïtiens et échappent par conséquent à sa juridiction, déclarant que « nous ne pouvons punir ceux qui ne sont pas nos ressortissants et qui résident dans des pays lointains ». Le Cheikh explique avoir donné l'ordre aux officiels d'être vigilants en cas de nouvelle visite de ces trois individus et affirme vouloir les punir si ces derniers sont arrêtés²¹.

Moubarak accorde d'autres concessions aux Britanniques : le 29 juillet 1911 il se garde de répondre aux demandes effectuées par des pays tiers de pêcher perles ou éponges sans avoir à consulter le résident du Royaume-Uni ; le 26 juillet 1912, le Cheikh autorise la construction d'une station de télégraphe sans fil ; le 27 octobre 1913, à la demande de Percy Cox, le Cheikh s'engage à accorder les droits d'exploitation du pétrole sur son territoire uniquement aux entreprises recommandées par le Royaume-Uni. Ce dernier accord fait partie des « accords

d'interdiction » garantissant le droit exclusif aux Britanniques de sonder la terre et d'exploiter le pétrole²², ces derniers étant déjà conscients de l'importance de sécuriser un approvisionnement en or noir, comme en témoignent les discussions musclées à Westminster sur le sujet en juillet 1913.

Après avoir accordé les droits d'exploitation pétrolière aux Britanniques, Moubarak accepte la tenue d'une étude géologique afin de déterminer l'emplacement des nappes pétrolières et une délégation d'ingénieurs et de géologues est envoyée en 1914 au Koweït à cet effet. Le Cheikh fournit à la mission tout le soutien logistique nécessaire, mandant son fils Salem pour montrer aux Britanniques les puits de pétrole existants dans la région d'al-Burqan. Salem supervise personnellement les préparations permettant l'exploration et l'excavation des nappes. L'Anglo-Persian Oil Company, établie en 1909, obtient les concessions sur l'exploitation du pétrole koweïtien²³. Bien que cette dernière soit une entreprise publique soutenue par des investisseurs privés, le Royaume-Uni veille à conserver une majorité de blocage qui lui permet de nommer deux membres du conseil d'administration, l'entreprise demeurant sous contrôle du Trésor britannique et du Conseil de l'Amirauté, l'administration navale britannique²⁴.

Capitaine William Shakespear succède au major Knox : diplomate accompli, soldat expérimenté, fin connaisseur des problématiques éducatives et géographiques, c'est un géomètre expert capable de dessiner des relevés topographiques précis et justes. L'une de ses nombreuses missions exploratoires inclut la traversée de la péninsule arabique en 1914 de Koweït à Riyad, puis à travers Jawf, al-Aqaba et le Sinai, avant d'arriver à Suez en Égypte. Proche d'Ibn Saoud, il est tué lors de la bataille de Jirab contre les forces d'Ibn Al-Rachid en janvier 1915.

Durant ce temps, le gouvernement ottoman surveille avec inquiétude l'influence britannique grandissante au Koweït. Bien que les autorités ottomanes n'aient pas la capacité de limiter l'influence du Royaume-Uni, la Sublime Porte ne rate pas une occasion de faire savoir son point de vue, protestant régulièrement auprès des autorités britanniques. Ainsi Major Knox n'est jamais reconnu comme agent, Constantinople refusant de lui accorder les droits afférents à la valise diplomatique par exemple. Tout colis envoyé à Knox est ainsi inspecté comme tout autre colis au port d'al-Faw afin de vérifier qu'aucun bien sur lequel un droit de douane peut être prélevé n'y est inclus²⁵. Autre exemple, un mémorandum envoyé par le ministre des Affaires étrangères ottoman

au Royaume-Uni proteste contre « l'arrivée de cinq bateaux britanniques à Koweït et le lever du drapeau britannique en public sur le palais de Moubarak Al-Sabah », ajoutant que « si les efforts diplomatiques de la Sublime Porte n'ont pas les effets escomptés, un arbitrage international sur le sujet sera demandé²⁶ ». Les objections continues des Ottomans visant particulièrement la présence d'un représentant britannique permanent à Koweït mènent à la signature de l'accord anglo-ottoman en 1913. Ce dernier inclut la reconnaissance des accords anglo-koweïtiens par les autorités ottomanes ainsi que la reconnaissance par le Royaume-Uni du statut légal du Koweït en tant que dépendance de l'Empire ottoman. Cependant, l'accord n'est jamais ratifié à cause du déclenchement de la Première guerre mondiale²⁷.

Le conflit, qui oppose entre autres l'Empire ottoman au Royaume-Uni est riche en répercussions politiques sur le Koweït. Le 18 août 1914, le Résident du Royaume-Uni à Bouchehr informe officiellement Moubarak que le Royaume-Uni a déclaré la guerre à l'Allemagne. Le Cheikh répond le 21 août, renouvelant son soutien au Royaume-Uni et promettant de déployer ses troupes pour chasser les troupes ottomanes des territoires appartenant au Koweït, y compris les îles se situant à l'embouchure du Chatt-el-Arab que Moubarak continue de revendiquer. Le 3 novembre 1914 le résident du Royaume-Uni à Bouchehr demande à Moubarak de coopérer avec les autres cheikhs – à commencer par Ibn Saoud et Cheikh Khazaal – afin de libérer Bassora des Ottomans. Le plan consiste à attaquer Oum Qasr, Sifwan et Bubyane et à protéger les résidents britanniques à Bassora et leurs biens en empêchant les troupes ottomanes d'atteindre la ville²⁸.

Les Britanniques remercient le cheikh du Koweït pour son assistance, promettent de ne pas rendre Bassora au gouvernement ottoman et de garantir que les palmeraies de Moubarak située entre al-Faw et al-Qurna demeurent en sa possession et celle de ses fils et soient exemptées d'impôts. Le Royaume-Uni s'engage également à protéger le cheikh du Koweït des conséquences de toute attaque effectuée contre les Ottomans, ainsi qu'à reconnaître le « Royaume du Koweït » en tant qu'entité indépendante sous protection britannique²⁹. Le Koweït fait partie d'une région placée sous le contrôle de la Force D de l'armée des Indes dans le Golfe : les troupes indiennes et britanniques occupent Bassora le 21 novembre 1914 après dix jours de campagne. Il en résulte le contrôle maritime total par les Britanniques de l'embouchure du Chatt-el-Arab et de l'amont du Golfe, ainsi que des côtes koweïtiennes.

Ces mesures ne sont pas sans difficultés pour Cheikh Moubarak, conscient de s'exposer à une opposition d'une partie de sa population en s'alliant avec les Britanniques. Comme expliqué dans le chapitre précédent, Cheikh Khazaal a déjà fait face à la révolte de certaines de ses tribus en aidant les Britanniques à occuper Bassora, et Moubarak a rencontré une certaine résistance de la part de ses sujets en leur demandant de soutenir Cheikh Khazaal, Cheikh al-Chantiqi et Cheikh Hafez Wahbah avançant qu'une telle aide serait contraire à la religion. Moubarak avait alors réagi avec intelligence et diplomatie, ne demandant pas aux Koweïtiens d'aller se battre mais de fournir les bateaux nécessaires pour transporter les biens de Cheikh Khazaal, ce que ces derniers avaient fait³⁰.

Moubarak profite de la guerre pour réaffirmer les frontières du Koweït. Ses forces assiègent les garnisons ottomanes à Sifwan et Oum Qasr, ainsi que les troupes postées au sud de l'île de Bubyān. Bien que les forces du Cheikh ne soient en mesure de pénétrer dans Bassora, leur présence permet aux Britanniques d'occuper al-Faw le 6 novembre 1914 et d'occuper Bassora le 22 novembre. Percy Cox, le résident du Royaume-Uni qui accompagne le corps expéditionnaire, informe le Cheikh de la victoire afin qu'il puisse la communiquer à la population koweïtienne. Le Cheikh répond par télégramme « nous sommes tellement soulagées et encouragés d'apprendre de telles nouvelles que nous avons transmis à nos sujets vivant près ou loin d'ici ainsi qu'à tous les chefs de nos loyales tribus. Tous sont extrêmement contents et ravis³¹ ». Le Cheikh envoie un nouveau télégramme le 25 novembre réaffirmant sa joie et faisant don de 50 000 roupies pour une organisation caritative en faveur des soldats britanniques blessés³². Cox demande à Moubarak de spécifier quelles sont les palmeraies que lui et sa famille possèdent dans la région de Bassora afin de les exempter d'impôts. Moubarak profite de l'occasion pour résoudre les problèmes soulevés par les précédents gouverneurs ottomans à Bassora, notamment leur refus d'enregistrer certaines de ses propriétés au cadastre du gouvernorat : il communique à Cox la déclaration effectuée par le département des *Awqaf* à Bassora le 13 avril 1915 concernant les titres de propriétés, et lui demande d'intervenir afin de finaliser l'enregistrement.

Une fois les Britanniques établis à Bassora, Lord Hardinge, viceroy des Indes, se rend dans le Golfe afin d'évaluer personnellement la situation et de sonder les sentiments des différents cheikhs et émirs. En janvier 1915 il effectue une visite à Bahreïn et en profite pour

demander aux autres dirigeants du Golfe de venir à Koweït le rencontrer. Cependant, l'instabilité de la situation qui prévaut dans le Golfe ne permet qu'à Cheikh Hamad ben Issa, émir de Bahreïn, de se déplacer. Lorsque le convoi naval de Lord Hardinge arrive dans le port de Koweït, Cheikh Jaber monte à bord pour le saluer. Le lendemain, Moubarak le rencontre et l'invite à visiter Koweït. Lord Hardinge se rend au Palais d'Été, où Moubarak l'informe que l'hostilité entre les cheikhs et les autorités ottomanes se base sur des considérations pratiques « nous sommes devenus ennemis des Turcs, qui sont musulmans comme nous, uniquement parce que nous craignons pour notre indépendance », avant de déclarer « qui se tourne vers Amr en cas de problème saute d'une poêle pour atterrir dans le feu », signifiant que les cheikhs ne souhaitent pas remplacer un occupant par un autre. Lord Hardinge, saisissant l'allusion du Cheikh, répond :

« Non, Votre Altesse, le Royaume-Uni ne vous convoite pas, vous ou votre pays. Nous sommes uniquement venus vous défendre des étrangers qui violent le droit à vos dépens. Si un représentant britannique venait à se comporter d'une manière qui ne vous convient pas, vous n'avez qu'à en avertir le gouvernement, qui vous obtiendra réparation³³. »

Hostilité française aux Britanniques dans le Golfe

La France ne considère pas le Golfe comme une priorité ou comme l'objet de toute ambition coloniale, concentrant ses efforts sur les provinces ottomanes d'Afrique du Nord. Malgré cela, les émissaires diplomatiques français sont actifs dans le Golfe pour limiter l'influence britannique, reflétant la rivalité entre les deux puissances qui perdure jusqu'à la signature de l'Entente Cordiale en 1904 qui marque le retrait français partiel de la région. La France a commencé à s'intéresser au Golfe à la fin du XIX^e siècle, établissant des consulats dans un certain nombre d'émirats du Golfe, et sa marine est présente sur les côtes occidentales et orientales du Golfe. En 1898 une dispute violente éclate entre les deux pays suite à la tentative de Paris d'établir une base dans le sultanat de Mascate. La même année, les Français essaient de négocier un accord de coopération avec Cheikh Moubarak³⁴.

L'une des personnalités jouant un rôle important dans ce rapprochement est Antonin Goguyer. Les archives françaises et britanniques

révèlent que le trafiquant d'armes est étroitement lié aux autorités françaises dans la région, leur envoyant des rapports réguliers sur les activités diplomatiques britanniques et leurs conséquences sur les intérêts français. Il publie une série d'articles en avril 1905, indiquant que Moubarak se méfie perpétuellement des tentatives britanniques et ottomanes d'interférer dans les affaires koweïtiennes, et tente de les contenir. Le Royaume-Uni riposte en tentant d'éloigner le Cheikh de Goguyer, accusant ce dernier d'être derrière un article anti-britannique publié par *al-Ahram* le 16 septembre 1904 et signé du correspondant à Mascate. L'agent britannique à Mascate, Major Grey, affirme en effet que l'article contient des informations sur le Koweït qui ne peuvent qu'avoir été obtenues d'une source située au Koweït. Major Knox montre l'article au Cheikh et accuse Goguyer en espérant créer une défiance entre les deux hommes, sans succès.

En novembre 1904 Goguyer écrit au Cheikh, suggérant que la France et la Russie règlent au nom du Cheikh ses différends avec l'Empire ottoman : ce dernier répond par la négative, rappelant à Goguyer l'hostilité des Ottomans à son égard et leur désir d'intervenir dans les affaires du Koweït. Goguyer cependant est rapidement mis en difficulté : le 28 février 1905, Major Knox évoque à nouveau avec Moubarak les importations d'armes au Koweït réalisées par le Français. Moubarak nie être au courant de l'affaire mais en profite pour informer le représentant britannique avoir donné l'ordre d'expulser Goguyer du Koweït sous prétexte que ce dernier a publié des articles négatifs à son sujet³⁵.

L'Allemagne cherche à s'implanter dans la région

De toutes les puissances européennes, l'Allemagne en particulier cherche à s'étendre à l'est, rencontrant pour cela un obstacle de taille : le contrôle britannique de toutes les routes vers les Indes, à l'exception de celle passant par la Turquie et les terres arabes jusqu'au Golfe, ce qui amène Berlin à nourrir des relations étroites avec l'Empire ottoman : l'empereur allemand se déclare « ami fidèle » du Calife et envoie des experts à Constantinople soutenir la réorganisation et la réforme de l'administration ottomane. Jusqu'à la Première guerre mondiale, le Golfe est le théâtre d'une rivalité économique croissante entre Londres et Berlin. En pratique, les efforts de l'Allemagne se focalisent sur deux axes : le projet de la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad – qui alimente pendant de nombreuses années le conflit entre Allemagne et

Royaume-Uni³⁶ –, et la tentative des entreprises allemandes de jouer un rôle plus important dans le commerce maritime entre l'Europe et le Golfe et au sein de ce dernier. Londres soupçonne Berlin d'utiliser ses lignes commerciales pour étendre son influence, Lord Curzon notant que les projets économiques de l'Allemagne servent de base à ses revendications politiques³⁷.

En 1899, année de la signature de l'accord de protection entre le Royaume-Uni et le Koweït, la Société du chemin de fer anatolien est établie avec le soutien de plusieurs banques allemandes afin de piloter le projet de ligne Berlin-Bagdad. Le 27 novembre, le sultan Abdul Hamid accorde à la société la concession permettant de construire l'extension de la ligne reliant Bagdad à Bassora. L'empereur allemand envoie un télégramme de remerciements au Sultan, et la Russie salue le *firman* comme « une grande victoire pour la politique étrangère allemande³⁸ ».

En janvier 1900, une délégation de géomètres allemands arrive à Bagdad afin de sonder le relief, de décider de l'itinéraire de la ligne et de l'emplacement du terminus. La délégation est accompagnée du diplomate allemand et conseiller de l'Empereur comte Paul Wolff Metternich zur Gracht, qui possède le rang d'ambassadeur, ainsi que par des membres de l'ambassade allemande à Constantinople, dont l'attaché militaire. Alors que la délégation est à Bassora, le consul britannique A. C. Wratislaw rencontre Metternich et lui demande si Moubarak a donné son accord pour prolonger la ligne de chemin de fer jusqu'au Koweït. Ce à quoi Metternich répond :

« La Société du chemin de fer anatolien n'a pas besoin de l'accord du Cheikh pour étendre la ligne Berlin-Bagdad jusqu'au Koweït, les diplomates allemands ayant obtenu l'autorisation directement du Sultan... la délégation n'a pas encore décidé s'il était nécessaire de rencontrer Moubarak durant sa visite au Koweït, tout étant décidé à Constantinople³⁹. »

La réalité cependant est différente, comme le sait la délégation allemande. Le 17 janvier 1900, Metternich prend soin d'écrire à Moubarak afin de l'informer de la nature des travaux de la délégation et de lui exprimer sa volonté de le rencontrer au Koweït.

Les documents britanniques révèlent à quel point Londres s'intéresse à cette mission⁴⁰. Le 9 janvier le résident du Royaume-Uni dans le Golfe, Colonel Meade, envoie un télégramme au gouvernement des Indes

avertissant de l'arrivée imminente de la mission allemande au Koweït. Ce dernier répond ne soulever aucune objection juridique à cette visite mais ajoute qu'il est nécessaire de contacter le Cheikh et de lui rappeler de ne signer aucun accord avec les Allemands. Le lendemain, Meade envoie un nouveau télégramme en Inde, informant les autorités britanniques de son intention de déléguer son assistant J. C. Gaskin pour se rendre au Koweït à bord du HMS *Melpomene* et délivrer un message au Cheikh. En compagnie du capitaine Denison du HMS *Melpomene* Gaskin rencontre le Cheikh le 13 janvier et le dissuade d'accepter de faire de Koweït le terminus de la ligne Berlin-Bagdad, soulignant son obligation d'informer les autorités britanniques de toute proposition allemande. Moubarak répond par ces mots « je prendrai vos recommandations en considération ». Néanmoins, le 15 janvier, le résident du Royaume-Uni informe par télégraphe le gouvernement des Indes du retour du HMS *Melpomene* à Bouchehr et confirme que le cheikh du Koweït s'est engagé à respecter l'accord de protection⁴¹.

Gaskin se rend plusieurs fois au Koweït dans les jours qui suivent, à commencer par le 20 janvier lorsque la délégation allemande quitte le pays. Face aux questions de Gaskin sur le contenu des échanges entre la mission et le Cheikh, ce dernier rédige un mémorandum à destination du résident du Royaume-Uni qui liste les demandes allemandes relatives à la ligne de chemin de fer et les contreparties offertes par Metternich en cas d'accord germano-koweïtien. Il précise également avoir donné son accord pour l'achat par les Allemands d'une parcelle au nord de Koweït baptisée Kazima. Dans sa note au résident le Cheikh écrit :

« Je n'ai pas répondu à ses requêtes. Cependant je lui ai précisé que leur projet n'apporterait aucun bénéfice à mon peuple et à mes tribus, et que je serai incapable d'accepter quelque chose que ces derniers refuseraient. Il a répondu être conscient de mon autorité sur tous mes sujets, sur terre comme sur mer, et que, puisque Kazima fait partie de mon territoire, il s'engage à satisfaire mes souhaits et ceux de ma tribu⁴². »

Le 28 janvier Gaskin revient au Koweït afin d'obtenir davantage d'informations à propos de la mission allemande. Durant cette visite il s'entretient avec Ali ben Gholoum Reda, agent secret britannique au Koweït qui lui fait une mise au point avant de rencontrer Moubarak à nouveau. Dans son rapport daté du 5 février, Gaskin note les

informations supplémentaires fournies par Moubarak : la délégation allemande a envoyé au Cheikh une lettre l'informant de sa date d'arrivée et demandant à le rencontrer, puis une autre lettre confirmant sa venue à Koweït, le 19 janvier à 13 h 30. Le Cheikh a invité à séjourner chez lui les membres de la délégation : le chef politique de la mission, Comte Metternich, Dr Von Kapp (géomètre des chemins de fer allemands et chef technique de la mission de facto), l'attaché militaire Major Morgen, Abdelkarim ben Hussein al-Musharri de Bassora ainsi que d'autres experts allemands. Aucun représentant ottoman n'était présent et la délégation ne possédait pas de lettre d'introduction de la Sublime Porte ou des gouverneurs de Bagdad ou de Bassora, mais une lettre du commandant militaire ottoman à Bagdad indiquant que

« le consul général de l'Empire allemand est venu effectuer un relevé pour la construction d'une ligne de chemin de fer. Cette visite au Koweït fait partie de cette mission. Traitez-le avec respect, et il n'aura que des louanges à faire à votre sujet⁴³. »

Le rapport déclare que la délégation rencontre Moubarak dès son arrivée, et que le Cheikh les reçoit à nouveau le soir même en présence de nombreux notables koweïtiens. Il note également que le comte Metternich informe le Cheikh que le projet a pour but de construire une ligne de chemin de fer jusqu'au Koweït qui lui apporterait prospérité économique, développement du commerce et bénéfices pour la population. Le lendemain matin les membres de la mission rencontrent Moubarak seuls et l'informent avoir obtenu une concession pour construire la ligne du Sultan en personne, qui leur a également garanti de pouvoir agir comme bon leur semble. Ils expliquent avoir choisi Kazima comme emplacement pour le terminus, et demandé au Cheikh de vendre à la société de chemin de fer la parcelle concernée et de lui louer d'autres parcelles adjacentes.

La délégation a à cœur d'obtenir la confiance du Cheikh, l'informant avoir été chargée de lui transmettre les salutations de l'ambassadeur allemand et de discuter avec lui de l'achat de la parcelle. Les membres ajoutent compter sur son soutien, espérant que le Cheikh négociera avec les autres cheikhs sur les terres desquels ou à côté desquels la ligne va être construite. Pour convaincre le Cheikh de coopérer les membres assurent qu'une somme élevée lui sera remise pour toute terre achetée ou louée, promettant de faire du Koweït un centre commercial de premier

plan. « Koweït », selon eux, pourrait devenir « un nouveau Bombay » et contribuer à l'augmentation des revenus personnels de Moubarak. Ils soulignent enfin que la valeur du foncier au Koweït pourrait s'apprécier et que de nombreux emplois seraient créés. Le commerce maritime gagnerait en prospérité, avec de plus grands navires accostant au port de Koweït pour décharger leur cargaison à destination du train.

Bien que l'accord de protection anglo-koweïtien demeure secret, les cercles diplomatiques des différents pays engagés dans la région remarquent qu'une relation particulière s'est développée entre Moubarak et les Britanniques. Ainsi, les Allemands ne manquent pas de garantir au Cheikh et à ses descendants tout soutien par terre et mer – notamment grâce à la présence d'un canonier – si ce dernier accepte leur offre. Moubarak vise cependant à ne pas contrarier les Ottomans et les Britanniques et fait montre d'une réticence vis-à-vis des propositions allemandes. Il répond que la délégation est en possession d'une lettre d'introduction du Sultan, qui, comme il le rappelle, est le calife de tous les musulmans et le chef du monde islamique, expliquant que sa loyauté au calife est distincte de toute considération politique : ne se considérant pas comme sujet ottoman il ne reconnaît pas la souveraineté du Sultan sur le Koweït.

De plus, le Cheikh souligne qu'en tant qu'Arabe, il est réticent à autoriser l'implantation d'étrangers sur ses terres, affirmant que les autres cheikhs refusent également de céder des terres pour construire une ligne de chemin de fer étrangère et ne peuvent garantir la sécurité de la ligne ou de ses passagers. Les habitants de la région sont libres et indépendants, et personne ne peut exercer son autorité sur eux, y compris le Cheikh dont l'autorité se limite au Koweït. L'échange se termine sur la promesse de la délégation de retourner à Constantinople pour discuter de sa position et de revenir à Koweït avec une offre finale pour le Cheikh. Moubarak raconte également à Gaskin que les membres de la mission lui ont offert des cadeaux mais qu'il les a refusés, prétextant ne pas pouvoir accepter de cadeaux de ses invités⁴⁴.

Les archives allemandes donnent un tout autre éclairage sur ces événements. Selon une lettre envoyée par Metternich à Karl Ricard, le consul allemand à Bagdad, pour transmission par télégraphe à Berlin, la délégation allemande a été « véritablement bien accueillie » à Koweït. La conversation entre le comte et le Cheikh lui a donné l'impression que ce dernier ne s'oppose pas au principe de construire une ligne de chemin de fer, mais que l'occasion d'évoquer la location de terres koweïtiennes

ne s'est pas présentée. Metternich relate que le Cheikh reproche aux Ottomans leur manque d'appréciation et leur ingratitude à son égard malgré son soutien, mais qu'il a ménagé ses mots envers le Sultan, parlant de ce dernier « avec énormément de respect et d'hommage, faisant référence à lui comme à son maître spirituel⁴⁵ ». Il note également que le Cheikh a veillé à ne faire montre d'aucune inclinaison envers le Royaume-Uni.

Les archives russes quant à elles révèlent que le consul russe à Bagdad, Kruglov, se rend au Koweït en mars 1900, après la délégation allemande. Durant son séjour, Moubarak l'informe que des ingénieurs allemands ont sélectionné Kazima pour accueillir le terminus de la ligne Berlin-Bagdad, mais qu'il a rejeté diplomatiquement leur offre en leur disant :

« Nous sommes de simples Bédouins, nous ne cultivons pas de vergers et ne possédons aucun revenu ; pourquoi dans ce cas aurions-nous besoin d'une ligne de chemin de fer au milieu du désert ? »

Kruglov conclut, selon des conversations avec d'autres observateurs, que Moubarak n'a pas accueilli la délégation allemande à bras ouverts et n'est pas d'accord avec leur projet⁴⁶.

L'inquiétude des Allemands concernant les activités britanniques au Koweït demeure, tout comme les craintes des Britanniques qui voient dans la ligne de chemin de fer une intrusion de Berlin. Le 3 septembre 1901, Comte Metternich, désormais ambassadeur allemand à Londres, écrit au ministre des Affaires étrangères britannique que tout empêchement du Royaume-Uni, par les menaces ou par la force, de laisser le sultan ottoman débarquer des troupes au Koweït équivaut à ne pas reconnaître l'autorité de ce dernier. L'ambassadeur souligne que le gouvernement britannique, dans un mémorandum envoyé par le roi à l'empereur allemand lors du Congrès de Berlin en 1878, a d'ores et déjà reconnu l'autorité du sultan ottoman et a confirmé que le Royaume-Uni ne souhaite pas interférer dans les affaires du Golfe⁴⁷. L'Allemagne épouse la stratégie ottomane au Koweït, voyant ce dernier comme une province de la Sublime Porte dont le dirigeant obéit aux ordres et instructions du Sultan. Berlin refuse donc de reconnaître la validité de tout accord signé entre Moubarak et le Royaume-Uni sur la base que le Cheikh n'a pas le droit de signer de tels accords. L'Allemagne considère également l'établissement d'une garnison britannique au Koweït comme un acte hostile contrevenant aux termes du Congrès de Berlin.

Le 9 septembre, le ministre des Affaires étrangères britannique envoie une lettre à son homologue allemand soulignant les engagements de la Couronne envers le Koweït et le maintien du statu quo :

« Le Gouvernement de Sa Majesté... n'a pas souhaité interférer avec l'autorité du Sultan telle que définie aujourd'hui. Il ne fait aucun doute que cette autorité est très limitée, mais le Cheikh appartient à une classe de chefs tribaux et de cheikhs qui jouissent d'une indépendance très forte dans les faits. Le Gouvernement de Sa Majesté a par conséquent conclu qu'une relation directe avec lui est nécessaire afin de préserver le calme et de protéger le commerce britannique... Malgré l'attachement de Londres à la préservation du statu quo, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut accepter les tentatives turques d'imposer des conditions sur le Cheikh lorsque ce dernier est aussi indépendant vis-à-vis d'eux. Le sujet a par conséquent été évoqué de manière directe et amicale avec le Sultan, qui considère l'affaire réglée, et le comte Metternich a été informé des garanties échangées⁴⁸. »

Dans les échanges suivants, le ministre des Affaires étrangères allemand révèle l'importance du Koweït en tant que terminus de la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad et confie avoir donné l'instruction à la compagnie ferroviaire de trouver un terrain d'entente avec le Royaume-Uni concernant l'achat de la parcelle requise pour le terminus et le déchargement de l'équipement nécessaire à la construction. La réponse britannique indique que le Royaume-Uni n'oppose aucune objection à ce que le Koweït devienne le terminus de la ligne, à condition néanmoins que cela soit précédé de discussions entre les deux gouvernements, au regard de la relation particulière existant entre Londres et Koweït. Peu de temps après, Comte Metternich accorde cette garantie au ministre des Affaires étrangères britannique Lord Landsdowne, ajoutant que la ligne de chemin de fer peut être construite dans les cinq prochaines années mais également reportée à 50 ans plus tard, voire indéfiniment, le plus important pour l'Allemagne étant que la situation soit stable dans la région lorsque les travaux commencent⁴⁹.

Pendant ce temps-là, le 11 septembre 1901, Lord Landsdowne envoie une lettre à l'ambassadeur ottoman à Londres rappelant que le Royaume-Uni s'engage à respecter le *statu quo* et écrivant :

« J'ai le plaisir de vous confirmer la garantie donnée à Votre Excellence par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople à condition que le gouvernement turc n'envoie pas de troupes au Koweït et y respecte le *statu quo*. En retour, le gouvernement de Sa Majesté n'occupera pas le lieu ni n'y établira de garnison. »

Il est important de noter que ce renouvellement du respect des garanties intervient plus de deux ans après la signature de l'accord de protection de 1899.

Plus de dix ans plus tard, la ligne Berlin-Bagdad devient le sujet de l'une des clauses de l'accord anglo-ottoman signé le 29 juillet 1913. Dans la clause numéro huit de l'accord, le Royaume-Uni accepte l'extension de la ligne au Koweït ou tout autre emplacement faisant l'objet d'un consensus. Le Royaume-Uni accepte également l'établissement d'une administration des douanes, ainsi que de toute administration nécessaire à la construction de la ligne. Il semble que le Royaume-Uni ait accepté entre-temps l'importance économique d'une ligne de chemin de fer et a à cœur d'obtenir un rôle important dans sa construction. Tout en signant un accord avec les Ottomans, Londres entame des négociations avec l'Allemagne qui débouchent sur l'accord britannique quant à l'extension de la ligne au sud de Bassora, dont les détails ont vocation à être réglés par un accord entre les deux gouvernements en temps voulu, le Royaume-Uni contribuant à 40 % des coûts et deux représentants britanniques siégeant au conseil d'administration de la compagnie.

Le transport maritime préoccupe le Royaume-Uni en ce début de *xx^e* siècle. En 1899, des bateaux allemands ont fait leur apparition dans le Golfe, en plus des efforts de Berlin de construire une ligne de chemin de fer. L'un des premiers navires est un croiseur léger, *l'Arkona*, dont l'arrivée en janvier 1900 coïncide avec la visite de la délégation allemande. George Mackenzie, l'un des propriétaires de la British-India Steam Navigation Company, rédige un rapport à destination du gouvernement des Indes dans lequel il note que la Deutsche Ost-Afrika-Linie compte mettre en place des liaisons avec les ports du Golfe. Mackenzie demande que les itinéraires assurés par sa compagnie incluent le Koweït afin d'étendre la présence britannique avant que les Allemands ne s'y implantent. Il leur demande aussi d'obtenir avant tout l'accord du Cheikh⁵⁰, qui accepte avant de se raviser, craignant que des mesures de quarantaine internationale ne soient imposées au Koweït. Moubarak propose à Mackenzie d'utiliser le port de Koweït sans imposer de

quarantaine, ce qui ne permet cependant pas aux bateaux en provenance de Koweït de pénétrer dans le port de Bassora⁵¹.

La compagnie de transport maritime allemande Wonckhaus étend son activité dans le Golfe – avec pour port d’attache principal Bahreïn – en plus d’investir dans la construction de la ligne Berlin-Bagdad. Ses bateaux à vapeur rivalisent avec ceux de Messrs. Lynch & Co., la compagnie britannique qui s’octroie jusque-là la part du lion dans le transport maritime entre le Golfe et l’Europe. Les rapports diplomatiques britanniques contiennent de nombreuses références aux défis commerciaux posés par Wonckhaus⁵². En septembre 1905 Herr Bahnson, le représentant de la compagnie allemande, se rend à Koweït afin de discuter « la situation commerciale ». Selon Lorimer cependant, « *le Cheikh ne l’autorise pas à rester longtemps*⁵³ ». Robert Wonckhaus en personne se rend à son tour au Koweït en 1907 pour rencontrer Moubarak et lui proposer d’utiliser sa compagnie pour transporter les biens de son choix, mais ce dernier répond que ses sujets sont habitués à utiliser la compagnie de transport britannique.

Les visées russes sur les ports en mers chaudes

La Russie du tsar n’a de cesse d’obtenir un accès aux mers chaudes et est prête à recourir à tous les moyens possibles pour cela. En décembre 1898 le gouvernement ottoman accorde au comte Vladimir Kapnist – magnat des affaires et frère de l’ambassadeur russe auprès de l’empire austro-hongrois – la concession permettant de construire une ligne de chemin de fer entre Tripoli et Koweït via Homs et Damas avec des lignes secondaires vers Bagdad et Khaniqayn⁵⁴. Ce geste couronne les efforts russes pour s’implanter en Iran et donne lieu au développement d’un certain nombre de projets économiques, des visites militaires réciproques, l’ouverture de consulats russes et l’envoi de missions médicales. La position britannique est claire : dissuader l’Iran d’accepter les avances des Russes et surtout de leur céder le moindre port dans le Golfe.

Par conséquent la nouvelle de l’attribution de la concession à Kapnist inquiète les Britanniques, qui suivent chaque étape de sa construction. Le premier à exprimer ses craintes est Lord Curzon, qui avant même sa nomination au poste de vice-roi des Indes a alerté des dangers que représenterait pour les intérêts britanniques l’influence russe dans la région. Dans son ouvrage *La Perse et la question perse* publié en 1892, il considère le littoral du golfe Persique comme une zone britannique fermée

dans laquelle aucun autre pouvoir ne peut être autorisé à établir une base maritime ou commerciale. Il ajoute que, bien que l'établissement d'un port russe dans le Golfe « soit le rêve des nationalistes zélés de la Volga », l'établissement d'un tel port serait un facteur de chaos dans la région susceptible de mettre à mal l'équilibre des pouvoirs établi avec peine par le Royaume-Uni. Joignant le geste à la parole, Lord Curzon n'a de cesse, une fois vice-roi, d'empêcher les Russes d'obtenir des installations maritimes dans le Golfe⁵⁵. En témoigne sa réaction vis-à-vis de la signature de l'accord de protection avec le Koweït qu'il considère comme un énorme succès et un camouflet pour les Russes. Le sultan Abdul Hamid II, à qui le projet de chemin de fer russe est présenté, le réfère au ministre ottoman des Travaux publics pour étude et rédaction d'un rapport. En même temps, les Russes discutent de l'éventualité d'ouvrir une ligne de transport maritime dans le Golfe administrée par la Compagnie maritime de la mer Noire⁵⁶, nommant leurs propres spécialistes pour mener des études dans les ports du Golfe. Le 19 janvier 1900, S. N. Syromyatnikov, journaliste et aventurier étroitement lié au Tsar, arrive à Bouchehr et se rend à Bagdad le mois suivant, arrivant à Koweït le 12 août.

Les Britanniques en concluent que les Russes cherchent à faire de Koweït leur port principal dans le Golfe, en plus de leur présence sur la côte perse, et réagissent en acceptant la proposition de Moubarak d'un accord de protection avec le Koweït.

Le Koweït représente en effet un intérêt important pour les Russes à cause de son emplacement qui pourrait entre autres permettre de stocker du charbon pour les bateaux. Les différents émissaires envoyés sur place prétendent effectuer des rapports sur le commerce ou des questions de santé publique. Il s'agit en réalité d'agents russes en liaison avec les autorités ottomanes à Bassora et Constantinople, dont le but est de se rapprocher du cheikh du Koweït afin d'obtenir sa confiance et son soutien tout en l'informant des inquiétudes du Tsar quant à l'influence grandissante du Royaume-Uni. Ils offrent pour cela à Moubarak toute l'aide possible et imaginable au nom du gouvernement russe et du tsar, afin de permettre au Koweït de préserver son indépendance. Lorsque la nouvelle de l'accord anglo-koweïtien de protection parvient aux oreilles des Russes, ces derniers craignent que ce dernier ne compromette leurs plans, à commencer par la ligne de chemin de fer du comte Kapnist. La Russie accuse le Royaume-Uni de violer le statu quo dans le Golfe, tandis que les Britanniques s'opposent au projet de Kapnist, qui est une menace pour leurs intérêts et leur influence.

En mars 1899, le consul russe à Bagdad, Kruglov, donne l'ordre à Artine Ovansian, résident arménien à Bagdad de nationalité russe, de se rendre au Koweït sous prétexte d'acheter de la laine. Accompagné d'un autre marchand nommé Abbas Aliiev, Ovansian rencontre Cheikh Moubarak qui exprime un fort intérêt pour les développements internationaux et les implications de la ligne de chemin de fer russe. À travers de telles visites les Russes obtiennent ainsi des informations de première main sur la situation au Koweït. Jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale, les Russes redoublent d'activités diplomatiques et militaires dans le Golfe, et les archives de la marine russe à Saint-Pétersbourg révèlent la présence de nombreux bateaux russes dans le Golfe, y compris à Koweït⁵⁷.

En mars 1900 le bateau sentinelle *Gilyak* visite plusieurs ports du Golfe, avec à son bord Kruglov – représentant russe à Bouchehr – et son assistant Ovseyenko. En vue de sa visite à Koweït, Kruglov contacte le Naqib de Bassora pour s'assurer que son bateau y sera correctement reçu. Ce dernier lui répond avoir déjà reçu une lettre de Moubarak l'informant vouloir offrir un accueil chaleureux à ses invités russes. Le 16 mars, lorsque le *Gilyak* arrive à Koweït, Cheikh Jassem est sur le quai pour les accueillir et Moubarak les reçoit à son palais. Il explique aux Russes être rentré du désert spécialement afin de les voir, malgré les conseils du capitaine du navire britannique *Sphinx* de rester où il se trouvait sous prétexte que les Russes souhaitent occuper Koweït⁵⁸.

Selon les archives diplomatiques russes, le Cheikh profite de sa rencontre avec Kruglov pour critiquer la diplomatie britannique, leur révélant la pression à laquelle ces derniers le soumettent afin d'accepter l'inauguration d'une ligne régulière entre Koweït, d'autres ports du Golfe et Bombay opérée par la British-India Steam Navigation Company. Les hommes du Cheikh confient à la délégation russe que Moubarak ne fait plus confiance aux diplomates britanniques pour un certain nombre de raisons.

Ce contraste illustre les pratiques diplomatiques de Cheikh Moubarak qui cherche à trouver un équilibre entre ses relations avec les Britanniques et les Ottomans afin de protéger son indépendance. Il voit en la Russie un allié et un soutien potentiel ; ainsi il ne se contente pas simplement d'accueillir leur délégation, mais l'invite à son palais et leur organise une partie de chasse, bien que cette dernière n'ait pas lieu, les Russes devant partir immédiatement pour continuer leur voyage. Lorsque le Cheikh découvre que le consul russe compte rentrer à Bassora

par la terre, il organise une caravane protégée par une garde spéciale. Une fois Kruglov rentré à Bagdad, les deux hommes échangent des lettres de remerciements et d'amitié.

En mars 1901, Ovseyenko demande au marchand Abbas Aliiev de repartir à Koweït et d'y rédiger un rapport sur les derniers développements relatifs aux confrontations militaires entre les forces de Moubarak et celles d'Ibn Al-Rachid. Le Cheikh étant parti guerroyer à l'extérieur de la ville, Aliiev lui adresse une lettre exprimant ses salutations. Lorsque Moubarak revient, il envoie un émissaire à Bassora demander à Aliiev de revenir au Koweït dès que possible pour « une raison très importante », ce que ce dernier fait. Il rencontre le Cheikh qui le renvoie à Bassora avec des lettres pour Kruglov et Ovseyenko contenant des démonstrations d'amitié et d'affection comme « je suis votre ami fidèle à un point que vous ne pouvez imaginer » et indique que le Cheikh est prêt à « entreprendre avec plaisir ce dont votre pays a besoin ». Aliiev transmet également un message oral de Moubarak à Kruglov et Ovseyenko requérant la protection des Russes et plus particulièrement « de laisser les Russes prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du Koweït, et si besoin de hisser le drapeau russe sur les terres koweïtiennes qui appartiennent aux Al-Sabah depuis des temps immémoriaux, indépendamment et libres de tout accord ».

Kruglov et Ovseyenko tentent tout naturellement de vérifier ce message qui leur a été exprimé verbalement, et d'en obtenir une confirmation écrite. Le 23 avril par conséquent Aliiev revient une troisième fois à Koweït mais Moubarak refuse de rédiger une telle confirmation, craignant qu'une telle lettre ne soit utilisée contre lui dans le futur. Il souligne dans un courrier cependant l'importance de l'indépendance du Koweït, écrivant que seule l'obligation de maintenir de bonnes relations avec l'Empire ottoman le lie à ce dernier. Moubarak conclut son courrier en faisant référence à la visite de Kruglov :

« Lorsque vous nous avez honorés de votre visite l'année dernière que j'attendais, je vous ai offert mes services et mon soutien pour l'amour de votre impérial pays, pour sa bonne réputation et parce que votre pays traite quiconque travaille avec eux avec fidélité et respect. J'ai également exprimé oralement à Votre Honneur ne pouvoir continuer sans votre soutien. Avec cette lettre cependant, j'espère que nous saurons attirer votre attention. »

Kruglov pense avoir compris la lettre de Moubarak et envoie un rapport au ministre des Affaires étrangères russe où il écrit « le cheikh du Koweït demande notre protection ». Le 10 mai, Kruglov envoie un nouveau rapport sur la situation au Koweït ainsi que sur sa rencontre avec l'agent du Cheikh à Bagdad qui a également demandé la protection de la Russie et a proposé de hisser le drapeau russe au Koweït. Kruglov a à cœur de renforcer la position russe dans le pays et écrit dans un troisième rapport :

« Nous faisons face à une nouvelle réalité historique. Une requête nous a été faite, que nous devons évaluer et à laquelle nous devons répondre prestement. Cette requête est effectuée par Cheikh Moubarak, un émir arabe indépendant et riche qui possède la baie d'al-Qurayn, la clé du désert d'Arabie ainsi que des vallées de l'Euphrate et du Tigre. L'émir a jusqu'à présent défendu son pays avec succès contre ses ennemis, qu'il s'agisse des Britanniques ou des Turcs, qui sont conscients depuis longtemps de l'importance du Koweït. »

Il continue en exhortant son gouvernement à agir et à sortir de son rôle d'observateur, expliquant la nécessité d'être diplomatiquement actif afin de confronter les velléités britanniques, allemandes et ottomanes de contrôler le Koweït⁵⁹.

Les discussions vont bon train au ministère des Affaires étrangères russe sur le sérieux de la proposition du Cheikh et les conséquences d'accepter cette dernière. Les diplomates décident de ne pas intervenir au Koweït à cause de la multitude des facteurs inconnus sur le terrain. La Russie n'a en effet aucune volonté d'affronter directement le Royaume-Uni dans le Golfe et doute du sérieux du Cheikh, surtout à la lumière de l'accord de protection anglo-koweïtien dont ils ont été informés. Cependant le ministre des Affaires étrangères russe ne souhaite pas non plus rompre toute relation avec le Cheikh et donne par conséquent l'ordre à Adamov, consul à Bassora, d'informer le Cheikh que les Russes « *utiliserons toujours notre influence à Constantinople pour défendre ses intérêts légitimes et toute demande qu'il sera susceptible de faire au gouvernement turc. Nous n'autoriserons pas ce dernier à mettre en danger l'indépendance dont jouit le Koweït* ». Les diplomates russes profitent également de l'occasion pour conseiller au Cheikh de ne pas gâcher ses relations avec l'Empire ottoman et l'avertissent des motifs

du Royaume-Uni, qui vise avant tout selon eux à contrôler l'intégralité des côtes du Golfe⁶⁰.

En septembre 1901, le *Varyag* arrive dans le Golfe pour une tournée des ports. Construit et inauguré la même année, ce symbole de la puissance maritime russe est l'un des croiseurs les plus modernes et puissants du monde. Avec un tonnage de 6 500 tonnes et 570 membres d'équipage, il est équipé de 34 mitrailleurs et de six propulseurs de torpilles. Ovseyenko, qui effectue la tournée à bord du croiseur, écrit que le vaisseau impressionne les habitants du Golfe avec sa taille et la puissance de ses lumières. Un autre facteur, plus surprenant, est l'orchestre du bateau, une première dans la région. Le *Varyag* remporte l'adhésion des résidents locaux qui, autorisés à le visiter, ont l'occasion d'en découvrir l'intérieur et d'apprécier l'hospitalité des marins russes⁶¹.

Selon les archives russes, la présence du *Varyag* dans la région vise « en hissant le drapeau russe à indiquer aux autorités internationales et aux dirigeants locaux que nous considérons ces eaux comme ouvertes aux bateaux de toutes les nations, en opposition aux ambitions du gouvernement britannique qui souhaite faire du golfe Persique une mer fermée, réservée exclusivement à son propre usage⁶² ». L'amiral en chef russe ordonne au capitaine du bateau d'être prudent et d'agir avec caution, ainsi que d'obtenir les faveurs des habitants de la région en leur expliquant que les intentions de la Russie ne sont pas agressives et que cette dernière ne souhaite pas voler leurs terres.

Le croiseur arrive à Koweït le 8 décembre 1901. Selon le rapport du capitaine, Cheikh Jaber monte à bord du navire afin de souhaiter la bienvenue à l'équipage. Il offre dix moutons aux Russes et leur annonce que Moubarak est à nouveau absent de Koweït, parti combattre Abdelaziz ben Rachid qui à l'instigation des Ottomans a posté son armé à al-Jahra puis à la frontière du Koweït. Le lendemain, Ovseyenko et ses compagnons voyagent à cheval rencontrer Moubarak à al-Jahra, « où il les accueille en personne avec beaucoup de chaleur et d'hospitalité. Il leur fait passer en revue les troupes dans la base militaire et organise danses et démonstrations équestres en l'honneur de ses invités. De plus, il nous demande d'exprimer en son nom qu'il serait très heureux si les bateaux russes venaient visiter ses possessions aussi souvent que possible et qu'il préférerait, si nécessaire, demander de l'aide aux Russes plutôt qu'à quelqu'un d'autre⁶³ ». Lorsque la délégation russe évoque l'extension de la ligne de chemin de fer à Koweït, le Cheikh répond qu'aucun développement n'a eu lieu à ce sujet et qu'il s'y oppose de toute façon.

L'auteur du rapport remarque que des tranchées semblables à celles utilisées par l'infanterie russe ont été creusées par les soldats du Cheikh pour se protéger. Cette observation révèle l'admiration des officiers russes, d'autant plus que les Koweïtiens ne « semblent pas posséder de conseillers européens ». Le rapport note également l'absence de tout signe d'une influence britannique trop importante au Koweït, ne citant que deux exemples seulement. Dans le premier cas, un résident persan a ouvert une boulangerie avec l'aide des Britanniques afin de vendre des biens aux passagers voyageant sur des bateaux britanniques faisant escale au Koweït. Dans le second, un agent commercial de la British-Indian Steam Navigation Company a été nommé en juillet 1901 pour superviser l'arrivée des bateaux de la compagnie, qui en décembre de la même année s'effectue de manière régulière toutes les deux semaines⁶⁴.

Le rapport d'Ovseyenko indique à Moubarak :

« Nous a demandé, de manière émotive, d'exprimer au gouvernement russe son extrême gratitude pour l'honneur qui lui a été accordé de recevoir au Koweït un croiseur, et de confirmer son souhait d'accueillir autant de visites russes au Koweït que possible... Lorsqu'il m'a dit au revoir, Moubarak m'a rappelé à nouveau sa requête – déjà formulée à plusieurs reprises – de voir des navires de la marine marchande russe venir à Koweït avec des biens et des marchandises. »

Ovseyenko note également le chaleureux accueil du Cheikh et de sa famille envers les marins russes ainsi que la bonne volonté du peuple koweïtien à leur égard. Il conclut en confirmant la sincérité du Cheikh et son souhait de renforcer ses liens économiques et politiques avec la Russie⁶⁵.

Les archives britanniques dressent un tableau différent de la situation. Le Royaume-Uni est inquiet de connaître la teneur des échanges entre Moubarak et ses visiteurs étrangers, bien que ce dernier soit réticent à dévoiler sa stratégie. À peine le *Varyag* hors des eaux koweïtiennes, Capitaine Simmons, commandant naval britannique dans le Golfe, rend visite au Cheikh pour découvrir ce qu'il s'est passé avec les Russes, sans résultat. Le 31 décembre 1901 le résident du Royaume-Uni dans le Golfe Charles Kemball est envoyé au Koweït afin d'en savoir plus.

Moubarak lui explique que le consul russe lui a annoncé que son gouvernement est prêt à signer un accord plus avantageux que celui

existant entre le Koweït et le Royaume-Uni. Cependant, il déclare avoir rejeté l'offre sous prétexte que la Russie soutient les activités belges en Perse, et plus particulièrement l'installation d'administrateurs belges dans les douanes comme à al-Mouhammara. Lorsque Ovseyenko lui annonce que l'administration belge à al-Mouhammara n'est pas différente de celle présente dans les autres villes de Perse, Moubarak répond que Cheikh Khazaal, le dirigeant d'al-Mouhammara, n'est pas comme les autres dirigeants. Le Cheikh explique également que Ovseyenko lui a assuré que le gouvernement russe le considère comme un dirigeant indépendant, et qu'en cas de besoin il ne doit pas manquer de lui écrire à Bouchehr.

Néanmoins, le Cheikh confirme à Kemball avoir dit au représentant russe préférer la protection britannique. Ovseyenko aurait suggéré que Moubarak écrive une lettre de remerciements au tsar pour la visite de la délégation russe, mais ce dernier aurait décliné la proposition⁶⁶.

La disparité entre les versions russe et britannique des événements nécessite de se pencher dessus de plus près. Aucun des rapports rédigés par les Russes présents à la rencontre avec Moubarak – incluant militaires et diplomates – ne fait référence aux déclarations attribuées au Cheikh dans les rapports britanniques. La source des documents de la Couronne est donc le Cheikh en personne. La disparité entre les deux versions témoigne de la volonté du Cheikh d'exploiter les différences d'intérêts entre le Royaume-Uni, la Russie et l'Empire ottoman à son avantage afin de maintenir l'indépendance du Koweït.

Au printemps 1902, le zoologiste russe N. V. Bogoyavlensky, membre de la Société moscovite des naturalistes, se rend à Koweït, al-Mouhammara, Bahreïn et Mascate. Le 23 mars, Ovseyenko envoie une lettre à Moubarak l'informant de la visite imminente du scientifique qui mène une étude sur les animaux marins dans le Golfe. Il demande au Cheikh de fournir tout ce dont le visiteur a besoin pour ses recherches et de lui louer une maison pour les quatre ou cinq jours de sa mission à Koweït. Lorsque Bogoyavlensky arrive le 18 avril 1902, Moubarak est dans le désert et c'est son fils Cheikh Jaber, qui reçoit le scientifique russe « avec l'accueil le plus chaleureux » et l'héberge dans le palais du Cheikh. Lorsqu'il apprend l'arrivée de Bogoyavlensky, Moubarak rentre à Koweït le saluer, puis revient quatre jours plus tard pour lui dire au revoir.

Selon le propre rapport de Bogoyavlensky à Ovseyenko envoyé le 14 juin, Moubarak lui affirme :

« Je considère les Russes comme mes frères. Je suis très heureux de recevoir leurs visites et suis toujours prêt à leur offrir autant d'aide que possible. S'il vous plaît transmettez à Mr. Ovseyenko, le consul général russe à Bouchehr, que je considère comme mon frère, mes salutations et informez-le de mon désir de correspondre avec lui. »

Lors de sa deuxième rencontre avec Cheikh Moubarak, le scientifique russe le remercie pour son hospitalité et demande comment lui rendre la pareille. Ce dernier répond : « une seule chose : informer Sa Majesté le Tsar que je suis un ami des Russes et les considère comme mes frères⁶⁷ ». Il est important de noter cependant que le lendemain de l'arrivée de Bogoyavlensky à Koweït le Cheikh envoie au résident du Royaume-Uni un bref récapitulatif des informations qu'il a pu glaner à propos de son visiteur russe, accompagné d'une copie de la lettre de recommandation d'Ovseyenko.

Les Russes n'hésitent pas à recontacter Moubarak – malgré l'échec à obtenir son soutien pour la construction de la ligne Berlin-Bagdad –, et les consuls à Bouchehr, Bassora et Bagdad se rendent au Koweït et rencontrent régulièrement le Cheikh. Ces visites sont surveillées de près par les autorités britanniques dont les navires ne ratent aucun mouvement des vaisseaux russes présents dans le Golfe. Les rapports effectués par les capitaines des navires russes qui accostent à Koweït confirment qu'un bateau britannique les attend systématiquement dans le port, ou que la Royal Navy est au courant de leurs mouvements. La visite de Bogoyavlensky et ses activités sont également surveillées. Un rapport à Lord Curzon note que Bogoyavlensky a été aperçu en train de prendre des photos à Koweït.

Les visites de navires de la marine russe à Koweït continuent, comme celle du croiseur *Askold*, qui arrive le 28 novembre 1902 avec le consul russe à Bassora A. Adamov présent à bord. Il est accueilli par un représentant de Moubarak, qui l'informe que le Cheikh a décidé de voyager à al-Jahra mais a changé d'avis en apprenant l'arrivée du croiseur. Cheikh Jassem et son fils Ahmed arrivent sur le quai pour souhaiter la bienvenue à l'équipage du croiseur et sont invités à inspecter l'armement du vaisseau. Moubarak fait offrir trois veaux et dix moutons aux Russes, qui répondent en offrant au Cheikh et à son fils un pistolet et un fusil de chasse. L'équipage de l'*Askold*, Adamov rapporte, apprécie l'accueil chaleureux du Cheikh, qui fait exprimer sa joie de voir le croiseur russe dans le port de Koweït avec l'assurance de pouvoir offrir dans le futur

son meilleur accueil à tous les navires russes, « qu'il s'agisse de vaisseaux militaires ou de navires marchands ». Le Cheikh exprime également son regret de ne pas voir des navires de la marine marchande russe accoster aussi régulièrement au Koweït que dans les autres ports du Golfe. Un rapport note avec optimisme que le Cheikh est bien conscient que « la valeur de Koweït réside dans le fait qu'il s'agit du port le plus proche de la ligne de chemin de fer de Bagdad, qui est en construction⁶⁸ ».

Adamov ajoute que Moubarak a montré beaucoup d'intérêt pour la ligne Berlin-Bagdad et s'est enquis des derniers développements de la presse européenne à ce sujet. Il avance que, selon lui, le Cheikh « n'hésitera pas à profiter de la situation une fois la construction terminée » et répond à Moubarak que les journaux relatent l'intention du Royaume-Uni de concéder aux Allemands le port de Kazima afin que ces derniers puissent l'utiliser pour le terminus de la ligne. En apprenant cela Moubarak se met dans une colère noire et affirme que lui seul est à même de prendre des décisions concernant le Koweït, avant de réaffirmer sa volonté de développer ses relations avec la Russie dans tous les domaines. Quelques jours plus tard le Cheikh rencontre le capitaine d'un destroyer britannique envoyé à Koweït afin d'effectuer un rapport sur la visite du croiseur russe ainsi que sur les contacts entre les Russes et Moubarak. Le capitaine est surpris de constater que Moubarak ne pipe mot de la visite⁶⁹. Son silence est délibéré et vise à instaurer un climat de mystère autour de la teneur de cette visite afin d'influencer les Britanniques : il envoie une lettre à l'assistant du résident du Royaume-Uni en janvier 1903 dans laquelle il se plaint du manque de réactivité des Britanniques vis-à-vis du Koweït qui ne lui apportent pas l'aide militaire nécessaire dans le conflit qui l'oppose à Ibn Al-Rachid et aux Ottomans.

De manière étrange, Wratislaw, le consul britannique à Bassora, inclut dans son rapport – selon des sources secrètes à Koweït – que Moubarak a refusé l'invitation du capitaine de l'*Askold* à monter à bord du navire et de l'inspecter. Par contraste, les archives russes indiquent que le capitaine n'a pas invité le Cheikh afin de ne pas le mettre dans l'embarras, sachant que ce dernier ne souhaite pas être vu dans une trop grande proximité avec ses visiteurs russes.

Bien que les discussions entre le Cheikh et les Russes lors de la visite de l'*Askold* n'abordent pas de sujets politiques particuliers, Moubarak et son entourage lancent la rumeur selon laquelle les négociations ont abordé des propositions conséquentes. Celle-ci parvient aux oreilles des Britanniques, qui cherchent à faire vérifier l'information par leurs

agents au Koweït. Leurs efforts se soldent cependant par un échec face au silence du Cheikh et de son fils Jaber. Le 18 janvier 1903 par conséquent, Kemball se presse au Koweït afin de faire la lumière sur la situation en personne.

Le 5 mars 1903 le croiseur russe *Boyarin* accoste à Koweït accompagné du vaisseau français *Infénet*. La présence des Français reflète le niveau de coopération existant entre Saint-Pétersbourg et Paris dans la région à l'époque. Cheikh Sabah ben Moubarak monte à bord du croiseur accompagné de Cheikh Ahmed ben Jaber afin de souhaiter la bienvenue aux Russes au nom de Moubarak et de convenir d'une heure pour lui rendre visite dans son palais de Koweït. Lorsque le sujet de la ligne Berlin-Bagdad est évoqué, le Cheikh s'oppose très clairement à l'extension de la ligne jusqu'à Koweït. À la question du projet britannique de construire une route de Port Saïd à Koweït, Moubarak répond diplomatiquement que « si cette route est construite par le Royaume-Uni et la France il n'y ferait certainement aucune objection ». Un membre de la délégation qui a rencontré le Cheikh auparavant remarque que ce dernier n'a pas changé depuis les trois dernières années, notant qu'« il donne l'impression d'être un homme extrêmement conscient de sa propre valeur et de son statut⁷⁰ ».

Bien évidemment, les officiels britanniques sont loin d'approuver ces échanges. Leur inquiétude se renforce lorsque les Russes contactent l'émir Abdelaziz Al-Rachid et l'émir Abdelaziz ben Saoud après que ce dernier ait capturé Riyad⁷¹. Le tout fait partie du « jeu des nations » dont le Koweït et les autres pays du Golfe font l'objet au tournant du xx^e siècle; une époque d'alliances, de conflits et de rivalités entre les grandes puissances européennes qui cherchent à étendre leur influence d'un côté, et l'Empire ottoman de l'autre, qui demeure le pouvoir officiel dans la région. L'objectif de Moubarak est de manipuler les relations entre le Koweït et les factions concurrentes de telle manière que l'indépendance du Koweït soit protégée et ses frontières assurées.

CONCLUSION

Moubarak allie le courage du guerrier à la sagacité d'un homme politique. Il possède les attributs d'un homme de combat comme la force d'esprit, la détermination et l'esprit de décision avec les qualités d'un homme d'État comme l'intelligence, la flexibilité, la vision et la prudence. Il est ambitieux, parfois impitoyable, mais a mis ses ambitions au service du développement du Koweït en tant qu'entité politique indépendante et de l'amélioration de sa situation commerciale et économique.

Ce livre a tenté de démontrer que la gestion de la politique étrangère du Koweït par Moubarak vise à garantir l'indépendance du pays. Malgré la signature d'un accord avec les Britanniques, ces derniers ne parviennent pas à lui imposer leurs décisions. Il prend soin de maintenir ses liens avec l'Empire ottoman et d'établir des relations avec d'autres puissances européennes. Par précaution il se rapproche davantage du Royaume-Uni, qui exerce une hégémonie politique sur le Golfe. Lorsque la stratégie britannique rentre en conflit avec les intérêts koweïtiens et l'indépendance du Cheikh, il prend ses distances vis-à-vis de Londres.

La correspondance diplomatique des Britanniques à propos du Koweït révèlent un nombre de cas où le Cheikh ne répond pas par la positive à leurs demandes, dissimule des informations sur ses faits et gestes, voire fait circuler des informations erronées pour influencer la politique extérieure de la Couronne. Par exemple, il résiste aux pressions britanniques entre 1899 et 1900 afin d'obtenir la concession d'une ligne de transport maritime directe entre le Koweït et l'Inde, bien qu'il soit contraint de changer de position après la bataille d'al-Sarif en 1901¹. En septembre de la même année il formule une objection à la demande

britannique de hisser un drapeau koweïtien sur son palais au lieu du drapeau ottoman. Il refuse également au major Knox de hisser le drapeau britannique au-dessus du siège de la compagnie maritime, avant d'accepter la requête après de nombreuses demandes².

En mars 1908, le Cheikh s'oppose à l'installation d'une agence de quarantaine au Koweït, avant de refuser à Knox que les passagers d'un bateau appartenant à la compagnie de transport maritime britannique soient exemptés de quarantaine. Lorsque Knox menace d'arrêter ses liaisons régulières avec le Koweït³, Moubarak répond simplement n'avoir jamais demandé la mise en place d'une telle liaison. En 1911, le Cheikh supprime les infrastructures de quarantaine installées par l'agent politique Shakespear⁴.

Après la bataille d'al-Sarif en 1901, le Cheikh dissimule des détails de la bataille à l'assistant du résident du Royaume-Uni Kemball qui se rend à Koweït le 31 mars afin de donner l'impression que ses forces ont vaincu Ibn Al-Rachid⁵. Le Cheikh procède de la même manière durant la crise avec les autorités ottomanes. Selon Lorimer « le Cheikh contacte le représentant russe à Bagdad à un sujet qui demeure inconnu⁶ ». En 1902 Moubarak cache aux Britanniques ce qui s'est passé durant sa rencontre avec les Russes lors de la venue du croiseur *Askold*, malgré leurs questions à ce sujet. La rumeur court délibérément que les pourparlers entre les Russes et le Cheikh ont porté sur des considérations d'importance, ce qui n'est en réalité pas le cas.

De même, conscient que le geste est contraire à la politique britannique et aux conseils de Londres de ne pas s'impliquer dans les guerres qui font rage en Arabie, Moubarak transmet des informations erronées aux Britanniques afin de dissimuler l'envoi de troupes pour soutenir Ibn Saoud contre Ibn Al-Rachid. Pour cette raison Moubarak se presse d'écrire au résident du Royaume-Uni le 14 avril 1903 afin d'expliquer que le conflit oppose Ibn Saoud et Ibn Al-Rachid uniquement et que le Koweït n'a rien à voir dans l'affaire, ajoutant à la fin de la lettre « cette information est juste⁷ ».

Entre 1899 et 1904, Moubarak tente d'influencer le contenu des rapports de l'agent et informateur britannique dans le Golfe Ali ben Gholoum Rida et de l'utiliser pour transmettre toute information qu'il souhaite communiquer à Londres. Cette stratégie transparaît dans les rapports d'Ali Gholoum qui incluent souvent, jusqu'à l'exagération, les louanges de Moubarak envers le Royaume-Uni, sa partialité en faveur des Britanniques et son rejet de l'Empire ottoman. Le style de ces lettres

révèle que Cheikh Moubarak Al-Sabah contrôle totalement Hajj Ali ben Gholoum et a fait de ce dernier son pion⁸. Un exemple probant en est le rapport envoyé par ce dernier lors de la visite de Kruglov – consul russe à Bagdad – à bord du *Gilyak*, qui ne mentionne rien du bateau ni de la teneur des discussions entre le Cheikh et le diplomate russe, ce qui indique que Moubarak a dissimulé délibérément des informations à ce sujet⁹.

En 1907, Moubarak prend soin de ne pas informer Knox qu'il prépare une campagne militaire afin d'aider Cheikh Khazaal, l'émir d'al-Mouhammara à mater une rébellion tribale. Il s'agit d'un sujet sensible car l'Iran considère al-Mouhammara comme faisant partie de son territoire et est clairement anti-britannique. Pour cette raison Knox n'hésite pas à recommander à ses supérieurs d'avertir sévèrement le Cheikh et de licencier le résident du Royaume-Uni si ce dernier ne parvient pas à le dissuader d'agir¹⁰. Moubarak déclare à Knox en décembre 1908 que le sultan ottoman, ayant à cœur d'améliorer ses relations avec lui, lui a offert de devenir le gouverneur d'al-Qatif et d'al-Hasa, ce qu'il a refusé. Sans pouvoir la confirmer ou l'infirmier, Knox transmet l'information au ministère des Affaires étrangères à Londres. Le 15 juin 1910 Shakespear rapporte avoir reçu de source indépendante l'information que Abdelaziz ben Salem al-Badr, l'agent du Cheikh à Bassora, tente d'améliorer les relations entre le Koweït et l'Empire ottoman, et que le Cheikh n'informe pas systématiquement l'agent britannique de ses actions¹¹.

Moubarak prend également l'habitude de ne pas répondre aux questions des Britanniques et de ne pas prendre leurs avertissements en compte, tout en trouvant constamment des excuses pour ne pas révéler les activités des forces armées koweïtiennes. L'agent britannique au Koweït continue d'avertir le Cheikh des risques d'un tel comportement, en témoigne le rapport écrit par Shakespear au résident du Royaume-Uni à Bouchehr le 12 juillet 1910 relatant sa discussion avec le Cheikh à propos de la campagne effectuée par ses troupes dans la région d'al-Zubayr, qui a provoqué l'ire des autorités ottomanes¹².

Moubarak n'hésite jamais à exprimer son mécontentement envers le Royaume-Uni, comme les diplomates britanniques le remarquent régulièrement. Par exemple, dans le rapport d'une réunion longue et dense entre le Cheikh et le résident du Royaume-Uni Kemball en janvier 1903, ce dernier écrit que les lettres que Moubarak lui a adressées révèlent « qu'il sent que le gouvernement britannique lui fait défaut », bien que Kemball tente de le convaincre du contraire.

Un rapport du résident du Royaume-Uni à Bouchehr Percy Cox du 7 août 1904 fait état d'une autre source de mécontentement pour Moubarak: la nomination du capitaine Knox au poste d'agent britannique à Koweït pousse le Cheikh à souligner les problèmes causés par sa relation avec le Royaume-Uni. Selon lui « jusqu'à présent je n'ai obtenu la justice que je mérite de votre gouvernement pour les pertes que le gouvernement turc m'a infligé pour la seule raison que nous possédons des liens d'amitié ». Après avoir accueilli la nouvelle de la nomination de Knox, il ajoute « j'espère qu'il établira paix et sécurité tout en prenant en compte mes intérêts. Si cela n'est pas le cas il n'a aucune raison de résider dans ma province¹³ ». Cela constitue une déclaration claire de la part du Cheikh en amont de l'arrivée du premier résident du Royaume-Uni au Koweït. Moubarak réalise que le Royaume-Uni voit dans le Koweït des intérêts économiques, politiques et stratégiques substantiels et souhaite profiter des préoccupations britanniques pour obtenir en retour le soutien de Londres quant à la protection de ses frontières et de son indépendance.

En janvier 1905, Moubarak déclare à Knox qu'il doit améliorer ses relations avec l'Empire ottoman car « *le Royaume-Uni est loin de cet émirat, ce qui rend difficile pour le Royaume-Uni de veiller à nos intérêts* ». D'un air narquois, il ajoute : « *nous ne savons pas quels sont les véritables objectifs de la politique étrangère britannique* ». Moubarak est également surpris de constater la réticence des Britanniques à prendre les mesures nécessaires pour éviter que les autorités ottomanes ne mobilisent de nouvelles troupes en Arabie. Knox explique au Cheikh que Lord Curzon a suggéré une telle stratégie au ministère des Affaires étrangères à Londres, sans succès. Moubarak répond sèchement que le vice-roi aurait par conséquent dû démissionner de son poste¹⁴.

En dépit de son besoin du soutien britannique, le Cheikh privilégie l'indépendance de son pays et veille à ce que le Royaume-Uni n'interfère pas dans les affaires domestiques du Koweït, ce que remarquent les autorités ottomanes qui tentent d'en profiter. Pertev Pacha, le plus haut gradé de la Sixième armée ottomane rencontre Moubarak en juin 1907 et note dans son rapport : « il ne fait aucun doute que Moubarak est très irrité par l'interférence de l'Angleterre dans ses affaires domestiques ; le moment est propice à une intervention turque¹⁵ ». Dans un rapport envoyé à Percy Cox, Knox décrit les tensions qui existent avec Moubarak : « *Je ne peux ignorer la réalité des centaines de manières différentes que Moubarak utilise pour me convaincre que je ne peux me placer au-dessus de lui dans*

*cette ville*¹⁶». Cette déclaration se base sur des événements précis : dans un rapport daté du 30 octobre 1904, l'agent du gouverneur de Bassora reporte à la Sublime Porte que Knox « tente de forcer le marché à accepter des devises indiennes, de l'empêcher d'étendre ses activités et fait fermer des magasins, parmi d'autres interférences. Moubarak Al-Sabah est en colère et regrette un tel comportement¹⁷».

L'image de Moubarak qui émane des archives britanniques est incorrecte, particulièrement à la lumière des discussions et correspondances du Cheikh avec les Russes et les Français. Le récit d'Antonin Goguyer contraste avec la version britannique, soulignant la détermination du Cheikh de sauvegarder son indépendance et de se préserver d'une influence de Londres trop importante. Moubarak est déterminé à obtenir ses informations de manière indépendante grâce à ses propres agents secrets. Il développe aussi une relation étroite avec le directeur du poste de télégraphe, qui le tient informé du contenu des télégrammes envoyés et reçus les plus importants. Le Cheikh possède des agents de confiance pour transmettre lettres et messages au résident du Royaume-Uni à Bouchehr dont les noms apparaissent dans divers documents britanniques : Abdallah al-Latif al-Haroun, Abdallah ben Ibrahim al-Samaka pour n'en citer que deux. Il veille en permanence à rencontrer les étrangers qui viennent au Koweït – diplomates, marchands, voyageurs – afin d'écouter leur sentiment sur la situation dans le Golfe et dans le monde. Antonin Goguyer dresse un portrait fidèle du Cheikh lorsqu'il écrit que ce dernier est un homme politique qui cherche à créer un équilibre entre les Britanniques et les Ottomans¹⁸. Le verdict de Goguyer est que Moubarak « paie les Britanniques uniquement pour les services qu'ils lui rendent, et son désir d'assurer son indépendance sous-tend sa disposition constante à résister aux conspirations qui l'entourent¹⁹».

Moubarak conserve toujours un œil sur les facteurs susceptibles de compromettre son indépendance ainsi que la sécurité du Koweït, et est prêt dans cette optique à parler à quiconque pouvant lui fournir un avantage. Lorimer note par exemple qu'en octobre 1899 le Cheikh, par l'intermédiaire de Cheikh Khazaal, demande au Shah d'Iran de lui accorder sa protection²⁰. L'objectif du Cheikh, qu'il établit clairement dans une lettre adressée à l'agent britannique par intérim à Bahreïn Mohammed Rahim Sifr, est de tester le sérieux des intérêts britanniques au Koweït. Lorimer ajoute que le Cheikh « n'est pas incliné à faire confiance à l'efficacité du soutien britannique à la lumière de l'hostilité que lui témoignent les Turcs. Par l'intermédiaire du cheikh

d'al-Mouhammara, il demande la protection du Shah». Lorsque le consul britannique à Bassora apprend la nouvelle, il a du mal à y croire, avant d'envoyer un rapport le 2 octobre 1899 à Sir Nicholas O'Connor, ambassadeur britannique à Constantinople, affirmant que l'agent britannique par intérim à Bahreïn a confirmé la véracité de l'information au capitaine du HMS *Lapwing*, attestant avoir reçu une lettre de Moubarak dans ce sens²¹.

En 1907 un autre incident marque les relations anglo-koweïtiennes : le Cheikh fait installer l'emblème ottoman sur son palais, puis, face aux objections de l'agent britannique, y rajoute l'emblème du Shah d'Iran avant d'informer l'agent que le geste n'est pas politique mais vise à simplement décorer son palais qui « semble impressionnant avec les emblèmes de deux grandes nations musulmanes²² ». L'écrivain russe Grigori Bondarevsky note que l'objectif de Moubarak est

« depuis le premier jour où il a pris le pouvoir, de jouer un double, voire un triple rôle. Cela induit de la confusion auprès des espions et diplomates étrangers, ainsi que des autorités turques, et les laisse patauger. Il est à noter par conséquent que jusqu'à aujourd'hui la diplomatie multilatérale de Moubarak n'a pas été pleinement appréciée²³. »

J'espère que cet ouvrage a pu mettre en exergue de nouveaux documents afin de comprendre cette diplomatie multilatérale et a offert une analyse d'une période importante dans l'histoire du Koweït. Le règne de Moubarak a vu le pays entrer dans la modernité grâce à l'apparition d'un système d'éducation et de santé publiques ainsi que la mise en place de bases permettant l'essor d'activités économiques et commerciales qui caractérisent l'histoire du Koweït jusqu'à ce jour. Tous ces changements sont insufflés par la vision du Cheikh et sa stratégie d'établir un état moderne, de définir ses frontières et de protéger son indépendance.

NOTES

Introduction

1 Yacub Youssef Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatibi* [Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid: une biographie], Koweït, 1993.

Chapitre 1

1 Lewis R. Scudder III, *The Arabian Mission's Story* [L'histoire de la mission arabe], Grand Rapids, MI, 1998, p. 98.

2 Brian Cooper Busch, *Britain and the Persian Gulf 1894-1914* [La Grande-Bretagne et le Golfe persique], Berkeley, CA, 1967, p. 95

3 Abdullah Salem Abdullah Muhammad Al-Mizyan, *Tàrikh wa Amjad* [Histoire et gloire], Koweït, pp.96-98.

4 Hafez Wahbah, *Jazirat Al-Arab fi Al-Qarn Al-Isbrin* [La péninsule arabe au 20e siècle], Le Caire, 1967, p.81.

5 Hussein Khalaf Al-Sheikh Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi* [Histoire politique du Koweït], Beyrouth, 1962, partie 2, p. 12.

6 Abd Al-Massih Antaki, *Al-Riyad Al-Muzhira Bayn al-Kuwait wa Al-Mouhammara* [Les jardins fleuris entre le Koweït et Al-Mouhammara], p.678.

7 Jamal Zakariyya Qassem, *Al-Khalij Al-Arabi, Dirasa li Tarikh Al-Imarat Al-Arabiyya 1840-1914* [La péninsule arabe: une étude de l'histoire des Émirats arabes 1840-1914], Le Caire, 1966, pp.374-375.

8 Abdullah Yussuf Al-Ghoneim, ed. *Akbar Al-Kuwait: Rasail Ali Bin Gholoum Reda Al-Wakil Al-Ikhbari li Britaniya fi Al-Kuwait* [Nouvelles du Koweït: les lettres de Ali Bin Gholoum Reda, l'agent de renseignements britanniques au Koweït], Koweït, 2007, pp. 45-46.

9 Walid Hamdi Al-Azami, *Al-Kuwait fi Al-Wathaiq Al-Inglesiyya 1752-1960* [Le Koweït dans les documents britanniques 1752-1960], Londres, 1991, p. 74.

10 Qassem, *Al Khalij Al-Arabi*, pp. 262-263.

11 Abdullah Al-Nuri, *Khalidun fi Tarikh Al-Kuwait* [Légendes de l'histoire du Koweït], Koweït, 1988, p. 15.

12 Lettre du vice-roi gouverneur des Indes à Kemball, 28 février 1901.

13 Une *kara* équivalant approximativement à une tonne et demi.

14 J. G. Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia* [Gazette du Golfe persique, de Oman et du centre de l'Arabie], réédition, Cambridge University Press Archive Editions, 1986.

15 Un *sanjak* est une division administrative ottomane.

16 Al-Azami, *Al-Kuwait fi Al-Wathaiq*, pp. 27-28.

17 Grigori Bondarevsky, *Al-Kuwayt wa-'alaqatuha al-duwaliyah khilala al-qarn atasi 'ashara wa-awa'il al-qarn al-'ishrin* [Les relations internationales du Koweït au 19e et début du 20e siècle], Koweït, 1994, p. 198

18 Al-Azami, *Al-Kuwait fi Al-Wathaiq*, pp. 27-28.

19 « Le chef des descendants du Prophète » : il s'agit d'une position ottomane officielle.

20 Archives ottomanes à Istanbul, 14 Shaban 1317 AH, n°2-4/69.

21 Archives ottomanes à Istanbul, 7 Ramadan 1317 AH, n°2-4/69.

22 Le mot « mirmirat » signifie « l'émir des émirs ».

23 Archives ottomanes à Istanbul, 12 Shawwal 1317 AH, n°2-5/69.

- 24 Archives ottomanes à Istanbul, 7 Mouharram 1318 AH, n°2-4/69.
- 25 Archives ottomanes à Istanbul, 1 Rabi Al-Thani 1319 AH, n°2-8/69.
- 26 Un rang équivalent au brigadier général.
- 27 Archives ottomanes à Istanbul, 5 Rabi Al-Thani 1319 AH, n°4-36/1319.
- 28 Archives ottomanes à Istanbul, 9 Rabi Al-Akhir 1319 AH, n°4-36/1319.
- 29 Archives ottomanes à Istanbul, 15 Rabi Al-Thani 1319 AH, n°4-36/1319.
- 30 Archives ottomanes à Istanbul, 12 Jamadi Al-Awwal 1319 AH, n°2-19/69.
- 31 Archives ottomanes à Istanbul, 14 Jamadi Al-Awwal 1319 AH, n°2-19/69.
- 32 Archives ottomanes à Istanbul, 21 Jamadi Al-Awwal 1319 AH, n°81/419.
- 33 Archives ottomanes à Istanbul, 5 septembre 1901, n°81/419.
- 34 Archives ottomanes à Istanbul, 5 septembre 1901, n°69/422.
- 35 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 421.
- 36 Archives ottomanes à Istanbul, 6 septembre 1901, n°81/419.
- 37 Archives ottomanes à Istanbul, 13 septembre 1901, n°68/422.
- 38 « Miralay »: rang ottoman équivalant à colonel.
- 39 Voir Capitaine Simmons, le capitaine du HMS *Pomone*, aux autorités navales britanniques le 14 décembre 1901 in Capitaine Simmons, Koweït au contre-amiral Bosanquet, 14 décembre 1901 in *Records of Kuwait 1899-1961* [Archives du Koweït 1899-1961], Cambridge, 1989, pp. 200-202.
- 40 Archives ottomanes à Istanbul, 11 décembre 1901, n°8/443.
- 41 Archives ottomanes à Istanbul, 15 décembre 1901, n°8/433.

- 42 Archives ottomanes à Istanbul, 18 décembre 1901, n°18/432.
- 43 Archives ottomanes à Istanbul, 30 décembre 1901, n°29/423.
- 44 Archives ottomanes à Istanbul, 31 décembre 1901, n°29/423, 3 Janvier 1902, n°2-16/69.
- 45 H. R. P. Dickson, *Kuwait and his neighbours* [Le Koweït et ses voisins, traduction de Fattuh Abul Muhsin Al-Khatrash, Koweït, 1995, p. 102.
- 46 Maymouna Al-Khalifa Al-Sabah, *Al-Kuwait fi Dbil Al-Himaya Al-Britaniyya* [Le Koweït sous protection britannique], Koweït, 1988, pp. 240-241. Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 423.
- 47 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 122-127.
- 48 *Al-Manar* magazine, vol. 16, p. 398, in Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 69-70.
- 49 *Al-Imran*, 254, 9e année, citée in Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 70-73.
- 50 Abd Al-Massih Antaki, *Al-Ayaat al-Subah fi Tarikh Mawlana Sahib Al-Summuw Emir Al-Kuwait Al-Sheikh Moubarak Pasha Bin AL-Sabah* [Grands faits de l'histoire de notre maître sa Majesté l'Emir du Koweït Cheikh Moubarak Pacha Al-Sabah], Le Caire, 1326 AH.
- 51 Mémo du Marquis de Landsdowne, Ministère des Affaires Etrangères, 21 mars 1902, in *Records of Kuwait 1899-1961*, pp. 224-225.
- 52 *Kuwait political agency, Arabic documents 1899-1949* [Agence du Koweït, documents en arabe 1899-1949], Londres, 1994, vol. 1, pp. 129-130.
- 53 *Ibid.*, p. 131.
- 54 William Shakespear, Agent au Koweït au résident, Bouchehr, 10 novembre 1913, I.O.R/15/1/73/1, n°c, 22.
- 55 *Al-Abram*, 16 septembre 1904.
- 56 Ahmad Mustafa Abu Halima, *Tarikh Al-Kuwait Al-Hadith 1750-1965* [Histoire moderne du Koweït 1750-1965], Koweït, 1984, pp. 320-321.

57 Voir par exemple *Al Manar* magazine, 'La Fitna du Koweït », vol. 20, 1 décembre 1901, p. 799. *Fitna* signifie 'dissension ou querelle au sein de la communauté des musulmans.

58 Al-Sabah, *Al-Kuwait* [Le Koweït], pp. 228-229. Voir aussi Fattuh Abdul Muhsin Al-Khatrash, *History of British-Kuwaiti political relations 1890-1921* [Histoire des relations politiques koweïto-britanniques, 1890-1921, Koweït, 1974.

59 Meade au Bureau indien, Bouchehr, 25 septembre 1897. F.O.406/14, inc. 4 n°23.

60 Salah Al-Aqqad, *Al-Tayyarat Al-Siyasiyya fi Al-Khalij Al-Arabi* [Courants politiques dans la péninsule arabe], Le Caire, 1965, pp. 193-195.

61 Al-Ghoneim, *Akhbar Al-Kuwait*, pp. 5-10, 19.

62. *Ibid.*, p. 24.

63 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 135-136.

64 *Ibid.*, p. 121-125, 135.

65 Archives ottomanes à Istanbul, 6 Jamadi Al-Akher 1318 AH, n°2-6/69.

66 J. G. Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf*, vol. 3, p. 1560. Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 77-78.

67 Yacub Youssef Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, Koweït, 1993, p. 200.

68 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, p. 132.

69 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 93-94.

70 Archives ottomanes à Istanbul, 19 Mouharram 1331 AH, n°62/65.

71 Archives ottomanes à Istanbul, 3 Safar 1331 AH, n°64/65.

Chapitre 2

1 Najah Abdul Qadir Al-Hasim, *Al-Tatawwur Al-Siyasi wa Al-Iqtisadi lil Kuwait bayn Al-Harbayn 1912-1939* [Progrès économique et politique au Koweït entre les deux guerres 1912-1939], Koweït, 1997, p. 23.

2 B. J. Slot, *Moubarak Al-Sabah, Founder of Modern Kuwait 1896-1915* [Moubarak Al-Sabah, fondateur du Koweït moderne 1896-1915], Londres, 2005, p. 276.

3 *Ibid.*, pp. 278-279.

4 Al-Ghoneim, *Akhbar Al-Kuwait: Rasail Ali Bin Gholoum Reda Al-Wakil Al-Ikhbari li Britaniya fi Al-Kuwait*, pp. 32-35.

5 G. J. Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf*, vol. 6, pp. 3734-3736.

6 Qassem, *Al-Khalij Al-Arabi, Dirasa Ii Tarikh Al-Imarat Al-Arabiyya 1840-1914*, p. 285.

7 Archives ottomanes à Istanbul, 1 Rabi Al-Awwal, 1322 AH, n°3/473.

8 Al-Ahram, 16 septembre 1904.

9 Al-Jasim, *Al-Tatawwur*, p. 72.

10 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, vol. 3, pp. 172-180.

11 *Ibid.*, pp. 181-183.

12 *Ibid.*, pp. 184-186.

13 *Ibid.*, pp. 188-193.

14 *Ibid.*, pp. 194-195.

15 *Ibid.*, pp. 218-220.

16 *Ibid.*, pp. 224-226.

17 *Ibid.*, pp. 228-229.

- 18 *Ibid.*, pp. 231-235.
- 19 *Ibid.*, pp. 236-238.
- 20 *Ibid.*, pp. 240-243.
- 21 *Ibid.*, pp. 244-247.
- 22 Cheikh Moubarak au Political Resident Cox, 18 mai 1913, *ibid.*, pp. 20-21.
- 23 Le British Political Agent Shakespear à Cheikh Moubarak, 7 mai 1910. Le Sheikh répond le 8 mai. Voir *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, vol. 3, pp. 718-721.
- 24 Shakespear à Cheikh Moubarak, 30 février 1913, et Cheikh Moubarak to Shakespear, 31 février 1913, *ibid.*, pp. 729-730.
- 25 From Cheikh Moubarak à Percy Cox, 16 mai 1912, *ibid.*, pp. 733-734.
- 26 Shafa Al-Muhdaris Al-Matiri, *Alam Al-Kuwait Mundh Al-Nash'a Hatta Al-Istiqlal 1746-1961* [Le drapeau koweïtien des débuts jusqu'à l'indépendance 1746-1961], Koweït, 1996, pp. 61-69. Hussein Khalaf Al-Sheikh Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 99. Voir également Hamad Muhammad Al-Saidan, *Tarikh Al-Alam Al-Kuwaiti* [Histoire du drapeau koweïtien], Koweït, 1985, pp. 3-52.
- 27 Political Resident Cox, Bouchehr, au Ministère des Affaires Etrangères, n°337, 1 juillet 1905.
- 28 Voir la correspondance britannique à propos du drapeau koweïtien in *Records of Kuwait 1899-1961*, vol. 1, pp. 525-540.
- 29 Abdullah Khaled Al-Hatem, *Min Huna Bada'at Al-Kuwait* [Ainsi commença le Koweït], Koweït, 1980, p. 16.
- 30 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 99-100.
- 31 La question des frontières du Koweït intéresse les historiens et juristes internationaux, et ce particulièrement après l'invasion du pays par l'Irak en août 1990.
- 32 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf* vol. 3, pp. 1546-1548.

- 33 Archives ottomanes à Istanbul, 30 Shawwal 1319 AH, n°7/45.
- 34 Archives ottomanes à Istanbul, 14 Dhu l-Huja 1319 AH, n°53/426.
- 35 Archives ottomanes à Istanbul, 18 Dhu l-Hujja 1319 AH, n°89/426.
- 36 Voir la correspondance britannique à ce sujet in *Records of Kuwait 1899-1961*, vol. 1, pp. 41-105.
- 37 Al-Shalaq, *Al-Wad' Al-Duwali*, pp. 191-192.
- 38 Cheikh Moubarak au Political Resident Cox, Bouchehr, FO 371/154, 13 juillet 1905. F.O 371/154.
- 39 Memorandum Respecting Kuwait, FO 371/149, 11 décembre 1905. Voir la correspondance britannique sur Umm Qasr, Warba et Bubyen in *Records of Kuwait 1899-1961*, vol. 1, pp. 49-92.
- 40 Qassem, *Al-Khalij Al-Arabi*, p. 284.
- 41 Pour plus de détails sur le développement de la position britannique concernant le Koweït dans les négociations avec les Ottomans voir *Records of Kuwait 1899-1961*, vol. 1, pp. 357-423.
- 42 Political agent au Koweït Shakespear au Political Resident à Bouchehr Percy Cox, 28 mai 1913.
- 43 Pour le développement des cartes du Koweït voir Mounira Abdul Qadir Al-Jassem, *Tatawwur Al-Khar'it Al-Kuwaitiyya [Développement des cartes koweïtiennes]*, Koweït, 1993.
- 44 Se référer à la carte figurant p. 334 in Brian Cooper Busch, *Britain and the Persian Gulf 1894-1914*.
- 45 Political Agent Shakespear au Political Resident, 28 mai 1913. *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 1, pp. 394-397.
- 46 Political Resident Cox à Cheikh Moubarak, 7 juillet 1913. I.O, R/15/5/65.

Chapitre 3

- 1 Hussein Khalaf Al-Sheikh Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 294.
- 2 Mylrea, *Al-Kuwait Qabl Al-Naft*, p. 36.
- 3 *Ibid.*, pp. 37-38.
- 4 Raunkiaer, *Abr Aljazeera Al-Arabiyya al Dhahr Jamal*, p. 62.
- 5 Mylrea, *Al-Kuwait Qabl Al-Naft*, p. 36.
- 6 Raunkiaer, *Abr Aljazeera Al-Arabiyya al Dhahr Jamal*, p. 63.
- 7 H. V. F. Winston, *Captain Shakespear: A Portrait*, Londres, 1976, p. 112.
- 8 Raunkiaer, *Abr Aljazeera Al-Arabiyya al Dhahr Jamal*, pp. 60-61.
- 9 Abd Al-Massih Antaki, *Al-ayat Al Sabbah fi Tarikh Mawlana Saheb El Somow Amir Al Kuwait Al Sheikh Moubarak Pasha Ion Al Sabbah*, pp. 644-646.
- 10 Abdullah Zakariyya Al-Ansari, *Fahd Al-Askar, Hayataku we Ski'ribi* [Fahd Al-Askar: sa vie et son oeuvre], Koweït, 1967, p. 39.
- 11 *Ibid.*, pp. 39-40.
- 12 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, p. 1567.
- 13 Abd Al-Massih Antaki, *Al-Riyad Al-Muzhira Bayn al-Kuwait wa Al-Muhammara*, pp. 674-675.
- 14 Yaqub Youssef Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatibi*, p. 220.
- 15 Abdullah Khaled Al-Hatem, *Min Huna Bada'at Al-Kuwait*, pp. 179-180.
- 16 Se référer à la description de l'incident par le Dr Mylrea in Zubayda Ali Ashkenani, *Min Nafidhat 'Al-Americani': Taqarir Al-Aamilin fi Mustashfa al-Irsaliyya Al-Americiyya An al-Kuwait Qabl Al-Naft* [De la fenêtre de

l'hôpital américain : rapports du Koweït avant le pétrole par ceux qui ont travaillé à l'hôpital de la mission américaine], Koweït, 1995, pp. 33-40.

17 *Ibid.*, p. 135.

18 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abul Aziz Al-Rashidi*, pp. 373.

19 Khalil Muhammad Audah Abu Milal, *Ulama Al-Kuwait Dau'at Al-Islah* [L'appel des oulémas koweïtiens à la réforme], Koweït, 1987, pp. 92-94. Al-Hajji, *Al-Sheikh Abul Aziz Al-Rashidi*, pp. 372-374.

20 Moubarak Al-Khater, *Al-Mu'asasat Al-Thaqafyya Al-Ula fi l-Kuwait* [Les premières fondations culturelles au Koweït], Koweït, 1997, pp. 33-56. Egalement Milal, *Ulama Al-Kuwait Dau'at Al-Islah*, pp. 44-45.

21 Najaf Abdul Qadir Al-Jassem, *Sheikh Youssef Bin Issa Al-Qinai*, Dawarahu fi *Al-Hayat Al-Ijtima'iyya wal Siyasiyya fi Al-Kuwait* [Le rôle de Sheikh Youssef bin Isa Al-Qinai dans la vie sociale et politique du Koweït], Koweït, pp. 33-34.

22 Youssef Al-Shihab, *Rijal fi Tarikh Al-Kuwait* [Les hommes qui ont fait le Koweït], Koweït, 1993, vol.1, p. 422.

23 'Madrasa Ilmiyya fi Al-Kuwait' [Une école scientifique au Koweït], *Al-Manar*, 15(2), 1912, pp. 327-328.

24 Al-Hatem, *Min Huna Bada'at Al-Kuwait*, pp. 77-79. Aussi Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashidi*, pp. 367-369.

25 Al-Jassem, *Sheikh Youssef Bin Isa Al-Qinai*, p. 24.

26 Abdullah Al Nouri, *Qissat Al-Ta'limi fi Al-Kuwait fi Nisf Qarn* [L'histoire de l'éducation au Koweït au milieu du siècle], Koweït, p. 45.

27 Pour la retranscription de l'entretien voir Khaled Al-Bassam, *Sadmat Al-Ihtikak: Hikayat Al-Irasaliyya Al-Arnerikiyya fi Al-Khalij we Al-jazira Al-Arabiyya, 1892-1925* [Le choc du contact : l'histoire de la mission américaine dans le Golfe et en Arabie], Beyrouth, 1988, pp. 159-161.

28 Pour une biographie de Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, voir Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatibi*.

29 May Muhammad Al-Khalifa, *Ma Sheikh Al-Udaba fi al-Bahrain: Ibrahim Bin Muhammad Al-Khalifa 1850-1933* [Avec le grand écrivain bahreïni Ibrahim Bin Muhammad Al-Khalifa 1850-1933], Bahreïn, 1993, p. 34.

30 Moubarak Al-Khater, *Min A'lam Al-Khalij Al-Arabi: Nabighat Al-Bahrain Abdullah Al-Zayed Hayatihi we A'malihi 1894-1945* [Notables de la péninsule arabique: le génie de Bahraïn Abdullah Al-Zayed, sa vie et son oeuvre 1894-1945], Beyrouth, 1972, p. 146.

31 *Al-Manar*, 16 (1913), pp. 396-399, in Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, p. 228. Aussi Youssef Ibish, *Rihlat Al-Imam Muhammad Rashid Rida* [Le voyage de l'Imam Muhammad Rashid Rida], Beyrouth, 2000, pp. 71-72.

32 *Ibid.*, p. 353.

33 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, pp. 345-347.

34 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 260.

35 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, pp. 206-207.

36 Dr Muhammad Hassan Abdullah, *Al-Shi'r we Al-Shu'ara fi Al-Kuwait* [Poésie et Poètes au Koweït], Koweït, 1987, pp. 11-12.

37 Abdullah Abdul Aziz Al-Duwaysh, *Diwan Hammud Al-Nasser Al-Badr* [La poésie de Hammud Al-Nasser Al-Badr], Koweït, 1981, pp. 8-9. Voir aussi Khaled Saud Al-Zayd, *Udaba' Al-Koweït fl Qarnayn* [Deux siècles d'écrivains koweïtiens], Koweït, 1976, vol. 1, pp. 36-40.

38 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, p. 352.

39 Abdullah Yussuf Al-Ghoneim, *Akhbar Al-Kuwait: Rasail Ali Bin Ghouloum Reda Al-Wakil Al-Ikbbari li Britaniya fi Al-Kuwait*, Koweït, 2007, p. 26.

40 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, vol. 1, pp. 283-288.

41 Khaled Fahd Jarallah, *Tarikh Al-Khadamat Al-Sihyya ii Al-Kuwait Min Al-Nasba Hatta Al-Istiqlal* [Histoire du service de santé au Koweït des débuts à l'indépendance], Koweït, 1996, p. 58.

- 42 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, vol. 1, p. 289.
- 43 Résident Cox à Cheikh Moubarak, 7 juin 1908.
- 44 Khaled Fahd Jarallah, *Tarikh Al-Khadamat Al-Sihiyya ii Al-Kuwait Min Al-Nasba Hatta Al-Istiqlal*, p. 157.
- 45 *Ibid.*, pp. 73-76.
- 46 Voir le rapport de Zwemer de sa visite au Koweït en 1903 à Al-Bassam, *Sadmat Al-Ihtikak*, pp. 171-174.
- 47 Mylrea, *Al-Kuwait Qabl Al-Naft*, pp. 40-42.
- 48 Zubayda Ali Ashkenani, *Min Nafidhat 'Al-Americani': Taqarir Al-Aamilin fi Mustashfa al-Irsaliyya Al-Americiyya An al-Kuwait Qabl Al-Naft*, p. 5.
- 49 Khaled Fahd Jarallah, *Tarikh Al-Khadamat Al-Sihiyya ii Al-Kuwait Min Al-Nasba Hatta Al-Istiqlal*, pp. 110-111. Aussi Al-Hatem, Min Hung Badallt Al-Kuwait, pp. 90-93, 103.
- 50 Eleanor Calverley, *Kuntu Awal Tabiba fi Al-Kuwait* [J'ai été la première femme médecin au Koweït], trad. Abdullah Al-Harem, Koweït, 1968, pp. 39-40.
- 51 *Ibid.*, p. 44.
- 52 *Ibid.*, p. 52.
- 53 *Ibid.*, p. 55.
- 54 Al-Bassam, *Sadmat Al-Ihtikak*, p. 86. A noter que la date de la visite est noté le 27 janvier 1916, ce qui est impossible car Cheikh Moubarak est décédé en novembre 1915.
- 55 Ayyub Hussein, *Ma Dhikrayatina Al-Kuwaitiyya* [Nos souvenirs koweïtiens], Koweït, 1984, p. 55.
- 56 Moubarak à Knox, 10 juin 1907, *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, pp. 410-411.
- 57 *Ibid.*, p. 416.

58 Artiste accompli, Shakespear est l'auteur du célèbre portrait du Cheikh.

59 Voir la correspondance diplomatique britannique sur le service postal et télégraphique au Koweït in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 4, pp. 3-21.

60 *Ibid.*, p. 118.

61 *Ibid.*, pp. 296-297.

62 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, vol. 1, pp. 696-704.

63 Calverley, *Kuntu Awal Tabiba fi Al-Kuwait*, pp. 105-107, 113, 116, 140-141, 160.

64 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 138.

65 En 1923, l'orthographe évolue sous la forme actuelle - 'Koweït'.

66 Muhammad Abdul Hadi Jamal, *Tà'rikh Al-Khadamat Al-Baridiyya fi Al-Kuwait* [Histoire des services postaux au Koweït], Koweït, 1994, pp. 133-136.

67 Antaki, *Al-Riyad*, p. 624.

68 *Ibid.*, p. 651.

69 Khaled Al-Bassam, *Al-Qawafil: Rihlat Al-Irsaliyya Al-Amerikiyya fi Mudun Al-Khalij wa Al-jazira Al-Arabia 1901-1926* [Les caravanes : les voyages de la mission américaine dans les villes du Golfe et d'Arabie 1901-1926], Bahreïn, 1993, pp. 74, 85.

70 *Ibid.*, p. 93.

71 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, pp. 41-46.

72 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, vol. 3, p. 181.

73 Voir le rapport de Zwemer de sa visite au Koweït en 1903 à Al-Bassam, *Sadmat Al-Ihtikak*, pp. 171-174.

74 Pour l'histoire des diwaniyyas et le développement de leur rôle politique et social voir Yaqub Youssef Al-Kundari, *Al-Diwaniyya Al-Kuwaitiyya* [La diwaniyya koweïtienne], Koweït, 2002.

75 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid*, p. 335.

76 Mylrea, *Al-Kuwait Qabl Al-Naft*, pp. 36, 46.

77 Al-Bassam, *Al-Qawafil*, pp. 108-110.

78 Anastace Al-Karmali, 'Al-Kuwait', *Al-Mashriq*, 7(10), 1904, p. 455.

79 Hussein, *Ma Dhikrayatina Al-Kuwaitiyya*, p. 135.

80 Pour sur de détail sur l'importation et la distribution d'eau, voir *ibid.*, pp. 130-143. Ainsi que Yaqub Youssef Al-Hajji, ed., *Al-Kuwait Al-Qadima: Siwar wa Dhikrayat* [Le Koweït ancien : photographies et souvenirs], Koweït, Center for Koweïti Research and Studies, 1997, pp. 92-100.

81 Hussein, *Ma Dhikrayatina Al-Kuwaitiyya*, p. 137.

82 Calverley, *Kuntu Awal Tabiba fi Al-Kuwait*, p. 156.

83 *Ibid.*, p. 157.

84 'Safahat wa Watha'iq Min Qissat Al-Ma' fi Al-Kuwait' [Pages et documents sur l'histoire de l'eau au Koweït], *Risalat Al-Kuwait*, 3(10) (2005), p. 10.

85 Adnan bin Salem bin Muhammad Al-Rumi, *Tarikh Masajid Al-Kuwait Al-Qadima* [L'histoire des vieilles mosquées du Koweït], Koweït, 2002, p. 130.

86 Calverley, *Kuntu Awal Tabiba fi Al-Kuwait*, p. 112.

87 *Ibid.*, p. 110.

88 Violet Dickson (Um Saud), intro. Sayf Marzouq Al-Shamlan Al Sayf, *Arba'un Aam fi Al-Kuwait* [Quarante ans au Koweït], Koweït, 1994, p. 11.

89 Grigori Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 202.

90 Raunkiaer, *Abr Aljazeera Al-Arabiyya al Dhahr Jamal*, p. 71.

91 Muhammad bin Ibrahim Al-Sahybani, *Risala fiha Hawadith wa Wafiyat Al-A'yan min Tadwinat Khan Bahader, Abdullah Al-Qinai*, [Un récit de la vie et de la mort des Notables, selon Khan Bahader et Abdullah al-Qinai], Koweït, 2006, p. 113. Voir aussi Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 288-299.

Chapitre 4

1 Youssef bin Issa Al-Qinai, *Sahafat min Tarikh Al-Kuwait* [Pages de l'histoire du Koweït], Le Caire, 1946, pp. 22-23.

2 Salim Touma, *Sufun Russiyya fi Al-Khalij Al-Arabi 1899-1903, Mawad Min Arsheef Al-Dawla Al-Markazi lil Ustuul Al-Bahri Al-Harbi* [Navires russes dans le Golfe persique 1899-1903, Documents issus des archives du gouvernement central de la Marine], Moscou, 1990, p. 92.

3 Muhammad Rashid Al-Fil, *Al-Jughrafiya Al-Tarikhyya lil Kuwait* [L'histoire géographique du Koweït], Koweït, 1985, p. 110.

4 Abdullah Al-Salah Al-Uthaymni, *Al-Alaqat Bayn Al-Dawla Al-Saudiyya Al-Awla wa Al-Kuwait*, [relations entre le premier état saoudien et le Koweït], Riyad, 1990, p. 85.

5 Raunkiaer, *Abr Aljazeera Al-Arabiyya al Dhahr Jamal*, p. 75. Aussi Muhammad bin Ibrahim Al-Shaybani, *Al-Kuwait Kama Ra'aha Al-Siyasi Al-Denmarki Barclay Raunkiaer 1330/1912* [Le Koweït vu par l'homme politique danois Barclay Raunkiaer en 1330/1912], Koweït, n.d., p. 23.

6 Antaki, *Al-Riyad Al-Muzhira Bayn al-Kuwait wa Al-Muhammara*, p. 651.

7 Le political resident de l'Arabie turque au Political Resident de Bouchehr, 25 juin 1900, in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 6, p. 4.

8 Wahbah, *Jazirat Al-Arab fi Al-Qarn Al-Ishrin*.

9 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 289.

10 Raunkiaer, *Abr Al-Jazira*, pp. 76-77; Al-Shaybani, *Al-Kuwait Kama Ra'aha*, pp. 24-25.

11 Yacoub Youssef Al-Hajji, *Al-Nashatat Al-Babriyya Al-Qadima fi Al-Kuwait* [Activités maritimes anciennes au Koweït], Koweït, 2007, pp. 182-183.

12 Antaki, *Al-Riyad Al-Muzhira Bayn al-Kuwait wa Al-Muhammara*, p. 653.

13 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949* (London, 1994), pp. 529-532, 543-548.

14 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 157-158.

15 Cheikh Moubarak à Al-Sayyid Faisal bin Turki, 29 mars 1910, in *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, vol. 1, p. 716.

16 Cheikh Moubarak à Shakespear, 4 novembre 1912, et réponse de Shakespear, *ibid.*, pp. 117-119.

17 Muhammad bin Ibrahim Al-Shaybani, *Risala fiha Hawadith wa Wafiyat Al-A'yan min Tadwinat Khan Bahader, Abdullah Al-Qinai*, p. 27. Voir aussi Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 291.

18 Cheikh Moubarak à Cox, 16 mai 1913, in *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, pp. 733-734.

19 Pour une copie du certificat, voir *ibid.*, p. 114.

20 Pour une copie du certificat, voir *ibid.*, p. 115.

21 Pour une copie du certificat, voir *ibid.*, pp. 3-8.

22 Hasanayn Tawfiq Ibrahim, 'Imarat Al-Kuwait min Al-Nash'a hatter Al-Himaya Al-Baritaniyya am 1899 - Al-Alaqat Al-Khalijiyya' [L'émirat du Koweït de ses débuts au protectorat britannique en 1899 - Relations avec les pays du Golfe], in Ahmad Al-Rashidi, *Al Kuwait min Al Imara Ila Al Dawla* [Le Koweït d'émirat à Etat], Le Caire, 1993, p. 193.

23 Al-Hajji, *Al-Nashatat Al-Babriyya Al-Qadima fi Al-Kuwait*, pp. 84, 89-90.

24 Sayf Marzouq Al-Shamlan, *Tarikh Al-Ghaws ala L'Lulu' fi Al-Kuwait wa Al-Khalij Al-Arabi* [Histoire de la pêche à la perle au Koweït et dans le golfe persique], Koweït, 1986, p. 275.

- 25 Yaqoub Youssef Al-Hajji, *Sina'at Al-Sufun Al-Shira'iyya fi Al-Kuwait* [L'industrie du bateau à voile au Koweït], Qatar, 1988, pp. 253-254.
- 26 Issa Al-Qitani, *Dalil Al-Muhtar fi Ilm Al-Biha* [Le Guide de la mer], Koweït, 1964, pp. 193-196.
- 27 Al-Hajji, ed., *Al-Kuwait Al-Qadima: Siwar wa Dhikrayat*, p. 37.
- 28 Voir Ahmad Abdul Aziz Al-Mazini, Al-Kuwait we Tarikhuha Al-Bahri Aw Rihlat Al-Shiraa' [L'histoire maritime du Koweït: histoires de voile], Koweït, 1986.
- 29 Al-Hajji, ed., *Al-Kuwait Al-Qadima: Siwar wa Dhikrayat*, pp. 164-165.
- 30 *Ibid.*
- 31 Touma, *Sufun Russiyya fi Al-Khalij Al-Arabi 1899-1903*, p. 132.
- 32 Abdul Malik Khalaf Al-Tamimi, *Abhath fi Tarikh Al-Kuwait* [Etudes sur l'histoire du Koweït], Koweït, 1999, p. 93.
- 33 H. V. F. Winston, *Captain Shakespear: A Portrait*, p. 119.
- 34 *Ibid.*, pp. 94-95.
- 35 Yaqub Youssef Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, pp. 47-48.
- 36 Voir Ibrahim Al-Shakli, *Al-Badawa fi Al-Kuwait, Dirasa Maydaniyya* [Vie bédouine au Koweït: une étude de terrain], Koweït, 1987.
- 37 Voir le point de vue des diplomates britanniques quant à ces développements in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 4, pp. 615-629.
- 38 Mylrea, *Al-Kuwait Qabl Al-Naft*, p. 37.
- 39 Al-Hatem, *Min Huna Bada'at Al-Kuwait*, p. 271.
- 40 Antaki, *Al-Riyad Al-Muzhira Bayn al-Kuwait wa Al-Muhammara*, pp. 561-562.
- 41 Raunkiaer, *Abr Al-Jazira*, pp. 77-78 ; Al-Shaybani, *Al-Kuwait Kama Ra'aha*, pp. 25-26.

42 Khaled Al-Bassam, *Rizal fi Jazair Al-Lu'lu'* [Hommes sur les îles perlières], Manama, 1991, pp. 74-75.

43 Adel Muhammad Al-Abd Al-Mughni, *Dalil Ma'rad Al-Imlah Al-Kuwaitiyya abr Al-Tarikh* [Guide de l'exposition sur les devises koweïtiennes à travers les âges], Koweït, 1996, pp. 11-17.

44 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 163.

45 Al-Shihab, *Rijal fi Tarikh Al-Kuwait*, vol. 1, p. 422.

46 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, p. 189.

47 Al-Ghoneim, *Akhbar Al-Kuwait: Rasail Ali Bin Gholoum Reda Al-Wakil Al-Ikhbari li Britaniya fi Al-Kuwait*, p. 49.

48 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, vol. 3, pp. 1566-1567.

49 Antaki, *Al-Riyad Al-Muzhira Bayn al-Kuwait wa Al-Muhammara*, p. 640.

50 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, pp. 1548-1549, 1560.

51 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 79-80.

52 Qassem, *Al-Khalij Al-Arabi*, p. 289.

53 Ashraf Muhammad Abdul Rahman, *Tarikh Al-Iraq Al-Siyasi min Nihayat Hukrn Midhat Pasha ila Qiyam Hukm Al-Itihadiyyeen 1872-1908* [Histoire politique de l'Irak de la fin du règne de Midhat Pasha au début de celui des Unionistes 1872-1908], Le Caire, 1993, pp. 326-330.

54 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, pp. 101-108.

55 *Ibid.*, pp. 120-122.

56 *Ibid.*, pp. 123-127.

57 *Ibid.*, p. 128.

58 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 89.

59 *Ibid.*, pp. 95-97.

60 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, p. 1566.

Chapitre 5

1 Mylrea, *Al-Kuwait Qabl Al-Naft*, p. 28.

2 Khair Al-Din Al-Zarakli, *Al-Wajiz Sirat Al-Malik Abdul Aziz* [Histoire concise du roi Abdul Aziz], Beyrouth, Dar Al Elm Lil Malaveen, 1970, p. 21.

3 Jibrān Shamiyya, *Al Saud' Madihum wa Mustaqbalihim* [La famille Saoud: passé et futur], Londres, Dar Riyad Al Rayess, n.d., p. 91.

4 Banwa Mishan, *Abdul Aziz Al Saud: Sirat Batal wa Mawlid Marnlaka* [Abdul Aziz Al Saud: l'histoire d'un héros et la naissance d'un royaume], traduit en arabe par Abdul Farrah Yaseen, Beyrouth, Dar Al Kateb A Arabi, n.d., p. 61.

5 Dickson, *Kuwait and his neighbours*, p. 136.

6 Qassem, *Al-Khalij Al-Arabi*, pp 268-269.

7 Al-Mizyan, *Tā'rikh wa Amjad*, pp. 98-99. Aussi Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, vol. 2, pp. 35-36.

8 Le texte de la lettre de Cheikh Moubarak figure dans Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 33.

9 Al-Sarif est le site d'un puits près de la ville de Al-Tanuma, entre Ha'il et Al-Qasim.

10 Qadri Qalaji, *Adwa' ala Tarikh Al-Koweït* [Pleins feux sur l'histoire du Koweït], Beyrouth, 1962, pp. 78-79.

11 Grigori Bondarevsky *Al-Kuwayt*, p. 185.

12 Col Kendall, political resident à Bouchehr, au vice-roi et gouverneur des Indes, 18 avril 1901.

- 13 Archives ottomanes à Istanbul, 31 décembre 1901, n°29/423.
- 14 Archives ottomanes à Istanbul, 1 janvier 1902, n°60/423.
- 15 Qassem, *Al-Khalij Al-Arabi*, p. 279.
- 16 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949* (London, 1994), p. 580.
- 17 Sultan bin Muhammad Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah* [Une biographie de Cheikh Moubarak Al-Sabah], Sharjah, 2004, p. 126.
- 18 *Ibid.*, p. 228.
- 19 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 231.
- 20 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid*, p. 175.
- 21 Khaled Hammond Al-Sa'dun, *Al-Alaqa bayn Najd wa Al-Kuwait 1319-1341 AH / 1902-1922 AD* [Les relations entre le Najd et le Koweït 1319-1341 / 1902-1922], Koweït, 1990, p. 100.
- 22 Ashkenani, *Min Nafidhat 'Al-Americani': Taqarir Al-Aamilin fi Mustashfa al-Irsaliyya Al-Americiyya An al-Kuwait Qabl Al-Naft*, p. 11.
- 23 Al-Mizyan, *Ta'rikh wa Amjad*, pp. 120-121.
- 24 Al-Sa'dun, *Al-Alaqa bayn Najd wa Al-Kuwait*, p. 165.
- 25 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, pp. 211-217.
- 26 Munira Abdullah Al-Araynan, *Alaqa Najd bil Qiwa Al-Muhita 1319-1323 A.H./ 1902-1914 AD* [Les relations du Najd avec les puissances environnantes], Koweït, 1990, pp. 195-197.
- 27 Al-Sa'dun, *Al-Alaqa bayn Najd wa Al-Kuwait*, p., 118.
- 28 Moudi bint Mansour bint Abdul Aziz, *Al-Malik Abdul Aziz wa Mu'tamar Al-Kuwait 1923-1924* [Le roi Abdul Aziz et la conférence du Koweït, 1923-1924], Beyrouth, 1992, p. 82.

29 Pour plus d'informations sur la relation étroite entre Cheikh Moubarak and Cheikh Khaz'al voir Abdul Aziz Muhammad Al-Mansour, *Al-Kuwait we Alaqatiha bi Arabistan wa Al-Basra 1896-1915* [Koweït et ses relations avec l'Arabistan et Bassora 1896-1915], Koweït, 1980.

30 Koweït Political Agency, *Arabic Documents 1899-1949*, vol. 1, p. 112.

31 Al-Mansour, *Al-Kuwait we Alaqatiha bi Arabistan wa Al-Basra 1896-1915*, pp. 68-73.

32 Ali Nima Al-Hilw, *Al-Ahwaz (Arabistan) Imaret Ka'b Al-Arabiyya fi Al-Muhammara* [Al-Ahwaz (Arabistan) l'émirat arabe de Ka'b à Al-Muhammara], Bagdad, 1969, vol. 3, p. 131.

33 *Ibid.*

34 Mahmoud Ali Al-Dawid, *Ahadith an Al-Khalij Al-Arabi* [Histoires sur le Golfe persique], Bagdad, 1960, pp. 15-18.

35 Al-Hilw, *Al-Ahwaz (Arabistan) Imaret Ka'b Al-Arabiyya fi Al-Muhammara*, pp. 125-143. Aussi Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, p. 34.

36 Abdul Aziz Al-Mansour, *Al-Tatawwur Al-Siyasi li Qatar fi Fatrat ma bayn 1868-1916* [Le développement politique du Qatar 1869-1916], Koweït, 1980, p. 151.

37 Archives ottomanes à Istanbul, 2 Rajab 1315 AH, n°4/170.

38 Archives ottomanes à Istanbul, 2 Rajab 1315 AH, n°48/170.

39 Archives ottomanes à Istanbul, 9 Rajab 1315 AH, n°25/90.

40 Archives ottomanes à Istanbul, 9 Shawwal 1315 AH, n°29/91.

41 Archives ottomanes à Istanbul, 22 Rajab 1315 AH, n°56/90.

42 Archives ottomanes à Istanbul, 24 Rajab 1315 AH, n°56/90.

43 Archives ottomanes à Istanbul, 27 janvier 1898, n°29/91.

44 Nouriyya Muhammad Nasser Al-Saleh, *Alaqat Al-Kuwait Al-Siyasiyya bi Sharq Al-Jazira Al-Arabiyya wa Al-Iraq Al-Uthmani 1866-1902* [Les re-

lations politiques du Koweït avec la péninsule arabique et l'Irak ottoman], Koweït, 1977, pp. 57-58.

45 Al-Mansour, *Al-Tatawwur Al-Siyasi li Qatar fi Fatrat ma bayn 1868-1916*, pp. 162-165.

46 Slot, *Moubarak Al-Sabah, Founder of Modern Kuwait 1896-1915*, p. 279, p. 383.

47 Antaki, Al-Riyad Antaki, *Al-Riyad Al-Muzhira Bayn al-Kuwait wa Al-Muhammara*, pp. 682-683.

48 *Al-Manar*, 16 (1913), pp. 396-399. Aussi Youssef Ibish, *Rihlat Al-Imam Muhammad Rashid Rida* [Le voyage de l'Imam Muhammad Rashid Rida], Beyrouth, 2000, pp. 71-72.

49 Ibrahim Hilmi, 'Madi Al-jazira wa Mustaqbaliha' [Présent et futur de l'Arabie], Beyrouth, Avril 1914.

50 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 80-81, 228.

51 *Ibid.*, pp. 275-276.

Chapitre 6

1 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*.

2 Raunkiaer, *Abr Al-Jazira*, pp. 73 ; Al-Shaybani, *Risala fiha Hawadith wa Wafyyat Al-A'yan min Tadwinat Khan Bahader, Abdullah Al-Qinai*, p. 22.

3 Voir Philip Perceval Graves, *The Life of Sir Percy Cox* (London, 1941).

4 *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, vol. 1, pp. 726-728.

5 Slot, *Moubarak Al-Sabah, Founder of Modern Kuwait 1896-1915*, p. 276.

6 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, pp. 3833-3834.

7 Al-Hatem, *Min Huna Bada'at Al-Kuwait*, pp. 42-43.

- 8 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, pp. 3874-3875.
- 9 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 138.
- 10 Al-Hatem, *Min Huna Bada'at Al-Kuwait*, pp. 42_43.
- 11 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, pp. 3876-3877.
- 12 Pénélope Touzon, *Sijillat Al-Mu'tamad Al-Britani wa Al-Wikalat Al-Tabi'a Ihas fi Al-Khalij* [Archives de l'agent britannique et des agences relevant de ce dernier dans le Golfe], Koweït, 1993, pp. 13-14.
- 13 Archives ottomanes à Istanbul, 20 octobre 1904, n°113/480.
- 14 Archives ottomanes à Istanbul, 21 octobre 1904, n°113/480.
- 15 Archives ottomanes à Istanbul, 5 novembre 1904, n°113/480.
- 16 Pour une version complète du rapport de ce voyage rédigé par Knox en février 1906 incluant une liste des lieux visités, voir Report on Tour of Political Agent at Koweït to Hagar Al-Batin in Février 1906, janvier 1906, in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 1, pp. 6-28.
- 17 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, p. 138.
- 18 Le contrat prend fin en 1922.
- 19 Yaqub Youssef Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, pp. 198-199.
- 20 Knox à J. H. Bill, 23 août 1907 in *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, pp. 396_397.
- 21 Cox à Cheikh Moubarak, 6 septembre 1910 ; réponse du Cheikh 10 septembre, *Kuwait Political Agency, Arabic Documents 1899-1949*, pp. 58-62. Voir aussi correspondance diplomatique britannique sur l'esclavage au Koweït et dans le Golfe in *Records of Koweït 1899-1961*, vol. 4, pp. 227-284.

22 Voir correspondance diplomatique britannique sur l'extraction de pétrole au Koweït in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 5, pp. 3-14.

23 En 1935 elle change de nom pour devenir la Anglo-Iranian Oil Company.

24 Najat Abdul Qader Al-Jassem, *Al-Uthmaniyun wa Shamal Shikh Jazira Al-Arab, 1840-1909* [Les Ottomans et l'Arabie du nord 1840-1909], Le Caire, 1976, pp. 197-198.

25 Jassem, *Al-Uthmaniyun wa Shamal Shikh Jazira Al-Arab, 1840-1909*, p. 212.

26 Archives ottomanes à Istanbul, 22 Shawwal 1322 AH, n°129/482.

27 Al-Azami, *Al-Kuwait fi Al-Wathaiq*, pp. 14-15.

28 Jamal Zakariyya Qassem, 'Baritaniyya wa Al-Khalij Al-Arabi fi Al-Harb Al-Alamiyya Al-Ula' [La Grande-Bretagne et le Golfe pendant la Première guerre mondiale], in *Majallat Dirasat Al-Khalij we Al-jazira Al-Arabiyya*, 3 (1975), pp. 88-95.

29 Sayyed Nawfal, *Al Khalij Al Arabi Awe Al Houdoud Al Sharkia Lil Watan Al Arabi* [Le Golfe persique ou les frontières orientales de la nation arabe], Beyrouth, 1969, pp. 185-186.

30 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, pp. 203-205.

31 Khaz'al, *Tarikh Al-Kuwait Al-Siyasi*, pp. 155-160.

32 *Ibid.*, p- 161.

33 Al-Hajji, *Al-Sheikh Abdul Aziz Al-Rashid, Sirat Hayatihi*, p. 203.

34 Bondarevsky *Al-Kuwayt*, pp. 126-127.

35 Slot, *Moubarak Al-Sabah, Founder of Modern Kuwait 1896-1915*, pp. 280, 284-285.

36 Al-Sabah, *Al-Kuwait fi Dhil Al-Himaya Al-Britaniyya*, pp. 29-32.

37 Qassem, 'Baritaniyya wa Al-Khalij Al-Arabi fi Al-Harb Al-Alamiyya Al-Ula', p. 424.

38 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, pp. 143-144.

39 *Ibid.*, pp. 146-147.

40 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 107.

41 Voir la correspondance diplomatique britannique sur la ligne Berlin-Bagdad et le développement de leur position in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 1, pp. 427-482. Cheikh Moubarak au Political Resident Meade, Bouchehr, 13 janvier 1900. Voir aussi Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 147.

42 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 108.

43 Political Resident Meade, Bouchehr, au vice-roi des Indes, 23 janvier 1900,

44 Gaskin, Memo d'un entretien avec Cheikh Moubarak, Bouchehr, 5 février 1900.

45 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 114.

46 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, pp. 143-144.

47 Al-Azami, *Al-Kuwait fi Al-Wathaiq*, pp. 28-30.

48 *Ibid.*, pp. 31-32.

49 *Ibid.*, p. 33.

50 Voir la correspondance diplomatique britannique sur la British-India Steam Navigation Company ainsi que les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne au Koweït in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 4, pp. 161-180.

51 Cheikh Moubarak à Lyle, 4 Rabi Thani, 1318 AH.

52 Voir the report envoyé par Knox au Political Resident à Bouchehr le 3 septembre 1907, sur les activités de cette compagnie dans Major S. G.

Knox, Political Agent, Koweït au Political Resident, Bouchehr, 3 septembre 1907, *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 4, pp. 699-700, 701-704.

53 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, vol. 3, p. 1,565.

54 Jassem, *Al-Uthmaniyun wa Shamal Shikh Jazira Al-Arab, 1840-1909*, p. 26.

55 Pour le développement des intérêts russes dans le Golfe voir A. Lutsky, *Histoire moderne des pays arabes*, Moscou, 1969.

56 Gouvernement des Indes à Lord Hamilton, 14 février 1899.

57 Badr Al-Din Al-Khususi, 'Al-Nashat Al-Russi al Al-Kbalij Al-Arabi 1887-1907' [Activité russe dans le Golfe persique 1887-1907] in *Majallat Dirasat Al-Khalij wa Al-jazira Al-Arabiyya*, 5/18 (1979), p. 118.

58 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 193.

59 Emir Rezvan, *Russian Ships in the Gulf 1899-1903* [Navires russes dans le Golfe 1899-1903], Londres, 1993, p. 11.

60 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, pp. 267-268. Voir le texte du télégramme secret envoyé par Kruglov le 13 avril 1901 ainsi que le rapport Ovseyenko daté du 20 avril, *Ibid.*, pp. 219-223.

61 Rezvan, *Russian Ships in the Gulf 1899-1903*, p. 11.

62 *Ibid.*

63 *Ibid.*, p. 91.

64 *Ibid.*, p. 92-93.

65 *Ibid.*, p. 279.

66 Al-Khususi, 'Al-Nashat Al-Russi fi Al-Khalij Al-Arabi 1887-1907', pp. 119-122. Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, pp. 287-288.

67 Rezvan, *Russian Ships in the Gulf 1899-1903*.

68 *Ibid.*, p. 133.

69 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 367.

70 *Ibid.*, p. 158.

71 Al-Khususi, 'Al-Nashat Al-Russi fi Al-Khalij Al-Arabi 1887-1907', pp. 119-122.

Conclusion

1 J. J. Saldanha, *Al-Tarikh Al-Siyasi lil Kuwait fi ahd Moubarak, Dirasa Watha'iqiyya Muqarina bi Al-Mu'arrikkin Al-Mahalliyyin* [Histoire politique du Koweït sous Moubarak, une étude comparative entre historiens locaux], trad. Fattouh Al-Khatrash, Koweït: 1990, pp. 105-106.

2 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 164 et p. 312.

3 Political Agent Knox, Koweït, au Political Resident Cox, Bouchehr, 22 avril 1908.

4 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 319.

5 Saldanha, *Al-Tarikh Al-Siyasi lil Kuwait fi ahd Moubarak, Dirasa Watha'iqiyya Muqarina bi Al-Mu'arrikkin Al-Mahalliyyin*, p. 118.

6 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, vol. 1, p. 575.

7 Al-Sa'dun, *Al-Alaqa bayn Najd wa Al-Kuwait*, pp. 92-93.

8 Al-Ghoneim, *Akhbar Al-Kuwait: Rasail Ali Bin Gholoum Reda Al-Wakil Al-Ikbbari li Britaniya fi Al-Kuwait*, p. 13.

9 *Ibid.*, p. 86.

10 Grigori Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 439.

11 W. H. Shakespear, Political Agent, Koweït, au Political Resident, Bouchehr, 15 juin 1910, in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 1, pp. 329-330.

12 W. H. Shakespear, Political Agent, Koweït, au Political Resident, Bouchehr, 12 juillet 1910, in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 1, pp. 332-333.

13 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 258, pp. 281-282 and p. 293.

14 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 422.

15 *Ibid.*, p. 312.

16 Political Agent Knox, Koweït, au Political Resident Cox, Bouchehr, 8 juillet 1908.

17 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 287.

18 Slot, *Moubarak Al-Sabah, Founder of Modern Kuwait 1896-1915*

19 Al-Ghoneim, *Akhbar Al-Kuwait: Rasail Ali Bin Gholoum Reda Al-Wakil Al-Ikhbari li Britaniya fi Al-Kuwait*, p. 35.

20 Lorimer, *Gazetteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, p. 1536.

21 Consul Wratislaw, Bassora, à Sir N. O'Connor, Ambassadeur britannique, Constantinople, 2 Octobre 1899 in *Records of Kuwait, 1899-1961*, vol. 6, p. 673.

22 Al-Qassimi, *Bayan Al-Kuwait: Sirat Hayat Al-Sheikh Moubarak Al-Sabah*, p. 312.

23 Bondarevsky, *Al-Kuwayt*, p. 103.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
INTRODUCTION	
LE RÔLE DE CHEIKH MOUBARAK DANS LA CRÉATION DE L'ÉTAT KOWEÏTIEN MODERNE	11
CHAPITRE 1	
FAIRE UN ÉTAT.....	17
Les jeunes années de Cheikh Moubarak	19
Consolider l'État.....	21
Exploiter les rivalités internationales.....	38
CHAPITRE 2	
CONSTRUIRE UNE NATION	49
Le recrutement et l'armement des forces koweïtiennes	49
Un drapeau pour le Koweït	57
Les frontières du Koweït	59
CHAPITRE 3	
DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET RELATIONS INTERNATIONALES	69
Gouvernement et administration.....	69
Éducation et vie littéraire.....	76
Système de santé et l'Hôpital américain.....	83
Introduction de la technologie moderne.....	91
Conditions sociales.....	94

CHAPITRE 4

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.....	103
Commerce et négoce.....	103
Le soutien du Cheikh au commerce.....	105
Activités économiques des habitants du Koweït.....	110
Devises.....	117
Impôts et droits de douane.....	118
Les fermes de dattes à Faw.....	120

CHAPITRE 5

RELATIONS RÉGIONALES ET EMPLOI DES RESSOURCES POLITIQUES.....	125
Conflits et alliances : la relation avec les émirs du Najd.....	126
Alliance et coopération :	
relations avec le Cheikh d'al-Mouhammara.....	136
Rivalités et affrontements militaires :	
relations avec le Cheikh du Qatar.....	141
Appel à l'indépendance arabe.....	144

CHAPITRE 6

BATAILLE INTERNATIONALE POUR LE KOWEÏT.....	151
Intérêts britanniques à étendre son influence dans le Golfe.....	153
Hostilité française aux Britanniques dans le Golfe.....	164
L'Allemagne cherche à s'implanter dans la région.....	165
Les visées russes sur les ports en mers chaudes.....	173
CONCLUSION.....	185
NOTES.....	191

Éditions Erick Bonnier
5, rue du Helder
75009 Paris

N° d'impression :

MOUBARAK AL-SABAH

LA CRÉATION DU KOWEÏT

« Moubarak est le Koweït. C'est lui qui l'a hissé au-dessus de ses pairs, et a bâti sa réputation dans le monde entier... Sans lui, le Koweït serait resté anonyme. Sans lui, sa réputation n'aurait pas traversé le désert », écrit Abdul Aziz Al-Rachid, historien koweïtien.

Né en 1837, Moubarak Al-Sabah « Le Grand » est considéré comme le fondateur du Koweït moderne. Plaçant son pays sous protection britannique, afin d'échapper à la mainmise de l'Empire ottoman, il navigue habilement entre les ambitions des puissances européennes et locales, attirées par la situation géographique du Koweït, et son port en eaux profondes. Acteur politique clé d'une Péninsule arabe en formation, il est un allié fidèle des Al-Saoud, et construit alliances et inimitiés dans la région. À sa mort en 1915, le Koweït bénéficie d'infrastructures politiques, sanitaires, éducatives et commerciales qui préfigurent l'État koweïtien que nous connaissons aujourd'hui.